

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA MOBILISATION DES COMMUNAUTÉS
POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS
ET LA PLACE OCCUPÉE PAR LES PARENTS :
L'EXPÉRIENCE DE LA COMMUNAUTÉ DU MONT SERRAT (BRÉSIL)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL

PAR
AMÉLIE BOUCHARD

SEPTEMBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Il est difficile d'exprimer des remerciements à la hauteur de sa gratitude. Les mots semblent toujours manquer ou être si peu éloquents lorsque l'on tente de traduire sur papier le sentiment que l'on éprouve envers les personnes qui nous ont si généreusement prêté main forte. Je vais tout de même tenter de leur transmettre ne serait-ce qu'un millième de ma reconnaissance car le fait qu'ils aient cru en moi et que leur foi n'ait cessé de nourrir la mienne est si précieux.

Tout d'abord, un immense merci à Michelle Duval qui m'a accompagnée du début à la fin, dans les hauts et les bas de mon périple. Elle a su me soutenir jusqu'au bout et les réflexions que nous avons partagées ont continuellement alimenté ma passion. Une autre personne sans qui je n'aurais pu relever ce défi, c'est ma mère. Son support fut des plus variés : des petits plats cuisinés maison à la recherche de synonymes. Après avoir pratiquement fait son baccalauréat en travail social en révisant l'ensemble de mes travaux, elle mériterait bien maintenant un diplôme *honoris causa*! Merci maman!

Je tiens également à remercier les gens du Mont Serrat qui m'ont accueillie de façon si chaleureuse. Ils ont été présents dans mes souvenirs tout au long de la rédaction et c'est au nom de leur courage que j'ai conservé le mien. Un merci spécial pour Alan.

Enfin, merci à toutes ces personnes qui m'ont aidé à poursuivre mon chemin. Au Brésil, Elaine, les professeures Edalea et Regina, sans oublier mon chéri, Alex, toujours prêt à remuer ciel et terre pour que j'arrive à mes fins. Au Québec, Yanic, mon conseiller en logistique, Isa, ma compagne de cafés et mes collègues en alpha, Clode, Stéphane et Esther avec qui les discussions sont toujours aussi enrichissantes.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vi
LISTE DES TABLEAUX.....	vii
LISTE DES SIGLES.....	viii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE	
PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE.....	5
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	6
1.1 La maltraitance envers les enfants	6
1.2 Les interventions pour contrer la maltraitance envers les enfants	9
1.2.1 Les interventions des Directeurs de la protection de la jeunesse	9
1.2.2 La prévention	12
1.2.3 Des interventions qui visent les individus.....	14
1.2.4 Des interventions définies par les experts.....	17
1.3 Des pistes de solution: une approche collective qui vise une transformation de la société et qui mise sur la participation des parents	24
1.3.1 Des actions collectives	24
1.3.2 Une transformation profonde de la société	27
1.3.3 La participation des parents	29
CHAPITRE II	
CADRE D'ANALYSE	34
2.1 La vision freirienne de la mobilisation	35
2.2 La vision de Geertz quant au statut des connaissances des gens	39
2.3 La vision arendtienne de l'exercice du politique	43
2.4 Les questions de recherche.....	49

CHAPITRE III	
LA MÉTHODOLOGIE	50
3.1 Le choix du terrain de recherche.....	51
3.2 La cueillette des données	55
3.3 L'analyse des données.....	60
3.4 Les considérations éthiques.....	62
DEUXIÈME PARTIE	
RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION	64
CHAPITRE IV	
PRÉSENTATION DU CONTEXTE DE LA MOBILISATION	65
4.1 Les mouvements sociaux brésiliens	66
4.2 La vie au Mont Serrat.....	76
4.2.1 L'insuffisance d'infrastructures	78
4.2.2 La discrimination	80
4.2.3 Le narcotrafic	82
4.2.4 Les relations complexes travailleurs-narcotrafiquants.....	86
4.2.5 La face cachée de la favela : fête, créativité et solidarité.....	89
4.2.6 La famille pauvre : diversité de formes et entraide.....	93
4.3 La petite histoire de la mobilisation du Mont Serrat.....	98
4.3.1 La présence de prêtres catholiques.....	98
4.3.2 Le conseil communautaire	100
4.3.3 Le Centro Cultural Escrava Anastácia	102
4.3.4 Le Centro Social Marista Mont Serrat	104
4.3.5 Le Fórum Maciço do Morro da Cruz	106
4.4 Conclusion : Une communauté qui se prend en main.....	107
CHAPITRE V	
LA COLLECTIVISATION DE LA PRÉOCCUPATION ENVERS LES ENFANTS	109
5.1 La motivation à s'unir pour agir.....	109
5.2 Les différents acteurs de la mobilisation.....	114
5.2.1 Un leadership fort, partagé et politisé	115

5.2.2 Les mêmes leaders impliqués partout	121
5.2.3 Les femmes au premier rang	123
5.2.4 De jeunes militants.....	126
5.2.5 Pas tous les parents participent	131
5.2.6 L'importance du partenariat.....	138
5.3 Conclusion : Les premiers concernés au cœur de la mobilisation ?	140
CHAPITRE VI	
CE QUI FAVORISE ET FREINE LE PARLER ET L'AGIR ENSEMBLE	142
6.1 Les éléments favorisant le parler et l'agir ensemble.....	143
6.1.1 L'égalité dans la différence	144
6.1.2 Une équipe d'intervenants au profil particulier	148
6.1.3 Une place privilégiée pour les parents/résidants et les jeunes : entre l'idéal et la réalité	152
6.1.4 Des leaders/ intervenants accompagnateurs.....	155
6.1.5 Une approche et des stratégies d'intervention efficaces	159
6.1.6 Les motivations personnelles à la participation	167
6.2 Les freins à la mobilisation	171
6.2.1 Manque d'intérêt ou manque de temps ?	171
6.2.2 Sous le joug du narcotrafic.....	173
6.2.3 La société capitaliste et la logique de service	175
6.2.4 Une confusion au niveau des rôles.....	178
6.2.5 Après l'échec ou la victoire.....	182
6.3 Conclusion : Quand les freins deviennent moteurs.....	184
CONCLUSION	185
RÉFÉRENCES.....	190
APPENDICE A	
Grille d'entrevue	199
APPENDICE B	
Formulaire de consentement éclairé.....	201

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1 Carte de la ville de Florianópolis indiquant l'emplacement du Maciço do Morro da Cruz.....	77
4.2 Carte du centre-ville de Florianópolis indiquant l'emplacement du Maciço do Morro da Cruz et du Mont Serrat.....	77
4.3 Maison construite sur les terres escarpées du Mont Serrat.....	79
4.4 Vue d'ensemble de maisons construites sur le <i>morro</i> du Mont Serrat.....	79
4.5 Atelier de capoeira avec les enfants au CCEA.....	103
4.6 Jouet créé à partir de déchets domestiques.....	105
5.1 Terrain du réservoir d'eau.....	120

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Composition de l'échantillon.....	59

LISTE DES SIGLES

CCEA	Centro Cultural Escrava Anastácia
CEB	Comunidades Eclesiais de Base
CFESS	Conselho Federal de Serviço Social
DPJ	Directeurs de la Protection de la Jeunesse
FMI	Fonds Monétaire International
FMMC	Fórum Maciço do Morro da Cruz
LPJ	Loi sur la protection de la jeunesse
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
RAJE citoyenne	Rassemblement de la Jeunesse citoyenne
UFSC	Universidade Federal de Santa Catarina

RÉSUMÉ

Cette recherche consiste à explorer l'expérience de mobilisation d'une communauté brésilienne, espérant ainsi contribuer au développement des pratiques québécoises d'action collective dans le domaine Enfance/Famille. Plusieurs critiques se font entendre à l'égard des Directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ), d'où l'importance de s'intéresser aux interventions alternatives auprès des enfants maltraités et de leurs familles. Bien qu'elles proviennent du milieu communautaire, généralement reconnu pour l'aspect innovateur de ses actions, ces interventions, qui visent surtout le développement des compétences parentales, sont définies par des experts, ce qui nuit à l'*empowerment* des parents. Trois éléments caractérisent les pistes de solution identifiées par les auteurs qui ont porté un regard critique sur ces interventions : les actions doivent être menées collectivement, appeler une transformation profonde de la société et favoriser une participation active des parents. Il apparaît alors pertinent d'aller explorer ce que l'approche conscientisante, qui comporte ces trois éléments, peut apporter à l'intervention auprès des familles.

Munie des principes de l'approche conscientisante de Paulo Freire, bonifiés par la pensée de Clifford Geertz relative au savoir local et des concepts de Hannah Arendt quant à l'exercice du politique, j'ai exploré comment une communauté s'est mobilisée pour le bien-être de ses enfants. Quelle place occupent les parents dans cette mobilisation ? Quelles sont les conditions qui favorisent ou nuisent à une participation active des premiers concernés ? Les expériences d'action collective au sujet de la vie des familles étant rares au Québec, je me suis tournée vers l'expérience de mobilisation vécue par la communauté du Mont Serrat à Florianópolis au Brésil. La cueillette des données s'est faite à l'aide de trois méthodes : la consultation de sources écrites, l'observation participante et les entrevues.

Un bref survol du contexte social et politique révèle que la force des mouvements sociaux brésiliens ainsi que la culture de solidarité présente dans les communautés pauvres représentent des bases fertiles pour la mobilisation. En étudiant ensuite d'un peu plus près l'émergence de la mobilisation dans la communauté du Mont Serrat, on constate l'importance d'un leadership fort et partagé ainsi que du rôle des femmes au niveau de la collectivisation des préoccupations envers les enfants. On découvre également que les jeunes sont eux-mêmes des acteurs aujourd'hui très présents dans les actions collectives. Enfin, dans l'analyse des facteurs favorisant la mobilisation, les rapports égalitaires et le respect des différences apparaissent comme des éléments centraux tout comme le rôle d'accompagnateur des leaders/intervenants. Enfin, l'approche conscientisante est identifiée comme étant la clé du succès de cette expérience, espérons-le, inspirante pour nos pratiques au Québec.

Mots clés : maltraitance, enfants, parents, mobilisation, conscientisation

INTRODUCTION

Depuis mon stage au baccalauréat en travail social, en 2001, je travaille dans le domaine de l'éducation populaire. Durant les premières années, ce fut auprès de jeunes travailleurs non syndiqués et, depuis déjà 7 ans, auprès de personnes peu alphabétisées au sein d'un groupe d'alphabétisation populaire. Je crois énormément en l'approche conscientisante, incontournable en éducation populaire, qui m'a démontré, au cours de ces années, tout son potentiel au niveau de l'*empowerment* individuel et collectif des gens. Avant le début de mes études en travail social, j'ai participé à un projet visant l'éradication de l'exploitation sexuelle des enfants et adolescentes à San José, Costa Rica. La cause des enfants maltraités s'est donc rapidement et profondément installée en moi et c'est pour cela qu'aujourd'hui, dans cette recherche, j'essaie de faire se rejoindre ces deux passions qui, à première vue, semblent former un mariage peu commun mais, souhaitons-le, porteur de nouveauté pour la pratique du travail social dans le domaine de la famille.

Au Québec, la violence envers les enfants, aussi nommée maltraitance, est présente au sein de milliers de familles. De nombreux efforts sont faits dans le but de contrer ce triste fléau, principalement par les Directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ), sans contredit les principaux acteurs au Québec dans le domaine de l'intervention auprès des enfants maltraités et de leur famille. Or, plusieurs critiques se font entendre à leur égard (Marier, 2004). La médiatisation de cette critique s'est intensifiée au cours des dernières années, entre autre avec la sortie du controversé documentaire *Les voleurs d'enfance* de Paul Arcand (2005) portant sur les enfants victimes de violence et dépeignant de façon très négative l'intervention de l'État auprès de ces jeunes victimes. Cependant, dans tout ce brouhaha médiatique, très peu d'attention semble avoir été accordée aux solutions proposées et aux interventions

développées comme alternatives ou en complémentarité avec celles des DPJ auprès des enfants victimes de maltraitance. Non seulement très peu d'études ont été menées sur ces alternatives, mais aussi très peu d'auteurs ont porté un regard critique sur celles-ci. Bien qu'elles proviennent majoritairement du milieu communautaire, généralement reconnu pour l'aspect innovateur de ses actions (Chamberland, 1995), ces interventions, en grande partie développées dans le cadre des programmes gouvernementaux de prévention, semblent s'inscrire dans une même optique d'intervention que celles des DPJ, c'est-à-dire une optique « individualisante », normalisatrice et moralisatrice. Ainsi, ces interventions, qui visent surtout le développement des compétences parentales, sont définies par des experts qui jugent la qualité des relations parents-enfants par rapport aux normes établies socialement, ce qui a pour effet la culpabilisation plutôt que l'*empowerment* des parents.

Il apparaissait donc primordial d'aborder le sujet de ces familles dans une autre perspective; j'ai choisi celle de l'éducation conscientisante de Paulo Freire (1983). Cherchant à amener des transformations profondes dans la société par une action collective qui place les premiers concernés au cœur de la démarche, cette approche correspond aux pistes de solution identifiées par les auteurs qui ont porté un regard critique sur les interventions dans le domaine de la famille. Enfin, devant la difficulté à trouver, au Québec, des expériences de mobilisation collective s'inscrivant dans une démarche de conscientisation autour de la question des enfants, j'ai décidé de me tourner vers un autre pays, le Brésil, et plus particulièrement, l'expérience de la communauté du Mont Serrat à Florianópolis, qui est le résultat de plusieurs décennies de travail d'éducation populaire. Par l'exploration de cette expérience, je souhaite comprendre comment une communauté se mobilise pour le bien-être de ses enfants, quelles sont les conditions qui favorisent cette mobilisation, afin de contribuer au développement de nos pratiques, au Québec.

Dans le premier chapitre, je ferai un bref survol de la définition et des caractéristiques, généralement partagées au sein de la communauté scientifique, quant à la maltraitance envers les enfants. Suivra une exploration de diverses interventions mises en place afin de contrer cette maltraitance. Les interventions des DPJ ainsi que certaines autres développées dans le cadre des programmes gouvernementaux de prévention seront exposées pour ensuite mettre en lumière les principales critiques dont elles font l'objet. Ces critiques portant principalement sur le fait que les interventions visent le développement des compétences parentales et qu'elles sont définies par les experts, les pistes de solution apportées par les auteurs seront présentées sous trois grandes lignes directrices : des actions menées collectivement, appelant une transformation profonde de la société et favorisant une participation active des parents.

Dans le deuxième chapitre, afin d'explorer davantage comment cette approche collective, globale et participative peut prendre forme, j'ai choisi de retourner aux sources de l'approche conscientisante en exposant la vision de Freire. Ses réflexions, empreintes de certaines positions paradoxales, seront bonifiées grâce à celles de Clifford Geertz (1986) qui permettent d'aller au-delà d'une pensée dichotomique pour se plonger entièrement dans la complexité de la construction sociale du savoir. La pensée de Hannah Arendt (1983), très inspirante au sujet de l'exercice du politique, viendra ensuite enrichir ma réflexion sur les éléments qui peuvent favoriser l'action collective au sein d'une communauté.

Dans le troisième chapitre, je décrirai les choix que j'ai faits au niveau de la méthodologie de recherche. J'expliquerai tout d'abord les raisons pour lesquelles j'ai décidé de me pencher sur l'expérience de la communauté du Mont Serrat au Brésil. S'en suivra la présentation des stratégies de collecte de données utilisées : la consultation de sources écrites, l'observation participante et les entrevues. Tous les détails sur l'évolution de ma démarche sur le terrain et sur l'échantillon

d'informateurs seront également exposés. Finalement, la façon dont j'ai traité les données sera abordée ainsi que quelques considérations éthiques.

La deuxième partie du mémoire débute par un chapitre qui explique le contexte social et politique du Brésil et, plus particulièrement, celui de la communauté du Mont Serrat. Avant d'entrer dans le cœur de l'analyse des données, cette étape est apparue comme essentielle afin de situer l'expérience étudiée dans un cadre plus général et de bien comprendre la réalité vécue par ces gens. Il est évident que ce quatrième chapitre représente, en quelque sorte, une deuxième problématique et accroît l'ampleur du mémoire, mais il s'avère indispensable. Un bref survol de l'histoire des mouvements sociaux brésiliens ainsi que de leur influence sur les orientations du travail social y est présenté. Ensuite, j'exposerai en quoi consiste la vie dans le quartier défavorisé du Mont Serrat, ses principaux problèmes, tels que le narcotrafic et la discrimination, mais aussi ses forces. Je raconterai, pour terminer, l'histoire de la mobilisation de ses résidants, tout en dressant le portrait de ses lieux de participation citoyenne.

Les deux derniers chapitres s'attaquent enfin à la question principale qui est le processus de mobilisation vécu par les gens du Mont Serrat. Le chapitre V aborde l'émergence de la préoccupation envers les enfants sur la place publique; comment cette préoccupation devient un enjeu collectif et qui sont les personnes engagées dans cette démarche. Je tenterai de mettre en lumière la place occupée par les parents et de voir si ceux-ci en tant que premiers concernés se retrouvent au cœur de la mobilisation. Dans le chapitre VI, je compléterai l'analyse des éléments qui favorisent et freinent la mobilisation. J'examinerai en particulier comment le rôle des leaders et des intervenants influence la participation active des premiers concernés. Pour terminer, la conclusion reviendra sur quelques pistes de réflexion afin de faire ressortir comment l'expérience du Mont Serrat peut être une source d'inspiration pour le Québec.

PREMIÈRE PARTIE

PROBLÉMATIQUE, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

1.1 La maltraitance envers les enfants

Les enfants ont beau susciter des élans de tendresse et de protection chez la majorité d'entre nous, ils sont loin de se retrouver à l'abri de la cruauté de notre monde. Les enfants ainsi que leurs mères comptent toujours parmi les plus démunis et vulnérables face à l'injustice et à la violence (Chamberland, 2003). Le concept de violence envers les enfants, aussi nommé maltraitance, est décrit de différentes façons par de nombreux chercheurs. Toutefois, il n'y a pas de grandes divergences entre ces définitions qui proviennent d'études dites positivistes, conception largement dominante sur la scène des sciences sociales qui prétend à une connaissance objective du monde (Lesemann, 1994; Huot, 2002). En général, la notion de mauvais traitements ou maltraitance réfère à des comportements qui nuisent ou menacent l'intégrité, le bien-être ou le développement physique ou psychologique de l'enfant (Hanigan, 1990; Quiviger, 1990; Lemire, 2005). Selon Lemire, on regroupe habituellement ces comportements sous quatre grandes catégories : la négligence, l'abus physique, l'abus psychologique et l'abus à caractère sexuel (2005 : 1).

L'abus physique prend différentes formes (frapper, secouer, pousser, brûler, mordre, etc.), mais il est en général considéré comme une punition excessive dans un contexte donné ou une brutalité impulsive du parent qui n'arrive pas à contenir sa colère (Hanigan, 1990 : 151 ; Lemire, 2005 : 3). On distingue l'abus physique de la violence physique mineure en fonction des gestes posés, de leur intensité, de la

gravité de leurs conséquences et de l'intention de leur auteur (Lemire, 2005 : 3). L'abus psychologique prend aussi différentes formes : le rejet, le mépris, le terrorisme, l'isolement, etc. (*Ibid.* : 5-6). Ainsi, en tenant compte des comportements parentaux et de leurs conséquences actuelles et potentielles, toute conduite pouvant nuire gravement au bien-être et au fonctionnement psychologique de l'enfant est considérée comme de l'abus psychologique (Malo et al. cité dans Lemire, 2005 : 4). La négligence, pour sa part, peut être physique, médicale ou affective et réfère à une omission, intentionnelle ou non, de soins, d'attention ou de surveillance (Hanigan, 1990 : 152; Mayer-Renaud cité dans Quiviger, 1990 : 18). Il y a donc un certain chevauchement entre la négligence et l'abus psychologique qui est présent dans 60% des cas de négligence (Mayer-Renaud cité dans Lemire, 2005 : 5). Pour ce qui est de l'abus sexuel, on distingue deux types : les abus intrafamiliaux et les abus extrafamiliaux. L'abus sexuel touche principalement des jeunes filles qui sont abusées par des hommes et il est généralement graduel au niveau de la gravité des gestes (Hanigan, 1990).

Selon diverses études, la négligence est la forme de maltraitance envers les enfants la plus répandue, l'abus physique arrive au deuxième rang et suivent ensuite l'abus psychologique et l'abus à caractère sexuel (Hanigan, 1990 : 152 ; Sedlak et Broadhurst, 1996 & Tourigny et al., 2002 & Trocmé et al., 2001 cité dans Lemire, 2005 : 2). Selon les auteurs du bilan de 2010 des Directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ), qui ont décidé de mettre le focus sur cette forme de maltraitance :

Elle est le motif principal de signalement des enfants, non seulement au Québec, mais dans tous les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Dans la dernière année, plus de 38 % des signalements retenus par les directeurs de la protection de la jeunesse concernaient des motifs de négligence. (ACJQ, 2010 : 4)

Pour l'ensemble des formes de maltraitance, en 2009-2010, 70 716 signalements ont été faits au Québec et 30 620 d'entre eux ont été retenus touchant ainsi 25 809 enfants. Les signalements retenus pour négligence ou risque sérieux de négligence

ont été au nombre de 11 656 (*Ibid.* : 15). Après évaluation, 8 400 nouvelles situations d'enfants présentaient un besoin de protection et nécessitaient l'intervention des DPJ pour cause de maltraitance et 4 292 pour négligence (*Ibid.* : 17). Au total, 30 162 enfants ont été pris en charge par les DPJ en 2009-2010, la négligence touchant 68,1% d'entre eux (*Ibid.* : 18). De plus, on peut croire que l'ampleur du problème est nettement supérieure puisque certaines études indiquent que de nombreuses situations de maltraitance ne sont pas signalées aux DPJ (Lemire, 2005 : 8).

Les chercheurs s'entendent pour considérer la maltraitance comme le résultat de multiples facteurs en interaction (Hanigan, 1990 : 155; Tessier, 1996 : 3; Lemire, 2005 : 13). Or, de nombreuses études ont démontré que la maltraitance, en particulier la négligence, touche davantage les enfants provenant de milieux défavorisés (Lemire, 2005 : 13; Marier, 2004 : 65; Chamberland, 2003; Messier, 2001 : 536; Julien, 1999; Hanigan, 1990 : 153; Quiviger, 1990 : 19-20; Bouchard, 1981 : 7). Ainsi, la plupart des facteurs de risque rapportés sont des conditions associées directement à la pauvreté, comme le chômage, qui en est une cause, ainsi que le manque de ressources, l'isolement social, la grossesse à l'adolescence et la sous-scolarisation qui en sont, à la fois, causes et conséquences (Lemire, 2005). Ces conditions, limitant l'accès aux ressources et étant des sources importantes de stress, augmentent considérablement le risque de maltraitance (*Ibid.* : 13-16). Au-delà du contexte de pauvreté, les valeurs sociales telles que la tolérance face à la violence et les rapports de domination entre hommes et femmes et entre parents et enfants, peuvent favoriser le phénomène (Lemire, 2005 : 14; Quiviger, 1990 : 21; Hanigan, 1990 : 159). De plus, d'autres facteurs davantage liés aux parents sont identifiés, entre autres, les antécédents de maltraitance, l'alcoolisme et la toxicomanie, le manque d'estime de soi, les problèmes de santé mentale ainsi que le manque d'expérience et de connaissances parentales (Lemire, 2005). Il est important de souligner qu'il y a très souvent concomitance de la violence envers les femmes et de celle envers les enfants (Chamberland, 2003).

Considérant que la majorité des enfants pris en charge par les DPJ le sont pour cause de négligence et que la négligence, plus que toute autre forme de maltraitance, est directement liée à une situation de pauvreté, considérant également que tous les facteurs de risques énumérés, même ceux découlant de situations inhérentes aux individus, peuvent être amplifiés dans un contexte de pauvreté, nous pouvons en déduire qu'une approche mettant l'accent sur la transformation des conditions de vie détient un potentiel considérable pour contrer la maltraitance des enfants. Faisons donc maintenant un bref survol de certaines interventions qui visent à contrer cette maltraitance afin de voir si elles vont dans ce sens.

1.2 Les interventions pour contrer la maltraitance envers les enfants

1.2.1 Les interventions des Directeurs de la protection de la jeunesse

Les Directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) sont, sans contredit, les principaux acteurs dans le domaine de l'intervention auprès des enfants maltraités et de leurs familles. En vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ), ce sont ces personnes qui sont responsables, avec l'aide de leurs équipes d'intervenants, de veiller à la protection des enfants. Selon cette même loi, les professionnels travaillant auprès des enfants qui sont témoins de gestes ou de signes portant à croire que la sécurité ou le développement d'un enfant sont compromis se voient dans l'obligation de faire un signalement au DPJ (MSSS, 2008 : 20). Ainsi, les DPJ sont des acteurs incontournables en matière de maltraitance envers les enfants. Ils sont au nombre de 19 au Québec, dont deux à Montréal, et ils sont presque tous rattachés à un centre jeunesse (CDPDJ, s. d.). Ils ont la responsabilité de recevoir et d'évaluer les signalements ainsi que de prendre en charge la situation de l'enfant qui, après évaluation, démontre effectivement la présence de mauvais traitements. Pour ce

faire, ils ont la possibilité de proposer l'application de mesures volontaires ou de faire appel à la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec. On nomme mesures « volontaires » celles qui font l'objet d'une entente entre le DPJ, les parents et l'enfant, s'il est âgé de 14 ans et plus (MSSS, 2007 : 13). Si l'entente n'est pas possible, appropriée ou respectée, il y aura alors recours au tribunal. Les mesures peuvent aller jusqu'au placement de l'enfant dans une famille d'accueil, un foyer de groupe ou un centre jeunesse. Les DPJ ont également la tâche d'aider les parents à régler leur situation et de les référer à d'autres ressources (*Ibid.* : 15, 17). Enfin, ils doivent faire un suivi régulier de la situation de l'enfant pour éviter que les mauvais traitements ne se reproduisent (CDPDJ).

Loin de remettre en question la pertinence d'une loi pour la protection des enfants et des ressources pour la prise en charge des enfants lors de situations graves, je me questionne, comme plusieurs, sur les énergies investies afin d'éviter le recours à cette loi dite « d'exception ». Autrement dit, c'est une loi qui permet de restreindre certaines libertés habituelles dans des situations problématiques particulières qui supposent une certaine urgence (Thésaurus de l'activité gouvernementale, s.d.); c'est donc « une loi qui confère à l'État et à son appareil judiciaire de n'intervenir que dans le cas où il est établi que "la sécurité ou le développement d'un enfant" sont compromis » (FRHFVDQ, 2005 : 11). Ainsi, selon Labbé, « il est primordial de faire la distinction entre le besoin d'aide et le besoin de protection d'un enfant » (s. d. : 4). Sans vouloir nier la gravité de l'ensemble des situations de maltraitance des enfants, certains considèrent que cette loi et les instances qui en découlent devraient se concentrer sur les cas d'exception et non être les principales ressources pour l'ensemble des situations problématiques concernant les enfants. C'est le point de vue mis de l'avant par la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec :

Certes, la LPJ est une loi d'exception qui ne peut, à elle seule, régler toutes les conséquences de la violence conjugale sur les enfants. L'intervention

de tous les acteurs-trices qui œuvrent dans le domaine de la protection de l'enfant, la mise en œuvre de services sociaux universels pour les familles et les enfants dans une perspective d'une politique familiale globale et un meilleur arrimage entre les services de protection, de prévention et de réhabilitation, sont autant de facteurs garants d'une véritable protection des enfants et des femmes violentées et en difficulté (2005 : 19).

De plus, considérant les conséquences néfastes du retrait des enfants de leur milieu familial, un tel retrait doit rester une solution de dernier recours. Or, le risque de recourir au retrait devient plus présent du moment où le DPJ est impliqué dans la vie d'une famille.

Effectivement, le placement n'est pas une solution efficace pour bon nombre de jeunes dont la situation s'est même aggravée à la suite de celui-ci. Les jeunes se retrouvent dans un milieu de vie artificiel, coupés de leur réseau familial; lorsqu'ils quittent le foyer d'accueil, souvent le jour même de leurs 18 ans, ils sont laissés à eux-mêmes, sans avoir acquis les habiletés de base pour se débrouiller seuls (Marier, 2004). Voilà peut-être une des raisons pourquoi, souvent, leurs propres enfants seront des futurs « usagers » du DPJ (Hanigan, 1990 : 155; Messier, 2001 : 555). Le « trimbalage » des jeunes d'un centre à un autre est également un problème majeur car la nécessité que les jeunes ont de s'adapter constamment à un nouveau mode de vie et à de nouvelles personnes fait qu'ils en viennent à se replier sur eux-mêmes encore plus et à refuser tout lien de confiance par peur de le perdre par la suite (Marier, 2004 : 20). Afin d'éviter ce cycle de répercussions dévastatrices pour les familles, aborder la question sous l'angle de la prévention s'avère donc un objectif fondé : éviter l'intervention des DPJ et des placements, donc aussi, évidemment, prévenir la maltraitance envers les enfants.

1.2.2 La prévention

L'approche préventive suscite beaucoup d'intérêt chez nos gouvernements depuis les années 1990. De nombreux programmes visant la prévention, chez les parents et les enfants, de la reproduction de comportements socialement jugés non désirables ont vu le jour : Programme d'action communautaire pour les enfants (PACE), 1,2,3 GO!, Naître égaux et grandir en santé, etc. (GECPP, 2002 : 27). L'approche préventive est généralement définie par opposition à l'approche curative qui est la plus répandue (Quiviger, 1990). Bien qu'il y ait beaucoup de controverse à ce sujet, lorsque l'on parle de prévention, on la divise généralement en trois types : la primaire, la secondaire et la tertiaire. La prévention primaire est la prévention qui se fait avant même qu'il y ait apparition du problème, dans le cas présent, avant qu'il y ait maltraitance (*Ibid.*). C'est le temps passé à la suite de l'apparition du problème qui déterminera si l'intervention se fait à un niveau préventif secondaire ou tertiaire. La prévention secondaire et tertiaire se fait donc après l'apparition du problème et c'est pourquoi plusieurs remettent en question l'aspect « préventif » de cette prévention (*Ibid.*). Au Québec, au niveau de la prévention de la maltraitance, la prévention primaire semble être assez répandue autant dans les réseaux institutionnels que dans le milieu communautaire (Quiviger, 1990; Bouchard, 2000; Denis, 2001).

Les programmes de prévention primaire, qu'on connaît aussi sous le vocable de « prévention précoce », sont grandement inspirés de la perspective écologique. Le modèle écologique, très répandu dans le domaine de l'intervention auprès des familles, des jeunes et des enfants, amène l'idée qu'il faut prendre en considération l'influence de l'environnement social sur le développement et le comportement des individus (Bouchard, 2000, 1981; Huot, 2002 : 11). Les tenants de ce modèle parlent en termes d'adaptation du comportement et dans cette optique, la prévention devient la voie d'or afin d'éviter, le plus rapidement possible, qu'un environnement « inapproprié » entraîne des comportements inadaptés (Huot, 2002 : 11). Camil

Bouchard développe l'idée de cinq systèmes entourant l'individu : l'ontosystème qui se réfère aux compétences et habiletés des individus; le microsystème, à l'environnement immédiat et aux rapports familiaux; le mésosystème, aux ressources et à l'intégration des parents dans la communauté; l'exosystème, aux structures sociales et enfin le macrosystème, aux valeurs et croyances sociales (Bouchard, 2000, 1981).

Inspirée du célèbre dicton « Mieux vaut prévenir que guérir », l'approche préventive a pour ambition d'agir en amont des problèmes et ainsi d'éviter leurs effets néfastes et les coûts qui en découlent. L'approche préventive se voulant une réponse aux lacunes constatées au niveau de l'approche curative des DPJ, on peut s'attendre à y découvrir des interventions favorisant l'amélioration des conditions de vie des familles. En fait, les principaux objectifs des programmes, tels que le PACE et 1,2,3 Go!, se rapportent généralement au développement physique, social, affectif et cognitif des enfants, au soutien aux parents dans leur rôle auprès de leurs enfants ainsi qu'au soutien des efforts de la communauté, ce qui se traduit principalement par une offre accrue de services destinés à la famille (ASSS-CA, 2010; Damant, 1999). Les tenants de ces programmes affirment donc que ces derniers engendrent un certain nombre de résultats au niveau de la création de réseaux sociaux, qui brisent l'isolement des parents, du développement de leurs connaissances et de leur sentiment de compétence parentale et, ultimement, au niveau de l'amélioration du bien-être et du développement des enfants (*Ibid.*). Toutefois, ce type de prévention suscite chez plusieurs intervenants et chercheurs d'importants questionnements (GECPP, 2002). Un Groupe d'étude critique sur la prévention précoce a d'ailleurs été formé en 2000 afin de dénoncer « les fondements des approches sur lesquelles ils (les programmes) sont basés et qui mènent parfois à des interventions plutôt féroces que précoces » (Stewart, 2002 : 5).

1.2.3 Des interventions qui visent les individus

Dans la perspective écologique, l'intervention préventive peut se faire soit au niveau du développement de ressources appropriées dans l'environnement de la personne ou au niveau de la capacitation de la personne (Huot, 2002 : 13). Cependant, c'est sans contredit la deuxième option qui est la plus populaire :

De plus en plus, les programmes de prévention précoce utilisent la seconde de ces approches. Ils mettent sur pied des interventions qui visent essentiellement la personne, tentant de lui donner les capacités et les compétences appropriées. Souvent décrite comme de l'*empowerment*, cette façon de faire se rapproche facilement de la bonne vieille intervention de réadaptation ou d'adaptation sociale (*Ibid.* : 13).

Selon Ninacs, le traitement individuel est de loin la pratique la plus répandue du service social (1996 : 23). Les propos de Charbonneau démontrent que le domaine Enfance/Jeunesse/Famille ne fait pas exception :

On peut dire d'abord que tous (chercheurs, experts) partagent une vision très individualisante du problème ou des événements. Ceux qui considèrent que la maternité est un problème l'analysent d'abord dans l'agrégation des caractéristiques individuelles de l'ensemble de ces mères et y détectent la présence des problèmes à solutionner, dans la très grande majorité des cas, par des approches individuelles (...) (2002 : 9).

Au niveau de l'analyse, l'approche écologique semble permettre une vision globale de la situation, tenant compte non seulement de la pauvreté économique, mais aussi de la pauvreté sociale, culturelle et affective (Huot, 2002 : 11). Toutefois, si les conditions de vie et les enjeux politiques sont évoqués, ils ne sont pas reconnus comme des causes des difficultés parentales puisqu'ils ne sont pas des unités d'observations concrètement maîtrisables (GECPP, 2002 : 30). Au niveau de la pratique, on se borne donc trop souvent, au détriment des autres objectifs d'intervention, à viser le développement des compétences des parents ou à utiliser le facteur « pauvreté » comme simple outil afin de cibler les familles¹.

¹ Cette tendance à cibler les parents se retrouve dans les interventions rapportées par plusieurs auteurs : Clément, 2004; Poirier, 2002; Messier, 2001; Denis, 2001; St-Germain, 2000; Bouchard, 1981.

Selon Ninacs, un des dangers de cette approche individuelle est que le processus d'*empowerment* ne soit menacé par le rapport de dépendance qui se crée et fait passer l'individu sans ressources à un statut d'assisté (1996 : 23). La majorité de ces gens demeure alors sans pouvoir (*Ibid.* : 25). Les intervenants deviennent la source d'expertise et, sans même le vouloir, ils retirent subtilement aux parents leur compétence. Ces derniers deviennent alors dépendants des intervenants pour bien faire les choses et ne peuvent que se sentir coupables de ne pas être à la hauteur de ce qu'on attend d'eux. De plus, s'il n'y a pas considération des causes sociales de la situation, les parents risquent de se retrouver comme étant les uniques fautifs et responsables de leur situation. Or, ce sentiment de culpabilité est tout sauf constructif : il ne donne pas envie aux gens d'agir, il les pousse plutôt à se cacher et à nier le problème. Lesemann parle d'un processus d'individualisation du social et d'intériorisation, par les populations pauvres, de la responsabilité de leur état (1994 : 590). Dans ce rapport de contrôle de l'État justifié par la dispensation d'un service, les gens intériorisent un rapport d'infériorisation où l'humiliation et la honte les amènent non seulement à vouloir cacher leur pauvreté, mais à se cacher eux-mêmes : « Il y a certes une conscience d'un échec, d'une incompetence, d'une dégradation de la part du pauvre également, mais aussi une profonde interdépendance des jugements et donc des rapports qu'ils expriment » (*Ibid.* : 591) Cette culpabilisation des individus est d'autant plus préoccupante que « les compétences parentales des jeunes mères sont souvent mises en doute avant même qu'elles n'accouchent » (Stewart, 2002 : 6). Dans cette optique, la personne est considérée comme coupable jusqu'à preuve du contraire². Une importante question éthique se pose alors.

Les programmes de prévention précoce sont développés par l'État et ses institutions. Toutefois, plusieurs prennent forme dans le cadre de projets qui eux sont réalisés dans

² Sort qu'on ne réserve même pas aux accusés dans notre système judiciaire.

le milieu communautaire, en collaboration avec les DPJ et les CLSC (Clément, 2004; Poirier, 2002; Messier, 2001). Si ces programmes font largement appel au milieu communautaire, c'est que les groupes sont des ressources importantes pour les familles et représentent par conséquent « une porte d'entrée dans l'intimité des familles et des individus » (GECPP, 2002 : 25). Le milieu communautaire est généralement reconnu comme un lieu d'expérimentation très actif qui présente des interventions de qualité, variées et innovatrices (Parazelli, 1990 : 178; Chamberland, 1995). Cependant, dans le domaine Enfance/Jeunesse/Famille, bien qu'ils prennent en considération, dans leur analyse, des causes sociales à l'origine des problèmes, les organismes communautaires visent rarement, dans leurs stratégies d'action, l'amélioration des conditions de vie et le changement au niveau des structures sociales (Chamberland, 1995 : 56-57; Quiviger, 1990 : 103). Ils semblent donc s'être fait fortement influencer par les approches d'intervention prônées dans le milieu institutionnel et son interprétation du modèle écologique.

L'organisation du financement des groupes communautaires par le ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS) a entraîné une conception biomédicale du social qui appelle une intervention au niveau du traitement des symptômes d'une clientèle à risque plutôt qu'au niveau des causes sociopolitiques des problèmes sociaux (Parazelli, 1990). L'orientation des actions de ces groupes étant maintenant dictée par le ministère, elle ne provient plus de leurs membres, ce qui représente une grave dérive par rapport à leur mandat premier qui est la prise en charge des citoyens par eux-mêmes (*Ibid.*). En outre, le fait que ces groupes aient recours à du financement par programme³, parce que leur financement de base est déficient, affecte d'autant plus leur autonomie et entraîne un plus grand contrôle de la part de l'État non seulement sur les organismes, mais aussi sur les personnes (GECPP, 2002 :

³ Type de financement offert aux organismes œuvrant dans un domaine précis et qui fonctionne par un appel de projets basé sur une définition des problèmes sociaux et des priorités d'action établies dans un programme de financement d'un ministère.

25). Les organismes communautaires se retrouvent alors face à de grandes contradictions. Ils veulent travailler « en partant, comme principe d'intervention, d'un préjugé favorable qui reconnaît à la personne la capacité de savoir et de comprendre ce dont elle a besoin, d'y prendre parti et d'agir dans sa vie » (Stewart, 2002 : 7). Cependant, dans le cadre des projets de prévention précoce, les gens se retrouvent interpellés par le biais de leurs carences plutôt que sur la base de leurs réels besoins ou de leurs forces; la violence n'est pas abordée dans un contexte global (*Ibid.* : 5).

Mon intention n'est pas de nier la présence de facteurs individuels au problème de maltraitance chez les enfants puisque l'être humain a une certaine liberté d'action. Par contre, je me questionne fortement sur le fait qu'on intervienne presque uniquement au niveau de ces facteurs, que l'intervention dans ce domaine soit monochrome, sans réelle alternative et surtout, sans perspective collective pour agir sur les causes communes.

1.2.4 Des interventions définies par les experts

Un second danger que nous pouvons identifier quant aux interventions auprès des familles est que ces interventions ont tendance à adopter un point de vue d'experts et donc à porter un jugement normalisant et moralisateur sur les gens qui dérogent à ce qui est prescrit par ces experts. Au Québec, comme nous l'avons vu, la Protection de la jeunesse a défini légalement ce qu'est la maltraitance. Cette définition sert non seulement aux intervenants des DPJ pour évaluer les signalements, mais influence aussi divers autres acteurs, intervenants et chercheurs, dans leur définition de la maltraitance. De nombreux chercheurs se sont penchés sur la question de la définition de la maltraitance, de ses causes et de ses conséquences (Lemire, 2005). La question étant d'actualité, la définition qu'en font les experts est largement

diffusée et cela ne va pas sans influencer les divers milieux d'intervention. Ainsi, dans la grande majorité de ces milieux, c'est clairement à partir d'une définition qui provient d'experts que les comportements des parents sont jugés.

Dans ce cadre d'intervention, les familles sont identifiées comme étant « dysfonctionnelles » ou déviantes par rapport à une idée préconçue de la parentalité. Ce type d'intervention est d'ailleurs à l'image de l'intervention faite auprès des jeunes en centre jeunesse. Les commentaires recueillis par le Conseil Permanent de la Jeunesse (Marier, 2004) dans une étude auprès de jeunes ayant transité par ce système abondent en ce sens. Bien que certains jeunes affirment que les intervenants des centres jeunesse les ont grandement aidés dans un moment très difficile de leur vie, voire même sauvé la vie, beaucoup d'entre eux critiquent l'encadrement trop rigide, leur propre absence d'implication dans le processus de sélection de la ressource ainsi que la qualité inégale de l'écoute des intervenants et leur jugement hâtif sur les situations et les individus. Cette dernière critique rejoint celle du Dr Gilles Julien⁴ qui affirme que le problème des DPJ est que les interventions partent d'en haut et que les intervenants portent des jugements sur les apparences (*Les Francs Tireurs*, 2005). Même écho dans le cadre des programmes de prévention précoce : les personnes ne participent pas à la définition des problèmes, ni à l'élaboration des moyens à adopter pour s'en sortir; ce sont les experts qui définissent les normes sociales et les comportements souhaités (Huot, 2002 : 15).

À ce titre, l'intervention sociale représente une « entreprise de normalisation et de moralisation » et le renouvellement des pratiques se voit compromis dès le départ par la structuration du champ de l'intervention sociale par le point de vue de l'expert (Bourgeault, 2003 : 93). Depuis des années, nous parlons de l'importance de placer les gens au cœur des pratiques et de les impliquer dans la définition de la situation et

⁴ Le Dr Gilles Julien est reconnu pour avoir développé la pédiatrie sociale, une approche alternative auprès des enfants maltraités.

des solutions, mais tout cela semble rester de belles paroles qui n'ont pas beaucoup d'écho dans la pratique. Bourgeault écrit :

En pratique, on ne reconnaît pas vraiment à l'élève, au malade, au déviant, la capacité de définir les problèmes auxquels il fait face et encore moins leurs causes, ni donc d'analyser sa situation, de définir ses besoins et de formuler des demandes, de proposer éventuellement des voies d'action pour résoudre les problèmes relevés. On fait tout cela en son nom (...), sur la base d'une expertise qualifiée parfois de scientifique ou de professionnelle même lorsqu'elle ne fait que traduire ce qui relève du sens commun, lequel n'est, par définition, jamais critique (*Ibid.* : 95).

À la lumière des observations de Geertz, nous pourrions même ajouter que ce sens commun, en plus de ne pas être critique, est « un système culturel, un ensemble de croyances et de jugements relié sans trop de rigueur » (1986 : 17). Il prend donc des formes très distinctes, voire opposées, d'un contexte social à un autre, ce qui ne peut que confirmer le caractère relatif de la définition des problèmes.

Ainsi, ce n'est pas que légalement, mais aussi culturellement que la Protection de la jeunesse et les experts de la question définissent ce qu'est la maltraitance des enfants et par conséquent, ce qu'est un bon parent. Les gens qui travaillent pour cette institution détiennent un important pouvoir discrétionnaire et c'est à leur conception de la famille, de l'enfant et de son éducation qu'ils se réfèrent pour prendre des décisions. Ainsi, sans nécessairement le vouloir, les intervenants, provenant de la classe « dominante », ont une vision « culturocentriste » qui discrédite toute conduite qui ne se conforme pas à ses codes jugés « normaux » (Filion, 2005 : 31). Filion le démontre bien dans son documentaire *Y'ont inventé un nouveau monde* (2006), en présentant l'exemple d'une mère qui est jugée « incompétente » par une travailleuse sociale parce qu'elle n'isole pas son enfant dans sa chambre pour faire ses devoirs. Cette travailleuse sociale n'a jamais considéré que, dans la culture de cette mère, isoler son enfant dans sa chambre signifiait l'envoyer en punition, d'où sa préférence à lui faire faire ses devoirs sur la table de la cuisine parce qu'elle pouvait être plus proche de lui et l'aider.

Selon Huot (2002), c'est au niveau des fondements théoriques sous-tendant ces interventions que l'incohérence se situe. Les programmes de prévention précoce, à l'instar de plusieurs autres approches d'intervention utilisées auprès des enfants, des jeunes et des familles, sont fondés sur une perspective positiviste des problèmes sociaux, c'est-à-dire qu'on vise à établir des liens de causalité entre la présence d'un facteur donné et un comportement donné (*Ibid.* : 13). Ainsi, par la recherche de facteurs de risque, on procède à un dépistage des individus qui présentent ces facteurs de risque. Une telle perspective, issue directement de l'épidémiologie, semble inadéquate dans le domaine des sciences sociales « à cause de la complexité du comportement humain et des phénomènes sociaux, de la présence chez l'individu d'un libre-arbitre (capacité de faire des choix) et de l'interdépendance des facteurs en cause » (*Ibid.* : 15). Une nuance importante est à considérer : « la relation entre un facteur de risque et un comportement ultérieur est uniquement une relation statistique et qui n'est pas nécessairement une relation de causalité » (*Ibid.* : 15). Surtout, il ne faut pas faire abstraction de tout ce qui relève de la symbolique :

Ce positivisme de l'écologie du développement pose plusieurs questions d'ordre éthique et politique car il s'agit d'un usage scientiste de la démarche scientifique en sciences humaines. C'est-à-dire une pratique scientifique prétendant détenir la Vérité et les solutions grâce aux découvertes favorisées par le recours à ces méthodes qui se disent "objectives". Cette prétention est contestée depuis que les phénoménologues ont montré la complexité accrue des démarches scientifiques lorsqu'il s'agit de l'être humain car cet objet a la "fâcheuse habitude" de parler et de construire du sens à propos de lui-même compliquant ainsi l'interprétation des données de façon objective (GECPP, 2002 : 31).

Malgré tout, ce type de recherche reste prépondérant puisque, ayant pour objectif de cerner les problèmes afin de développer des programmes qui répondront aux « besoins » identifiés, il donne au gouvernement les instruments nécessaires pour mettre de l'ordre dans le chaos du social (Lesemann, 1994 : 581, 587)

En plus de reposer sur des fondements théoriques équivoques, la prévention précoce produit des résultats qui, selon le Groupe d'étude critique sur la prévention précoce, sont aussi inquiétants; lorsqu'on réduit « la spécificité de la parentalité à une question de gestion de comportements malsains définis par les experts », un processus de désappropriation de la responsabilité parentale s'opère (GECPP, 2002 : 31). Ceci n'est pas sans rappeler les réflexions de Ninacs quant au statut d'assisté des personnes aidées et rejoint directement les propos de Pariente : « Si une autorité supérieure, se substituant à l'individu, est capable de savoir ce qui est bon ou mauvais pour lui, il peut se sentir incapable de changer puisqu'il est considéré comme irresponsable. Il cesse d'être sujet et devient objet » (cité dans *Ibid.* : 31). Les citoyens, traités comme des « clients », se retrouvent pris dans une logique de consommation de services et la déresponsabilisation que cela entraîne fait disparaître les visées de développement social, de solidarité et d'entraide (*Ibid.* : 32; Huot, 2002 : 15). En fait, les effets bénéfiques semblent davantage superficiels puisqu'aucun changement n'a été recherché au niveau des conditions de vie des familles. Au contraire, cette « sur-intervention » amène souvent la DPJ dans le décor, parfois sans fondement, ainsi qu'une impressionnante brochette d'intervenants de toutes les spécialités. Cette « sur-intervention » ne manque pas de stigmatiser les gens et de générer beaucoup de stress (Stewart, 2002 : 6).

Les effets à long terme de la prévention précoce sont également préoccupants. Il y a lieu de se questionner sur l'image que l'enfant peut avoir de sa mère après que celle-ci ait été prise en charge par des experts et sur la qualité du lien familial qui en résulte, considérant en plus que les pères sont rarement pris en considération dans ces interventions (GECPP, 2002 : 31). Est-ce possible qu'en souhaitant prévenir la violence et l'exclusion sociale, on les crée ? N'est-ce pas une certaine forme de violence que d'essayer, sur de nombreuses années, de contrôler le comportement des gens afin qu'ils agissent selon ce qu'on a identifié comme étant la bonne façon, plutôt que d'essayer de comprendre la trajectoire de ces gens et d'être tolérants envers les

différences ? N'est-ce pas de l'exclusion sociale que d'exclure les premiers concernés de la définition des problèmes et des solutions ? De plus, on les exclut de la norme en les étiquetant comme étant des parents ou des enfants « à risque », c'est-à-dire possiblement déviants. Les propos de Huot expliquent bien cette exclusion : « En plus de ce déficit démocratique, les programmes de prévention précoce créent des groupes de population qui, à cause de leurs conditions de vie, sont soumis à un examen et à une surveillance constante et qui dès le berceau sont catégorisés et, éventuellement, stigmatisés » (2002 : 15). Nous l'avons vu, la pauvreté peut offrir un contexte favorisant l'émergence de la maltraitance. Par contre, le fait de cibler les gens parce qu'ils sont pauvres, de les classer ainsi et de les rassembler sous ce prétexte s'avère une façon de faire tout à fait inappropriée et artificielle. Depuis longtemps, des études montrent que le groupe que nous désignons comme étant les « pauvres » ne forme un groupe que parce qu'ils sont assistés et non pas parce qu'ils partagent une identité commune ou un sentiment d'appartenance à ce groupe (Lesemann, 1994 : 587-589). Le groupe des pauvres est une création institutionnelle dont personne ne souhaite faire partie. Loin de susciter la solidarisation de ces gens, leur infériorisation les prive de pouvoir et les exclut du débat public.

Finalement, les intervenants communautaires constatent qu'ils sont aussi perdants dans cette démarche. Ils sont également touchés par ce « déficit démocratique », étant exclus du processus de définition des programmes et confinés à un rôle d'exécutants (Huot, 2002 : 15), alors qu'ils seraient sans doute très bien placés pour comprendre et tenter d'expliquer la situation vécue par ces gens qu'ils accompagnent. Le cauchemar des intervenants du milieu communautaire apparaît alors comme une triste réalité : « D'une mission d'émancipation sociale, les organismes communautaires deviennent des vecteurs de contrôle social » (GECPP, 2002 : 32). Leur réalité ne ressemble plus beaucoup à l'idéal des espaces de citoyenneté où chacun peut participer de façon démocratique à la définition de la société et des actions pour la transformer : « la mobilisation communautaire se trouve alors

instrumentalisée pour la réalisation de programmes d'intervention conçus par des experts » (*Ibid.* : 32). Bédard va même jusqu'à qualifier l'intervention du secteur public de « répression moralisante individualisée », cette « très vieille technique de faire la morale aux pauvres et de leur rappeler, d'une façon ou d'une autre, qu'ils sont responsables de leur sort » (cité dans GECPP, 2002 : 32).

En dépit du constat que la pauvreté et ses diverses conséquences sont les plus importants facteurs de maltraitance, la plus grande partie de l'aide offerte aux parents dits maltraitants ou « à risque » s'inscrit donc dans une optique de développement des compétences parentales. Intervenir dans cette perspective implique deux importantes prémisses. Primo, cela signifie qu'on sous-entend que ces parents sont maltraitants parce qu'ils manquent de compétences et non parce qu'ils vivent une diversité de situations difficiles et précaires dont les causes peuvent être micro comme macro-sociales, ce qui nous amène ici à parler d'une intervention qui vise davantage l'individu que l'environnement. Secundo, cela signifie également que les intervenants se mettent dans une position d'experts qui définissent le problème et prescrivent les solutions. À ce titre, l'intervention sociale devient une « entreprise de normalisation et de moralisation »; nous la qualifierons dès lors de normalisatrice et moralisatrice (Bourgeault, 2003). Comment alors aborder autrement la question du bien-être des enfants et des familles ? Comment est-ce que les organismes communautaires pourraient retrouver le sens premier de leur mission ? Comment pourrions-nous, à travers nos interventions, reconnaître la compétence, la liberté, la dignité et l'autonomie des parents ?

1.3 Des pistes de solution: une approche collective qui vise une transformation de la société et qui mise sur la participation des parents

Les auteurs que nous avons vus précédemment ne se contentent pas de poser un regard critique sur les interventions existantes. De nombreuses pistes de solutions sont abordées dans leurs écrits. Toutefois, ils restent assez peu explicites quant aux moyens concrets à adopter pour aborder la problématique de la maltraitance des enfants sous un angle différent. Examinons tout de même ces pistes qui se regroupent sous trois grandes lignes directrices, à savoir faire appel à des actions menées collectivement, viser une transformation profonde de la société et favoriser la participation des premiers concernés, dans le cas présent les parents, dans la définition du problème et des solutions.

1.3.1 Des actions collectives

Il semble primordial de faire des efforts particuliers pour développer davantage les pratiques visant à agir sur le contexte et les structures sociales dans le domaine de l'intervention auprès des familles. Selon Marie Rhéaume de la Fédération des unions de famille, il est « essentiel de faire entendre un autre discours que celui qui tend à faire porter la responsabilité des problèmes par les individus » (GECPP, 2002 : 26). Elle parle de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté et, optimiste, elle affirme que « des solutions sont à notre portée, dans la mesure où elles seront élaborées et entreprises collectivement » (*Ibid.* : 26). Dans le même ordre d'idée, Ninacs estime que, bien qu'il soit beaucoup plus simple de cibler les individus, il est primordial de tenter de relever le défi de l'action collective axée sur l'*empowerment* (1996 : 25). À son avis, la majorité des gens « assistés » par nos interventions individuelles demeureront sans pouvoir tant et aussi longtemps que le fonctionnement de la société ne changera pas (*Ibid.* : 25). Certains auteurs vont même jusqu'à

préciser le modèle ou l'approche d'intervention collective qu'ils privilégieraient. Chamberland déplore l'absence d'action sociale parmi les interventions dans le champ Enfance/Jeunesse/Famille et elle recommande d'avoir recours à davantage de stratégies visant l'amélioration des conditions de vie (1995 : 56-57). Le Groupe d'étude critique sur la prévention précoce conclut en affirmant qu'un processus de conscientisation est incontournable afin de créer le débat et un rapport de force avec l'État (GECPP, 2002 : 36). Pour Quiviger également, la prévention primaire dans ce domaine ne peut éviter des actions de conscientisation (1990 : 22).

Malheureusement, aucun de ces auteurs ne définit ce qu'il entend par « action collective », « action sociale » ou « conscientisation ». Cependant les définitions qu'en ont faites Doucet, Favreau et leurs collaborateurs (1997) peuvent nous éclairer un peu plus à cet effet. Tout d'abord, l'importance de faire appel à des actions menées collectivement, des mobilisations, part de « l'affirmation selon laquelle les problèmes sociaux sont de nature collective et doivent faire l'objet de solutions collectives » (*Ibid.* : 6). On sous-entend ici que nous avons une responsabilité collective face au changement social. C'est sur ce principe que repose l'organisation communautaire, qui a porté et porte encore aujourd'hui différentes appellations telles qu'intervention collective ou intervention auprès des communautés, mais qui est un type d'intervention centré sur le contexte social et qui fait appel à des actions menées collectivement. L'organisation communautaire est une intervention qui part des gens, des communautés locales et qui vise, à travers un processus démocratique, à soutenir leur organisation pour une transformation des conditions de vie et la construction d'organisations dans lesquelles les gens sentent qu'ils ont un pouvoir (*Ibid.* : 10). Elle s'attaque donc aux inégalités, à la concentration du pouvoir, aux structures d'oppression et d'exploitation ainsi qu'aux discriminations (*Ibid.* : 7). Il est intéressant de souligner que, selon Doré, c'est la participation active des intéressés qui est la marque distinctive de la pratique de l'organisation communautaire (1985 : 211). L'action sociale, qui est une des stratégies d'organisation communautaire, vise

plus spécifiquement la résolution des problèmes sociaux par les groupes les plus démunis à travers un travail de défense de leurs droits (Doucet, 1997 : 17). Ici, on s'intéresse aux classes démunies non pas parce qu'elles sont faibles, mais pour la force réelle et potentielle qu'elles peuvent représenter; on met donc l'accent sur les forces, les talents, les habiletés des gens et non pas sur leurs insuffisances (*Ibid.*). L'approche conscientisante, aussi appelée conscientisation, est une approche d'organisation communautaire sous le grand modèle de l'action sociale (Fernandez, 1997) et c'est principalement dans l'optique de cette approche que je définirai ce que j'entends par « mobilisation des communautés ». Elle sera donc expliquée plus en détail dans le chapitre suivant.

On s'entend pour dire que les enfants représentent l'avenir de notre société, qu'ils sont une richesse collective et donc, une responsabilité collective. Le proverbe sénégalais « Ça prend tout un village pour élever un enfant » représente bien cet idéal et c'est sans doute pourquoi il est très souvent utilisé dans les outils de communication qui incitent les gens à la solidarité et au soutien à l'éducation des enfants (Cloutier, s. d. : 1). Cependant, dans les faits, la réalité semble bien différente pour les Québécois, principalement les Québécoises, qui se retrouvent très souvent seules avec la responsabilité de leurs enfants. Traditionnellement, les soins aux enfants ayant toujours été du ressort de la mère et associés à la sphère privée, le monde public, réservé aux hommes, exclut la préoccupation envers les enfants (Duval, 1990). Selon Duval, il y a là une injustice face aux parents qui se retrouvent seuls à se soucier des enfants et à compenser pour le mauvais fonctionnement de la société ; il s'avère fondamental que la question des soins aux enfants devienne publique (*Ibid.*). Pour cette auteure, l'existence même de la maltraitance envers les enfants en prouve la nécessité : « Les nombreux cas d'enfants négligés, rejetés ou violentés prouvent bien que l'exercice de la maternité n'est pas spontané, que les mères ont besoin d'être soutenues, que les conditions sociales d'un tel exercice sont primordiales » (*Ibid.* : 112). Tant qu'il y aura cette étanchéité entre les sphères

publique et privée, les mères resteront des citoyennes de seconde classe et les enfants, qui ne sont pas reconnus comme des êtres en soi, aussi. Nous devons prendre au sérieux les besoins des familles et des enfants et nous donner le pouvoir de réaliser les changements nécessaires en accordant aux familles un rôle central dans l'orientation de la vie collective. Pour cela, nous devons d'abord reconnaître la reproduction comme un acte socialement nécessaire à valeur humaine (*Ibid.* : 168), un acte qui soutient l'ensemble de notre système économique (Saraceno, 1995).

1.3.2 Une transformation profonde de la société

Il y a évidemment un lien direct à faire entre l'action collective et la transformation profonde de la société. Si on croit que les facteurs favorisant la maltraitance dépassent les caractéristiques ou comportements individuels, on se tourne nécessairement vers les structures ou les fonctionnements mis en place dans notre société. Ces structures et ces fonctionnements nous touchent tous collectivement et ce n'est pas que par le simple bon vouloir d'un individu que ceux-ci peuvent être transformés. Comme nous l'avons vu plus haut, Rhéaume et Ninacs justifient l'action collective par cette nécessité d'agir sur les causes structurelles de la pauvreté et sur le fonctionnement de la société. Plusieurs autres auteurs abordent également la question du changement dans les rapports sociaux et les structures sociales comme étant un objectif fondamental afin de réduire les inégalités et prévenir la maltraitance (Marier 2004; Bouchard, 2000; Hanigan, 1990; Quiviger, 1990). Caroline Stewart du Bureau de consultation jeunesse, en parlant de la délinquance, un phénomène très lié à la maltraitance, affirme qu'elle « doit être envisagée comme un problème social au lieu d'en faire porter toute la responsabilité par les individus » et que « la pauvreté est le premier objet sur lequel doivent porter nos interventions » (2002 : 7). Bref, il est fortement conseillé de revenir à une approche qui « impose de poser des choix de

société en agissant sur les causes structurelles de la pauvreté, en créant des emplois décents et des milieux de vie adéquats » (GECPP, 2002 : 23).

Nous l'avons vu, la pauvreté est identifiée comme étant le facteur de risque principal de la maltraitance envers les enfants. Évidemment, ce ne sont pas tous les parents pauvres qui maltraitent leurs enfants; il n'y a donc pas de lien causal direct entre la pauvreté et la maltraitance. Une importante nuance doit être faite, mais nous pouvons tout de même considérer la pauvreté comme un contexte favorisant l'émergence de la maltraitance. Selon l'analyse marxiste, la pauvreté vient des inégalités sociales inhérentes au système capitaliste. Les structures de notre société font que tous ne se retrouvent pas avec les mêmes chances dans la vie : le même accès à l'éducation, au travail, aux biens et aux services, mais aussi aux lieux de pouvoir. Par conséquent, entreprendre des actions afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales représente une voie à privilégier afin de contrer la maltraitance.

Toutefois, nous ne pouvons nous arrêter à l'analyse marxiste selon laquelle les structures déterminent le comportement des êtres humains, analyse qui, par ricochet, ne reconnaît pas à ces derniers un libre-arbitre. Ce n'est pas parce que les structures sociales favorisent l'émergence de la pauvreté et des inégalités sociales qu'on doit nécessairement sauter à la conclusion que les gens n'ont pas de marge de manœuvre et qu'ils doivent devenir des assistés de la société, qui tente tant bien que mal de réparer ses torts en redistribuant des parcelles de la richesse collective aux plus démunis, sans même remettre en question cette organisation sociale. Les personnes plus démunies étant exclues des lieux de pouvoir, il devient difficile de faire changer l'organisation sociale. Celle-ci favorise les intérêts des mieux nantis et ces derniers, détenant le privilège des lieux de pouvoir, n'ont évidemment pas d'aspiration à la transformer. Ainsi, la pauvreté et le système qui favorise les inégalités perdurent, voire progressent. Nous pouvons donc croire qu'une société davantage participative, c'est-à-dire qui favoriserait la participation aux débats et aux décisions d'un plus

grand éventail de citoyens, serait une société mieux outillée pour lutter contre ses inégalités et la pauvreté. Tout en vivant l'effet contraignant des structures sociales, les gens peuvent mettre en œuvre leur liberté de jugement et leur pouvoir d'agir afin de les transformer.

1.3.3 La participation des parents

Si on ramène ces réflexions à l'intervention contre la maltraitance envers les enfants, il semble primordial d'adopter une approche qui amènerait les parents à participer collectivement à la définition de leur propre situation et des actions à entreprendre pour l'améliorer. À ce titre, afin de contrer la « résignation politique des individus face à la perte progressive de ce pouvoir démocratique d'expression, de délibération et de décision » (GECPP, 2002 : 35), plusieurs auteurs prônent la discussion et le débat qui doivent impliquer, de façon égalitaire, tous les individus et non seulement les experts. Plusieurs parlent de l'importance d'impliquer les gens concernés dans la définition du problème et de l'action à développer (Blanchet, 2001 : 170; Bouchard, 1981 : 21; Ninacs, 1996 : 24, Marier, 2004 : 81). Charbonneau, prenant l'exemple des jeunes mères pour qui l'entourage est très important dans la décision de garder le bébé, déplore que cet entourage ne soit nulle part dans les débats relatifs à la question de la maternité chez les jeunes (2002 : 9). « Loin d'être une condition qui n'implique qu'un seul individu », elle considère que la maternité adolescente « interpelle aussi les proches immédiats, l'entourage plus large et la société dans son ensemble » (*Ibid.* : 10). Dans le même ordre d'idées, Huot conclut : « La définition de l'action à poser ou de l'intervention à faire ne pourra être résolue par une démarche comme la prévention précoce mais le sera par la discussion et par la recherche de la contribution de chacun » (2002 : 16). On pourrait penser que cela reste un souhait d'intervenants idéalistes qui veulent toujours plus que ce que les gens veulent eux-mêmes, mais les

propos de Louise Vanier d'Interaction Famille Hochelaga-Maisonneuve laissent espérer le contraire :

Ces familles viennent nous démontrer qu'elles veulent être autre chose que de s'asseoir passivement, dociles, pour recevoir tout notre savoir et notre bon vouloir, ces familles qui veulent davantage nous entendre dire qu'elles sont quelqu'un, qu'elles réussissent malgré les reproches, trop souvent énoncés, des autres milieux tels que l'école, la Direction de la protection de la jeunesse et autres institutions (2002 : 19).

Certains diront que si on considère que tous les points de vue sont relatifs, ça signifie que tout s'équivaut, que cela ouvre la porte à l'acceptation de tous les comportements. Est-ce donc affirmer que tout soit permis indistinctement ? À cela Malherbe répond : « Certes non! Mais le critère reste à découvrir pas à pas au fil de nos essais et de nos erreurs et ne saurait nous être imposé par des experts (...) au nom d'un ordre a priori et mortifère » (cité dans GECPP, 2002 : 36). Le fait de considérer la diversité des points de vue et de les mettre en perspective à travers la discussion ne veut pas dire qu'on ne peut pas collectivement faire des choix, des compromis sur nos positions initiales et prendre des décisions, entreprendre des actions qui reflètent ces choix. Enfin, les propos des auteurs étant peu révélateurs à ce sujet, reste à voir comment cet exercice peut être possible.

La transformation profonde des rapports sociaux et des structures sociales nécessaire à la prévention de la maltraitance, nommée plus tôt, ne peut se faire à travers une approche qui individualise les problèmes vécus par les gens ou qui tente de les amener à s'adapter à une norme. Il est donc essentiel d'explorer comment une approche collective, favorisant la participation des parents eux-mêmes, peut contribuer à un tel changement, d'autant plus que la cause des enfants maltraités suscite une vague d'intérêt important dans l'ensemble de la population. Le nombre grandissant de bénévoles impliqués dans les œuvres du Dr Julien et le Club des petits déjeuners du Québec en est une preuve tangible. Toutefois, encore là, cette « mobilisation » de personnes reste dans une optique caritative et n'est pas mise à

profit dans l'objectif de se solidariser avec les familles vivant les problèmes et de remettre en question les structures et les rapports sociaux. Ce n'est donc pas parce qu'il y a union de plusieurs personnes autour d'un même projet qu'il y a mobilisation dans le sens politique du terme. Ce n'est pas parce qu'un problème est dénoncé publiquement qu'il fait l'objet d'une action collective.

En effet, comme le constate Duval, rares sont les initiatives collectives, les gestes politiques qui contestent l'organisation de notre société en ce qui a trait aux enfants (1990 : iv). Selon une étude plus récente, il semble que même dans le milieu des Organismes Communautaires Famille la participation des parents « demeure le fait d'une minorité, surtout lorsqu'elle suppose une implication plus intensive (prendre des décisions), ou un passage à l'action sociale (mobilisation collective) » (René et al., 2004 :66). Il s'agit ici d'organismes ayant démontré une volonté de favoriser une plus grande participation et prise en charge des participants. Malgré tout, la participation à la vie associative de l'organisme reste limitée; la situation n'est que plus décevante lorsqu'on parle de sortir pour revendiquer des droits.

En fait, cette observation rejoint mon propre constat suite à près de dix ans d'expérience dans le milieu communautaire montréalais et à quatre années à garder l'œil ouvert et l'oreille tendue vers une potentielle initiative collective concernant la famille et les enfants. En plus d'une recherche infructueuse au niveau de la littérature, j'ai surtout entendu parler, de la part de collègues œuvrant dans le domaine Enfance/Famille, des difficultés, autant du côté des participants que des intervenants, à s'engager dans des actions collectives. On m'a néanmoins indiqué quelques expériences de mobilisation, dont une, menée au sein du Bureau de Consultation Jeunesse, concernant de jeunes parents fâchés de ne pas être pris en considération par le gouvernement lors d'une consultation sur des questions relatives à la famille, initiative qui aurait malheureusement avorté. Une autre expérience a mené à la création de Cible Famille Brandon à la fin des années 1980. Il semble y avoir

également un certain nombre d'actions collectives menées dans le champ Jeunesse, tel que celle de RAJE citoyenne, lié au Regroupement des Auberges du Cœur du Québec, qui se bat contre la discrimination vécue par les jeunes au niveau de l'aide sociale. Ces actions ne visent toutefois des questions relatives à la famille en tant que telle.

Il est certain qu'il existe sans doute d'autres expériences de mobilisation, qui demeurent malheureusement peu connues, et que certaines personnes, malgré les difficultés, tentent encore d'aborder de façon collective les questions relatives à la famille. Selon René, « il s'agit donc de penser la programmation des groupes dans une perspective qui laisse plus de place à l'action, à la lutte et à la prise en charge collective, ouvrant la voie à l'émergence d'un sujet plus politique » (*Ibid.* : 80-81). Par conséquent, mon intention n'étant pas de discréditer les efforts précieux qui sont faits dans plusieurs milieux d'intervention, j'espère plutôt les soutenir dans leur travail en leur apportant possiblement des pistes de réflexion.

À la lumière des critiques sur les interventions existantes dans le domaine de la maltraitance des enfants, à la lumière également des pistes de solutions entrevues, il semble pertinent d'aller explorer plus particulièrement ce que l'approche conscientisante de Paulo Freire peut apporter à l'intervention dans ce domaine. Cette approche cherche justement à amener des transformations profondes dans la société par une action collective qui place les premiers concernés au cœur de la démarche. D'ailleurs, une partie des bons coups rapportés quant aux interventions de groupe menées auprès des parents sont également des effets qui, en général, peuvent résulter d'une expérience de conscientisation : l'élargissement du réseau social, l'amélioration de l'estime de soi, la création d'un milieu de vie, le non-jugement et l'ouverture face à la culture des gens, une meilleure compréhension des causes du problème, l'apprentissage par l'échange entre pairs, l'action au niveau de manques « matériels » (*Les Francs Tireurs*, 2005; Clément, 2004; Denis, 2001; Messier, 2001; St-Germain,

2000). À l'image de la vision individualisante de l'intervention sociale qui semble assez généralisée, les résultats positifs ici soulignés se rapportent principalement aux individus. L'approche conscientisante, tout en procurant les mêmes bénéfices aux parents au niveau individuel, peut mener plus loin l'intervention en lui permettant d'avoir aussi éventuellement un impact sur les conditions de vie des gens, les structures sociales, voire même les valeurs parce qu'elle place les premiers concernés par le problème au cœur du processus de résolution. Elle leur donne ainsi le pouvoir d'agir pour transformer leur monde tel qu'ils l'entendent. Puisque les auteurs, comme nous l'avons dit plus tôt, sont assez peu explicites quant aux éléments concrets qui favorisent l'implication des parents dans une démarche collective pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs enfants, penchons-nous maintenant sur ce que les penseurs, Freire, Geertz et Arendt, peuvent nous enseigner sur la mobilisation des communautés.

CHAPITRE II

CADRE D'ANALYSE

La mobilisation peut être appréhendée à travers diverses perspectives, mais, pour les raisons expliquées précédemment, il m'apparaît intéressant d'explorer comment l'approche conscientisante de Paulo Freire peut apporter des pistes de réflexion enrichissantes dans le domaine de l'intervention auprès des familles et, plus précisément, en rapport à la question de la maltraitance des enfants. En effet, la pensée de Freire offre un grand potentiel de transformation sociale grâce à la capacité des êtres humains à devenir des acteurs de changement à travers le dialogue et l'action collective. Je présenterai donc, dans un premier temps, les grandes lignes de cette approche pour deux raisons; non seulement parce qu'elle représente la base théorique des leaders de l'expérience de mobilisation que j'ai choisie, mais aussi parce qu'elle introduit des concepts fondamentaux de l'action collective auquel je me réfère pour l'analyse de cette expérience. Le positionnement de Freire comporte toutefois certains paradoxes qui, bien qu'il ne soit possible de les faire disparaître complètement, pourront être diminués en s'inspirant, dans un deuxième temps, de la perspective de Clifford Geertz qui a beaucoup réfléchi sur les concepts de culture et de savoir. La pensée de Hannah Arendt relative à l'exercice du politique, que nous allons voir dans un troisième temps, présente également, comme l'a démontré Michelle Duval (2008), de nombreux concepts précieux pour l'analyse d'une action collective, ce qui apporte un complément très intéressant aux principes de Freire.

2.1 La vision freirienne de la mobilisation

L'approche conscientisante, incontournable dans le domaine de l'éducation populaire, provient de la pensée et de l'action de Paulo Freire. Un des éléments essentiels de l'approche de Freire est que le point de vue des personnes concernées par un problème est central dans toute démarche de changement social s'attaquant à ce problème. Ces personnes doivent être au cœur de la mobilisation, être son point de départ, son moteur. Cependant, dans la conception freirienne, ces personnes concernées et ces problèmes qui les intéressent ne proviennent pas de n'importe quelle place dans la société. Tel qu'Hurtubise l'explique, selon Freire, la société est composée de deux principales classes sociales définies selon le rôle qu'elles jouent dans l'économie, les oppresseurs et les opprimés, les premiers étant ceux qui détiennent les moyens de production et qui exploitent la force de travail des seconds, qui se retrouvent à être, inévitablement, les exploités (1997 : 151). Dans cette perspective, l'injustice est socialement organisée au profit de la classe dirigeante et les rapports d'inégalité et d'oppression sont alors les résultats de cette organisation. Ainsi, au départ, Freire a une vision déterministe, dans laquelle le comportement des êtres humains est déterminé par leur appartenance à une classe sociale, mais il nous entraîne aussi dans une conception où l'humain a le pouvoir de construire; selon lui, le but, et même sa vocation, est le dépassement de la situation d'oppression, ce qu'il considère comme étant possible grâce à la quête de liberté de l'opprimé, son essence d'être créateur et sa capacité de conscience critique (1983 : 53). C'est donc par leur désir de se libérer de ce rapport d'oppression que les opprimés pourraient entraîner une réelle révolution qui ne reproduirait pas ce rapport d'exploitation et rendrait, par le fait même, le monde plus humain (*Ibid.* : 21). Cependant, pour ce faire, il est primordial que le point de vue des opprimés se fasse entendre et soit valorisé et c'est pour cela qu'il doit devenir le point de départ de l'action de quiconque voudrait s'unir à eux pour la recherche de cette libération.

Ce point de vue des opprimés n'est toutefois pas toujours directement accessible. Freire affirme que, souvent, les opprimés adoptent une analyse de la situation qui provient de celle des oppresseurs eux-mêmes et qui justifie l'existence de l'oppression, soit en définissant les opprimés comme des êtres inférieurs, soit en mettant de l'avant l'inévitabilité de la course à l'exploitation et en invitant ainsi les opprimés à désirer accéder, un jour, au rôle d'opresseur (*Ibid.* : 23). Les oppresseurs n'ont pas intérêt à ce que les opprimés changent l'état de la situation qui leur est profitable; c'est pourquoi Freire croit que les « révolutionnaires », qui s'unissent aux opprimés pour la libération de tous, doivent, eux, mettre de l'avant un processus pédagogique conscientisant pour mettre fin aux rapports d'oppression déshumanisants (*Ibid.* : 46).

Freire insiste beaucoup sur le fait que cette pédagogie conscientisante ne doit pas reproduire les mêmes erreurs que la pédagogie utilisée par les oppresseurs qui, au contraire de développer la conscience des opprimés, les remplit d'un savoir vide de sens. En faisant allusion aux « dépôts » de connaissances qui sont opérés chez les élèves dans ce contexte, il qualifie cette pédagogie de « bancaire » (*Ibid.* : 51). Ainsi, Freire souligne les dangers d'adopter une attitude sectaire empreinte de fanatisme, ce qui se produit d'ailleurs très régulièrement chez les « révolutionnaires » de gauche qui reprennent la même stratégie de slogans que la classe dominante. « [Tous] deux évoluant dans « leur » vérité se sentent menacés dans leur sécurité si quelqu'un la discute. C'est ainsi qu'il leur est nécessaire de considérer comme mensonge tout ce qui n'est pas leur vérité. "Ils souffrent tous les deux d'un manque de doute" », écrit Freire (*Ibid.* : 17). Au contraire de l'éducation bancaire, l'éducation conscientisante de Freire considère que les gens détiennent, dès le départ, des connaissances du monde qui les entoure et que celles-ci reflètent leur situation dans le monde (*Ibid.* : 81). Ces connaissances sont donc reconnues comme étant valables et seront le point de départ du processus d'éducation conscientisante qui prendra l'allure d'une construction commune d'un nouveau savoir, un savoir élargi par le dialogue entre les

éducateurs, aussi considérés comme des élèves, et les élèves, aussi considérés comme des éducateurs. Par conséquent, pour Freire, il n'y aurait pas de connaissances qui seraient plus « valables » que d'autres par rapport à une « vérité absolue » : « À ce point de rencontre, il n'y a ni ignorants, ni savants absolus : il n'y a que des hommes qui, ensemble, essaient de savoir davantage » (*Ibid.* : 75). Freire dénonce « la maladie de la narration » qui apparaît lorsqu'au lieu de dialoguer, on se met à discourir, ce qui pétrifie le contenu et présente la réalité comme une chose arrêtée et statique (*Ibid.* : 50).

Ainsi, d'après les analyses de l'approche conscientisante de Freire faites par Hurtubise (1997) et Ampleman (1994), c'est à travers la réflexion et l'action, qui se nourrissent mutuellement, que l'être humain peut développer une conscience critique et alors se libérer de l'oppression. C'est l'aller-retour équilibré entre la réflexion et l'action qui préserve des pièges du verbalisme, lequel empêche de passer à l'action, et de l'activisme, qui nous pousse à agir sans comprendre vraiment le sens de nos actions (Ampleman, 1994 : 11). Dans sa conception de l'éducation, donc de l'acte de connaissance de la réalité, la compréhension de la réalité se fait alors à travers le dialogue et la réflexion entre plusieurs personnes. Freire considère la réalité comme étant en constante évolution puisque l'humain est un être historique et toujours « en devenir » (1983 : 65, 67). Pour lui, il y a un lien très serré entre l'évolution de l'être humain, l'évolution de sa conscience et l'évolution du monde.

La question des interactions entre les gens est centrale dans la pensée de Freire. Il amène l'idée que l'acte cognitif est « un lieu de cognition où l'objet connaissable, au lieu d'être le but de l'acte cognitif d'un sujet, sert d'intermédiaire entre plusieurs sujets connaissant » (*Ibid.* : 61). Ainsi, il met le monde, objet de connaissance, au second plan; le monde a un rôle d'intermédiaire. L'important, pour lui, c'est ce qui se passe dans le dialogue entre les gens. C'est à ce niveau que se crée la connaissance, une nouvelle connaissance qui n'est pas couverte d'une auréole

d'absolu, mais qui est construite par les gens qui ont participé au dialogue. Freire tente de ne pas tomber, lui non plus, dans les extrêmes. Il rejette le subjectivisme, tout comme l'objectivisme : « l'aspect subjectif prend place dans une unité dialectique avec la dimension objective de sa propre pensée, c'est-à-dire avec les données concrètes de la réalité sur laquelle s'exerce son acte de connaissance » (*Ibid.* : 16). L'objectivité et la subjectivité, pour lui, se rencontrent dans cette dialectique et c'est cette conception qui lui permet de croire qu'à travers une réflexion et une action bien enracinées dans la réalité des gens, il devient possible pour eux de la transformer.

Selon Freire, la conscientisation passe par trois phases qui évidemment s'entrecroisent : la désaliénation, la politisation et le militantisme. Hurtubise (1997) et Ampleman (1994) décrivent bien ces phases. La désaliénation fait référence à l'idée que les personnes opprimées doivent d'abord reconnaître leur situation, reconnaître le problème et leur capacité d'agir sur celui-ci. Elles doivent s'affranchir du discours dominant, de leur sentiment d'infériorité et d'impuissance et reprendre possession de leur propre façon de dire le monde; bref, elles doivent prendre la parole. La politisation, pour sa part, est l'identification des facteurs objectifs qui sont à la source du problème. Cette démarche doit également se faire à travers le dialogue, dans un rapport égalitaire entre tous, y compris l'animateur social, car nul ne détient la vérité et ne doit imposer un contenu aux autres. Enfin, le militantisme est le développement d'habiletés propices à l'action collective car l'action et la réflexion sont mutuellement nécessaires.

Par le biais de cette réflexion et de cette action, l'être humain aspire à une vie meilleure, ce que Freire appellerait le « plus-être » (1983 : 20). Évidemment, ce défi est collectif, ne serait-ce que pour être capable d'établir un certain équilibre afin que le bonheur des uns ne nuise pas à celui des autres : « Cette quête du plus-être, cependant, ne peut se réaliser dans l'isolement, dans l'individualisme, mais dans la

communion, la solidarité des existences (...) » (*Ibid.* : 69). Une telle entreprise nécessite donc du temps et c'est un processus jamais terminé car nul n'est à l'abri du risque de reproduire les modèles dominants. Il est alors important de voir cette entreprise comme un projet de société, mais aussi comme des alternatives à vivre maintenant (Ampleman, 1994 : 7). Ainsi, la pensée de Freire ne nous abandonne pas dans un espoir idéaliste de révolution éventuelle, mais comporte des propositions claires pour quiconque souhaite ici et maintenant accompagner un groupe de personnes dans son projet de transformation sociale, les principales propositions étant de mettre au cœur des actions les premiers concernés, de reconnaître la valeur de leurs connaissances face à leur monde à travers un rapport égalitaire entre élèves et éducateurs et de toujours rattacher la réflexion à l'action. Or, certaines positions de Freire demeurent critiquables, voire contradictoires avec ses propres principes, et c'est là que la vision de Geertz m'est apparue comme d'un grand secours. Je ne peux aujourd'hui nier l'influence que sa pensée a eue sur ma conception du positionnement idéal de l'intervenant par rapport aux connaissances des gens auprès de qui il intervient et c'est pourquoi je vous la présenterai brièvement.

2.2 La vision de Geertz quant au statut des connaissances des gens

Tout en venant confirmer l'importance de certains éléments de la perspective de Freire, la lecture de *Savoir local, savoir global* de Clifford Geertz (1986) m'a permis d'amener quelques nuances importantes quant au statut des connaissances des « opprimés ». Se rattachant à l'anthropologie culturelle, Geertz met de l'avant l'aspect local des formes de savoir qui sont indissociables de leurs instruments et de leur entourage (*Ibid.* : 8). Dans cette optique, le rôle de l'anthropologue observateur, dont se rapproche à plusieurs égards celui du travailleur social, se situe à un niveau différent de son rôle classique d'essayer d'expliquer le monde comme il existe intrinsèquement; il tentera plutôt d'examiner comment on parle du monde. Il se

retrouve à travailler au niveau des interprétations et, en ce sens, pour lui, tout comme pour Freire, les connaissances des gens « observés » représentent la matière première de son travail.

Geertz, tout comme Freire, met de l'avant l'incomparable richesse qui ressort de la rencontre et du dialogue avec les autres : autant une connaissance plus élargie de la réalité, qu'une meilleure connaissance de sa propre identité. Les deux auteurs partagent l'idée que le fait de se confronter aux points de vue différents des autres et d'être ouvert à cette confrontation et à la critique préserve du danger de tomber dans un quelconque dogmatisme. Il est donc essentiel, selon Geertz, de faire ressortir les affinités et les différences entre les personnes, et d'éviter de porter des jugements qui positionnent l'observateur comme ayant une vision plus juste de la réalité. Pour lui, comprendre les autres exige qu'on mette de côté nos conceptions et qu'on voie leurs expériences dans le cadre de leurs propres perceptions des choses (*Ibid.* : 76). Enfin, une telle posture entraîne l'acceptation d'une part d'incertitude, idée présente à la fois chez Freire et chez Geertz. Ni l'un ni l'autre ne prévoient une démarche rectiligne : le sinueux, l'improvisé, l'incertain et l'imprévu sont attendus et acceptés. Ne sachant pas très bien, « dans une entreprise aussi incertaine, par où commencer ou, ayant de toute façon commencé, dans quelle direction aller » (*Ibid.* : 10), la plus grande qualité devient donc ici la perspicacité dans la recherche continue, qui n'atteindra jamais une conclusion fixe, finale, achevée (*Ibid.* : 74). Cela rejoint l'idée de Freire que l'éducation est une tâche permanente pour l'être humain qui est conscient de son imperfection et qui tente de l'amoindrir (1983 : 67).

Paradoxalement, c'est aussi par rapport à cette notion d'incertitude qu'apparaissent d'importants contrastes entre la pensée de Freire et celle de Geertz. Alors que Geertz avance allègrement dans ce monde rempli d'incertitudes et de nuances, pour ne pas dire ce monde qui n'est qu'incertitude, Freire semble vouloir y apporter un certain cadre défini par quelques lignes directrices immuables dans lequel une certaine zone

d'incertitude est acceptée. Freire part d'une conception universaliste du monde dans laquelle il y a certains éléments qui sont communs à tout être humain et où une « théorie générale » sous-tend toute analyse. Comme nous l'avons vu, pour lui, le point de départ, c'est la théorie marxiste des classes sociales, point de départ que l'on peut facilement questionner, ne serait-ce que sur la délimitation que l'on pourrait faire aujourd'hui du groupe des oppresseurs et de celui des opprimés. Ainsi, bien qu'il se positionne contre une attitude sectaire selon laquelle il n'y a qu'une vérité, une seule connaissance valable, Freire considère en quelque sorte cette perception marxiste de la réalité comme un fait, une vérité. De plus, se basant sur cette conception du monde, il se permet de juger le niveau de conscience des gens selon la distance de leur point de vue par rapport à celui de la classe dominante. Il parle d'une désaliénation, d'un passage d'une conscience magique ou primaire à une conscience critique lorsque les opprimés se détachent de la vision de l'opresseur et perçoivent les rapports de classe (Ampleman, 1994 : 1; Hurtubise, 1997 : 152).

Freire arbore également une lunette humaniste qui l'amène à parler constamment d'humanisation et de déshumanisation des êtres; par leur lutte pour la liberté, les opprimés sont les seuls à pouvoir s'humaniser et par le fait même humaniser les oppresseurs, qui sont déshumanisés par leurs activités d'exploitation de l'autre (1983 : 21). Malgré tous les efforts qu'il fait pour établir le dialogue, favoriser une analyse commune de la réalité et dépasser la hiérarchisation entre éducateurs et élèves, son discours tombe dans une dichotomie qui ne permet pas les nuances. Il adopte en effet un discours « moralisateur » où il met en opposition le bien et le mal; on est soit du côté des bons, soit du côté des méchants.

Geertz, quant à lui, croit qu'il faut à tout prix « [se] détourner d'essayer d'expliquer les phénomènes sociaux en les tissant dans de grandes contextures de cause et d'effet pour essayer de les expliquer en les situant dans des cadres locaux de conscience » (1986 : 10). Fort d'une acceptation de l'incertitude et d'un souci de la nuance

exemplaires, il tente de dépasser une conception universaliste du monde pour en proposer une relativiste où les savoirs et les comportements humains ne peuvent être analysés qu'en les remettant dans leur propre contexte culturel. Dans cette seconde optique, la pensée et la morale ne sont pas fondées sur un absolu qui serait transcendant. Le sens et la valeur des croyances et des comportements humains ne s'évaluent donc pas par rapport à des références absolues. Pour Geertz, « plus une ligne de conduite semble droite et méthodique, plus elle paraît mal avisée » (*Ibid.* : 10). Il renie littéralement le « confort interne » et la simplicité des grandes théories explicatives universalistes telles que le structuralisme :

(Il me paraît important de résister en général au structuralisme en tant qu'une sorte de rationalisme hautement technique.) J'employai donc mes exemples (...) pour suggérer que la remise dans le contexte de tels "signifiants" est une façon plus utile pour comprendre comment ils signifient, et quoi, que celle qui consiste à les forcer en paradigmes schématiques ou à les dépouiller entièrement pour en abstraire les systèmes de règles qui sont supposés les "engendrer" (*Ibid.* : 18).

Évidemment, à la différence de Freire qui se propose d'agir sur la réalité afin de la transformer, Geertz se contente de l'observer. Lorsqu'on veut intervenir, on a forcément une analyse de départ, une perception de la réalité qu'on considère comme étant vraie et qui nous dit qu'un changement est nécessaire. Freire a constaté qu'il y avait un groupe de personnes qui étaient victimes d'une « violence » (1983 : 33) et que leur sentiment d'incapacité, ou d'impossibilité d'agir, face à cette violence crée la souffrance (*Ibid.* : 59). Un parti pris pour les plus démunis est, en ce sens, légitime, tout comme il l'est de donner un statut de première importance à leurs connaissances, sans quoi nos interventions deviennent, malgré nos bonnes intentions, des « invasions culturelles » (*Ibid.* : 80). Toutefois, il m'apparaît important, en tant qu'intervenant, d'adopter une posture un peu plus nuancée que celle de Freire et de ne pas mettre un carcan à l'analyse. En ce sens, la vision de Geertz, qui ne soumet d'aucune façon les différents points de vue à un jugement de valeur, mais essaie plutôt de les resituer dans leur contexte culturel, peut être une bonne source d'inspiration.

2.3 La vision arendtienne de l'exercice du politique

Il y a un parallèle intéressant à faire entre la pensée de Freire et celle de Hannah Arendt (1983), philosophe allemande d'origine juive, une des plus importantes penseurs du XX^e siècle. Bien qu'elle soit pessimiste quant à l'avenir de l'humanité, elle est convaincue, tout comme Freire, que s'il y a un changement possible, c'est par le parler et l'agir ensemble qu'il devrait se produire, ce qu'elle appelle l'exercice du politique. Arendt affirme qu'il y a exercice du politique lorsque des personnes douées de spontanéité, égales et différentes, vivant dans un monde commun, parlent et agissent ensemble dans un espace public (Duval, 2008). Nous retrouvons, cette fois encore, les concepts de dialogue et d'action qui sont indissociables car seule la compréhension forgée dans les échanges peut donner un sens à l'action politique (Arendt, 1983; Duval, 2008). Ainsi, on peut tirer des réflexions de Arendt de nombreux éléments d'analyse quant à la qualité d'une mobilisation.

Tout d'abord, pour Arendt, c'est la condition d'humanité même, c'est-à-dire le fait que nous vivons tous sur la Terre dans des conditions communes d'existence, qui rend possible l'exercice du politique. Nous sommes des êtres de parole et d'action, donc des êtres de collectivités, et si nous nions ces prédispositions, nous nions, en quelque sorte, notre identité, voire notre dignité, humaine. Selon elle, une vie sans parole et sans action « est littéralement morte au monde; ce n'est plus une vie humaine, parce qu'elle n'est plus vécue parmi les hommes » (1983 : 233). Doué de spontanéité, c'est-à-dire du pouvoir d'initier quelque chose de neuf, chaque individu, par sa simple venue au monde, porte l'espoir du changement possible (Arendt, 1972a : 195; 1983 : 43). Il lui reste à actualiser ce pouvoir en s'unissant aux autres dans la parole et l'action. Tout comme l'entend Freire, il en va de sa liberté. C'est par son pouvoir d'engendrer le nouveau que l'être humain serait libre, libre de dire

oui ou non aux situations auxquelles il est confronté, libre de s'indigner et de changer ce qu'il refuse : « La liberté implique toujours la liberté d'exprimer son désaccord » (Arendt, 1972b : 229).

Selon Arendt, les notions d'égalité et de différence, définissant la condition humaine de pluralité, sont également centrales dans l'exercice du politique :

Si les hommes n'étaient pas égaux, ils ne pourraient se comprendre les uns les autres, ni comprendre ceux qui les ont précédés ni préparer l'avenir et prévoir les besoins de ceux qui viendront après eux. Si les hommes n'étaient pas distincts, chaque être humain se distinguant de tout autre être présent, passé ou futur, ils n'auraient besoin ni de la parole ni de l'action pour se faire comprendre. Il suffirait de signes et de bruits pour communiquer des désirs et des besoins immédiats et identiques (1983 : 231-232).

Ainsi, l'égalité entre les personnes implique qu'elles peuvent se parler et se comprendre et leur distinction implique qu'elles ont besoin de se parler pour se comprendre. Se parler et se comprendre sont des ingrédients essentiels à toute action politique. Les gens doivent d'abord discuter et se mettre d'accord sur ce qu'ils veulent faire de leur monde commun et cet accord passe par l'adoption d'un nouveau regard qui s'est forgé par le partage des regards initialement différents de chacun. Les personnes de par leurs différences et leur unicité détiennent le pouvoir de créer l'inattendu et l'imprévisible, ce qui entraîne un fort sentiment d'insécurité chez elles. C'est pourquoi, tout au long de l'histoire, des hommes de pouvoir ont tenté de faire disparaître les différences entre les personnes afin d'éliminer leur besoin de parler et donc d'exercer le politique : « (...) vouloir se débarrasser de cette pluralité, équivaut toujours à vouloir supprimer le domaine public » (*Ibid.* : 283). Arendt nous prévient donc des dangers du conformisme et de l'uniformisation qui s'opèrent dans nos sociétés (1972a; 1983 : 276). Quant à l'égalité, Arendt laisse entendre que celle-ci ne provient pas de la nature de l'humain. Elle est plutôt quelque chose que les personnes doivent s'accorder, se reconnaître afin d'exercer le politique et le parler ensemble : « L'égalité que l'on trouve dans le domaine public est nécessairement une égalité de

gens inégaux qui ont besoin d'être "égalisés" à certains égards et pour des fins spécifiques » (1983 : 277). Cette perspective ne va pas sans rappeler celle de Freire où, dans une démarche de conscientisation, tous deviennent éducateurs-élèves et élèves-éducateurs, dans un rapport horizontal (*Ibid.* : 62).

Le monde commun dont parle Arendt fait référence à l'espace où il y a des relations entre les gens, une histoire commune. Le concept peut s'apparenter à ce qu'on appelle souvent le « nous » et le sentiment d'appartenance dans le milieu communautaire. C'est quelque chose d'intangible qui apparaît à travers le réseau des relations humaines (*Ibid.* : 95). Ce monde commun doit paraître en public; il doit donc être actualisé à travers la parole et l'action. En parlant et en agissant, les individus, égaux et différents, décrivent et comprennent de multiples façons, sous différents points de vue, leur monde commun. C'est ce même monde que les gens cherchent finalement à transformer par l'agir politique. Ainsi, le monde commun se rapporte aux intérêts communs qui sont partagés par un groupe de personnes. Arendt explique que partout où des gens sont ensemble, des intérêts publics se forment et ainsi le domaine public se constitue (1980 : 37).

Ces intérêts constituent, au sens le plus littéral du mot, quelque chose qui inter-est, qui est entre les gens et par conséquent peut les rapprocher et les lier. La plus grande part de l'action et de la parole concerne cet entre-deux, qui varie avec chaque groupe en sorte que la plupart des paroles et des actes sont en outre *au sujet* de quelque réalité objective du monde, tout en étant révélation de l'agent qui agit et parle (Arendt, 1983 : 240).

Le monde commun varie donc selon chaque groupe et est défini par les gens qui forment ce groupe et qui sont concernés par une situation en particulier. Une seule et même personne, selon les différentes facettes de son identité et de son existence, pourrait donc partager plusieurs mondes communs avec différents groupes de personnes. Or, dans la société de masse dans laquelle nous vivons, le monde commun a plus tendance à disparaître qu'à se multiplier. Les rapports sociaux tendant à s'étioler, c'est le sens commun qui se retrouve en péril : « Dans une

collectivité donnée une diminution notable du sens commun, un accroissement notable de la superstition et de la crédulité sont donc des signes presque infaillibles d'aliénation par rapport au monde » (*Ibid.* : 270). L'isolement des gens, qui se produit dans notre société du travail et de la consommation (Arendt, 1980 : 36-37), et la version extrême de ce phénomène, l'« atomisation », deviennent donc les ennemis premiers du monde commun et de l'exercice du politique (Arendt, 1972a : 39). Sans le sentiment d'appartenance à un groupe, les gens en viennent à perdre également leur sentiment d'utilité (*Ibid.* : 47).

Enfin, dans le contexte où l'égalité, la différence et l'appartenance au monde commun sont favorisées, les personnes peuvent parler et agir ensemble; l'exercice du politique est possible. La parole et l'action sont des incontournables : « C'est par le verbe et l'acte que nous nous insérons dans le monde humain » (Arendt, 1983 : 233). Arendt décrit ainsi la parole : « (...) la parole correspond au fait de l'individualité, elle est l'actualisation de la condition humaine de pluralité, qui est de vivre en être distinct et unique parmi des égaux » (*Ibid.* : 235). Comme il a été mentionné plus tôt, les individus, ayant des perceptions distinctes de leur réalité, doivent échanger afin de construire ensemble une conception commune de celle-ci et pouvoir ainsi la transformer. Arendt accorde beaucoup d'importance à cette analyse commune que devrait permettre le dialogue entre les gens. Tout comme Freire, qui dénonce l'attitude sectaire de nombreux « révolutionnaires », elle critique celle de la Nouvelle Gauche qu'elle juge peu innovatrice :

C'est toujours la même histoire : on se laisse prendre au piège des mots, par inaptitude à la réflexion, ou encore parce qu'on refuse de voir les choses comme elles sont, on refuse de les analyser, en espérant ainsi parvenir à les classer. C'est cela qui fait le vide théorique. [...] Ce qui m'inquiète profondément, c'est de voir que nulle part on ne semble capable d'accepter les réalités telles qu'elles se présentent et de prendre la peine de réfléchir à leur propos (Arendt, 1972b : 218).

Arendt ne croit pas en la vérité absolue. Alors, si on suit la logique de sa pensée, on peut croire que « accepter les réalités telles qu'elles se présentent », c'est accepter les

différences de perceptions et que la vérité sera donc une vérité évolutive qui résultera de l'accord commun du groupe après discussion.

La parole est essentielle à l'agir politique : « (...) l'acte ne prend un sens que par la parole dans laquelle l'agent s'identifie comme acteur, annonçant ce qu'il a fait, ce qu'il veut faire » (Arendt, 1983 : 235). La révélation de l'acteur permet son apparition dans le monde humain (*Ibid.* : 236). Le parler et l'agir sont donc inséparables pour l'exercice du politique : « L'action muette ne serait plus action parce qu'il n'y aurait plus d'acteur, et l'acteur, le faiseur d'actes, n'est possible que s'il est en même temps diseur de paroles » (*Ibid.* : 235). Nous retrouvons ici la conviction de Freire (1983) qui soutient que la réflexion est nécessaire à l'action, et vice-versa, et explique la dynamique circulaire et constante entre ces deux activités.

L'action, pour sa part, est l'actualisation du fait que les humains sont porteurs de nouveau; c'est pourquoi l'action est imprévisible. On ne peut prévoir la réaction que notre action causera chez les autres êtres humains qui nous entourent et qui sont eux-mêmes doués de spontanéité, capables d'engendrer le nouveau (Arendt, 1983 : 249). Les effets de l'action sont donc infinis et irréversibles puisque nous ne pouvons arrêter cette réaction en chaîne. Il est possible de mieux comprendre le sens qu'Arendt donne à l'action politique en regardant sa définition du mot « agir » : prendre une initiative, entreprendre et mettre en mouvement (*Ibid.* : 233). Arendt met de l'avant l'action en soi, et non pas ses objectifs ou conséquences bonnes ou mauvaises. Elle admire du mouvement étudiant des années 1960 « sa volonté déterminée d'agir, sa joie dans l'action, la certitude de pouvoir changer quelque chose grâce à ses propres efforts » (1972b : 210). Elle parle du côté plaisant de l'action et même d'un certain « bonheur public » que les gens ressentiraient à travers leur participation à la vie publique qui « donne accès à une dimension de l'expérience humaine qui, sinon, demeurerait inconnue, et que cette expérience est en quelque sorte inséparable du "bonheur" complet » (*Ibid.* : 212).

Dans l'idée de parler et d'agir ensemble, le terme « ensemble » est très important. Tout comme dans le concept de monde commun, on se réfère ici aux relations entre les gens. L'action et la parole ne sont jamais possibles dans l'isolement : « l'action et la parole sont entourées par le réseau des actes et du langage d'autrui, et constamment en contact avec ce réseau » (1983 : 246). Lorsque les gens parlent et agissent ensemble, il y a création de l'espace public et celui-ci disparaît lorsqu'ils se dispersent. La constitution de cet espace public « précède par conséquent toute constitution formelle du domaine public et des formes de gouvernement, c'est-à-dire des diverses formes sous lesquelles le domaine public peut s'organiser » (*Ibid.* : 259). Arendt rattache ce concept d'espace public à celui de la *polis* grecque, « l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble », car « (...) l'action et la parole créent entre les participants un espace qui peut trouver sa localisation juste presque n'importe quand et n'importe où » (*Ibid.* : 258). La *polis* ne se réfère donc pas aux lois et aux structures, mais bien aux personnes rassemblées. Enfin, c'est au sein de cet espace public, de ce rassemblement des gens qui parlent et agissent ensemble que se crée la puissance : « Le seul facteur matériel indispensable à l'origine de la puissance est le rassemblement des hommes » (*Ibid.* : 261). Cette cohésion, indépendamment du nombre de personnes et de leurs ressources matérielles, s'oppose au sentiment d'impuissance de la personne isolée.

Ainsi, Arendt autant que Freire décrivent la mobilisation comme un processus de construction collective d'une analyse et d'une action. Le concept de dialogue de Freire rejoint celui du parler ensemble de Arendt et les deux affirment l'indissociabilité de la parole et de l'action. Freire met principalement en lumière l'importance de donner une place centrale aux points de vue des premiers concernés. Geertz pousse encore plus loin cette idée en préconisant une acceptation totale de la différence de points de vue et l'absence de jugement de valeur quant aux connaissances des gens. Arendt, en introduisant les concepts de monde commun et de pluralité, amène un complément très intéressant à l'approche conscientisante de

Freire. Elle porte notre attention sur le sentiment d'appartenance, met l'accent sur l'importance des rapports égalitaires et présente la différence entre les personnes comme un élément essentiel à l'exercice du politique, donc au changement social, et non simplement comme quelque chose que l'on doit accepter. Enfin, les trois penseurs nous amènent à concevoir la mobilisation comme un processus dans lequel l'incertitude et l'imprévisibilité sont inévitables. Voilà les principaux concepts qui serviront à l'analyse des données.

2.4 Les questions de recherche

À la lumière des réflexions de Freire, Geertz et Arendt, il devient clair que mon attention portera sur le processus de mobilisation d'une communauté afin d'améliorer la situation des enfants plutôt que sur les résultats de cette mobilisation. De plus, considérant que l'espace public n'est pas un lieu concret, mais qu'il naît de l'interaction des gens dans la parole et l'action (Arendt, 1983), le focus sera mis sur la dynamique de participation à l'intérieur des lieux publics, plutôt que sur leur structure. Ce ne sera pas non plus une analyse de l'application de l'approche conscientisante, mais bien de la démarche de la communauté, inspirée par cette approche, et des facteurs favorisant la mobilisation. J'explorerai comment la préoccupation envers les enfants apparaît sur la place publique et devient un enjeu collectif qui appelle à l'action. Qui sont les acteurs impliqués dans la collectivisation de ces préoccupations ? Quelle place occupent les parents dans cette mobilisation par rapport à celle occupée par les autres acteurs de la communauté ? Quelles sont les conditions qui favorisent ou nuisent à une participation active des premiers concernés ? Ce sont les principales questions que j'approfondirai en partant essentiellement du point de vue des informateurs et en espérant que les données et les réflexions qui en résulteront seront inspirantes pour les pratiques d'action collective dans le domaine de l'intervention auprès des enfants et des familles.

CHAPITRE III

LA MÉTHODOLOGIE

Mon étude étant axée sur la perception des gens face à un phénomène vécu, dans le cas présent, leur expérience de mobilisation, j'ai donc eu recours à une méthode de recherche qualitative. Dans le présent chapitre, je présenterai les choix que j'ai faits au niveau de la méthodologie ainsi que les grandes lignes de mon cheminement à travers les différentes étapes de la recherche terrain. J'exposerai d'abord les raisons qui m'ont poussée à opter pour un terrain de recherche au Brésil. J'expliquerai ensuite ma démarche de collecte de données à travers l'utilisation de trois méthodes, la consultation de sources écrites, l'observation participante et les entrevues, qui se posent en complémentarité. Suivra la présentation de la méthode d'analyse des données et enfin, quelques considérations éthiques.

Au départ, il est important de spécifier que cette recherche est exploratoire puisque j'ai étudié une expérience sur laquelle il existe, pour le moment, très peu d'écrits disponibles. De plus, le contexte d'un mémoire de maîtrise ne m'a évidemment pas permis de creuser les nouvelles questions qui se sont présentées au cours de l'analyse des données. Je me suis limitée à dresser un portrait général d'une dynamique de participation citoyenne. J'ai ainsi tenté d'identifier certains facteurs favorisant la participation des gens à une action collective et permettant l'émergence sur la place publique de la préoccupation envers les enfants. Ma démarche est davantage inductive que déductive; à partir des interprétations des informateurs et en me référant aux concepts développés par Freire, Arendt et Geertz, j'ai tenté de faire

ressortir quelques éléments centraux dans la mobilisation d'une communauté pour le bien-être de ses enfants.

3.1 Le choix du terrain de recherche

Depuis le début de ma démarche, je suis consciente que les expériences de mobilisation résultant d'un processus de conscientisation sont rares au Québec et encore plus lorsqu'il s'agit de questions relatives aux enfants. Il est certain que le milieu communautaire, où de telles expériences pourraient se trouver, ne publie pas sur l'ensemble des actions qu'il entreprend. Il est ainsi difficile de trouver des écrits qui portent sur le rôle des intervenants et des participants dans les expériences concrètes d'action collective relative aux enfants. Avant même d'entreprendre cette recherche, j'avais déjà, à l'occasion d'un travail de classe, fait un premier survol des interventions alternatives à celle de la DPJ. De nombreuses expériences se sont révélées intéressantes, telles que celle du Mouvement SEM décrite par Camille Messier (2001) et celle de COMSEP présentée par Lise St-Germain (2000), mais aucune d'entre elles ne semblait s'inscrire dans une perspective d'action collective remettant en question l'organisation de notre société. Par ailleurs, selon les commentaires d'intervenants en alphabétisation populaire familiale, il semblerait que même dans ce milieu, où on s'attendrait à trouver des expériences de mobilisation concernant le bien-être des enfants, l'existence de telles expériences demeure méconnue. Certains de ces organismes se retrouveraient tout simplement happés par les programmes de prévention précoce ou une vision individualisante de l'intervention sociale. D'autres, encore animés par les principes de l'éducation populaire, offrent des services, tout en se questionnant sérieusement sur comment ils pourraient contrer l'apathie et l'individualisme ambiant qui rendent les actions collectives si peu attrayantes. D'autres collègues du milieu communautaire m'ont également amenée à constater que ce type d'intervention est rare dans le domaine

Enfance/Famille. Tel que mentionné plus tôt, on m'a bien parlé d'une action menée par de jeunes parents au sein du Bureau de Consultation Jeunesse, un organisme reconnu pour son approche revendicatrice, mais celle-ci n'aurait malheureusement pas abouti. Lorsqu'une collègue, impliquée de près dans le Regroupement des organismes communautaires familles de Montréal et détenant une bonne vision d'ensemble des interventions dans ce domaine, m'a affirmé qu'il était très difficile de convaincre les gens, intervenants et parents, de s'impliquer dans des démarches collectives concernant la famille, je me suis dit qu'il serait peut-être bon d'élargir mon spectre.

Un autre collègue m'a alors parlé d'une expérience de mobilisation d'une petite communauté au Brésil, le Mont Serrat, dont la réussite était connue internationalement. Connaissant un peu le contexte brésilien, cela m'est apparu comme une alternative intéressante à celui du Québec, peu prometteur pour mon étude. Après quelques recherches, j'ai enfin décidé de me tourner vers cette expérience dans l'espoir d'y découvrir des éléments qui pourraient nous inspirer pour nos interventions ici au Québec. Ce choix ne signifie pas que j'en conclus qu'il n'existe aucune expérience d'action collective dans le domaine Enfance/Famille au Québec. J'ai d'ailleurs, une fois mon terrain de recherche complété, appris l'existence de Cible Famille Brandon qui a été fondé en 1989 à l'initiative de parents et qui aurait conservé une certaine approche collective. Il pourrait être intéressant, pour la suite de mes recherches, d'étudier cette expérience et de la comparer à celle du Mont Serrat. Je tiens toutefois à souligner que le but de la présente étude n'est pas de faire une comparaison entre le Québec et le Brésil, ce qui aurait nécessité un inventaire exhaustif de ce qui se fait au Québec, mais bien d'explorer la dynamique de mobilisation d'une communauté, dans un contexte qui me semblait plus favorable.

Plusieurs éléments ont stimulé mon intérêt envers le Brésil en tant que terrain de recherche. Tout d'abord, en plus d'être la terre natale de Paulo Freire et le berceau de

l'approche conscientisante, ce pays est aujourd'hui très avancé au niveau de la décentralisation des pouvoirs et de la démocratie participative (Foucher, 2003). Dans son organisation politique formée de multiples centres de pouvoir et un système complexe d'interdépendance, politique et financière, les municipalités sont dotées de grandes responsabilités au niveau des politiques sociales, de la santé, de l'éducation, de la sécurité, de l'environnement, etc. Puisant son inspiration des racines très anciennes des mouvements d'éducation populaire, le Parti des Travailleurs, en ascension après la chute de la dictature, tente de remettre au cœur des préoccupations le défi de la participation citoyenne. Des lois ont été promulguées afin de favoriser la participation des citoyens; c'est le cas de la loi no 10 257/2001 qui « oblige, à présent, le législatif et l'exécutif municipal de toutes les villes brésiliennes (comptant plus de 20 000 habitants) à mettre en pratique une gestion participative et populaire » (Perini, 2005). Le budget participatif de Porto Alegre est une expérience exemplaire bien connue internationalement qui découle directement des changements considérables qui ont été apportés au niveau des structures politiques et sociales dans la Constitution brésilienne. Ce budget participatif fonctionne depuis plus de 20 ans et il a permis surtout aux plus démunis de trouver « le moyen de réorienter en leur faveur des ressources publiques qui allaient traditionnellement aux quartiers aisés » (Cassen, 1998).

Autre élément qui m'a fait me tourner vers le Brésil : ce pays vit une situation particulière par rapport aux enfants. Entre autres choses, il est la première destination en Amérique pour le tourisme sexuel auprès des mineurs; en 2006, on comptait 500 000 enfants exploités sexuellement (*Points chauds*, 2006). Le nombre important d'enfants qui se retrouvent dans la rue à cause de situations de pauvreté et du manque de support de leurs parents suscite depuis longtemps des réflexions quant aux interventions à développer afin de résoudre ce « problème ». Ligia Costa Leite (2003), qui travaille depuis plus de 20 ans auprès des jeunes de la rue à Rio de Janeiro, qualifie la réponse des institutions d'hier et d'aujourd'hui face à ces jeunes

d'ethnocentrique et parle de la peur de la différence culturelle. Elle nomme affectueusement ces enfants les « invincibles culturels » car, incapables de se résoudre à se conformer aux normes des écoles qui tentent de les remettre sur le droit chemin alors que celles-ci n'ont pas de sens pour eux, ils préfèrent vivre dans la rue plutôt que de perdre leur « âme », leur culture, leur identité, plutôt que de « mourir psychiquement » (*Ibid.*). Comme piste de solutions, Leite, comme plusieurs autres, travaille à faire « reconnaître les différences culturelles qui existent dans le pays et [à] créer des alternatives pour que les enfants de la rue cessent d'être des invincibles culturels et participent à la construction et à l'histoire d'une nation effective » (*Ibid.* : 82). Par conséquent, le Brésil me semblait abriter un riche potentiel d'enseignements quant au développement d'approches collectives, mettant à profit les parents et l'ensemble d'une communauté, afin de construire un avenir meilleur pour les générations futures.

Le Mont Serrat fait partie du Maciço do Morro da Cruz, c'est-à-dire le massif de montagnes qui se retrouve au centre de la ville de Florianópolis, capitale de l'état de Santa Catarina, au sud du Brésil. C'est une petite communauté parmi les 23 communautés formant le Maciço, que l'on désigne comme étant des favelas, donc qui rassemble les personnes les plus démunies de la région. Cette communauté m'a paru au départ intéressante puisqu'elle abrite un des personnages les plus importants de la région relativement à la défense de droits des plus démunis, le *Padre* Vilson Groh. Ce dernier travaille depuis plus de 30 ans auprès des enfants, des jeunes et des adultes de la communauté dans une perspective d'éducation populaire (Groh & Wollinger Koerich cité dans UNESCO, 2003b). Son travail a d'ailleurs contribué à la naissance d'organismes reconnus pour leur action visant l'amélioration des conditions de vie des jeunes et de l'ensemble des communautés appauvries de la région : le Centro Cultural Escrava Anastácia et le Fórum Maciço do Morro da Cruz (UNESCO, 2003a). De plus, la communauté du Mont Serrat compte de nombreux autres projets, organismes et lieux de participation citoyenne.

Je croyais bien trouver au sein de cette communauté une expérience de mobilisation collective qui aurait pu être source d'inspiration pour le Québec. J'avais l'intention au départ de suivre dans ses démarches un comité menant une action collective précise autour de la question du bien-être des enfants dans une optique de lutte à la négligence ou à la violence dont ils sont victimes. Cependant, malgré la présence d'une certaine effervescence au sein de la communauté, il n'y avait malheureusement pas de tel comité actif au moment de mon séjour à Florianópolis qui s'est échelonné du début août 2010 au début mars 2011. J'ai donc décidé d'explorer, de façon plus générale, la dynamique de participation citoyenne de cette communauté et de tenter de comprendre comment s'articulent l'apparition de la préoccupation envers le bien-être des enfants dans la sphère publique et la participation des parents et ce, à travers l'ensemble de leur expérience de mobilisation. En fait, l'expérience d'action collective de la communauté du Mont Serrat est très riche, mais elle est aussi plutôt complexe. J'ai pu prendre connaissance de quatre différents organismes, intimement liés, qui représentent des lieux de participation pour les résidants du Mont Serrat : le conseil communautaire, le Centro Cultural Escrava Anastácia (CCEA), le Centro Social Marista Mont Serrat, communément appelée «la Marista», et le Fórum Maciço do Morro da Cruz (FMMC). Ces organismes s'entrelaçant, les mêmes leaders se retrouvant souvent à leur tête, il m'a semblé davantage approprié de ne pas en choisir qu'un seul pour terrain de recherche, mais bien de les prendre comme un tout.

3.2 La cueillette des données

La cueillette des données s'est faite à l'aide de trois méthodes : la consultation de sources écrites, l'observation participante et les entrevues. Combiner ces trois sources de données est rapidement apparu comme un passage essentiel : « Le fait de recourir à plusieurs techniques de collecte de données permet de trianguler les

données et d'obtenir ainsi une meilleure compréhension de la situation » (Mayer et al., 2000 : 137). Le choix d'un terrain de recherche à l'étranger implique d'abord une importante recherche d'information, celle-ci étant plus facilement accessible une fois sur place, afin de bien comprendre le contexte général du pays, ce qui, tel que mentionné précédemment, équivaut pratiquement à une deuxième problématique et rallonge inévitablement le mémoire, mais représente une étape nécessaire. Dans un premier temps, j'ai donc procédé à une cueillette des sources écrites. Mon objectif était aussi de bien cerner le contexte social et politique du Mont Serrat et l'ensemble des actions menées par ses résidants. Pour ce faire, j'ai rapidement pris contact avec des universitaires à l'Universidade Federal de Santa Catarina (UFSC) engagés dans des recherches concernant l'action collective dans la région ou, plus particulièrement, le Maciço do Morro da Cruz. À travers des entrevues exploratoires, ces personnes m'ont orientée vers quelques ouvrages et enjeux incontournables. Par la suite, j'ai facilement pu trouver des ouvrages scientifiques pertinents, des travaux universitaires (mémoires et thèses) et des articles parus dans des revues spécialisées ou extraits d'actes de colloques.

Dans un deuxième temps, j'aurais beaucoup aimé observer des rencontres rassemblant les résidants ou les parents du Mont Serrat, ce qui était tout à fait plausible puisque mon séjour à Florianópolis a été de sept mois. Or, malgré mes nombreuses tentatives, l'occasion ne s'est jamais présentée. Après deux rencontres du conseil communautaire et une rencontre d'un projet du CCEA annulées à cause de la très faible participation des résidants, j'ai jugé plus opportun de concentrer mes énergies ailleurs. J'avais finalement été invitée à assister à une rencontre d'un groupe de parents de la Marista, mais cette rencontre n'a jamais eu lieu. Je m'en suis donc tenue à des observations informelles à l'occasion des entrevues et de mes nombreuses autres visites dans la communauté (visites de la communauté et de ses organismes, rencontres avec des intervenants, consultation de milieu par le Ministère de la culture, fête de carnaval, réunion des coordonnateurs de projets du CCEA). Pouvoir observer

directement les gens en interaction aurait évidemment été une source très riche de données. Cela m'aurait permis de me faire ma propre idée de l'importance de la question des enfants et de la place que prennent les parents dans le débat public. J'ai donc dû me fier essentiellement aux propos des informateurs, mais je crois tout de même avoir réussi, grâce à mes observations informelles, à distinguer l'idéal de la réalité. J'ai également pu faire, à l'occasion, des liens entre les propos des informateurs et des faits que j'avais observés et ainsi avoir une meilleure compréhension de leur point de vue. Bref, cela m'a permis de connaître un peu plus le contexte et de m'y référer lors des entrevues. Afin de garder les traces de ces observations, j'ai tenu un journal de bord que je remplissais le plus tôt possible après mes visites dans la communauté. Dans ce journal, j'ai également noté mes réflexions, mes questionnements, mes soucis ainsi que mes petits succès tout au long de mon séjour. Certains de ces éléments m'ont été utiles lors de l'analyse des données.

Puisque je reconnais qu'on ne peut nier l'impact sur le groupe de notre présence en tant qu'observateur, même si on veut le limiter le plus possible, et « que toute tentative visant à maintenir une position d'extériorité de l'observateur sclérose le processus de recherche » (Chauchat cité dans Mayer et al., 2000 : 137), je considère que j'ai fait de l'observation participante. Selon Deslauriers, « l'observation participante est une technique de recherche qualitative par laquelle le chercheur recueille des données de nature surtout descriptive en participant à la vie quotidienne du groupe, de l'organisation, de la personne qu'il veut étudier » (1991: 46). Mon rôle a évidemment été le moins participatif possible pour ne pas que ma présence ne fasse trop changer la donne, mais je suis toujours restée particulièrement attentive à l'influence que ma présence pouvait avoir; c'est pourquoi je ne peux nier un certain aspect « participatif » à mon observation. Ne faisant pas partie du milieu avant de l'observer, cela m'a permis de garder une certaine distance critique, mais, en contrepartie, je suis consciente que cela m'a limitée au niveau de la compréhension de ce qui est vécu et de certaines subtilités (Mayer et al., 2000 : 138). Par ailleurs, je

dis « une certaine distance critique » car je ne peux nier le fait que je me sois beaucoup attachée aux gens de la communauté qui m'ont profondément touchée par leur courage et leur détermination. Cependant, en restant vigilante face à cet engagement émotif et en tenant compte de ma subjectivité, je crois avoir réussi à garder un point de vue nuancé et à ne pas trop m'éloigner de l'interprétation que les informateurs m'ont transmise de leur réalité. Comme l'affirme Geertz (1986), bien que les erreurs soient inévitables, l'observateur doit essayer, afin de progresser dans l'analyse, de tirer certaines conclusions. Ainsi, même s'il considère que les savoirs doivent être rattachés à leur contexte, donc que la vérité est relative, l'observateur n'est pas confiné dans le monde de la description en bannissant celui de l'évaluation. Geertz reprend le terme de « traduction » pour définir sa méthode, méthode à laquelle j'ai tenté de m'accoler le plus possible. Il définit ce travail de traduction comme en étant un, non pas de reformulation dans nos propres mots de la façon dont les autres présentent les choses, mais plutôt de « démonstration de la logique de leur présentation selon nos propres manières de nous exprimer » (*Ibid.* : 16).

Dans un troisième temps, j'ai effectué des entrevues auprès de divers acteurs actifs dans les organismes cités ci-haut. J'ai procédé à un échantillonnage « boule de neige » (Mayer et al., 2000 : 83; Miles et Huberman, 2003), c'est-à-dire que j'ai demandé aux premières personnes que j'ai pu recruter de me référer d'autres personnes qu'elles considéraient pertinentes pour l'étude. Les gens m'ont alors automatiquement dirigée vers des personnes reconnues comme étant des leaders, ce qui, selon l'expérience de Sarti, est un phénomène fréquent dans les communautés défavorisées puisqu'il est important pour eux de transmettre une bonne impression du quartier (2009 : 25). On m'a aussi affirmé qu'il n'était pas facile de rejoindre les résidents moins engagés dans la vie communautaire parce que ceux-ci sont souvent très méfiants envers les étrangers. J'ai donc décidé d'interviewer un nombre restreint de personnes, mais dont la pertinence était assurée par le fait qu'elles étaient toutes actives dans un ou plusieurs lieux de participation de la communauté. Parce qu'il est

toujours enrichissant d'aller chercher des perspectives variées, qui peuvent invalider les hypothèses de départ ou le point de vue de la majorité, j'ai décidé d'interviewer des gens de différents âges et de différents statuts (voir tableau 3.1). J'avais également un certain souci de représentativité au niveau du genre, souci qui a été respecté puisque j'ai interviewé deux hommes et quatre femmes. Cela représente bien la prédominance des femmes, toujours actuelle, au niveau des actions concernant la question des enfants. J'ai donc réalisé un total de six entrevues d'une durée moyenne de 1h20, la plus courte ayant duré 45 minutes et la plus longue 2 heures. Trois entrevues se sont déroulées dans un local du CCEA, deux sur les lieux de travail des informateurs et une dans un café à l'extérieur de la communauté.

Tableau 3.1 : Composition de l'échantillon

Noms fictifs	Organismes	Statuts
Marcos 20-30 ans	- CCEA	- Chargé de projet et ancien participant
Lucia 40-50 ans	- conseil communautaire - CCEA - Marista	- Membre (bénévole) - Intervenante (centre d'hébergement pour enfants) - Mère participante à la commission des parents
Paulo 60 ans et plus	- conseil communautaire - FMCM - CCEA	- Officier (bénévole) - Représentant du Mont Serrat (bénévole) - Membre du conseil d'administration
Julia 40-50 ans	- Marista - conseil communautaire - FMCM	- Intervenante - Représentante de la Marista - Représentante de la Marista
Cristina 14 ans	- Marista	- Jeune participante et leader (bénévole)
Graça 40-50 ans	- Marista	- Mère participante à la commission des parents

J'ai choisi de faire des entrevues de type semi-structuré à questions ouvertes (Mayer et al., 2000 : 120). L'attitude semi-directive de l'intervieweur m'a permis d'orienter suffisamment les informateurs, par la formulation explicite de questions, vers les thèmes centraux de l'étude, tout en leur laissant une liberté dans leurs réponses. C'est cette liberté qui a amené toute la richesse des données et qui m'a permis de capter le sens que les gens donnaient à leur réalité. J'ai d'abord fait une première entrevue qui a servi de pré-test et qui a entraîné quelques réajustements au niveau de la grille d'entrevue (versions en français présentées en Appendice A). Considérant mes limites par rapport à la langue, il m'a été évidemment essentiel d'avoir recours à des enregistrements. J'ai également dû porter une très grande attention aux mots que j'ai utilisés, afin de choisir des mots qui avaient un sens pour les informateurs (un sens, si possible, commun à tous), ainsi qu'aux mots utilisés par les informateurs afin d'essayer le plus possible de comprendre les subtilités dans le discours des gens. Mon niveau de compréhension étant fondamental pour assurer un bon traitement des données, un temps d'acclimatation au pays et au langage des gens de la région a été indispensable avant de procéder aux entrevues. Malgré cette préparation, les difficultés au niveau de la langue ont été nombreuses. Bien que mon niveau de compréhension du portugais soit très bon, le jargon et l'accent particulier de certains informateurs m'ont laissée dans l'incertitude à plusieurs reprises. Par chance, la retranscription des enregistrements a été faite par un Brésilien de la région qui a su décoder presque la totalité des mots prononcés. Une fois que j'ai eu les entrevues sous forme écrite entre les mains, il m'a alors été possible de comprendre plusieurs extraits qui étaient restés inaccessibles pour moi lors des entrevues.

3.3 L'analyse des données

Pour l'analyse des verbatim des entrevues, j'ai utilisé la méthode d'analyse thématique décrite par Paillé et Mucchielli (2008). Comme son nom l'indique, cette

méthode d'analyse est un procédé de réduction des données qui fait appel à des thèmes pour résumer et traiter un matériau (*Ibid.* : 161). J'ai donc d'abord relu chacun des verbatim en inscrivant dans la marge des expressions de quelques mots, des thèmes, qui décrivaient précisément l'essentiel de chaque propos. J'ai veillé à ce que ces thèmes ne se rapportent pas à mon interprétation, mais représentent plutôt la synthèse des propos des informateurs. J'ai ensuite fait un relevé de ces thèmes pour chaque entrevue en commençant à les regrouper sous des rubriques. Ces rubriques correspondaient souvent aux sujets contenus dans les questions principales de ma grille d'entrevue, mais d'autres ont émergé des entrevues. J'ai finalement fusionné l'ensemble de ces thèmes et rubriques formant un seul organigramme que Paillé et Mucchielli nomment « arbre thématique » (*Ibid.* : 182). À cette étape, il m'a été possible de percevoir les thèmes récurrents, tout comme les convergences et les divergences entre les informateurs, ainsi que de continuer à faire des regroupements. Bref, c'est lors de cette opération que l'organisation des thèmes a été en majeure partie complétée, bien que celle-ci ait été peaufinée tout au long de la rédaction de l'analyse.

Enfin, à l'aide de cet arbre thématique, j'ai entrepris, dans une optique plus interprétative, de faire parler ces thèmes en les questionnant et en les confrontant les uns aux autres ainsi qu'aux référents théoriques de Freire, de Arendt et de Geertz. J'ai tenté de faire preuve de souplesse dans ma navigation entre l'induction et la déduction afin de ne pas emprisonner la réalité dans un carcan conceptuel et d'aborder la complexité de celle-ci reflétée dans les propos des informateurs. En fait, comme je l'ai déjà mentionné, j'ai voulu accorder une place privilégiée aux points de vue et aux paroles des gens, c'est pourquoi j'ai beaucoup laissé transparaître leur langage et le sens qu'ils donnent aux événements en utilisant un grand nombre d'extraits d'entrevue. Bien que les verbatim des entrevues soient le matériau central de mon analyse, mes notes d'observation m'ont souvent été utiles pour mieux comprendre les propos des informateurs, les mettre en contexte, mais aussi, à

l'occasion, pour compléter mon analyse en fournissant des exemples qui venaient confirmer ou infirmer ces propos.

3.4 Les considérations éthiques

Le consentement libre et éclairé ainsi que la confidentialité des données ne sont pas des aspects de la recherche à prendre à la légère, d'autant plus lorsque certains sujets abordés, nous le verrons plus tard, constituent des tabous et entraînent un sentiment de peur chez les gens. De plus, dans un contexte où les différences culturelles peuvent interférer à différents niveaux, je me devais d'être prudente malgré le chaleureux accueil et la très grande ouverture dont ont fait preuve les gens de la communauté du Mont Serrat envers moi et leur apparente indifférence face au respect de leur anonymat. J'ai d'ailleurs remarqué qu'au Brésil, dans bon nombre de travaux universitaires, le nom des informateurs était divulgué et ce, souvent dans le but de les remercier de leur participation. Pas étonnant que les gens semblaient plutôt surpris face à mes efforts d'explication au sujet de leur droit à la confidentialité (et de leurs droits en général en tant que participant à la recherche).

J'ai tout de même pris le temps de lire aux informateurs le formulaire de consentement (version en français présentée en Appendice B) et de leur expliquer chacun de leurs droits et les précautions prises pour les préserver ainsi que les objectifs et les questions de ma recherche qui y étaient présentés. Il était important de m'assurer que leur participation était totalement volontaire, d'autant plus qu'ils avaient été, en quelque sorte, incités à participer en étant identifiés comme des personnes-clés par leurs collègues. Je leur ai remis également une copie du formulaire et je leur en ai fait signer une autre que j'ai conservée. J'avais pris soin d'écrire ce document dans un langage simplifié, consciente que certaines personnes pouvaient avoir un faible niveau d'alphabétisation. C'est également pour cette raison

que je leur ai systématiquement lu le formulaire et expliqué dans des mots simples son contenu. Par la suite, afin de préserver leur confidentialité, les verbatim ont été transcrits par une personne n'ayant aucun lien avec les organismes et les personnes participantes et ces dernières n'ont jamais été désignées par leur nom lors des entrevues. Enfin, les noms des informateurs ne sont jamais cités dans la recherche; lorsque je cite leurs propos, j'ai pris soin de leur donner un pseudonyme.

Pour ce qui est de l'observation, puisque je n'ai pas fait d'observation lors de rencontres de parents ou de résidants, il n'a pas été nécessaire d'obtenir le consentement formel des gens. En fait, je suis toujours allée dans des rencontres et des événements où j'avais été invitée par quelqu'un de la communauté, le consentement des gens était donc implicite. En outre, lors de mes visites dans la communauté, j'ai toujours été très attentive à mon attitude considérant l'impact que ma présence pouvait avoir et j'ai toujours essayé d'amoindrir le plus possible les biais culturels. Je dois avouer, tout de même, qu'à ce niveau, l'amour que je porte à la culture brésilienne a beaucoup aidé à ce que je me fonde au groupe, voire à mon assimilation, ce qui m'a permis, je crois, d'avoir accès à des informations privilégiées et de comprendre bien des subtilités de leur culture. Évidemment, je ne peux nier la présence des biais culturels et du défi que cela représente de tenter de les percevoir, surtout lorsqu'on a vécu un important rapprochement culturel comme je l'ai vécu. C'est pourquoi je me suis posé beaucoup de questions avant d'écrire afin de distinguer ma vision de celle des gens du Mont Serrat et de respecter le plus possible le sens qu'ils donnent à leur réalité, comme Geertz (1986) invite à le faire. S'ils ont accepté de contribuer à l'avancement des connaissances sur l'action collective en participant à ma recherche, c'est parce qu'ils ont eu confiance en ma capacité de traduire, de la façon la plus fiable possible, leur vécu et leurs points de vue. Il est donc de mon devoir de mettre tous mes efforts à relever ce défi.

DEUXIÈME PARTIE

RÉSULTATS ET INTERPRÉTATION

Trois chapitres font état des résultats de ma recherche terrain. Dans un premier chapitre, je décrirai brièvement le contexte politique et social du Brésil et, plus précisément du Mont Serrat. J'essaierai de comprendre comment ce contexte peut favoriser le parler et l'agir ensemble. Je dresserai ensuite le portrait général des lieux de participation du Mont Serrat. Dans un deuxième chapitre, j'explorerai comment la préoccupation envers le bien-être des enfants devient un enjeu collectif : comment apparaît l'importance de s'unir pour agir, par qui cette préoccupation est portée sur la place publique et dans quel but. Je porterai une attention particulière à la place occupée par les parents afin de voir si les premiers concernés sont au cœur de la mobilisation. Dans un troisième chapitre, je tenterai de faire ressortir les conditions qui favorisent ou nuisent à la mobilisation des parents et des résidants du Mont Serrat. J'examinerai plus en profondeur le rôle joué par les leaders et intervenants dans ce processus de mobilisation et comment celui-ci influence la participation active des gens de la communauté.

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION DU CONTEXTE DE LA MOBILISATION

L'expérience de mobilisation de la communauté du Mont Serrat se caractérise par la présence d'un prêtre catholique adhérant aux principes de la théologie de la libération dans un quartier défavorisé de la ville de Florianópolis. Or, elle doit d'abord être située dans le contexte bien particulier de l'évolution de la société brésilienne et de ses mouvements sociaux. En effet, la pratique d'éducation populaire qui est à l'origine de cette mobilisation prend davantage racine dans les mouvements sociaux brésiliens et internationaux que dans une pratique professionnelle de travailleurs sociaux, qui elle-même, nous le verrons, est largement influencée par cette importante mouvance gauchiste. Je ferai donc, en premier lieu, un bref survol de l'histoire des mouvements sociaux au Brésil et, plus particulièrement, dans l'État de Santa Catarina et dans la ville de Florianópolis en me référant principalement à l'ouvrage d'Edalea Maria Ribeiro (2005). En second lieu, je présenterai le contexte particulier de la vie dans le quartier défavorisé qu'est le Mont Serrat, ce qui implique inévitablement l'épineuse question du narcotrafic, le problème le plus marquant pour la communauté, ainsi que la conception de la famille propre à ses résidents. Pour ce faire, je me baserai sur les écrits de divers chercheurs brésiliens ayant abordé la vie dans les quartiers et les familles pauvres, tels que Alba Zaluar (1985, 1997, 1998) et Cinthia Andersen Sarti (2009), ainsi que sur mes propres observations et entrevues. Enfin, en troisième lieu, j'aborderai l'évolution de la mobilisation du Mont Serrat visant à améliorer les conditions de vie de ses enfants, ce qui m'amènera à présenter les divers organismes qui y ont pris naissance. Pour cette dernière partie, mes sources d'information seront les entrevues effectuées auprès des leaders de la communauté

ainsi que les études de deux chercheurs qui se sont penchés sur l'histoire de cette mobilisation, Camilo Buss Araujo (2004) et Maria Conceição Coppete (2003).

4.1 Les mouvements sociaux brésiliens

Il faut d'abord préciser que le Brésil a vécu sous un régime dictatorial de 1964 à 1985, ce qui ne peut évidemment que marquer profondément la vie politique du pays. Une telle situation ne l'a toutefois pas empêché de se mobiliser; au contraire, le Brésil a été le lieu d'une importante participation de la société civile et populaire à travers de nombreux mouvements sociaux qui ont lutté pour sa démocratisation (Ribeiro, 2005 : 94). Déjà à partir des années '50, dans l'État de Santa Catarina et principalement dans sa capitale, Florianópolis, apparaissent des associations étudiantes et de femmes ainsi qu'un mouvement syndical fort, dont plusieurs sont liés au Parti Communiste Brésilien et, plus tard, au Parti des Travailleurs. Évidemment, comme la plupart des mouvements sociaux latino-américains, ceux du Brésil reposent sur des bases idéologiques influencées par le paradigme marxiste et le modèle de la Révolution cubaine. Ces mouvements se fortifient surtout dans les années '60, mais avec le coup militaire de 1964, cette récente organisation sociale est durement réprimée; des leaders sont incarcérés, torturés et assassinés (Araujo, 2004 : 52). La mobilisation ne réapparaîtra que vers la fin des années '70.

Cette vague gauchiste ne se fait pas sentir uniquement dans les rangs des travailleurs, des femmes et des étudiants; à la même époque, le clergé vit également une importante réorientation idéologique qui l'amène à jouer un rôle central non seulement auprès de ces mouvements sociaux, mais aussi auprès des pans de la population des plus démunis.

La théologie de la libération, inspiration des secteurs progressistes de l'Église avec ses groupes de base et ses pratiques orientées vers

l'organisation et la mobilisation des secteurs populaires, est la référence fondamentale pour les mouvements sociaux, tant dans le monde urbain que dans le monde rural, en terme d'État (Traduction libre⁵, Ribeiro, 2005 : 97).

Ce changement de perspective, soutenu par le pape, crée l'ouverture de l'Église catholique sur le monde moderne, ce qui ne peut aller, surtout en Amérique Latine, sans se confronter à l'évidence de la crise du marché, de l'inégalité et des divers conflits sociaux qui en découlent (Araujo, 2004 : 24). L'Église constate ainsi les contradictions entre le message biblique et le système capitaliste et c'est alors que les écrits de Marx, avec lesquels elle partage beaucoup de valeurs (valorisation de la collectivité, justice, liberté, égalité et paix), apparaissent comme une explication cohérente (*Ibid.* : 28-31). L'aile progressiste de l'Église, avec sa vision critique de la réalité, représente donc une influence majeure auprès des mouvements sociaux brésiliens. En tant qu'institution reconnue socialement, elle donne aux luttes toute leur légitimité et apparaît comme un appui fondamental pour les mouvements sociaux des années '80 dans leur combat contre le régime militaire.

Non seulement l'Église progressiste marche aux côtés des mouvements syndicaux et étudiants, mais grâce à son appui, le « mouvement de quartier⁶ » émerge afin de canaliser les insatisfactions de la population face au gouvernement militaire (Ribeiro : 92, 98). Des « Comunidades Eclesiais de Base » (CEB) sont fondées un peu partout sur le territoire brésilien et deviennent une forme alternative d'organisation du culte pour permettre aux exploités l'apprentissage de la défense de leurs droits (Della Cava cité dans Araujo, 2004 : 54). Ces « écoles » abritent des équipes d'alphabétisation à la mode freirienne, interdites pendant la dictature, et sont à l'origine de nombreux centres communautaires. Selon Ribeiro, c'est en grande partie grâce au travail de l'Église locale que l'État du Rio Grande do Sul, dont la capitale est Porto Alegre,

⁵ L'ensemble des citations de ce chapitre étant tiré de textes en portugais, celles-ci ont toutes été traduites librement. Je ne vais donc pas le spécifier à chaque fois afin d'éviter les répétitions.

⁶ Traduction littérale de « Movimento de Bairro ».

ville internationalement connue pour son budget participatif et pour avoir été l'instigatrice du Forum Social Mondial, détient une aussi grande tradition de participation politique dans une perspective progressiste (2005 : 91).

Les années '80 sont définitivement les années glorieuses des mouvements sociaux au Brésil. Le mouvement syndical adopte une posture plus revendicatrice et de contestation et le mouvement de quartier prend de l'ampleur. Surgit alors une multitude de conseils communautaires et d'associations de résidants qui tentent de contrôler le processus de transition vers un gouvernement démocratique; ils visent à établir un canal direct entre le pouvoir exécutif de l'État et les communautés. « À partir de ce moment, le mouvement de quartier est une constante sur la scène publique locale des villes, il devient le lieu fondamental de la construction de la citoyenneté (...) » (*Ibid.* : 99). C'est également dans les années '80 qu'on voit apparaître, principalement en milieu urbain, des mouvements sociaux à caractère distinct tels que les mouvements environnementalistes, ethniques et féministes, qui se différencient des associations de femmes des années '50 (Lüchmann et Sousa, 2005 : 95). Enfin, tout ce travail et cet engagement des leaders de l'Église progressiste et des mouvements sociaux ont réussi à mettre en pratique le souhait de Freire et de ses contemporains, c'est-à-dire la création d'une sphère publique plurielle et démocratique grâce à l'action des opprimés :

La constitution de 1988, considérée comme un point marquant dans la consolidation de la démocratie et dans le renforcement de la société civile brésilienne, a cristallisé de nouveaux droits grâce à la capacité des secteurs dominés à créer le dialogue, inventant la politique et devenant les auteurs de leur propre citoyenneté (Ribeiro, 2005 : 17).

Ainsi, la nouvelle constitution inclut une série de droits pour les femmes, les travailleurs, les enfants, les adolescents, les personnes âgées et les personnes présentant des déficiences ainsi que des articles sur l'éducation, la santé, l'assistance sociale et la condamnation du racisme. Bien que la plupart de ces droits ne fassent pas l'objet de réglementations, cela représente une grande victoire pour les divers

mouvements sociaux. Malheureusement, la décennie qui suivra entraînera un important recul de ces mouvements.

Pendant la dictature, le Brésil s'est industrialisé et urbanisé; un imposant exode rural remplit les villes de milliers de sans-terre, chômeurs et petits travailleurs en quête d'un avenir meilleur. Dans les années '90, pour faire face à la crise économique, l'adoption de politiques néolibérales, sous les ordres du FMI et de la Banque Mondiale, ouvre le Brésil au marché mondial et en assombrit considérablement le portrait : augmentation du taux de chômage, chute du PIB, dégradation des conditions de travail, violence urbaine, mais surtout pauvreté et concentration des richesses. En 1996, les 10% plus riches de la population urbaine brésilienne gagnent 13 fois les revenus des 20% plus pauvres (*Ibid.* : 84). Au Brésil comme dans la majorité des pays sous-développés, et même développés, les années '90 sont particulièrement sombres en ce qui concerne l'évolution des droits sociaux. Soumis aux politiques d'ajustement structurel, on assiste à l'érosion du système public de protections sociales (Yazbek cité dans Yazbek, 2006: 126) et, par conséquent, à la multiplication des ONGs qui prennent la relève de l'assistance sociale et transfèrent les responsabilités de l'État aux « communautés » organisées (Coppete, 2003 : 121). Enfin, les mouvements sociaux de masse des années '80 se dégradent ou, du moins, vivent de profondes mutations. Face à la peur du chômage, le taux de syndicalisation baisse. L'aile progressiste de l'Église est également en déclin. Bien que ses créations demeurent bien vivantes, telles que le Parti des Travailleurs et les associations de résidants, il semble que sa nécessité se fasse moins ressentir dans le cadre d'un gouvernement démocratique. Elle sera même démantelée par le Vatican, ce qui entraînera un puissant retour de l'aile conservatrice au sein de l'Église (Araujo, 2004 : 58).

Dans ce contexte, de nouveaux défis et de nouveaux besoins apparaissent. La force de la lutte anti-communiste dans le monde provoque de nombreux questionnements.

Selon Ribeiro, les mouvements souffrent de l'absence d'un projet plus collectif de développement qui inclurait l'ensemble de la population (2005 : 217). Ils souffrent également de l'absence de mémoire des luttes et du chemin parcouru pour l'obtention des améliorations. Les mouvements se font plus petits. Ils deviennent des embryons de résistance, mais ils continuent à influencer la vie sociale, économique et politique, surtout au niveau du pouvoir local. Les associations de résidents et les conseils communautaires, emballés par les conquêtes inscrites dans la Constitution, sont très présents face au problème de « favélisation⁷ » et revendiquent auprès du pouvoir local des biens collectifs de consommation publique et des services de base d'infrastructure urbaine. À Florianópolis, certaines portes s'ouvrent grâce à l'élection du Front Populaire à la mairie en 1992 et à l'instauration du budget participatif ainsi que des projets de planification urbaine, mais en 1996, dès l'entrée de la nouvelle administration, le dialogue avec les communautés moins favorisées est rompu (Araujo, 2004 : 80-81). De plus, aux prises avec de nombreux problèmes, le fort potentiel critique et transformateur du mouvement de quartier ne s'est que peu matérialisé (Ribeiro, 2005 : 276). L'absence de révision des objectifs et des stratégies d'action, l'éloignement de la base, le manque de démocratie et la division à l'interne, causée par l'intégration de certains leaders au gouvernement local, représentent quelques-uns de ces problèmes. Le mouvement termine donc la décennie '90 dans des tentatives de ré-articulation et c'est d'ailleurs dans ce contexte que, au début des années 2000, naît le Fórum Maciço do Morro da Cruz, un des organismes visés par mon étude. Il est également important de souligner que, dans cette nouvelle ère, le mouvement des Noirs, qui est très près des quartiers plus défavorisés et auquel se joignent des organisations culturelles telles que les écoles de samba et les « terreiros de umbanda⁸ », devient également très actif et reconnu, en particulier dans l'État de Santa Catarina (*Ibid.* : 213, 215). L'action des Noirs se concentre principalement

⁷ Le terme favélisation est une traduction littérale de « favelização » et se réfère au développement des favelas qui sont des regroupements d'habitations populaires (bidonvilles) construites de façon précaire, généralement sur le flan des montagnes, et dépourvues d'installations sanitaires adéquates.

⁸ Lieux où se réalisent les célébrations du culte afro-brésilien qu'est l'umbanda.

dans le domaine de l'éducation, vue comme un espace de lutte, et contre la discrimination sur le marché du travail.

En résumé, si dans les années '70 et début '80, les mouvements sociaux de masse luttent pour un régime politique démocratique, à partir de la deuxième moitié des années '80, c'est-à-dire avec la fin du gouvernement militaire et les avancées en terme de droits inscrites dans la Constitution de 1988, les mouvements sociaux se réorientent davantage vers la construction et la consolidation d'une culture démocratique où on prône une socialisation égalitaire, la reconnaissance des droits et la possibilité de débattre sur la scène publique. Selon Lüchmann et Sousa (2005), ces mouvements sociaux ayant surtout lutté pour la fin de l'autoritarisme, ils occupent aujourd'hui les espaces institutionnels et embrassent les règles de la démocratie représentative. Plusieurs militants ont d'ailleurs été absorbés par la reconfiguration politico-institutionnelle. Les mouvements sociaux se retrouvent alors davantage dans une logique de négociation avec l'État, une participation institutionnalisée, et perdent leur caractère revendicatif. Dans ce contexte, l'idée de gestion participative ayant fait son chemin dans les années '90 (*Ibid.* : 98), les lieux de participation citoyenne, c'est-à-dire les divers forums et conseils, inspirés de la culture des mouvements sociaux, se multiplient à la suite de l'élection du Parti des Travailleurs aux divers paliers de gouvernement⁹ et surtout à la présidence du pays en 2003, le parti ayant lui-même été créé principalement par les syndicalistes Lula da Silva et Olívio Dutra.

Ces espaces de démocratie participative font toutefois l'objet de nombreuses critiques. Les ONGs, qui sont devenues les principales représentantes de la société civile, tombent facilement dans une logique de prestation de services au détriment de leur potentiel dénonciateur des inégalités et des injustices sociales, potentiel évidemment restreint par le fait qu'ils sont financés par l'État et des agences

⁹ Le fameux budget participatif de Porto Alegre a été mis en place par le Parti des Travailleurs qui a dirigé la ville pendant 16 ans, de 1989 à 2005.

internationales auxquels ils doivent rendre des comptes (*Ibid.* : 100-101). On parle également de la finalité électoraliste de ces espaces qui seraient sujets à la manipulation du pouvoir municipal et au « clientelismo »¹⁰. On affirme que les plus pauvres, « dépourvus de recours politiques » et sujets à l'apathie, sont absents de ces espaces de participation; lorsqu'ils sont présents, on souligne leur manque de qualification et leur incapacité participative et argumentative (Lüchmann, 2007 : 187-189). C'est là qu'on voit que leur condition de subalternes dans la société ne leur a pas toujours permis d'acquérir les compétences exigées pour participer dans la sphère publique. Ainsi, souvent, ils ne font pas le poids face aux secteurs mieux nantis qui possèdent ces compétences ainsi que de vastes réseaux sociaux et le pouvoir économique. De plus, les leaders de la classe populaire se retrouvent avec moins de temps passé auprès de leur base, empêtrés dans les documents de centaines de pages et les questions bureaucratiques, « avalés par la gestion et le consensus » (Ribeiro, 2005 : 222-223). En utilisant ces stratégies de manipulation, le pouvoir public détourne les mouvements sociaux de leurs luttes de contestation et évite par le fait même les discussions fondamentales. Malgré tout, ces lieux, en particulier les budgets participatifs qui sont reconnus pour avoir donné la chance aux plus démunis de faire valoir leurs droits et besoins (Lüchmann, 2007 : 189), permettent la construction de perspectives politiques pour la plupart des gens qui y ont participé (Ribeiro, 2005 : 221).

Ribeiro considère que les mouvements sociaux ont non seulement politisé la vie quotidienne, mais qu'ils ont aussi développé des formes d'intervention et construit une nouvelle compréhension de la démocratie et de la citoyenneté (2005 : 281-282). Il est désormais reconnu que les sujets collectifs ont une culture, une expérience, une compréhension de la réalité et des besoins différents et que cela exige des pratiques sociales distinctes. Ainsi, Faleiros (2005) démontre bien comment l'orientation

¹⁰ Au Brésil, ce terme désigne un type de relations politiques basées sur le fait qu'une personne (le patron) offre sa protection à une autre (le client) en échange de son appui (dictionnaire Aurélio).

éthico-politique du travail social d'aujourd'hui découle directement des mouvements sociaux, ses professionnels et intellectuels n'ayant évidemment pas été absents de ce processus historique de lutte et y ayant même, dans certains cas, joué un rôle important. La pratique du travail social, qui a longtemps été sous la responsabilité de l'Église catholique et au service de la classe dominante, a fini, grâce à son Mouvement de « Reconceptualisation¹¹ » et cette dynamique de confrontation à l'intérieur de la discipline, par s'accoler, elle aussi, aux mouvements sociaux et au marxisme (Faleiros, 2005 : 22; Miranda et Cavalcanti, 2005 : 4, 8; Silva et Battini, 2008 : 112-116). Comme le souligne Montes, la « reconceptualisation » du travail social dans les années '60 et '70 le dégage de sa neutralité et l'amène à devenir lui aussi « un acteur politique qui participe à la configuration des relations de pouvoir entre les secteurs populaires et dominants (...) » dans le but d'éliminer « (...) la pauvreté et l'exclusion sociale grâce à la participation des secteurs populaires et des secteurs plus progressistes de la société » (2006 : 161). On peut percevoir ici l'influence, dans la formulation de ce paradigme critique, de la pédagogie de la conscientisation de Paulo Freire qui met de l'avant la participation du peuple dans le processus de changement (Faleiros, 2005 : 25). Selon Miranda et Cavalcanti, c'est en fait dans les années '80 que se concrétise cette réflexion sur le projet éthico-politique du travail social, initiée dans les décennies précédentes, grâce à l'adoption d'un nouveau code d'éthique professionnel qui rompt avec le traditionnel conservatisme (2005 : 8-9). Ce code sera suivi d'un autre, en 1993, qui ira encore plus loin et « (...) se positionne en faveur de la réflexion éthique, de la démocratie et de la liberté comme présupposé fondamental pour la construction d'un nouvel ordre sociétal qui s'oppose à la discrimination et à l'exploitation propres au système capitaliste » (*Ibid.* : 10). Le travail social brésilien s'inscrit désormais dans la lutte de la classe populaire et privilégie un processus de décisions collectives ainsi que la participation

¹¹ Traduction littérale de « reconceituação ».

des usagers à la gestion institutionnelle pour la mise en application de leurs droits (Faleiros, 2005 : 30).

Bien que dans la pratique, les travailleurs sociaux soient confrontés quotidiennement à l'accroissement constant du processus d'exclusion sociale et par conséquent, à l'urgence des besoins dans un système d'assistance sociale insuffisant et en construction¹², ce qui les fait tomber souvent dans l'« assistencialisme »¹³, leurs bases théoriques, comme j'ai pu l'observer, restent très fortement influencées par la pensée marxiste. Comme le dit Faleiros (*Ibid.* : 22), « il n'y a pas d'unanimité dans ce qu'on considère le "nouveau" service social, même à l'intérieur de l'optique marxiste »; toutefois cette optique a prédominé dans plusieurs institutions de formation professionnelle. Ainsi, le penseur le plus étudié au Département de travail social à l'UFSC est Gramsci. Dans un cours sur les mouvements sociaux, auquel j'ai assisté à cette université, la professeure a affirmé à ses étudiants que s'ils n'étaient pas capables de voir comment ils pouvaient aborder un problème dans une perspective collective, ils n'étaient pas dignes de s'appeler « travailleurs sociaux ». Cette même professeure m'a aussi parlé avec nostalgie de l'époque où ils étaient huit travailleurs sociaux embauchés par le diocèse, ayant pour seul mandat de faire le tour des communautés appauvries de Florianópolis et de les accompagner dans leurs luttes pour de meilleures conditions de vie.

Une des travailleuses sociales qui œuvre dans la communauté du Mont Serrat et qui fait partie du Conselho Federal do Serviço Social (CFESS)¹⁴, m'a affirmé qu'il y

¹² La Loi Organique d'Assistance Sociale (Lei Orgânica de Assistência Social - LOAS) ne date que de 1993 et son application concrète le Système unique d'Assistance Sociale (Sistema Único de Assistência Social-SUAS), de 2004. Ce sont les travailleurs sociaux qui affrontent les innombrables défis de son application (Yazbez, 2006 : 131).

¹³ Traduction littérale de « assistencialismo », terme communément utilisé au Brésil qui désigne une logique d'assistance ponctuelle aux besoins des populations les plus démunies, sans visée de transformation de la réalité sociale de ces personnes. Ce serait l'équivalent de ce qu'on désigne au Québec sous le jargon de « logique de service ».

¹⁴ L'équivalent de notre ordre professionnel.

avait bel et bien un groupuscule au sein du CFESS qui voulait lui donner des orientations un peu plus « psycho-dynamiques », inspirées par les courants nord-américains, mais que cette tentative a été rapidement mise en échec par la majorité qui tient à une approche combinant intervention individuelle, de groupe et collective. Elle m'a également informée de l'existence de divers comités de lutte formés par les travailleurs sociaux du CFESS, qui participent, entre autres, aux rencontres du Forum Social Mondial. En fait, le CFESS est lié de près aux mouvements sociaux depuis l'époque des luttes pour la démocratisation à laquelle participaient les travailleurs sociaux, proches du mouvement syndical et des forces les plus progressistes, qui ont pris alors les rênes de l'organisation (CFESS, s. d.). Bref, bien qu'il doive faire face aux caractéristiques néolibérales de la politique sociale brésilienne (Yazbek, 2006 : 128, Miranda et Cavalcanti, 2005 : 9-10), le portrait du travail social brésilien affiche toujours des contours marxistes, ce qui donne une teinte particulière au travail et aux propos des travailleurs sociaux du Mont Serrat.

Ainsi, malgré le discours presque unanime des Brésiliens affirmant qu'il ne se passe plus rien au niveau de la mobilisation dans leur pays et qu'ils sont « naturellement passifs face à l'adversité », on peut affirmer que l'histoire de ce pays est traversée par la lutte entre les classes sociales (Araujo, 2004 : 101). Aujourd'hui, il existe un nombre incalculable d'entités populaires qui ont mis fin à l'apathie généralisée et à une société monolithique, pour en construire une nouvelle beaucoup plus progressiste. Selon une recherche des instituts religieux, en 1996, il y avait encore 80 000 CEB à travers le pays (Coppete, 2003 : 37). Maintenant, le principe fondamental est « Nous devons être organisés » et, comme dans tout contexte de croissance du tiers secteur, le mot à la mode est « projet » : les mouvements locaux ont adopté une nouvelle mentalité, celle de la recherche d'alternatives (Ribeiro, 2005 : 225-226). C'est dans ce cadre, construit d'espoir, mais aussi de dilemmes et d'ambiguïtés, que s'inscrit l'expérience de mobilisation du Mont Serrat, qui découle principalement de trois forces décrites ci-haut, la théologie de la libération, le

mouvement de quartier et le mouvement des Noirs et est actuellement appuyée par l'engagement de travailleurs sociaux. Elle fait donc partie de ces petits mouvements de résistance, modestes descendants des grands mouvements de masse d'autrefois, et partage leurs forces autant que leurs défis. Ainsi, elle résulte d'une forte tradition de contestation, mais se retrouve aujourd'hui davantage dans une logique de négociation avec l'État et d'élaboration de projets afin de pallier aux divers manques ressentis par sa communauté, entre autres, le manque d'investissement dans les politiques sociales.

4.2 La vie au Mont Serrat

Florianópolis est la capitale de l'État de Santa Catarina au Sud du Brésil. Elle possède un peu plus de 400 000 habitants et est située principalement sur l'île de Santa Catarina et en partie sur le continent (voir figure 4.1). C'est une ville riche si on la compare à l'ensemble du Brésil, bien qu'il y ait bon nombre de quartiers pauvres dispersés à travers l'île et sur le continent, généralement installés sur les flans des montagnes. Le Mont Serrat est un de ces quartiers qui se situe sur le versant ouest d'un massif de montagnes qui abrite 23 communautés défavorisées, le Maciço do Morro da Cruz, contigu au centre-ville (voir figure 4.2). Le massif compte environ 30 000 habitants et le Mont Serrat, un peu moins de 5 000 (Coppete, 2003 : 55). Dans cette ville, ce genre de quartier est désigné sous le vocable « morro », qui signifie « montagne », mais peut équivaloir au terme plus connu de « favela » ou « périphérie » qui se rapporte aux bidonvilles généralement construits de façon irrégulière sur le flan des montagnes. Je dis « peut équivaloir » car les résidents du Mont Serrat ne considèrent pas leur quartier comme une favela bien qu'il en présente la majorité des caractéristiques¹⁵. Ils préfèrent le désigner sous les termes « *morro* » ou « communauté »; cela en dit long sur la connotation négative du mot « favela ».

¹⁵ Ces observations sont confirmées par Coppete (2003).



Figure 4.1 : Carte de la ville de Florianópolis indiquant l'emplacement du Maciço do Morro da Cruz.



Figure 4.2 : Carte du centre-ville de Florianópolis indiquant l'emplacement du Maciço do Morro da Cruz et du Mont Serrat.

Les « vraies » favelas, les plus imposantes du moins, se retrouvent effectivement dans les villes de Rio de Janeiro et de São Paulo.

Les favelas de ces deux grandes métropoles ont fait l'objet de plusieurs études informant sur les conditions de vie qui y prévalent, ce qui n'est pas le cas des *morros* de Florianópolis. Ces études reflétant en grande partie la situation du Mont Serrat, je vais donc y faire référence, particulièrement à celles de Marcos Alvito et d'Alba Zaluar, chercheuse très reconnue, étudiant les favelas de Rio depuis plus de 30 ans. Je vais également apporter des précisions sur les particularités du Mont Serrat en me basant sur quelques études de chercheurs de Florianópolis, tels que Pimenta et Pimenta, Araujo, Coppete et Oliveira, ainsi que sur mes observations et les propos de mes informateurs. Comme Geertz le rappelle à propos de l'étude des communautés, l'idée n'est pas ici de faire une définition généralisée de ce qu'est une favela, ni d'exposer le cas du Mont Serrat comme un cas « typique », mais de comprendre dans quel contexte se déroule la dite expérience de mobilisation, contexte qui peut présenter évidemment certaines similitudes avec celui d'autres quartiers de périphérie

urbaine (cité dans Alvito, 1998 : 181-182). Il faut simplement garder en tête que le Mont Serrat, vu son petit nombre d'habitants, reste incomparable en termes d'ampleur avec les favelas de Rio ou de São Paulo et que, par conséquent, les problèmes qui y sont rencontrés sont également d'une portée bien moindre. Je décrirai donc tout d'abord la précarité des infrastructures et la ségrégation, qui restent, peu importe la ville, des caractéristiques fondamentales de ces quartiers. Je traiterai ensuite de la question du narcotrafic, identifié par mes informateurs comme étant le problème le plus important affectant les enfants, ainsi que de son influence sur les rapports entre les gens. J'aborderai enfin les forces, souvent sous-estimées, de ce type de communauté, ce qui m'amènera à parler également de leur définition particulière de la famille, celle-ci favorisant grandement leur mobilisation.

4.2.1 L'insuffisance d'infrastructures

À Rio, on dit que l'apparition des favelas date du début du XXe siècle (Zaluar et Alvito, 1998 : 7). À Florianópolis, l'occupation du Maciço do Morro da Cruz commence avec l'installation d'esclaves affranchis à la fin du XIXe siècle, mais prend de l'expansion avec le phénomène plus récent de migration des populations rurales environnantes, pour atteindre son apogée dans les trois dernières décennies (Communauté Mont Serrat, 1992 : 27; Araujo, 2004 : 91; Pimenta et Pimenta, 2005 : 129). À la suite de la démolition des maisons des petits travailleurs du centre-ville et à cause du manque de logements abordables pour la population démunie qui arrivait en nombre dans les villes dans l'espoir de meilleures opportunités de travail, ces gens ont commencé à s'installer sur ces terres escarpées, vulnérables aux glissements de terrain et, pour cause, appelées *aires de risque* (areas de risco) (voir figures 4.3 et 4.4). De cette façon, avoir sa propre maison est la solution recherchée, même si c'est dans des conditions précaires et ce, souvent pendant longtemps (Pimenta et Pimenta, 2005 : 134). De nos jours, à l'exception des services de base comme l'électricité et



Figure 4.3 : Maison construite sur les terres escarpées du Mont Serrat.

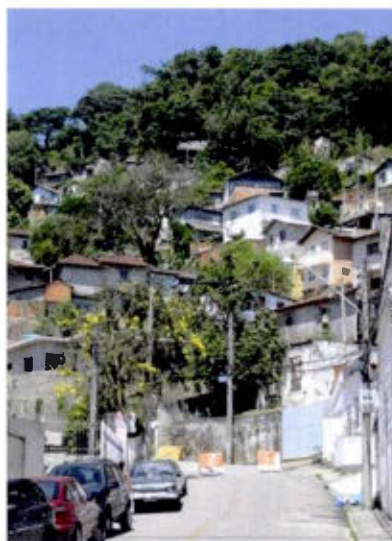


Figure 4.4 : Vue d'ensemble de maisons construites sur le *morro* du Mont Serrat.

l'eau, qui sont fournis à plusieurs résidents jusque dans les secteurs les plus élevés en altitude et, dans d'autres cas, utilisés clandestinement, les autres services de base, tels que les égouts, la collecte des déchets et le transport en commun, sont restreints aux rues principales et plus anciennes dans les secteurs moins élevés (Afonso et Macedo, 1999 : 67). Dans certains secteurs, les enfants partagent leurs espaces de jeu avec les déchets ou des animaux, ce qui représente un risque important pour leur santé (Pimenta et Pimenta, 2005 : 133).

Ainsi, le Mont Serrat étant un des secteurs les plus anciens et les plus organisés du massif, la majorité de ses résidents bénéficient aujourd'hui de ces services¹⁶ suite aux divers projets d'urbanisation de la ville, bien qu'il y ait encore un bon nombre de lacunes au niveau des infrastructures. La longueur des files de gens qui attendent l'autobus témoigne du passage peu fréquent de celui-ci. Toutes les maisons, en

¹⁶ Bien qu'il abrite depuis 1909 la source et le réservoir d'eau qui approvisionne une grande part du centre-ville, ce qui lui a valu son nom de Morro da Caixa d'Água (*Morro* du réservoir d'eau), le Mont Serrat n'a reçu le service d'eau courante qu'en 1982, après 73 ans de lutte (Communauté Mont Serrat, 1992 : 28; Araujo, 2004 : 94).

général petites et très simples, certaines étant encore en bois, ne possèdent pas des conditions de salubrité décentes, sans parler du manque d'intimité et de confort, en particulier lors des périodes de temps froid, assez fréquentes à Florianópolis. Paulo, membre du conseil communautaire, dénonce le manque de volonté des fonctionnaires de la ville qui exécutent les travaux de façon négligée et qui ont pris 18 ans pour terminer le pavage des rues du Pastinho, un des secteurs du Mont Serrat. Plusieurs informateurs m'ont parlé de l'absence d'aires de loisir comme étant un problème important pour l'ensemble de la communauté, mais particulièrement pour les enfants qui sont constamment exposés aux blessures en jouant dans la rue où les voitures passent à toute vitesse ou sur le terrain situé au-dessus du réservoir d'eau qui n'est pas aménagé. Selon Afonso et Macedo, ce problème découle de la mentalité affirmant qu'une ville munie de plages n'a pas besoin de parcs (1999 : 61), ce qui ne tient aucunement compte du fait que les populations démunies n'ont pas les moyens de se payer le transport, lorsqu'il y en a¹⁷, jusqu'à ces plages qu'ils ne fréquentent que très rarement. Bref, les résidents des *morros* sont loin de faire partie des priorités du gouvernement et ce n'est sans doute pas étranger au fait qu'ils sont généralement considérés comme des citoyens de seconde zone.

4.2.2 La discrimination

Une chose est sans contredit commune à toutes les favelas : leurs résidents sont la cible de nombreux préjugés, pour ne pas dire carrément source de peur. À Rio, il est clair que dès leur apparition, les favelas sont perçues par la police et certains secteurs de la population comme étant des lieux dangereux, des refuges de criminels qu'il faut « nettoyer », bref, un problème à éradiquer, ce qui a fait de ses habitants les boucs

¹⁷ Certaines plages, les plus élitistes, de Florianópolis n'ont pas de services de transport en commun durant les fins de semaine, ce qui serait, selon certains, une façon détournée de les préserver de la présence des gens des classes populaires, en dehors de leurs heures de travail.

émissaires de tous les problèmes de la ville (Zaluar et Alvito, 1998). Évidemment, la presse ne manque pas de contribuer à la diffusion de cette image négative et par conséquent, à la marginalisation de cette population (Oliveira, 2002 : 78; Coppete, 2003 : 44). À Florianópolis, la situation ne semble pas aussi dramatique, mais il reste que les habitants des *morros* ont toujours fait l'objet de craintes et de préjugés de la part de la population et, par conséquent, de répression de la part du gouvernement. Julia, intervenante à la Marista, parle du problème de violence policière envers les résidents du Mont Serrat, en particulier les enfants, qui a d'ailleurs fait l'objet d'une mobilisation des parents :

Les parents sont venus nous chercher parce qu'il y avait une violence très grande de la police envers les enfants. Les enfants s'en allaient à l'école, la police arrivait avec leur espèce de fourgon blindé, les adossait au mur et révisait leurs effets scolaires. C'était une violence et une brutalité très grandes, alors les familles sont venues nous chercher parce que c'était dans des moments où nous n'étions pas là. Ce que nous avons déjà observé, c'était la vitesse avec laquelle les voitures de la police entraient dans les rues et le fait qu'elle soit armée. C'était une préoccupation que nous avions.

Maria, une informatrice, m'a également parlé de la réaction d'étonnement perplexe de ses collègues de travail lorsqu'elle leur a avoué, après avoir gagné leur confiance, qu'elle habitait le Mont Serrat, ce qu'elle avait caché lors de son embauche sachant que cela pouvait lui nuire, vu les préjugés existants envers les résidents des *morros*, ce qui, selon elle, se confirme par la réaction de ses collègues. Cela rejoint directement ce qu'Oliveira (2002 : 81) rapporte du discours d'une femme qu'elle a interviewée lors de sa recherche anthropologique dans le Matadouro, un quartier de périphérie d'une ville près de Florianópolis. Celle-ci affirme que si elle veut obtenir un emploi dans cette ville, elle ne peut jamais dire qu'elle habite dans le Matadouro, elle doit mentir, faire semblant qu'elle habite dans le centre ou près de l'université.

Descendants d'esclaves, devenus par la suite des petits travailleurs, les habitants des favelas sont des personnes de situation économique précaire et la grande majorité sont évidemment noirs ou métis, et par conséquent, victimes de discrimination pour

ces deux raisons également. À Florianópolis, « les Noirs continuent à occuper une position inférieure, analogue à celle qu'ils occupaient dans le passé (...), demeurant dans les secteurs mal rémunérés et de faible prestige social » (Damiani cité dans Communauté Mont Serrat, 1992 : 3). Ne faisant pas exception à la règle, la communauté du Mont Serrat est constituée à 73,8% de Noirs (Coppete, 2003 : 60) et la discrimination, en particulier le racisme, est un thème qui revient souvent dans les entrevues que j'ai effectuées. Cela n'est pas étonnant, dans un pays où on disait, il n'y a pas si longtemps, que les Noirs étaient « héréditairement arriérés, dépourvus d'ambition et mal ajustés aux exigences sociales modernes », des « individus avec des besoins primitifs, sans amour propre et sans respect d'eux-mêmes » (Zaluar et Alvito, 1998 : 13). Ainsi, Marcos, intervenant au CCEA, explique les problèmes auxquels doivent faire face les jeunes du Mont Serrat par rapport à leur insertion sur le marché du travail :

Nous souffrons ici de beaucoup de préjugés, beaucoup de discrimination et dans la communauté, 90% des personnes sont noires. En plus d'être pauvres et de ne pas avoir un bon statut, elles ont encore à subir ce préjugé dans notre nation. Alors, les opportunités pour elles sont bien moindres que pour n'importe quelle autre personne qui a un pouvoir d'achat meilleur ou qui n'a pas la peau noire.

Selon lui, ces jeunes se retrouvent donc face à une double discrimination, dû au fait d'être non seulement pauvre, mais aussi Noirs, et par conséquent, ils ont un double défi à relever pour réussir à s'intégrer dans la société. C'est alors que, devant l'ampleur de l'obstacle à surmonter, le narcotrafic devient une option alléchante.

4.2.3 Le narcotrafic

Ayant fait son entrée au pays dans les années '80, le trafic de cocaïne n'a pas tardé à devenir le plus important problème du Mont Serrat, si on en croit la réponse unanime des informateurs à ma question : « Y a-t-il, dans la communauté, un problème

particulièrement grave qui touche les enfants, les jeunes ? » En effet, ce problème, en plus d'être dévastateur pour les consommateurs, les vendeurs et l'ensemble de leurs familles et de la communauté, représente une menace particulière pour les enfants et les adolescents qui y jouent un rôle important. C'est ce que j'ai pu constater dès mon premier contact avec les gens du Mont Serrat. Ce fut lors d'une rencontre de l'ensemble des coordonnateurs des projets du Centro Cultural Escrava Anatósia qui avait pour but d'organiser une action collective suite à une semaine qui avait été particulièrement dramatique : 5 jeunes du Maciço do Morro da Cruz avaient trouvé la mort en l'espace de quelques jours.

Évidemment, ces jeunes avaient un lien quelconque avec le narcotrafic. Lequel ? Je ne sais pas. Étaient-ils des *olheiros* (surveillants) qui guettaient la venue des policiers, des *aviões* (avions) en charge des livraisons, des *vapores* (vapeurs) qui vendaient dans les différents points de la favela ou des *seguranças* (sécurités) qui patrouillaient armés jusqu'aux dents (Leeds, 1998 : 242) ? Les possibilités ne manquent pas, car les enfants sont en effet très utilisés dans ce commerce, mais selon mes informateurs, le dénouement reste toujours le même :

N'importe quel jeune qui entre dans le trafic de drogues anticipe beaucoup de choses, mais il n'aura qu'un seul destin, la mort. On perd du monde, parmi eux beaucoup de jeunes, des personnes qui devraient avoir tout plein d'années devant elles, profiter de la vie, fonder une famille, vivre dans la tranquillité... Ça ne fait qu'amener des pleurs à la famille. Un jeune que la mère a élevé avec tant d'affection et soudainement, il est tué par une arme à feu à cause du trafic de drogues. (Marcos)

Quand ce ne sont pas les parents qui sont eux-mêmes assassinés ou expulsés du *morro* à cause de leur implication dans le trafic, laissant des orphelins derrière eux, comme le fait remarquer Maria, ce sont les jeunes qui tombent comme des mouches. Comme l'affirme Zaluar, c'est une vie facile, mais tragique et courte : la majorité d'entre eux meurent par balle avant d'atteindre 25 ans (1985 : 137). Au Mont Serrat, ce fléau a atteint son paroxysme, au début des années 2000, lors de la guerre qui éclata entre les gangs de trafiquants suite à la mort d'un des chefs.

Les jeunes sont une main-d'œuvre facilement accessible, parce que la plupart du temps, ils traînent dans les rues et sont faciles à convaincre. Il faut avouer que les attrait du narcotrafic sont puissants comme l'explique Marcos :

En premier lieu, aujourd'hui, la plus grande préoccupation est l'invitation presque inévitable du trafic de drogues. C'est une lutte constante et c'est très difficile de se battre directement contre les narcotrafiquants parce que c'est de l'argent très facile, c'est très invitant. C'est un jeune qui a 13 ans et qui gagne plus que quelqu'un qui a bossé dur sa vie entière. L'attrait est très fort. Il y a des narcotrafiquants qui arrivent avec des vêtements de marque, avec beaucoup d'argent et qui offrent de l'argent aux jeunes.

Argent, pouvoir et respect, voilà la liste des tentations que Marcos présente comme étant le côté attrayant de l'expérience que proposent les trafiquants à ces jeunes. Dans ce milieu, ces éléments vont de pair, puisque « l'acquisition de prestige entre ses pairs et du respect des autres est maintenue souvent par le fait d'avoir "de l'argent dans les poches" » (Oliveira, 2002 : 211). Et qui ne veut pas profiter de tous ces biens que la société de consommation s'obstine à vendre ? Gagner beaucoup et gagner facilement deviennent en outre des valeurs de l'identité masculine qui s'accompagne d'autres associations symboliques telles que le port d'arme, la conquête de femmes, la confrontation de la mort et la conception d'un individu autonome et libre, devant lesquelles les adolescents, en pleine recherche identitaire, sont bien tentés de succomber (Zaluar, 1997 : 45).

La réalité des narcotrafiquants est toutefois loin d'être aussi rose qu'ils le laissent miroiter :

Ils ont de la valeur, mais leur valeur est limitée. Ils reçoivent du respect, mais ce respect n'est que dans la communauté. Ils reçoivent du respect à travers la peur, parce que si quelqu'un dit quelque chose, il sera tué. Alors, ils savent que leur respect est à travers les armes et que leur pouvoir se limite à ça. Ils ne peuvent exercer leur citoyenneté dans d'autres lieux. Ils se sentent prisonniers dans la communauté parce qu'ils ne peuvent pas sortir, parce qu'ils peuvent être emprisonnés, parce qu'ils peuvent se faire tuer par les gangs rivaux. (Marcos)

Ainsi, comme l'explique Lucia, les belles promesses n'étaient qu'illusions : tu ne trouvais pas de travail, mais le narcotrafic était là pour t'embaucher, sauf que plusieurs se sont retrouvés en prison, poursuivis par la police, rejetés de la communauté. En effet, cette vie est généralement accompagnée de violence non seulement pour ceux qui y sont impliqués directement, mais aussi pour les enfants de ces narcotrafiquants qui souffrent souvent de négligence. Marcos affirme que ces enfants sont laissés à eux-mêmes, que les parents ne se préoccupent pas vraiment d'eux, de comment ils progressent à l'école. Il n'est pas étonnant ensuite que certains de ces jeunes fassent preuve d'un manque d'intérêt face aux études. Cristina, elle-même adolescente, attire l'attention sur la situation particulière des jeunes filles qui, elles aussi, souffrent du narcotrafic indirectement :

Je crois que les gens de la communauté se préoccupent pas mal des drogues, un problème très grave, mais principalement par rapport aux garçons. Ils ne se préoccupent pas du fait que les filles de mon âge veulent flirter et qu'elles vont aller chercher ces garçons qui sont dans le trafic de drogues. Et peu de temps après, elles tombent enceinte, à 15 ou 16 ans, et c'est cette situation : elle enceinte et lui qui n'a pas d'emploi, qui consomme de la drogue. Et la fille gâche sa vie aussi, ce ne sont pas juste les garçons qui gâchent leur vie, mais les filles aussi.

Elle dénonce le manque d'activités pour les jeunes de son âge et particulièrement pour les jeunes filles, ce qui les rend encore plus susceptibles de tomber entre les griffes des narcotrafiquants.

En fait, selon Maria, le problème du narcotrafic vient du « manque de tout », vision partagée par plusieurs informateurs qui affirment que c'est la pauvreté et la précarité d'emploi qui expliquent ce choix de vie :

Les parents ne dénoncent pas la situation parce que leurs fils rapportent beaucoup d'argent à la maison. Ils vivent beaucoup de privation, ils ont faim, pas de quoi manger, alors ils laissent leurs enfants faire ça. Ils bossent dur, ils travaillent leur vie entière comme femme de ménage, à laver les planchers des riches, à travailler jour après jour sans rien gagner et le petit, il reste un peu dans la rue comme surveillant pour le narcotrafic et il revient à la maison avec un salaire quotidien de 50-80 réaux, ce qu'eux gagnent pratiquement en deux semaines, un mois. (Marcos)

Quand le trafic est arrivé dans notre communauté, notre communauté était très pauvre. La communauté est divisée en trois parties et quand le trafic est entré dans les parties plus précaires, il a réussi à acheter beaucoup de personnes. Il y a eu des pères de famille qui ont laissé leur travail pour aller dans le trafic. L'argent était plus rapide et le trafic s'est développé très vite dans notre communauté. (Lucia)

4.2.4 Les relations complexes travailleurs-narcotrafiquants

Malgré ce que les médias peuvent transmettre comme image, les résidents du Mont Serrat, et des favelas en général, sont loin de composer une masse homogène de narcotrafiquants. On y trouve bon nombre de travailleurs de la construction, d'employées domestiques et de petits commerçants. Je ne dispose pas de chiffres quant au pourcentage de travailleurs au Mont Serrat, mais en présentant la situation d'Acari, une favela de Rio, Alvito donne une bonne idée de ce que peut être cette proportion, ainsi que de la complexité du problème du narcotrafic et de ses relations avec les autres résidents de la favela :

Il est vrai que le nombre de personnes directement impliquées dans le trafic de drogues, dans chaque localité, est infime, mais il est aussi vrai que cette parcelle, sans doute inférieure à 1% du nombre total de résidents, en vient à contrôler un commerce millionnaire dont l'impact économique affecte, directement ou indirectement, tous les résidents d'Acari, incluant la majorité des travailleurs (1998 : 188).

Ainsi, l'ampleur du problème ne vient pas du nombre de personnes directement impliquées dans le trafic de la drogue, qu'Alvito dit être minime, mais plutôt de l'étendue du pouvoir de ce marché dans la communauté. Le trafic de la drogue amène beaucoup d'argent dans les familles et dans la communauté. Par conséquent, les petits commerces de toute sorte en bénéficient et l'ensemble des travailleurs aussi. Il existe donc un rapport complexe entre ces travailleurs et ces « bandits » qui entraîne des attitudes et des sentiments contradictoires par rapport à la drogue. D'un côté, ils s'opposent de par leurs visions du monde bien distinctes, les travailleurs

souhaitant se distinguer des bandits qu'ils jugent comme étant immoraux et les narcotrafiquants se croyant supérieurs aux travailleurs qu'ils considèrent comme des imbéciles qui travaillent toujours plus pour gagner toujours moins (Zaluar, 1985 : 145). Par contre, d'un autre côté, les deux se retrouvent, en quelque sorte, dépendants l'un de l'autre : « les frontières entre le bien et le mal sont toujours relatives » (Zaluar cité dans Oliveira, 2002 : 206).

Cette relation ambivalente entre la communauté et les narcotrafiquants vient également du fait que la communauté accepte leur présence parce qu'ils lui offrent une protection contre les bandits des communautés voisines (Zaluar, 1997 : 47). Un *dono*¹⁸ qui a la sympathie des résidants est toujours davantage assuré de leur silence, c'est pourquoi celui-ci leur offre cette protection et va même jusqu'à offrir une aide monétaire pour certaines activités de la communauté ou pour certains résidants dans le besoin (Leeds, 1998 : 243). Ainsi, certains *donos* peuvent être très impliqués dans l'organisation de la communauté, voire appréciés. Il arrive souvent que les narcotrafiquants aient une mainmise sur le conseil communautaire (*Ibid.* : 250-251), quand ce n'est pas le *dono* qui est lui-même le président du conseil, comme dans la communauté voisine du Mont Serrat. Au Mont Serrat même, selon le journal *AN Capital* de Florianópolis, le chef du narcotrafic, assassiné en 2000, était le président de l'école de samba et « adoré de la communauté » (cité dans Araujo, 2004 : 131). En fait, selon Leeds, ces systèmes de protection alternative et de pouvoir parallèle existent et sont valorisés parce que la longue tradition d'abus, de violence et de corruption de la part des policiers et du gouvernement envers les favelados, habitants des favelas, a laissé place à un grand sentiment de méfiance dans ces communautés (1998 : 243). Ce rapport sournois avec les autorités incite donc la communauté à rester repliée sur elle-même, même lorsqu'il est question d'assistance sociale, comme on peut le constater à travers le discours de Marcos qui explique pourquoi les parents

¹⁸ Terme signifiant « propriétaire » utilisé pour désigner le chef du narcotrafic.

de la communauté dont les enfants souffrent de problèmes de consommation de drogues ne vont pas chercher de l'aide extérieure :

Ils ne vont pas chercher les autorités compétentes, même si c'est l'État, parce qu'ils savent qu'on ne s'occupera pas d'eux et si on s'occupe d'eux, au lieu d'aider, ils vont leur porter préjudice encore plus, parce que la personne pauvre souffre beaucoup de discrimination, principalement quand c'est un pauvre, noir, qui habite dans une périphérie. Alors, ils se cachent.

Malgré la complexité et l'ambiguïté des rapports entre le narcotrafic et les favelados, le sentiment d'injustice et la peur semblent être ce qui est le plus fréquemment ressenti chez les travailleurs par rapport aux bandits. Non seulement, les « gens honnêtes » des favelas passent leur vie à lutter contre le préjugé qui fait d'eux de terrifiants bandits, mais ils vivent eux-mêmes constamment dans la peur. Deux formes de peur sont ici présentes : la peur de la violence des narcotrafiquants et la peur que leurs propres enfants ou eux-mêmes, par manque d'autres opportunités, en viennent à s'impliquer directement ou indirectement dans le narcotrafic (Oliveira, 2002). Pour se sortir de cette réalité de peur et de misère, « (...) la religion apparaît comme une forme de rédemption de la "captivité" » (*Ibid.* : 93). Les évangélistes ont d'ailleurs fait une montée fulgurante dans les milieux les plus défavorisés de tout le Brésil, incluant le Mont Serrat, ce qui entraîne son lot d'obstacles à la mobilisation. En effet, alors que les catholiques ont fait beaucoup d'efforts pour développer une pratique plus réflexive et politisée, les évangélistes, à travers leur pensée très conservatrice et démoniste, prônant la charité et les rituels d'exorcisme, se sont retournés vers l'individu et la sphère privée. Tel que l'affirme Zaluar, ils défendent ainsi des solutions individuelles pour des problèmes collectifs (1998 : 223), mais heureusement, la communauté possède d'autres forces qui favorisent sa solidarisation.

4.2.5 La face cachée de la favela : fête, créativité et solidarité

Avec le temps, il s'est carrément construit l'image de deux mondes distincts : celui du *morro* opposé à celui de l'« asphalte », tel qu'est désigné l'ensemble des autres quartiers par les favelados. Toutefois, cette classification bipolaire, qui fait de l'« autre » de la favela l'incarnation du mal de la société brésilienne, s'avère injuste puisqu'elle ne prend pas en considération les forces présentes au sein de ces milieux de vie. Selon Zaluvar et Alvito, les favelas ne sont pas que précarité et problèmes sociaux, elles sont aussi le lieu d'une très grande capacité de lutte et d'organisation ainsi que le berceau d'une riche créativité politique et culturelle où la samba et les fêtes populaires jouent un rôle central de rassemblement (1998 : 7).

La richesse des productions culturelles des quartiers pauvres vient sans doute du fait que la musique, la danse et la fête occupent une place très importante dans la vie de ses habitants et dans l'organisation de la communauté. L'exclamation de Julia le démontre bien : « Cette communauté est une communauté très carnavalesque! Il y a une école de samba dans la communauté. Nos enfants et nos adolescents sont très physiques, alors la danse et la musique font vraiment partie de ce qui les anime. » Le *Padre* Vilson Groh explique également que : « Le temps et l'espace des Noirs est très en lien avec le rythme et le corps (...) la musique pour les Noirs, c'est comme de la nourriture » (cité dans Araujo, 2004 : 125). Selon Zaluvar et Alvito, c'est à travers les écoles de samba, les *blocos*¹⁹ de carnaval et les équipes de football que s'exprime la rivalité entre les différents quartiers, ce qui démontre « l'importance de la fête comme forme de conflit et de socialité qui prône l'union, la convivialité, la mixité, la célébration comme antidotes de la violence toujours présente mais contenue ou transcendée par la fête » (1998 : 20). L'importance des écoles de samba pour les favelados tient aussi au fait qu'elle les rend plus visibles et présents au sein de la

¹⁹ Groupe de musiciens qui jouent et chantent dans les rues pendant le carnaval.

ville. Grâce à leur popularité et à celle du Carnaval, événement hautement lucratif, la ville octroie une attention croissante à ces écoles, ce qui confère aux favelas une certaine importance face au pouvoir local.

Dans les années '70, certains auteurs ont commencé à faire ressortir la force de solidarité de la favela qu'ils décrivaient comme « un complexe cohésif, extrêmement fort sur tous les niveaux : famille, association de volontaires et voisinage », lieu d'une « vie (...) riche en expériences associatives, imprégnées d'amitié et d'esprit coopératif et relativement libre de crimes et de violence » (Boschi; Perlman cités dans Zaluar et Alvito, 1998 : 15). Selon Zaluar et Alvito,

on ne peut pas passer sous silence non plus la capacité de lutte des favelados dans la défense de leur localité et style d'habitation. Après 100 ans de lutte, utilisant différentes formes d'organisation et de demande politique, incluant le carnaval, la favela a vaincu (*Ibid.* : 21).

À force de pression, le mouvement des favelados a fait changer les lois et a obtenu certains gains au niveau de l'amélioration de leurs infrastructures.

Il est évident qu'avec l'avènement du trafic de cocaïne dans les années '80, la sécurité s'est grandement détériorée dans les favelas, ce qui a pu avoir un effet négatif sur la solidarité entre les résidents. Plusieurs informateurs parlent avec nostalgie de l'époque où il n'y avait pas de « cruauté » au Mont Serrat, qui était terre de solidarité et d'entraide. Voyez en quels termes Marcos parle de son projet « Retour aux origines » :

Nous voulons retourner aux origines de ce qu'était la communauté avant le trafic de drogues, une communauté unie. L'école Copa Lord est née parce que la samba a toujours fait partie des racines des Noirs. Alors, la rue était remplie de joie, c'était juste de la samba toute la journée. Tout le monde était ami, c'était une vraie communauté du Bien, un aidant l'autre.

Cette tradition d'entraide et d'alliance au sein du Mont Serrat est encore perceptible aujourd'hui. Le *morro* du Mont Serrat est perçu par plusieurs de ses résidents comme le lieu des relations personnalisées et de l'aide mutuelle, où tout le monde se connaît et où règne la culture de la solidarité : « Ici, dans le *morro*, il y a une chose : on a la

joie de vivre, d'aider, de coopérer, de partager le pain avec l'autre, parce que seul celui qui a ressenti la faim sait ce que c'est avoir faim » (cité dans Coppete, 2003 : 45). Cette réalité est sans doute normale, pour une communauté qui, comme l'explique Paulo, a été formée à la base par trois grandes familles, les Cardoso, les Barbosa et les Veloso. Beaucoup de résidants sont donc « frères » de sang ou par alliance. Il est fréquent que les gens se marient à l'intérieur même d'un micro-secteur, voire entre cousins, et quand ils se marient ils cherchent généralement à résider à proximité, de préférence dans le même micro-secteur. Il n'est pas rare que la famille donne une parcelle de son terrain pour qu'un fils récemment marié, un frère ou un autre membre de la famille y construise sa propre maison²⁰, souvent avec sa collaboration et, occasionnellement, celle des autres voisins (Araujo, 2004 : 96; Pimenta et Pimenta, 2005). Alvito explique : « Les liens d'amitié et de voisinage, déjà incroyablement actifs, sont ainsi renforcés par des liens de parenté. Et ce, sans parler de la parenté rituelle établie par l'existence de "compadres" et "comadres" » (1998 : 194). Ces différents types de relations multiplient les possibilités d'entraide et contribuent à solidifier le réseau de solidarité.

Cette solidarité semble se développer beaucoup à travers le vécu quotidien, le « vivre ensemble » des différentes étapes de la vie normale, tel que le démontre Alvito : « Ils grandissent et vieillissent ensemble, partagent les naissances et les morts, les petites joies, les tragédies personnelles. Cette histoire de vie commune s'exprime dans la phrase souvent utilisée : "nous avons été élevés ensemble" » (1998 : 197). Ce sentiment est très présent chez les leaders du Mont Serrat qui ont un certain âge et qui ont passé l'entièreté ou la majeure partie de leur vie dans ce *morro*, comme j'ai pu l'observer. Il s'agit d'un sentiment d'attachement profond à la communauté qui transparait à travers leurs récits, en particulier lorsqu'un d'entre eux m'a raconté, avec passion, pendant plus d'une demi-heure, l'histoire de son surnom, de sa vie, de

²⁰ C'est d'ailleurs la raison pour laquelle chaque maison ne possède aujourd'hui qu'un très petit terrain contrairement aux premiers résidants qui détenaient des terres relativement grandes.

sa famille et de la communauté en entier ainsi que de l'engagement de sa propre famille, qui justifie en grande partie le sien aujourd'hui. Ce sentiment d'appartenance au quartier n'est certainement pas étranger au fait qu'ils ont, grâce à des efforts soutenus, acheté leur terrain et bâti leur maison de leurs propres mains et parfois même, celle de leurs voisins. En effet, bien qu'ils ne disposent pas de documents formels pour le prouver et que leur propriété ne soit pas encore légalisée, la majorité des résidents du Mont Serrat disent avoir acheté leur terre et avoir construit eux-mêmes leur maison à coup de petites économies continues (Pimenta et Pimenta, 2005).

C'est malheureusement sur ces mêmes liens de solidarité que s'appuie le trafic de la drogue. Les membres d'un gang proviennent en général du même secteur. L'utilisation de la violence pour garder la loyauté de ses membres ne suffit pas : « Les relations "personnelles" deviennent le point de départ tant du recrutement, que du fonctionnement des activités » (Alvito, 1998 : 201). De ce fait, certains chefs du trafic vont, par exemple, prendre plusieurs femmes²¹ afin d'étendre leur « réseau familial ». La multiplication des liens est la clé :

Pour gérer, contrôler et surveiller, s'activent tous les liens les plus forts : parenté, amitié, voisinage, compagnonnage. Dans cette situation, il y a un entrecroisement des loyautés, solidarités et appartenances qui rend extrêmement épineuse la question de percevoir jusqu'où va l'amitié, jusqu'où va le voisinage et où commence la peur et/ou l'intérêt (*Ibid.* : 202).

En effet, comme nous l'avons vu, les rapports entre les résidents des favelas sont plutôt complexes depuis l'arrivée du narcotrafic, ce qui rend les limites des réseaux de la solidarité floues. La situation et les propos de Lucia, qui a des membres de sa famille impliqués dans le narcotrafic, contre lequel elle lutte depuis des années, sont éloquentes : « Tandis que les pères s'impliquaient dans le trafic, les femmes combattaient le trafic », ce qui signifie que dans la même famille, on pouvait trouver

²¹ La polygamie n'est pas légalement permise au Brésil, mais elle est un phénomène socialement accepté chez les *donos* du narcotrafic.

un père narcotraquant et une mère qui militait pour contrer ce fléau. Lorsque je lui demande ce qui arrive dans ces cas-là, elle me répond tout bonnement : « Chacun respecte les droits de l'autre ». Pas simple comme contexte familial! Allons justement voir de plus près la conception de la famille qui prévaut dans la communauté du Mont Serrat, ce qui représente également une de ses forces dans l'optique d'une mobilisation.

4.2.6 La famille pauvre : diversité de formes et entraide

La définition de la famille pour les pauvres du Brésil est bien différente de celle que nous avons en Amérique du Nord. Selon certains auteurs, les formes de famille varient même à l'intérieur du Brésil, selon les différentes classes sociales; la famille pauvre brésilienne a des contours beaucoup plus larges et souples, donc beaucoup moins en rapport aux liens de sang que celle des classes plus riches (Bilac, 1995; Sarti, 2009). Cette vision rejoint tout à fait celle des leaders interviewés. Selon Julia, la famille au Mont Serrat est synonyme de diversité :

En vérité, le concept de famille qu'on comprend ici, c'est cette diversité. Aujourd'hui, les familles du Mont Serrat sont composées par les grands-parents, par les voisins, ce qui n'est pas un lien de sang. La famille n'a pas ce rapport au lien de sang. [...] On a des familles qui sont constituées de couples d'homosexuels, d'un père et d'une mère, de grands-parents, d'oncles, de parrains... Enfin, les configurations familiales que nous avons sont innombrables. [...] Des fois, les médias passent un concept de famille qu'ils veulent vendre, père, mère, chat, chien, qui n'est pas réel.

Les oncles, les tantes et les grands-parents sont souvent nommés comme étant les personnes qui prennent soin des enfants. Dans certaines histoires, ces réarrangements familiaux se produisent suite à la séparation et à l'éloignement d'un parent, dans d'autres, suite au décès d'un ou des parents biologiques. La cohabitation avec la famille élargie est également une situation fréquente, tout comme celle où les

femmes, cheffes de famille, doivent aller travailler, voire les enfants aussi (Bilac, 1995; Fonseca, 2002; Coppete, 2003).

Dans les familles de classe populaire, il est courant que les enfants vivent avec d'autres personnes que leurs parents biologiques et ce, sans être orphelins (Goldani, 2002 : 41). Au Brésil, la circulation des enfants - entre les maisons des parents biologiques, des grands-parents, des marraines, des voisines, etc. - est une pratique familiale vieille de plusieurs générations (Fonseca, 2002 : 9). Selon Marcos, il n'y aurait pas tellement de différence dans le traitement que ces enfants « adoptifs » reçoivent : « Mon frère a un fils. Il est marié, mais il a un fils qui n'est pas de lui et il le traite comme son fils. Il lui donne la même attention, soutien, affection et éducation qu'il donne à son propre fils, parce qu'il a aussi un fils biologique. » Selon Fonseca, il ne faut pas se méprendre : « Ce n'est pas parce qu'ils ne sont pas aimés que les enfants circulent - c'est justement parce qu'ils sont très aimés, et représentent, incarnent, l'idée de famille comme une valeur » (*Ibid.* : 7).

Malgré cette diversité de formes, le modèle de famille idéal reste encore, dans l'imaginaire des gens, le modèle de la famille nucléaire. Officiellement, l'homme détient donc toujours un rôle prédominant. Toutefois, dans les faits, il semble que les femmes en viennent à occuper une place centrale. En fait, la considération et l'autorité des hommes passent par sa capacité à travailler afin de pourvoir aux besoins de sa famille et par son statut de médiateur avec le monde extérieur. Or, plusieurs d'entre eux, à cause du chômage ou de maladies, en particulier l'alcoolisme, ne réussissent pas à remplir leur rôle de pourvoyeur de façon stable. Selon Bilac, la relation mère-enfants devient alors l'appui principal et la solution pour la viabilité de la famille (1995 : 52-53). Les femmes et les enfants, en assumant le rôle de pourvoyeur, retirent au père son pouvoir d'autorité au sein de la famille (*Ibid.* : 57; Sarti, 2009 : 67). Lorsqu'il y a violence envers les femmes et/ou les enfants, ce qui est fréquent (Oliveira, 2002 : 225; Coppete, 2003 : 88), ils sont d'autant plus justifiés

à se rebeller contre cette autorité paternelle démesurée qui rend illégitime l'obéissance (Sarti, 2009 : 57). Ainsi, si la présence du père n'est pas tolérée dans la maison, il sera remplacé par une autre figure masculine du réseau familial afin de maintenir le « respect » et la « protection » de la famille face au monde extérieur (*Ibid.* : 67). Les femmes font preuve d'une très grande force, comme le confirme Cristina : « Les femmes dans notre communauté sont très fortes, très guerrières, très travaillantes. Plusieurs n'ont pas de père pour leurs enfants, ce sont des femmes qui n'ont pas de maris et réussissent à prendre soin de leurs enfants mieux que s'il y avait un père ».

Pour certains résidants du Mont Serrat, le concept de famille englobe un grand nombre de personnes. Selon Lucia, la famille peut même s'étendre à l'ensemble de la communauté :

R : Généralement, ce sont les parents qui luttent pour les enfants, parce que selon notre façon de faire, je ne prends pas soin uniquement de mes enfants, je prends soin de tous les enfants. D'autres mères aussi ne prennent pas soin seulement de leurs enfants et les enfants et les adolescents, c'est ça dont on se préoccupe le plus. Alors, on ne se préoccupe pas seulement des nôtres, mais des enfants et des adolescents de la communauté.

Q : Alors, quand nous parlons de famille ou de parents...

R : C'est la communauté, la communauté en entier...

Q : Ce ne sont pas que les parents biologiques qui...

R : Non, c'est la communauté en entier. On finit par adopter tous les enfants de la communauté comme nos propres enfants, parce que comme ça, ça devient une préoccupation pour tous.

Cette informatrice affirme que même les résidants qui n'ont pas d'enfants se préoccupent des enfants de toute la communauté parce qu'ils ont toujours un neveu ou un frère à protéger et que leur protection passe par la protection des autres enfants aussi. Les enfants deviennent donc une préoccupation de la communauté. Une dame de la communauté a d'ailleurs accueilli dans sa propre maison bon nombre d'enfants de la rue qui venaient de Porto Alegre.

Selon Marcos, non seulement le concept de famille est élargi, mais il est aussi utilisé dans plusieurs contextes :

Ici, on dit "famille" pour tellement de choses, comme la famille de la Copa Lord (école de samba), parce que tout pour nous est la famille. C'est un ensemble de personnes qui veulent suivre un objectif ensemble, qui parlent de la même chose, qui débattent et discutent sur la même chose, sur la même action visée. Je crois que c'est ça une famille. Un groupe de pagode, c'est une famille. On se rassemble, on est là dans le même but, de chanter, d'interpréter de la musique, c'est une famille. Même pour jouer au foot, c'est une famille. Ils sont là pour un objectif bon, pas pour un objectif mauvais. Personne ne va se rassembler pour tuer une personne, arrivée cette heure, chacun va de son côté.

Les appellations telles que « famille », « frère » et « père » peuvent donc être prêtées à quiconque partage une même passion ou un projet collectif. Ce qui apparaît comme étant important pour lui en bout de ligne comme critère pour désigner « la famille », c'est que le but visé par le groupe soit positif, constructif, bienfaisant. Dans les faits, le milieu du narcotrafic utilise aussi ce jargon « familial » dans le but de solidifier les liens entre ses membres. Dans ce cas-ci, Marcos, en tant que leader dans la lutte au narcotrafic, a senti le besoin d'invalidiser l'appropriation de ces termes par ses opposants afin de redonner au concept de famille toute l'importance et la valeur positive qu'il a pour les gens du Mont Serrat. En effet, la désignation de « famille » peut paraître utilisée à toutes les sauces, mais cela ne l'empêche pas d'être lourde de sens. Selon Sarti, la famille représente pour les pauvres rien de moins que leur identité sociale; son importance n'est pas fonctionnelle, elle est une référence symbolique qui structure leur conception du monde (2009 : 52-53).

Dans cette conception du monde, les valeurs d'entraide et d'amitié sont centrales.

Marcos, toujours dans sa définition de la famille, aborde également cet aspect :

Quand on parle de famille, c'est un lien d'amitié. Ainsi, l'un va aider l'autre. Si l'un sait que l'autre passe par une difficulté, que son fils passe par une difficulté, il va en prendre la responsabilité d'une forme paternelle. C'est mon ami qui passe par cette difficulté, alors je vais pouvoir aider, j'ai ce rôle-là et ça va toujours rester comme ça. Ce gars-là, c'est mon frère, comme si c'était un père pour moi, parce qu'il m'aide.

Cette vision de la famille que j'ai pu observer au Mont Serrat rejoint, sur plusieurs points, les conclusions des chercheuses brésiliennes sur la famille pauvre. Sarti démontre bien comment, en réponse à sa situation d'exclusion, la famille pauvre s'organise d'une façon différente; elle ne se définit pas comme un noyau, mais plus comme un réseau (*Ibid.* : 70).

La famille, pour les pauvres, est associée à ceux en qui on peut *avoir confiance*. Sa délimitation ne se réfère pas à l'appartenance à un groupe généalogique, [...] ce qui définit l'extension de la famille entre les pauvres est le réseau d'obligations qui s'établit : ils sont *de la famille* ceux sur qui on peut compter, ce qui veut dire ceux qui rendent ce qui se donne, ceux, donc, envers qui on a des *obligations* (*Ibid.* : 85).

Dans la même veine, Bilac affirme que, confrontées à la précarité du marché du travail et aux limites de l'action de l'État, les familles des classes populaires s'organisent dans une « logique de solidarité » selon laquelle les membres vivent dans une interdépendance et la maison devient ce qu'il y a de plus important, peut-être parce que la maison et la famille sont les uniques espaces où ils ont un certain pouvoir, les uniques choses qui leur appartiennent (1995).

Enfin, la famille et la communauté sont des entités reliées et, en quelque sorte, sacrées pour les résidents du Mont Serrat. C'est sans doute pourquoi, bien qu'ils ne possèdent pas toujours les moyens nécessaires, ils se battent constamment pour assumer leurs responsabilités face à leurs enfants et améliorer leurs conditions de vie. Ils développent leur réseau de solidarité et expérimentent diverses stratégies et organisations familiales, mais souvent n'en sortent que plus stigmatisés, identifiés comme étant des familles incompetentes (Mioto cité dans Campos et Mioto, 2003 : 184). Les préjugés dont ils sont victimes, en particulier ceux les identifiant au narcotrafic, représentent une entrave à leur participation sur la place publique, participation qui pourrait leur permettre d'obtenir de meilleures conditions de vie pour eux et leurs enfants. Selon Burgos, plus qu'un déficit de droits sociaux, ce sont les déficits au niveau des droits civiques et politiques qui subsistent comme principaux obstacles à la résolution du « problème » des favelas (1998 : 26). Il

apparaît donc intéressant d'aller explorer comment la communauté du Mont Serrat s'est mobilisée, grâce à ses forces en place et malgré ces obstacles, afin de faire entendre sa voix et ses demandes pour l'amélioration de ses conditions de vie.

4.3 La petite histoire de la mobilisation du Mont Serrat

Le portrait actuel de la communauté du Mont Serrat est le fruit de plusieurs années de mobilisation. Elle compte aujourd'hui quatre importants lieux de participation citoyenne, tous liés les uns aux autres : le conseil communautaire, le Centro Cultural Escrava Anastácia (CCEA), le Centro Social Marista Mont Serrat, communément appelée «la Marista », et le Fórum Maciço do Morro da Cruz (FMMC). Je tenterai ici de retracer l'histoire de la mobilisation de la communauté et de l'apparition de ces organismes, tout en décrivant brièvement la mission et les activités de chacun de ceux-ci, dans l'ordre où ils sont nommés ci-haut. Mais tout d'abord, il est important de parler un peu de l'arrivée de prêtres catholiques, en particulier du *Padre* Vilson Groh, qui a profondément marqué la vie communautaire du Mont Serrat.

4.3.1 La présence de prêtres catholiques

On peut affirmer que la résistance a toujours fait partie de la culture du Mont Serrat (Araujo, 2004 : 103). Toutefois, il semble que celle-ci commence à prendre une forme plus organisée, dans la mouvance des CEB, avec la venue du prêtre catholique Agostinho Ställin. C'est pendant sa présence, de 1954 à 1968, que commencent les luttes pour l'amélioration des infrastructures, à l'époque très précaires, donnant lieu à la construction de la première école primaire, au pavage de la rue principale et à la création d'un jardin communautaire (Communauté Mont Serrat, 1992 : 26; Araujo, 2004 : 98-99). C'est également à cette époque que l'école de samba Copa Lord a été

fondée, ce qui a grandement contribué à la représentativité des Noirs dans la ville et à la construction identitaire du *morro* (Araujo, 2004 : 99). Malgré les efforts de contestation de la communauté pour garder le père Agostino, celui-ci fut éloigné du Mont Serrat en 1968 par le gouvernement militaire qui perçut son travail comme le développement d'une « petite cellule communiste » et remplacé par d'autres religieux qui abandonnèrent l'aspect revendicateur (Communauté Mont Serrat, 1992 : 27; Araujo, 2004 : 99-100). Mais c'est vraiment à partir de l'arrivée du père Vilson Groh en 1983 que l'Église est devenue un puissant moteur du mouvement communautaire tel qu'il est connu aujourd'hui, comme l'explique un ancien leader de la communauté : « Depuis son arrivée, l'Église, en plus d'être le point de référence, c'est le point de résistance où s'organisent toutes les discussions de la communauté. (...) Il a toujours été avec nous, pas au devant, ni à côté, toujours avec nous à ouvrir les portes » (cité dans Araujo, 2004 : 111). Ce lien si fort qui unit la communauté à son *Padre*, est dû en grande partie au fait que, contrairement aux autres prêtres, celui-ci a décidé d'habiter le *morro* puisque pour lui :

Être dans le *morro*, ce n'est pas une question juste physique, anthropologique, sociologique, économique, politique, c'est être dans le mouvement du concret, où la vie est concrète et la vie n'a pas d'ambiguïté. Le *morro* est très concret, le monde des défavorisés est très concret, très réel, très palpable. Je crois qu'il est fondamental pour questionner nos fondements et nos théories (Groh cité dans *Ibid.* : 87).

Avant de poursuivre, il est primordial de fournir quelques informations sur ce personnage qui détient décidément un rôle central dans la vie communautaire du Mont Serrat, informations que je tiens principalement de l'ouvrage qu'Araujo (2004) lui a entièrement consacré. Vilson Groh, fils d'ouvrier, a entrepris des études en philosophie et en théologie parce que, à son avis, influencé par les prêtres ouvriers français, « le prêtre était un leader, il organisait la communauté, le mouvement, les questions communautaires » (*Ibid.* : 68). Sa vocation naît donc de cet aspect du rôle du prêtre qu'il voit comme une opportunité de pouvoir servir de façon libre, malgré le contexte de dictature, et de participer à la création d'une société solidaire, sans

exclusion (*Ibid.* : 68 et 73). Dans les années '90, lorsque les idées progressistes ont perdu de leur popularité au sein de l'Église et que l'aile conservatrice a repris le pouvoir, Groh devient un mauvais exemple. Il est alors peu considéré par les hauts échelons de l'Église catholique de Florianópolis et il est démis de ses fonctions de coordonnateur de l'archidiocèse (*Ibid.* : 75). Les autorités ecclésiastiques ont même tenté de l'éloigner à son tour du Mont Serrat, mais cette fois-ci, le soulèvement de la communauté réussit à les en empêcher. Il va donc, contre les indications du Vatican, consacrer ses énergies à appuyer les luttes menées par divers mouvements sociaux, revendiquant de meilleures conditions de vie pour les populations exclues, liant les luttes urbaines, rurales et, même, internationales. Enfin, en 1998, il complète une maîtrise en éducation à l'UFSC parce que, fortement influencé par les enseignements de Freire, il considère l'éducation comme un tremplin pour l'inclusion sociale. Allons maintenant voir comment sa présence dans la communauté a mené à la consolidation du conseil communautaire et à la création des trois autres groupes, soit le CCEA, la Marista et le FMMC.

4.3.2 Le conseil communautaire

Quelques années avant l'arrivée de Groh, en 1978, la communauté avait déjà repris sa vie participative et commencé à renforcer son organisation à travers la création de son conseil communautaire (Communauté Mont Serrat, 1992 : 27). Les conseils communautaires et les associations de résidants, très répandus au Brésil, sont des organismes dirigés par des résidants élus par l'ensemble de la communauté. Selon Leeds, « L'association et ses leaders représentent la communauté auprès des structures administratives formelles de la municipalité ou de l'État et accomplissent le rôle de "médiateurs" devant la société » (1998 : 250). À ses débuts, le conseil du Mont Serrat, mis sur pied par le gouvernement, était dirigé par une certaine élite locale, propriétaire des terres et des commerces, mais rapidement une insatisfaction

d'une partie des résidants face à ces leaders, qui avaient des liens privilégiés avec le pouvoir public, s'est installée. Présente de façon latente, cette insatisfaction fut perçue par le *Padre* Vilson et soulevée dans des réflexions lors de la messe, ce qui permit aux gens de l'exprimer et en bout de ligne, de renverser la hiérarchie établie (Araujo, 2004 : 104). Quelques années plus tard, le conseil communautaire a revu son organisation interne afin de non seulement faire face aux diverses demandes de la communauté, mais aussi de permettre une décentralisation du pouvoir et de permettre à toutes les forces vives de la communauté d'avoir droit de parole. Le conseil s'est alors divisé en six commissions : santé, éducation, rues, production et approvisionnement, églises, culture et loisir (Communauté Mont Serrat, 1992 : 29). Les thèmes de ces commissions illustrent bien les diverses préoccupations et luttes de la communauté.

Pendant les décennies '80 et '90, le conseil a été très actif. Les années '80 ont principalement donné lieu à des corvées volontaires de travail qui avaient pour but d'améliorer les infrastructures. Cette pratique a été, à cette époque, favorisée par la ville qui fournissait le matériel et le support technique à la communauté (Araujo, 2004 : 105). Ce fut en grande partie à travers ces espaces de construction collective, donnant lieu à de nombreux repas collectifs et d'innombrables discussions sur les problèmes de la vie quotidienne, que l'esprit de groupe a commencé à se construire (*Ibid.*). Paulo affirme d'ailleurs que c'est lors de la construction de l'église du Mont Serrat qu'il a commencé à s'impliquer; il est aujourd'hui, et ce depuis plus de 20 ans, impliqué dans le conseil communautaire et, durant plusieurs années, à titre de président. Par la suite, les actions du conseil ont davantage visé à générer de l'emploi et des revenus au sein de la communauté. Il s'est lancé dans des projets d'approvisionnement et de production de biens essentiels. Cela l'a amené à établir des relations avec d'autres communautés de Florianópolis, telles que les *morros* avoisinants ainsi que des communautés de pêcheurs et d'agriculteurs (Communauté Mont Serrat, 1992 : 28; Araujo, 2004 : 110). Ont ainsi été mises sur pied une

boulangerie communautaire, une fabrique de savon ainsi qu'une poissonnerie communautaire.

Aujourd'hui, il semble que le conseil communautaire vive malheureusement un certain déclin de participation. À plus d'une reprise, je me suis présentée à l'endroit où devait se tenir la rencontre hebdomadaire du conseil, mais celle-ci fut à chaque fois annulée. Selon Lucia, le conseil travaille principalement aujourd'hui à résoudre les problèmes d'infrastructure et est sous-divisé en trois comités qui représentent chacun des secteurs du Mont Serrat. Ce sont généralement les mêmes personnes, reconnues comme les leaders de la communauté, qui y participent, mais occasionnellement, d'autres résidants vont y exposer des problèmes à résoudre. Parfois, les problèmes concernent une famille en particulier, mais souvent ils touchent l'ensemble de la communauté et impliquent alors des actions collectives telles que des pétitions et des représentations auprès des diverses entreprises et organes publics. Parfois, les directeurs de ces entreprises ou organes sont invités au conseil pour discuter directement avec les résidants. La question du narcotrafic a aussi beaucoup été discutée au sein du conseil, ce qui a donné lieu, dans les années '90, à la création du Centro Cultural Escrava Anastácia (CCEA).

4.3.3 Le Centro Cultural Escrava Anastácia

Dans les années '90, l'objectif principal des actions de la communauté devient l'éducation des enfants et des jeunes dans l'optique de former des citoyens critiques et habilités pour le marché du travail et, évidemment, d'offrir des alternatives à l'attrayante offre du narcotrafic (Araujo, 2004 : 114). À partir de ce moment-là, les luttes de la communauté ont donc deux cibles principales; une plus ancienne, le pouvoir public, et une plus récente, située à l'intérieur même de la communauté, le narcotrafic (*Ibid.* : 127). C'est dans le but précis d'empêcher les jeunes et les enfants

d'entrer dans le trafic de la drogue en leur offrant d'autres alternatives qu'est créé, en 1994, le Centro Cultural Escrava Anastácia²². L'idée du CCEA découle du travail de la commission sur l'éducation, réunissant plusieurs institutions et entités à caractère éducationnel du *morro* (Coppete, 2003 : 79). La construction du centre, à côté de l'église, a été réalisée par les résidants grâce à des fonds du budget participatif alors que le Front Populaire était au pouvoir à la mairie (*Ibid.* : 80). Aujourd'hui, le centre possède plus d'une dizaine de projets, dont des cours de formation professionnelle, de l'accompagnement scolaire, des bourses d'études, des centres d'hébergement, des activités sportives, des stages en entreprise, une agence d'insertion professionnelle, un incubateur de coopératives, etc. (voir figure 4.5). Le travail se fait surtout auprès des jeunes, mais les parents sont appelés à s'impliquer dans certaines démarches occasionnellement et/ou individuellement. L'action collective semble toujours présente en toile de fond, mais un peu noyée dans la multitude de projets et l'urgence des demandes. Tel que mentionné précédemment, les intervenants du CCEA ont tenu une rencontre visant l'organisation d'une mobilisation suite à la mort de cinq jeunes, mais cette initiative, émanant de la coordonnatrice du centre, ne s'est malheureusement pas concrétisée.



Figure 4.5 : Atelier de capoeira avec les enfants au CCEA.

²² Le nom « Escrava Anastácia » (esclave Anastácia) qui fut celui d'une leader noire à l'époque de l'esclavage, un exemple de résistance, est très symbolique pour la communauté du Mont Serrat qui peu à peu tente de redonner sa place aux cultes afros, en introduisant, entre autres, l'image de ce personnage légendaire à l'intérieur de l'Église (Coppete, 2003 : 80).

4.3.4 Le Centro Social Marista Mont Serrat

Dès les débuts de l'existence du CCEA, en 1994, un groupe de femmes ainsi que des leaders communautaires et des religieuses ont commencé à regrouper les enfants et adolescents qui restaient dans les rues du *morro* pendant la demi-journée où ils n'étaient pas l'école²³. Ce projet s'est initialement appelé projet Travessia et comme l'explique l'ancienne coordonnatrice : « Le Travessia ne fut pas quelque chose pensé par une personne isolée » (Coppete, 2003 : 122). À l'époque, le projet était réalisé dans des conditions très précaires et n'était pas très structuré, mais c'était une question de nécessité d'agir, la demande des enfants était criante. En 1999, le projet prend de l'ampleur grâce à un partenariat signé entre le CCEA et la congrégation des frères Maristas et devient une ONG, le Centro Social Marista Mont Serrat. Le Centre commence ainsi à se structurer davantage et à se professionnaliser, embauchant éducateurs, travailleurs sociaux, administrateurs. Il rejoint maintenant 180 enfants de 7 à 14 ans et leur offre divers ateliers éducatifs (théâtre, danse, environnement, art, informatique et communication sociale). Le développement du potentiel critique des enfants est recherché à travers tous les projets qui sont entrepris dans ces ateliers. Tel que le propose l'approche conscientisante, les éducateurs, en abordant des thèmes du quotidien des enfants, les amènent tranquillement à développer une compréhension de la société dans une perspective critique, à voir leur monde différemment afin d'agir différemment. Ils ont, par exemple, mené des projets de création de jouets à partir de déchets domestiques (voir figure 4.6), de design d'une aire de loisir, de réflexion sur le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent²⁴ et de recherche sur l'influence de la culture américaine dans leur quotidien.

²³ Au Brésil, les enfants sont divisés en deux groupes et ne vont à l'école que l'avant-midi ou l'après-midi.

²⁴ Texte de loi brésilien qui a pour objectif la protection des enfants et des adolescents.



Figure 4.6 : Jouet créé à partir de déchets domestiques.

Dans son optique d'aider l'enfant dans sa totalité, la Marista travaille beaucoup avec la famille et la communauté sur des enjeux qui touchent les enfants, mais aussi l'ensemble des résidents, tels que les déchets, la violence, les loisirs. Le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent, grâce auquel les enfants sont devenus légalement des sujets de droits et une priorité nationale, est un point de référence très important pour le Centre (Coppete, 2003 : 100). Il adopte d'ailleurs sa perspective de co-responsabilisation de la famille, de la communauté et de la société par rapport aux enfants. Ainsi, de nombreux groupes réunissant les parents ont été créés, pour faire le suivi des enfants, de la céramique et des discussions sur les questions de genre. Dans les dernières années, c'est dans une optique plus politique, de développement de la communauté, que les intervenants travaillent avec les parents à travers un groupe appelé la commission des parents qui a, jusqu'à présent, abordé les questions de violence policière et du manque d'aires de loisir. Des rencontres rassemblant parents, enfants et les autres organismes du *morro* ont alors été organisées et leurs revendications ont été portées devant les autorités compétentes. La coordonnatrice définit ces divers projets, menés par les enfants et les parents, comme de réelles luttes collectives qui visent le bien de tous.

4.3.5 Le Fórum Maciço do Morro da Cruz

En 2000, grâce à la présence du *Padre* Vilson dans plusieurs des communautés du massif du Morro da Cruz et à ses contacts avec leurs leaders, fut créé le Fórum Maciço do Morro da Cruz, rassemblant au départ les associations de résidants et conseils communautaires de 16 des 23 communautés du massif. Le Forum a pour but d'unir les forces face au pouvoir public afin de poursuivre la lutte pour améliorer la sécurité, l'éducation, la culture, les sports et les loisirs ainsi que la préservation de l'environnement (Tessaro, 2005 : 18, 22). Ces enjeux ont donné leur nom aux trois principales commissions : la commission de la sécurité, la commission de l'éducation (qui se préoccupe aussi de la culture, des sports et des loisirs) et la commission de l'environnement. Le forum a donné lieu à de nombreux partenariats, entre autres, avec les départements de Service Social, de Géographie et d'Architecture de l'UFSC qui ont travaillé principalement à l'élaboration d'un Plan Directeur, consignant ainsi l'ensemble des demandes des communautés, ainsi que sur des projets d'éducation environnementale et d'économie sociale (Araujo, 2004 : 132). La question du narcotrafic a également toujours fait partie des préoccupations principales du forum. Depuis sa création, de nombreuses activités ont été réalisées : des symposiums, des manifestations, des journées thématiques, diverses représentations devant le pouvoir public. L'ensemble de la population des *morros* était invité à participer à ces activités, tout comme aux diverses rencontres du forum puisque ce sont des réunions ouvertes à tous. Cependant, ce sont généralement les présidents des associations de résidants ou les divers leaders ou professionnels œuvrant dans les *morros* qui y participent à titre de représentants chargés de faire circuler l'information et les demandes de la base jusqu'au forum et vice-versa. Par exemple, la commission de l'éducation est constituée principalement d'enseignants et de directions d'écoles. À ses débuts, le forum était très actif : les rencontres se tenaient à chaque semaine.

Selon Julia, en 2006, tout ce qui se faisait de politique passait par le forum : « Maintenant, il est très désarticulé; il n'est malheureusement plus la référence ». Il fonctionne au ralenti depuis plus ou moins deux ans²⁵. Il semble que le *clientelismo*²⁶ soit en train de le tuer. En effet, certaines communautés auraient négocié individuellement avec des politiciens, se désolidarisant ainsi du reste du groupe et fragilisant dangereusement la survie du FMMC.

4.4 Conclusion : Une communauté qui se prend en main

Pour conclure, ce qui est tout de même impressionnant quant à la mobilisation de la communauté du Mont Serrat, c'est que, malgré l'ampleur des problèmes auxquels elle s'attaque, la pauvreté, le manque d'infrastructure, la discrimination et le narcotrafic, elle ait décidé d'assumer des responsabilités face à ses enfants et à l'ensemble de sa population qui normalement devraient être prises en charge par l'État²⁷. Bien qu'elle la revendique, elle n'attend pas après son aide pour répondre à ses besoins, ce qu'elle fait elle-même grâce à l'implication de ses résidents au sein de quatre organismes créés par eux à cet effet. Le *Padre* Vilson résume bien la situation :

Aujourd'hui, face à la problématique de la violence urbaine et de la culture du narcotrafic, qui s'est installée tel un État parallèle parce que l'État de droit ne se fait pas présent avec ses politiques publiques, la porte de sortie, c'est le processus d'organisation du propre *morro*, de la propre communauté qui soutient un processus de pratique, de réflexion et de lutte, qui maintient cet espace sans être totalement manipulé par les limites territorialement, physiquement déterminées par les narcotrafiquants. Alors, ce qui maintient cet espace, ce sont les Projets (cité dans Coppete, 2003 : 116).

²⁵ À ma connaissance, aucune rencontre du FMMC ou de ses commissions n'a été tenue durant ma présence à Florianópolis, c'est-à-dire entre août 2010 et mars 2011.

²⁶ Voir note #11 en page 69.

²⁷ Malgré les efforts du gouvernement Lula, les ressources étatiques restent limitées. Par exemple, le Système unique d'Assistance Sociale est encore en construction (voir note #13 en page 71), il n'y a pas de services de garde dans toutes les communautés, encore moins d'aide financière de dernier recours et de logements sociaux. Il existe une *Bolsa Família*, mais cette allocation reste minime et restreinte aux familles dans l'extrême pauvreté.

Ce n'est pas un hasard si l'expérience de cette communauté est devenue, à travers les années, un modèle de mobilisation au niveau national, et aussi international. Malgré le désinvestissement des gouvernements envers les plus démunis, ce qui décourage la participation politique de bon nombre de citoyens, cette communauté, elle-même démunie, a décidé de « tenter l'impossible » et de se solidariser afin d'affronter l'empire du narcotrafic qui était en train de mettre en péril son avenir et celui de ses enfants. Il est vrai qu'elle s'est retournée vers la création de ressources alternatives afin de pallier aux lacunes des politiques sociales. Par contre, elle continue à entretenir sa perspective politique et son esprit revendicateur, hérités de la longue tradition des mouvements sociaux brésiliens, en particulier la théologie de la libération, le mouvement de quartier et le mouvement des Noirs. Freire ne présente-t-il pas le processus de conscientisation ainsi : comme un projet de société, mais aussi comme des alternatives à vivre maintenant ? Bref, comme le disent fièrement ses leaders, le développement du Mont Serrat est une œuvre collective, et ce en grande partie grâce à la culture de solidarité présente dans la communauté. Maintenant que nous avons une bonne idée du contexte dans lequel est née cette mobilisation, allons voir de quelle façon la préoccupation envers les enfants est devenue un enjeu collectif et le moteur de l'agir ensemble.

CHAPITRE V

LA COLLECTIVISATION DE LA PRÉOCCUPATION ENVERS LES ENFANTS

Dans ce chapitre, j'explorerai comment la communauté du Mont Serrat en est venue à vouloir se mobiliser pour améliorer les conditions de vie des enfants et quelles sont les personnes qui jouent un rôle dans cette mobilisation. Je tenterai donc tout d'abord de retracer les éléments qui ont favorisé la construction du désir d'agir ensemble, tout en tentant de mesurer l'importance que la communauté accorde au fait de s'unir pour lutter et, en particulier, lutter pour les enfants. La question du « qui » est également primordiale dans l'analyse de l'action collective. Freire nous oriente vers la centralité des premiers concernés dans l'élaboration de la réflexion et de l'action. J'analyserai donc ensuite qui sont les personnes qui ont initié et qui participent aujourd'hui à la mobilisation afin de voir si les premiers concernés s'y retrouvent bien au cœur. En bout de ligne, mon objectif est de comprendre comment s'est opéré le processus de collectivisation par rapport à la préoccupation envers les enfants, comment l'action a été initiée et quelles sont les personnes qui ont permis ce phénomène.

5.1 La motivation à s'unir pour agir

Tout d'abord, ce qui saute aux yeux immédiatement à l'analyse des divers témoignages des leaders du Mont Serrat, c'est que l'importance qu'ils confèrent à la lutte vient du fait que celle-ci concerne un problème particulièrement grave qui affecte directement plusieurs personnes de la communauté. La préoccupation envers les enfants devient le moteur de l'union et de l'action dans la communauté du Mont

Serrat le jour où le nombre de morts causées par le narcotrafic s'est multiplié. Lucia explique, dans des mots percutants, le drame qui a éclaté dans la communauté, il y a quelques années de cela, et la réaction que cela a entraînée :

Beaucoup de gens sont morts, beaucoup d'adolescents sont morts, beaucoup de pères de famille sont morts. Il s'est formé une guerre dans la communauté, notre partie contre la partie de la Nova Descoberta. Dans cette guerre, des jeunes ont commencé à mourir. C'est là que les mères, le Padre Wilson avec Ivone et le conseil communautaire ont commencé à lutter. Beaucoup de mères ont souffert, beaucoup de mères ont pleuré la mort de leur fils. Beaucoup, beaucoup de jeunes, de 16-17 ans, sont morts. C'est de là qu'est apparue cette nécessité immense de protéger les enfants pour ne pas qu'ils s'impliquent dans le trafic de drogues.

Tous les informateurs, sans exception, s'entendent pour dire que l'intensité du problème du narcotrafic a exacerbé la préoccupation des gens de la communauté envers les enfants et déclenché leur désir de se mobiliser. La préoccupation était non seulement forte, mais commune à plusieurs personnes qui partageaient déjà, comme le dirait Arendt, un monde commun, c'est-à-dire un sentiment d'appartenance, une histoire commune et une situation commune qu'ils souhaitent transformer à travers le parler et l'agir ensemble.

Les gens ne se mobilisent pas autour de grands et beaux principes, mais bien lorsqu'ils partagent une préoccupation et visent un changement concret. À cet effet, l'opinion de Julia, l'intervenante, est catégorique : « Ce que nous avons compris, c'est que les gens se réunissent pour un objectif commun. Discuter politiquement les choses, si tu vas dans le vide, sans avoir des objectifs concrets, les personnes ne viennent pas aux discussions. Ça, on en est venu à le voir. » Les propos de Paulo, qui se base sur sa longue expérience, le confirment :

Les résidants venaient à la réunion seulement quand ils avaient besoin de quelque chose, alors on allait là en bloc pour obtenir cette chose pour la communauté.

Je t'ai dit que j'allais te donner un exemple. L'exemple est le suivant : nous avons des ruelles dans la communauté, mais ces ruelles n'étaient pas asphaltées, alors ils venaient tous participer aux réunions parce qu'ils voulaient qu'on asphalté leur petite ruelle, pour éviter de salir leurs

souliers. Alors avec les gouvernements, on a fait des corvées de travail, on a asphalté (...). Aujourd'hui, ils ont l'asphalte, ils ne salissent plus leurs souliers, alors c'est fait pour eux, le monde ne va plus aux réunions.

En parlant de l'importance de prendre comme point de départ le vécu et la connaissance des gens, en prévenant les révolutionnaires du danger du verbalisme sans action, Freire était également convaincu que la réflexion devait être bien enracinée dans la réalité concrète des gens pour qu'ils s'engagent dans une réelle action de transformation sociale.

Certains informateurs affirment que de façon générale, il apparaît important pour les gens de la communauté de s'unir pour agir ensemble et effleurent rapidement les principes de « l'union fait la force » et de « si on reste les bras croisés, les choses ne vont qu'empirer ». Ces deux idées rappellent bien celles de Arendt au sujet du sentiment de puissance qui naît du rassemblement et de l'action dont les résultats restent imprévisibles, mais qui est toujours porteuse de nouveau, de la possibilité de changement. Les propos de Julia vont dans le même sens : « Si on va obtenir, dans le futur, tout ce qu'on veut, on ne le sait pas, mais c'est un processus de lutte et les gens se sentent en train de lutter ensemble. Je crois que tout ça est important ». Pour elle, le sentiment de pouvoir accomplir quelque chose parce qu'on est réuni est bien présent, malgré l'imprévisibilité des résultats de l'action, comme si, bien qu'on sache qu'il est possible qu'on ne voie jamais l'aboutissement du changement souhaité, on ressent le besoin intense de contribuer de notre mieux : « On sait que c'est le minimum, c'est minime dans l'univers de ce qu'on doit faire, mais on sait qu'au moins quelque chose est fait » (Julia). Toutefois, ces principes de solidarité et d'action ne prennent réellement leur sens que dans le contexte d'un besoin concret ressenti par un nombre significatif de gens dans la communauté. Ainsi, lorsque la préoccupation des enfants et du narcotrafic est mise sur la table, c'est clairement pour faire appel à l'action : « Parce que ça ne nous avance pas d'avoir des discussions parce que cette question est visible dans la communauté, alors quand ça arrive au

conseil, c'est pour qu'il y ait des actions » (Lucia). Et comme l'affirme Cristina, en parlant de ses confrères : « C'est pour faire appel à l'action, parce que parler, en vérité, les adolescents n'aiment pas ça, ce qu'on aime, c'est d'agir, de prendre des mesures en fonction de ce qu'on pense (...) ». On retrouve ici clairement la conviction, présente autant chez Freire que chez Arendt, que la parole ne va pas sans l'action.

Dans le cas du Mont Serrat, ce passage à l'action est étroitement lié à l'importance qui est accordée aux enfants. Questionnée sur l'intérêt des parents de mettre sur la table le difficile sujet du narcotrafic, Maria affirme, elle aussi, que c'est l'avenir des enfants, éviter que leurs fils prennent l'avenue du narcotrafic, qui les pousse à briser le silence. Et quand je l'interroge sur les bénéfices que les parents tirent de leur participation, la réponse reste la même :

Je crois que c'est pour l'enfant, le bénéfice d'aider pensant à ton fils qui participe à la Marista, améliorer, voir si la communauté bouge. En général, les parents qui y vont, c'est pour leurs enfants. Des fois on pense, si je peux faire quelque chose pour améliorer ou amener quelque chose pour que les éducateurs améliorent les activités, pour qu'ils cherchent autres choses pour intéresser les enfants. Alors, c'est dans ce sens : les enfants.

Les parents se préoccupent donc du sort de leurs propres enfants, mais, comme il a été expliqué précédemment, ils se préoccupent aussi de celui de l'ensemble des enfants de la communauté, cela faisant partie de leur « manière » de penser. Selon Lucia, les enfants sont de première importance parce qu'ils représentent l'espoir d'un avenir meilleur :

Les enfants sont importants pour nous parce qu'ils sont le futur de notre communauté, la continuation de tout le travail qui a été fait par les parents, les grands-parents. Alors, les enfants pour nous, c'est tout. Notre protection envers eux, c'est tout.

Il est étonnant de voir comment son discours a été transmis à sa fille, Cristina, qui reprend exactement la même idée :

On est le futur. Si ce n'est pas nous l'important maintenant, les successeurs de nos parents dans la lutte de notre communauté, comment

va être l'avenir ? Pour que notre communauté s'améliore de plus en plus... Comment est-ce qu'on va réussir ça, si on n'est pas très valorisés par plusieurs adultes ici dans notre communauté ?

En même temps, cette dernière amène une nuance intéressante. Elle affirme que ce n'est pas tout le monde qui partage cet avis et que, pour d'autres, il est plus important d'agir sur tous les fronts :

D'autres ont un autre point de vue : que pour que les adolescents aient cette opportunité de prendre d'autres chemins (que le narcotrafic), ils ont besoin de soins de santé, d'une bonne éducation, de bons loisirs, d'un bon transport. Je suis d'accord avec ça aussi. Alors, les deux (combats) sont liés, mais souvent les gens ne veulent pas mettre les deux ensemble (...).

Ce que j'en comprends, c'est que, d'une façon ou d'une autre, empêcher les jeunes d'entrer dans le narcotrafic reste l'objectif principal, mais c'est surtout sur les moyens à privilégier pour y parvenir qu'il y a discordances. Bien que plusieurs leaders s'entendent pour dire que l'origine des problèmes est beaucoup plus profonde, relative aux structures familiales, à la pauvreté et au racisme, certains ont décidé de miser sur des projets particuliers destinés aux jeunes et d'autres revendiquent davantage la poursuite des améliorations des infrastructures de la communauté.

En fait, il semblerait que, depuis la création du Centre Culturel, les discussions sur la question du narcotrafic et des jeunes y sont centralisées, bien qu'elle reste d'une gravité et d'une importance majeure pour l'ensemble de la communauté :

R : Pour moi, toute question qui est amenée en rapport au trafic de drogues, c'est une question importante.

Q : Mais pour la communauté, ce qui se discute en comparaison avec tous les autres problèmes qui sont discutés, par exemple, au conseil communautaire, celle-là en est une importante ou ... ?

R : Je crois importante et je sais que la communauté en général la trouverait très importante. Mais aujourd'hui, pour ce que je peux remarquer, le conseil communautaire n'est pas *focusé* sur ce travail de combat contre le trafic de drogues et contre la violence. Ils sont plus *focusés* sur la question de l'infrastructure de la communauté (...) parce qu'il y a déjà le Centre Culturel qui s'occupe de cette partie du combat contre le trafic de drogues. (Marcos)

Cette question est sans contredit considérée comme étant de première importance par l'ensemble des leaders, la preuve étant qu'ils ont créé une instance expressément pour tenter de la résoudre. Toutefois, comme conséquence à cela, il y a tout de même une concentration de la lutte entre les mains d'intervenants plus ou moins spécialisés. Aujourd'hui, selon certains informateurs, l'importance de la mobilisation ne serait ressentie que par quelques résidants, alors que selon d'autres, ceux-ci seraient assez nombreux. Allons donc voir maintenant de plus près qui sont justement les personnes impliquées et quelle est l'ampleur de cette mobilisation au sein de la communauté.

5.2 Les différents acteurs de la mobilisation

Diverses personnes sont aujourd'hui engagées dans les multiples actions des organismes du Mont Serrat. Examinons l'ensemble de ces acteurs, le rôle qu'ils ont joué dans l'émergence de la mobilisation ou sa poursuite et les objectifs poursuivis par chacun d'eux. Je commencerai par explorer la question du leadership, ce qui implique de parler non seulement du rôle central qu'a joué et joue toujours le *Padre* Vilson Groh, mais aussi des autres leaders provenant de la communauté et des intervenants qui sont apparus avec la professionnalisation des divers projets. Deux éléments importants relatifs à ce leadership seront soulignés, le fait que les mêmes leaders soient impliqués dans l'ensemble des organismes ainsi que la prédominance des femmes qui représentent une force fondamentale au sein de la communauté. Une autre force, inattendue, qui est apparue au cours de ma recherche sur le terrain, sera ensuite analysée, soit l'implication des jeunes. Par la suite, j'essaierai de comprendre, en fin de compte, quelle est l'ampleur et en quoi consiste la participation de l'ensemble des parents et résidants et je terminerai en faisant un rapide survol des divers alliés extérieurs à la communauté.

5.2.1 Un leadership fort, partagé et politisé

Depuis le tout début où j'ai entendu parler de cette communauté, c'est toujours la présence du *Padre* Vilson qui est mise de l'avant. Il est clair que celui-ci exerce un leadership qui est capital pour la communauté du Mont Serrat, voire d'autres communautés des alentours, et cela a été confirmé par la totalité des personnes que j'ai interviewées. Toutes reconnaissent l'importance du *Padre* comme leader des luttes de la communauté. Lucia identifie même son arrivée dans la communauté comme l'élément déclencheur de la mobilisation : « Ce fut dans l'église même, parce qu'il existait divers problèmes. Notre communauté était très pauvre quand le *Padre* Vilson est arrivé. Il a commencé à former divers groupes et de là, a surgi le conseil communautaire ». Elle conclut d'ailleurs notre entretien par : « Aussitôt que le *Padre* Vilson est arrivé dans la communauté, tout ça s'est formé ». Le *Padre* est sans contredit un personnage charismatique qui a une forte influence sur les résidants du Mont Serrat et se retrouve au centre de l'ensemble des actions entreprises. Cependant, ce qui ressort constamment dans le discours des informateurs, c'est que le leadership des résidants du *morro*, n'est jamais bien loin. Après son explication sur les débuts de la mobilisation, j'ai demandé à Lucia des précisions qui entraînèrent une réponse fort intéressante :

Q : C'est plus une idée du *Padre*...

R : Du *Padre*.

Q : ...ou des résidants d'ici ?

R : Des résidants avec le *Padre* Vilson.

Ainsi, tout est sachant que tout cela n'a pas été construit par une seule personne, les leaders provenant de la communauté mettent beaucoup de l'avant le travail du *Padre*. Cette réaction vient sans doute du fait qu'ils lui sont extrêmement reconnaissants pour son implication et son engagement depuis tant d'années, lui, provenant de l'extérieur et qui a décidé de dédier sa vie à la communauté et de venir s'y installer.

Dans les faits, le Mont Serrat compte bon nombre de résidants qui se partagent le leadership et qui sont, eux aussi, reconnus par la communauté. Certains résidants se retrouvent donc au cœur de la mobilisation et sont même à l'origine de nombreuses initiatives. L'explication de Marcos quant à la genèse du CCEA le démontre bien :

L'idée de l'organisation a surgi à partir de l'initiative de résidants de la communauté avec le *Padre* Vilson (...); ils se sont réunis et ont fait ce partenariat avec le *Padre* Vilson pour créer des opportunités pour ne pas laisser ces enfants à la merci du trafic de drogues.

Préoccupés par rapport à l'implication des enfants dans le trafic de drogues, certains leaders en viennent à prendre une très grande responsabilité envers les enfants de la communauté. Lucia explique d'où vient sa motivation à agir et le rôle qu'elle en est venue à jouer :

Q : Et qu'est-ce qui t'a motivée à participer au conseil communautaire ?

R : Les améliorations de la communauté, des enfants, parce que ma préoccupation est beaucoup envers les enfants, envers les adolescents. C'est ça ma préoccupation, d'essayer de les aider à chercher un chemin, à trouver un chemin. Je suis, on va dire, un lien entre eux et la communauté. Je suis le pont entre eux et l'église.

Paulo, « révolté » par les situations d'injustice qui affligent la communauté ainsi que l'indolence du gouvernement, a trouvé au sein du conseil communautaire un lieu pour agir : « J'ai trouvé une chose pour pouvoir travailler tout ce que je voulais faire. »

Questionnant Paulo sur qui sont les personnes qui amènent le sujet des enfants impliqués dans le narcotrafic sur la place publique, il me répond : « Les leaders communautaires, parce qu'il y a le problème que les parents se plaignent, mais les parents des fois ont peur de parler parce que les trafiquants peuvent revenir contre eux ». Ces résidants leaders de la communauté se retrouvent en fait avec beaucoup de responsabilités. Occupant les postes d'officiers, ils sont souvent seuls à participer aux rencontres du conseil communautaire et du FMMC. Les autres résidants se fient beaucoup à eux car peu d'entre eux osent parler ouvertement du trafic de drogues. Par chance, comme l'affirme Marcos :

Aujourd'hui, toutes les personnes impliquées dans les projets ont cette facilité. Le conseil communautaire aussi assurément amène cette question (sur la place publique), parce que les personnes qui composent le conseil sont aussi les personnes qui ont fondé le Centre Culturel. Et plus que n'importe qui, le président de l'ONG (le *Padre* Vilson) est la personne qui parle de ce sujet et qui cherche à agir, parler librement, ouvertement sur de tels problèmes, dont le principal est le trafic de drogues. Tous parlent, mais c'est lui qui amène le sujet (sur la place publique), qui prend les devants vraiment, puisqu'il est notre leader.

Encore une fois, on peut voir que l'ensemble des leaders sont reconnus pour avoir l'initiative et le courage de parler publiquement du narcotrafic ainsi que de mettre sur pied des projets afin de le contrer, mais que le leadership du *Padre* est beaucoup mis de l'avant.

En fait, si l'implication du *Padre* est si reconnue, c'est surtout parce qu'il est une force rassembleuse. Il est décidément une figure forte; souvent, sa simple présence encourage l'action des résidants. C'est comme si la pensée des gens était : « Si le *Padre* est là, tout est possible, alors on va se mobiliser ». La force que les gens voient en lui leur donne l'énergie pour agir et cet agir ne peut être autrement que collectif. Le *Padre* n'aurait pu réaliser seul toutes ces améliorations dans la communauté. Si on reprend les termes de Arendt, la puissance du *Padre* n'est donc que le reflet de leur propre puissance, puisque celle-ci ne peut se produire qu'à travers le rassemblement (1983 :261). Par chance, le *Padre* n'est pas le type de leader qui se nourrit du pouvoir et cherche à le conserver, mais plutôt le type qui voit le potentiel des gens et qui est en constante recherche et formation de nouveaux leaders afin de déléguer et de partager le pouvoir. J'ai d'ailleurs eu l'occasion d'observer comment il a encouragé un des jeunes de la communauté à développer son leadership en soulignant ses forces et en le chargeant de responsabilités de plus en plus grandes. Lucia m'a également raconté que c'est à travers son invitation qu'elle a commencé à s'impliquer dans la communauté :

Quand je suis tombée malade, j'ai dû laisser mon travail. J'ai commencé à devenir dépressive et là, le *Padre* Vilson a commencé à m'inviter à participer dans la communauté. J'ai commencé à discuter avec lui.

Comme j'étais beaucoup dans la rue, dans ma cour, je commençais à voir des choses et j'entendais beaucoup discuter les jeunes du trafic parce que j'ai la liberté de discuter avec eux et j'entendais beaucoup de choses, aussi parce qu'il y a des membres de ma famille impliqués dans le trafic. Ils commençaient à discuter, à critiquer et il m'est venu en tête de faire une rencontre avec le *Padre* Vilson et avec eux et de là, j'ai commencé à m'impliquer.

Enfin, tout porte à croire que c'est parce qu'il a bien réussi à aller chercher les talents de chacun et à distribuer le pouvoir entre les gens de la communauté que la mobilisation a été aussi grande. De plus, bien qu'il utilise beaucoup l'attrait qu'exerce son personnage avec les médias et le pouvoir public, il ne manque pas l'occasion de reconnaître le courage des résidents du *morro*. Par exemple, dans un discours alors qu'il recevait le Prix de l'État pour les Droits Humains, il affirme que « le prix revient aux mouvements sociaux de Florianópolis pour leur courage de lutter pour leurs droits sans se décourager malgré les difficultés imposées par la logique d'exclusion sociale » (Araujo, 2004 : 84).

Ainsi, la présence du *Padre* représente un élément essentiel à cette mobilisation, en tant que catalyseur des énergies de lutte. Le leadership de Vilson Groh a pu engendrer une telle mobilisation non seulement parce qu'il est prêtre et que l'Église, en tant qu'institution reconnue socialement, accorde la légitimité aux actions de la communauté (*Ibid.* : 107), mais surtout parce qu'il travaille dans une perspective de conscientisation, impliquant un leadership partagé, la reconnaissance des forces des gens et une vision critique de la réalité sociale. On peut donc en déduire qu'une personne, travailleuse sociale ou autre, adoptant ce type de perspective pourrait donner cette direction politique à un rassemblement de citoyens, de parents préoccupés par les conditions des enfants et ce, si un minimum de sentiment de solidarité est travaillé ou présent préalablement. Le rôle qu'a joué le *Padre* dans cette mobilisation est en fait un rôle d'organisateur communautaire; l'expérience du Mont Serrat vient donc renforcer l'importance de cette profession pour la défense des droits et l'amélioration des conditions de vie des populations démunies.

Aujourd'hui, le *Padre* n'est pas seul à travailler dans cette perspective au sein du Mont Serrat. Non seulement plusieurs leaders provenant de la communauté l'accompagnent, tel que mentionné précédemment, mais nombre d'intervenants ont été embauchés dans le cadre des divers projets du CCEA et de la Marista. Ceux-ci continuent à porter cette approche de conscientisation et, selon les propos des informateurs, ce sont eux maintenant, aidés de *Padre* dans bien des cas, qui tentent souvent de rassembler les parents et les résidants de la communauté, comme on peut le constater dans cet échange :

Q : Alors, si j'ai bien compris, ceux qui organisent les réunions de parents, ce sont les coordonnateurs de chaque projet, quand ils en ont besoin ?

R : C'est ça, quand il y a un besoin ou quand la coordonnatrice générale, Ivone Perassa, ou le *Padre* Vilson demande une assemblée, une réunion générale avec tous les parents. (Marcos)

Les intervenants du CCEA organisent occasionnellement des rencontres avec les parents des jeunes participants, comme il était éventuellement souhaité pour la mobilisation suite à la mort des 5 jeunes pour laquelle il n'y a malheureusement pas eu de suite. Cependant, ces réunions se limitent généralement à faire du suivi sur le cheminement de leurs enfants; les parents ne semblent pas souvent invités à discuter et à agir ensemble sur les problèmes vécus. C'est surtout la Marista qui, tel que démontré précédemment, fait un travail de conscientisation, plus politique et plus critique, afin de mener des actions collectives autant avec les enfants que les parents.

C'est à travers une rencontre de concertation entre le conseil communautaire, le CCEA et la Marista qu'a surgi l'idée de mener une lutte pour transformer le terrain du réservoir d'eau en aire de loisir et que la Marista a pris le projet en main (voir figure 5.1). Cette idée fait suite à des observations et à l'écoute des demandes des enfants, voire des parents, bien sûr, mais l'initiative de rassembler les gens et d'en faire une action collective provient des intervenants et des leaders communautaires à qui la communauté a en quelque sorte transmis le mandat. Il est, je crois, intéressant de



Figure 5.1 : Terrain du réservoir d'eau.

souligner d'ailleurs que la coordination de la Marista est assumée par une travailleuse sociale dont la perspective de travail est très politique :

Depuis toujours, une de nos lignes directrices est de participer aux réunions du centre communautaire pour comprendre ce qui se passe dans cette communauté, ce que cette communauté a aujourd'hui comme objectif, ce qu'elle veut atteindre. Ça a toujours été un de nos buts. Alors, on a toujours participé aux réunions et le Centro Cultural Escrava Anastácia y participe aussi. Alors, on a fini les trois, le Centro Social Marista, le Centro Cultural et le conseil communautaire, par mener beaucoup de luttes ici dans la communauté. (Julia)

Il faut dire que sa propre motivation à se joindre à l'équipe de la Marista a été de travailler dans une perspective politique avec la communauté, suivant l'approche du *Padre Vilson* :

Ma grande motivation : j'ai toujours aimé ce travail plus de terrain, de communauté, de faire ces discussions politiques. Ce qui a attiré mon attention a été de venir travailler avec le *Padre Vilson*. Je le connaissais déjà, alors ça a été une des choses qui m'a stimulée parce que son ouverture politique et démocratique par la discussion, ça facilite aussi notre travail. Il a été une des grandes motivations, à cause de sa perspective, de sa vision critique de la réalité sociale. (Julia)

Les leaders communautaires ont su embaucher des gens qui partagent les mêmes conceptions de la lutte et de la participation citoyenne, tout en conservant la primauté de leur voix et une grande part du leadership sur les luttes et projets entrepris. Plusieurs parmi ces intervenants sont d'ailleurs des gens de la communauté et, à en

croire Cristina, ces personnes adopteraient souvent davantage une approche conscientisante avec les enfants. Elle déplore l'arrivée de nouveaux éducateurs « de l'extérieur » qui n'ont pas cette perspective de travail :

Maintenant, ça a changé d'éducateurs. C'est un autre processus. Seulement deux éducatrices d'avant ont continué. La seule éducatrice de la communauté, c'est l'éducatrice Rosa. Elle est la seule qui travaille ici aux Maristas qu'on aime avec passion, plusieurs adolescents disent : "Ah, si Rosa part du projet, tout le monde part", tellement nous l'aimons. Et l'éducatrice Ana est restée, elle habite à São José, dans une autre ville proche, dans la grande Florianópolis. Et elles sont nos points de référence parce que les autres éducateurs ne sont pas encore dans ce processus de réflexion sur les politiques publiques, ils sont plus lents à ce niveau.

À travers son discours, on voit bien comment, pour elle, la provenance des éducateurs, le fait qu'ils habitent le *morro* et le temps passé au sein de la communauté sont importants. Elle associe clairement cette proximité qu'ils ont avec la communauté au fait qu'ils aient une vision plus critique de la réalité. Elle exprime aussi, à plusieurs reprises, son amour, son admiration et sa fierté envers cette éducatrice Rosa qui permet « de voir que notre communauté a un peu d'intelligence, de connaissance ».

5.2.2 Les mêmes leaders impliqués partout

Dans le chapitre précédent, j'ai tenté de mettre un peu d'ordre dans l'histoire de cette mobilisation et de ses divers projets, mais puisque les organismes sont tous, tel que souligné précédemment, intimement liés, il est parfois difficile de savoir exactement quel projet ou quelle action découle de quel organisme. De plus, au départ, dans un souci de rigueur, l'idée était d'avoir pour échantillon un nombre égal de représentants par organisme, mais finalement cela s'avéra plus ou moins juste puisque les mêmes personnes se retrouvent souvent impliquées dans l'ensemble de ces organismes. Aussi, lorsque les informateurs parlaient d'une discussion qui avait mené à une

action, j'essayais de savoir au sein de quelle instance elle avait eu lieu et quelles étaient les personnes impliquées. Or, rapidement, je me suis aperçue que, dans le contexte du Mont Serrat, mes attentes étaient plutôt inappropriées et que c'était peut-être une préoccupation bien nord-américaine que ce désir de structure parce que, pour les informateurs, qui en général ne réussissaient pas à répondre à mes demandes de spécifications, tout cela semblait bien peu important. C'est là que c'est apparu comme une évidence : « Ici, tout est dans tout ! » et avec un peu de recul, cela semble être une des clés de la réussite de leur mobilisation.

Dans l'expérience du Mont Serrat, la structure ne précède pas le rassemblement. On perçoit bien cette idée de Arendt que l'espace public n'est pas un espace physique, mais un réseau de relations « qui peut trouver sa localisation juste presque n'importe quand et n'importe où » (1983 : 258). Le *Padre* Vilson est à la fois président du CCEA, de la Marista et coordonnateur de la commission de l'éducation du FMMC. La Marista siège au conseil communautaire et au FMMC, tout comme le CCEA. Évidemment, le conseil communautaire siège au FMMC, mais son président est aussi impliqué de très près dans la gestion du CCEA, tout comme une autre leader du conseil est aussi employée du foyer d'accueil du CCEA et siège, en tant que mère, à la commission des parents de la Marista. Le fait que le même espace soit à la fois partagé par le conseil communautaire, le CCEA, la Marista, l'église et la demeure du *Padre* joue également pour beaucoup sur cet entrelacement des organismes qui semblent s'être multipliés surtout pour des raisons organisationnelles ou de financement. Ainsi, les occasions de discussion, impliquant plus ou moins le même noyau de personnes, sont multiples; s'y intègrent, selon l'endroit, divers autres participants. Je ne parle même pas des innombrables discussions informelles qui arrivent constamment à même la rue.

Cette situation de « réseau tissé serré » facilite la circulation de l'information et la mobilisation d'un bon nombre de personnes dès le départ. Une préoccupation émerge

au sein de la communauté et, puisque n'importe quelle rencontre est un lieu adéquat pour en parler et que tout le monde est présent un peu partout et facilement accessible, la discussion peut rapidement être engagée. Les structures ne viennent pas entraver la discussion. C'est la discussion portée par le désir d'agir qui domine complètement la scène et passe outre les limites que peuvent imposer les structures. En bout de ligne, pour les leaders de la communauté, les résultats sont là; ils sentent qu'ils ne laissent rien passer entre les trous du filet et l'illustrent bien en affirmant avec fierté que les activités offertes par les différents projets sont articulées de façon à ne laisser tomber aucun jeune. À 14 ans, lorsqu'ils sortent de la Marista, les jeunes sont accueillis par le CCEA. Quand il n'y a plus de place dans un projet, les intervenants s'arrangent pour en trouver dans un autre et quand un jeune présente un besoin particulier auquel aucun projet ne répond, ils s'organisent pour en créer un autre. C'est ainsi que le CCEA en est venu à chapeauter plus d'une dizaine de projets et il reste toujours prêt à en monter de nouveaux à la demande de la communauté et à développer de nouveaux partenariats.

5.2.3 Les femmes au premier rang

Nous venons de voir qu'au tout début de l'expérience de mobilisation du Mont Serrat, l'initiative des discussions sur les questions relatives aux enfants ainsi que l'initiative de la création des divers projets et organismes provenaient, conjointement, des résidents du *morro* et du *Padre Vilson*. Or, il s'avère primordial de préciser que ces initiatives émanent principalement des femmes et en particulier dans le cas de la création du CCEA et de la Marista. Nous avons déjà parlé de la force particulière des femmes du Mont Serrat. Toutefois, il est important ici de spécifier qu'elles utilisent cette force non seulement pour passer à travers les dures épreuves de leur propre vie dans le *morro*, mais aussi pour le développement collectif de la communauté :

Q : Et qu'est-ce qui a aidé, qu'est-ce qui a permis de changer les choses, de rassembler les gens ?

R : Les mères. Dans notre communauté, les femmes ont une grande participation. Tandis que les pères s'impliquaient dans le trafic, les femmes combattaient le trafic. Elles ont formé le Centre Culturel où les enfants restent pendant la période après l'école. La nécessité de protéger les enfants a été ressentie (...). (Lucia)

Ainsi, tout le monde s'entend pour dire que ce sont les mères qui ont eu l'initiative de se rassembler pour s'occuper des enfants qui restaient dans la rue vulnérables au trafic de drogue :

Avant, ce n'était pas les Maristas, c'était le Centre Culturel et ce sont les mères... mais je ne sais pas quelles mères, avec le *Padre* Vilson et avec les personnes qui luttent pour la communauté... ce sont les mères, voyant les problèmes des enfants allant dans la drogue, dans ces chemins pas agréables, arrêtant d'étudier, qui ont formé le Centre Culturel (...). (Cristina)

Même au sein du conseil communautaire qui, tel que présenté précédemment, s'occupe principalement des questions d'infrastructure, si quelqu'un y amène le sujet des enfants, ce sont les mères : « Non, au conseil communautaire, ce n'est pas ce qui est le plus discuté... à moins que certaines mères des fois amènent la question (...) » (Lucia). En fait, les femmes sont présentes dans la vie de la communauté depuis ses tous débuts et, en particulier, à partir des années '50, dans la vie ecclésiale et dans les organisations collectives des résidants pour l'amélioration de leurs conditions de vie (Araujo, 2004 : 93). Comme l'explique le *Padre* Vilson : « L'Église du *morro* est une Église féminine et féministe, elle a toujours été portée par les femmes » (*Ibid.* : 123). « Le *morro* féminin » semble une expression utilisée fréquemment lorsqu'on se réfère au Mont Serrat; les femmes sont non seulement présentes, mais prédominantes : elles sont une référence au niveau de la mobilisation dans la communauté (Coppete, 2003 : 56).

Cette situation qui semble particulière au Mont Serrat n'est, en fait, pas si hors du commun. Ces « femmes de courage », comme les appelle Manzini-Covre, font partie

de l'histoire des familles pauvres du Brésil qui, luttant pour leurs enfants, accompagnées par l'Église, s'émancipent et ouvrent même des espaces de lutte collective (*Ibid.* : 58). Un élément qui semble important à retenir, c'est le fait que la motivation de ces femmes provient toujours du désir de protéger leurs enfants. On ne s'éloigne pas beaucoup de la division sexuelle du travail et du rôle traditionnel des femmes en tant que responsables des enfants, ce qui est bien expliqué par Marcos :

Normalement, au Brésil, il y a toujours de ça, la mère est celle qui pleure plus, parce que c'est la mère qui porte l'enfant, qui lui donne le sein, c'est la mère qui ressent plus les douleurs. Le père les ressent aussi, mais c'est toujours la mère qui va demander de l'aide.

Il semblerait toutefois que les choses commencent à changer et que les rôles traditionnels ne soient plus autant la norme qu'ils l'étaient, même dans les familles pauvres du Mont Serrat (*Ibid.* : 57). Il y a des hommes aussi qui s'impliquent maintenant dans les espaces collectifs où on parle des questions des enfants, comme nous l'affirme Marcos lorsqu'il précise qui étaient les instigateurs du CCEA :

Q : C'était plus des femmes ou... ?

R : Non, des familles entières. Ça a commencé avec les femmes parce que normalement, les femmes sont les personnes qui crient plus pour les enfants. L'initiative a commencé à partir d'elles, mais bien sûr que la mobilisation était de toutes les familles de la communauté et ils n'ont pas laissé le trafic s'installer dans la communauté (...).

Selon Lucia, ce ne sont pas que les femmes qui amènent les préoccupations relatives aux enfants au conseil communautaire :

Les hommes aussi. Au début, les femmes avaient beaucoup d'importance et après les hommes se sont joints à cette bataille. Il y avait déjà d'autres hommes qui étaient dans la communauté et qui n'acceptaient pas le trafic de drogues dans la communauté, la destruction de nos enfants et il existait déjà un grand groupe et l'intérêt est allé en grandissant.

Ces femmes pionnières ont donc eu le courage de mettre sur la table une préoccupation qui était déjà latente chez plusieurs au sein de la communauté, hommes et femmes.

Bref, ce sont ces femmes, préoccupées par l'avenir de leurs enfants par rapport à l'attrait du narcotrafic, qui sont au devant de la lutte depuis des années:

Q : Ça fait plusieurs années déjà ?

R : Plusieurs. Des années et des années et des années de travail, aussitôt que le *Padre* Vilson est arrivé dans la communauté, tout ça s'est formé. Il y avait déjà les vieilles guerrières, les vieilles mères guerrières et ça s'est passé de génération en génération et jusqu'à aujourd'hui, notre communauté, chaque jour, va en s'améliorant. (Lucia)

Il est intéressant de constater que cette fougue combative s'est effectivement transmise de génération en génération, tout comme l'histoire de ces femmes « guerrières », et que la propre fille de Lucia, Cristina, utilise la même appellation pour désigner ces femmes : « Les femmes dans notre communauté sont très fortes, très guerrières, très travaillantes (...) ».

5.2.4 De jeunes militants

Un autre aspect particulier de la mobilisation du Mont Serrat, c'est la participation importante des jeunes de la communauté. Au départ, je considérais que les premiers concernés par la problématique de la maltraitance des enfants, ceux qui pouvaient se mobiliser, étaient de facto les parents. Je considérais ainsi les enfants davantage dans une position de victimes; l'idée que ces derniers puissent jouer un rôle dans cette mobilisation n'apparaissait même pas comme possibilité. Aucune question n'était d'ailleurs prévue dans la grille d'entrevue à ce sujet. C'est lors de l'entrevue avec Julia, intervenante au sein de la Marista, que l'importance de la participation des enfants, ici âgés entre 7 et 14 ans, a été mise en lumière. En général, ils sont la source de la demande reprise par les intervenants qui, tel que mentionné précédemment, sont ceux qui invitent les gens à se regrouper et à agir :

Beaucoup de choses sont parties d'ici, y compris des projets des enfants. Les enfants en sont venus à faire une maquette de comment ils voulaient cet espace du réservoir. Ils ont créé ça. Tout ça était un désir qu'ils

avaient et on a apporté ça à un collectif plus grand et là, on amplifie les idées, on regarde les propositions et on fait avancer les choses. (Julia)

Lucia, du conseil communautaire, avait également parlé d'une rencontre entre des jeunes du narcotrafic et le *Padre* Vilson qu'elle avait organisée et au cours de laquelle « ils ont parlé de leurs besoins, de leurs difficultés et des services qu'ils voulaient et des solutions ont été cherchées avec l'aide la communauté ». Or, de telles rencontres sont plutôt rares; c'est généralement à travers les activités de la Marista que les jeunes vont « pousser la discussion », selon l'expression de Cristina. En fait, à la Marista, ils sont impliqués dans l'ensemble des étapes des actions collectives. Souvent ce sont eux, soutenus par les éducateurs, qui mènent les divers projets et qui en viennent à impliquer leurs familles et les autres instances de la communauté. Ce fut le cas, entre autres, dans le projet de développement d'une aire de loisir sur le terrain du réservoir d'eau, dans le projet de fabrication de savon à base d'huile de cuisson recyclée et dans le projet de fabrication de jouets à partir de déchets ménagers. Des réunions sont alors tenues incluant parents, enfants, intervenants et leaders communautaires et selon Julia, dans ces réunions, les enfants n'hésitent pas à prendre leur place. Elle affirme avec fierté : « Tous parlent. Nos adolescents ici, ils ont cette caractéristique d'être très participatifs ».

Plusieurs d'entre eux ont développé un bon esprit critique et une grande capacité revendicatrice. Ils n'ont pas peur de s'affirmer s'ils jugent être témoin d'injustice, en particulier lorsque celle-ci touche leurs collègues plus jeunes. L'intervenante de la Marista raconte, sourire aux lèvres, comment le groupe des plus vieux s'est indigné un jour où, une éducatrice absente, elle a dû renvoyer un groupe de plus jeunes à la maison. En plein milieu d'avant-midi, les plus vieux ont demandé une réunion avec la coordination. Leur critique était d'avoir renvoyé les plus jeunes alors qu'il pouvait « leur arriver plein de choses dans la rue ». Ils avaient une alternative en vue et depuis ce temps, il fut accordé que ce serait les plus vieux qui seraient renvoyés dans

un tel cas. Au sein même du groupe des enfants, il y a donc ce sentiment de protection, généralement envers les plus jeunes, qui les pousse à agir collectivement :

Ils ont un sentiment de protection très grand cette petite gang ici. Ils ont leurs difficultés, comme n'importe quel enfant. Des fois, il y a des situations pas faciles, mais en général, ce sont des enfants très participatifs. Ils revendiquent déjà beaucoup de choses. Beaucoup de choses qu'on a dans l'institution aujourd'hui, c'est grâce à leur regard.
(Julia)

L'intervenante de la Marista m'a, par la suite, suggéré de faire une entrevue avec une de leurs adolescentes très impliquées, idée qui parut intéressante pour l'enrichissement de ma recherche. C'est d'ailleurs lors de cette seconde entrevue que l'importance de la participation des jeunes est vraiment ressortie. Ces adolescentes participent, entre autres, à la Conférence des droits des enfants et au Forum national de l'enfant et de l'adolescent. Après avoir participé au FMMC, avec plusieurs autres de leurs collègues, elles ont également décidé de travailler à la création d'un forum spécialement pour les adolescents du Maciço do Morro da Cruz. Cristina, l'adolescente interviewée dénonce avec ferveur le manque de lieux publics pour les jeunes en général au Brésil et le fait que, souvent, ceux-ci ne sont pas écoutés :

Mon objectif avec les adolescents est de faire des jeunes les protagonistes de leur propre histoire. Comme par exemple dans ta propre communauté, il y a quelque chose dont tu crois qu'il faut parler, tu vas là et tu parles. Les jeunes, quand ils ont la parole, quand ils ont l'espace, ils obtiennent beaucoup de choses, parce que quand tu parles d'une façon correcte, avec éducation, tu obtiens pas mal de choses, parce que les gens commencent à avoir confiance en toi. Tu commences à éveiller l'intérêt chez ces personnes à en connaître un peu plus de toi.

Selon elle, par contre, aujourd'hui, il y a, au sein de la Marista, une diminution des actions collectives et la participation des jeunes dans la communauté se fait moins forte. Elle sent que les jeunes ont perdu de leur pouvoir à cause de leur manque de sérieux. Elle parle avec nostalgie de l'époque où ses amis, les plus vieux qui sont maintenant partis, étaient présents et qu'il y avait de bonnes discussions sur les problèmes des projets, de la communauté et des jeunes. Ils agissaient en écrivant des

lettres, en faisant du rap. Elle raconte une histoire qui montre bien qu'il n'y a pas si longtemps, les jeunes étaient assez confiants de leur pouvoir :

Il y a trois ans, on avait fait un dessin sur le mur de la salle d'arts, qui était sur les Noirs, je crois que ce fut le dessin le plus intéressant qu'on ait fait. L'an dernier, un nouveau coordonnateur est arrivé et il voulait l'enlever, alors que ça faisait partie de notre histoire. On a dit que s'il l'enlevait, on se révolterait et on s'est mobilisé pour ça, on a écrit des lettres, on a parlé sur ça, mais il l'a enlevé. Ce fut tout un processus, une chose vraiment plate. Il a coupé certains jeux qu'on aimait le plus, ce genre de choses. Alors, on est allé le voir et on a dit qu'on n'aimait pas ça, mais il était très têtu. Les Maristas s'en sont aperçus ça et il a été mis à la porte, mais s'il était resté, il allait foutre en l'air notre projet.

Elle me confirme qu'à cette époque, c'était généralement les jeunes qui mettaient sur la table les thèmes de discussion au sein de la Marista. Alors que je la questionne sur les personnes à l'origine des discussions, elle me répond :

C'était nous les jeunes. On voyait notre besoin de parler un peu de notre situation, on voyait ce besoin de ventiler un peu, de ne plus supporter de voir ce qu'on voyait dans notre communauté avec les enfants, avec les adolescents, nos amis et on poussait, dans les cercles de discussion, un débat, souvent le débat pour l'amélioration des Maristas, parce qu'il y avait certains problèmes et on sentait ce besoin d'exprimer nos opinions et là, on commençait à ce moment-là par les Maristas, on ouvrait, on ouvrait et là c'est autour de la communauté en entier.

On peut percevoir, à travers son discours, la tristesse et l'indignation des jeunes face à leur réalité et celle de leurs amis, ce qui, tout comme les leaders communautaires, les pousse vers l'action. Elle-même affirme que les adolescents deviennent très « révoltés » face à certaines situations, par exemple, le manque d'écoute envers eux, le narcotrafic et l'augmentation des coûts du transport en commun, et qu'ils participent à diverses protestations :

Il y a plusieurs façons d'exposer ce qu'on veut et on le fait pour l'amélioration de la ville, de l'État, parce que l'augmentation des tarifs d'autobus, ce ne sera pas juste pour nous, ça va être pour le travailleur qui travaille beaucoup parce que son petit salaire à la fin du mois est difficile à obtenir.

Leur volonté d'agir part donc de leur propre sentiment d'injustice, mais celui-ci est loin d'être égocentrique. Les jeunes semblent avoir une vision assez globale des

problèmes qui les touchent et c'est pourquoi ils voient que leurs luttes s'inscrivent dans la recherche du bien commun. Selon cette adolescente, c'est d'ailleurs dans cette recherche du bien de tous que se trouvent, à la fois, la motivation des jeunes de se mobiliser et l'importance de la lutte : « (...) ça va réveiller leur intérêt, de voir que c'est important parce que ça ne les concerne pas juste eux, mais la communauté, tout le monde (...) ». Ainsi, l'implication de ces jeunes se fait ressentir non seulement à l'intérieur de la Marista et au niveau de son fonctionnement, de ses projets, mais à la grandeur de la communauté.

Suite à ces deux entrevues, il est alors apparu clairement que d'autres jeunes, âgés quant à eux d'une vingtaine d'années, avaient une participation importante au sein de la communauté. Marcos avait déjà raconté qu'il avait lui-même bénéficié des projets du CCEA et qu'aujourd'hui, afin de redonner à la communauté, il s'y impliquait, au début, bénévolement et maintenant, en tant qu'employé. À travers l'entrevue réalisée avec lui, il devient évident qu'il ne représente pas l'exception à la règle, mais plutôt une pratique régulière du Centre, une pratique que Araujo avait lui aussi notée : « Le résultat de ça (projet du CCEA) fut la formation de nombreux jeunes qui aujourd'hui fréquentent l'université et qui revinrent pour développer des travaux dans le *morro* comme façon de rendre à la communauté son investissement » (2004 : 116). Toutefois, selon Marcos, pour plusieurs de ces jeunes, leur implication va beaucoup plus loin qu'un simple travail de session :

Dans le Centre Culturel aujourd'hui, l'équipe se compose de 150 personnes, des travailleurs, plus des stagiaires. Ce sont beaucoup des professionnels. Plus de la moitié est composée de personnes qui sont venues de la base du Centre Culturel, certains spécialement de la communauté et d'autres, des communautés du Maciço do Morro da Cruz. Alors, ce sont des personnes qui ont participé au projet quand il a commencé et ils ont obtenu à travers le Centre, des bourses d'étude. Aujourd'hui, ce sont des comptables formés, il y a des avocats, il y a des psychologues, il y a des médecins, qui ne travaillent pas pour le Centre, mais qui ont réussi grâce au Centre Culturel à finir leurs études. Moi aussi, je suis un de ces bénéficiaires.

Ce souci d'embaucher des gens et, en particulier, des jeunes provenant de la communauté est aussi ce qui donne du sens à ce que le Centre prône. De cette façon, ces jeunes démontrent concrètement aux autres que des chemins alternatifs au narcotrafic sont possibles, qu'il est possible de terminer ses études et de se trouver un emploi, un emploi enrichissant au niveau personnel en plus, car ils contribuent au développement de leur communauté.

En fait, l'implication de ces jeunes va bien au-delà de ce qu'on s'attend habituellement d'un employé. Ils deviennent des leaders communautaires, ce qui assure une base militante; les premiers concernés restent ainsi au cœur des actions, comme le laisse entendre Marcos :

Aujourd'hui, les personnes qui travaillent dans la création des projets sont les personnes qui coordonnent. Par exemple, Djavan, Elton, ce sont des personnes qui sont nées dans la communauté. Ils sont déjà passés par certains problèmes... de discipline. Ils ont eu des problèmes juridiques et aujourd'hui, ils sont éducateurs. Alors, des fois, ce sont eux les miroirs, ce sont eux les personnes de qui ont cherché à savoir. Ils sont là-dedans à 100%, alors ils savent. C'est pour ça que c'est bon que le Centre Culturel travaille avec les personnes qui sont déjà de la communauté, pour travailler l'*empowerment* des personnes de la communauté.

La proximité de leur vécu avec celui des jeunes participants aux projets fait que ces éducateurs ne se retrouvent pas avec un statut d'expert qui les éloigne de la base, ils occupent beaucoup plus un rôle de participants-leaders, en tant que personnes provenant de la base qui ont vécu une certaine émancipation et qui deviennent porte-parole et source de motivation pour les autres.

5.2.5 Pas tous les parents participent

Qu'en est-il finalement de la participation générale des parents, cette participation qui faisait l'objet de mon intérêt de départ ? Comme nous l'avons vu, l'initiative de la création du CCEA et de la Marista provient des mères. De plus, de nombreux leaders

communautaires sont eux-mêmes parents, grands-parents ou parents « adoptifs », si on considère la conception large de la famille dans cette communauté. Malgré tout, il semble que l'expérience du Mont Serrat ne fasse pas exception; selon plusieurs informateurs, la participation élargie des parents demeure un défi de taille. De plus, le rôle et la place qu'ils occupent varie considérablement selon les organismes.

L'initiative des parents consiste souvent à faire appel aux intervenants ou aux leaders communautaires par rapport à des problèmes vécus par eux ou par leurs enfants. Ce fut, entre autres, le cas pour la violence policière qui fut rapporté auprès des intervenants de la Marista et discuté au sein de la commission des parents. Selon Lucia, ce sont généralement les parents qui amènent la préoccupation des enfants au sein du conseil communautaire :

R : Généralement, il y a toujours des personnes qui observent la manière dont les enfants agissent. Ils amènent ça au conseil. Ils communiquent ça et les gens sont invités à participer à la réunion du conseil.

Q : Ce sont les parents eux-mêmes ?

R : Ce sont les parents, oui. Généralement, ce sont les parents qui luttent pour les enfants, parce que selon notre façon de faire, je ne prends pas soin uniquement de mes enfants, je prends soin de tous les enfants. [...]

Toutefois, ces premières approches des parents ne débouchent pas nécessairement sur une grande implication de leur part dans les autres étapes du processus d'action collective. Généralement, ils s'adressent aux leaders ou aux intervenants personnellement, plutôt qu'aux groupes, et cela est fait dans l'optique de venir chercher une aide individuelle. Le discours de Paulo laisse transparaître que souvent les leaders communautaires prennent en charge ces « demandes » d'une façon assez indépendante des autres parents ou résidents :

Alors, ils venaient me chercher pour savoir quels moyens prendre pour éloigner leur fils de ce chemin (le trafic de drogues), alors qu'est-ce qui arrivait ? On (les officiers) était dans le conseil, on se réunissait et on disait plus ou moins comment faire, mais comme on avait ce projet du (Forum du) Maciço do Morro da Cruz et qu'on avait l'objectif d'améliorer la sécurité, on amenait le sujet et on allait voir comment...

On a demandé plusieurs audiences avec le secrétariat de la sécurité, c'est là qu'on a demandé la police communautaire (...).

Peu après, il poursuit sur les demandes des parents et sa réponse face à celle-ci:

Oui, ils amenaient le sujet. Par exemple, il y en a plusieurs qui arrivent vers moi et me disent : "Comment ça se fait que les choses vont mal comme ça ? Regarde là la drogue, comment est-ce que tu vas faire ?". Participe à la réunion, amène le sujet là, on va voir, on va discuter dans nos réunions et amener le sujet à un plus grand groupe. Alors, c'était comme ça qu'on faisait.

D'un côté, il semble que les parents eux-mêmes s'attendent à ce que les leaders fournissent la solution au problème et de l'autre, malgré l'invitation qu'ils transmettent aux parents à participer aux rencontres, il semble que les leaders, eux aussi, s'accommodent bien de ce rôle d'expert et de porte-parole de la communauté face aux autres leaders du FMMC et face au pouvoir public.

Selon Lucia, particulièrement optimiste, le groupe de personnes impliquées dans la lutte est croissant; toutefois, selon la majorité des informateurs, les parents, autres que les leaders, sont pratiquement absents du CCEA, du conseil communautaire et encore plus du FMMC. Tessaro confirme que la distance avec la base est un problème que les membres du forum ont souvent remis sur la table; tout comme le conseil communautaire qui y siège, le forum vit des problèmes de manque de participation, de difficulté de recrutement et de concentration des responsabilités entre les mains des coordonnateurs ou présidents (2005 : 26). Pour ce qui est du conseil communautaire, tel que souligné précédemment, ce ne sont généralement que les officiers qui s'y présentent, lorsqu'eux-mêmes ne manquent pas à l'appel :

R : Combien viennent ? Ce sont les membres, le secrétaire, le vice-président, le trésorier, sauf qu'il y a des jours où je viens, ni les gens du conseil apparaissent, alors je reste là à écouter la radio, à écouter l'Heure du Brésil.

Q : Et des fois, un résidant par là qui a un pro...

R : Les résidants, ils viennent juste quand ils en ont besoin, on leur dit : "Va là au conseil", alors ils viennent, parce que sinon... Regarde le problème d'autobus, c'est un problème qui cause un énorme chaos. Ils viennent là à ma porte, mais ils ne vont pas en bas au DETER pour se plaindre. Ils ne vont pas non plus à la réunion du conseil.

Q : Mais ils vont parler avec toi ?

R : Pour parler avec moi ou avec un autre du conseil, ils savent parler!
(Paulo)

Cette dernière remarque renforce bien l'idée que le rôle principal des parents ou résidants consiste vraiment à rapporter les problèmes vécus par eux ou par leurs enfants aux leaders ou aux intervenants. Dans le cas du CCEA, les intervenants rencontreront les parents surtout individuellement ou ponctuellement en groupe, souvent dans le but de faire du suivi avec eux sur l'évolution des jeunes, de les accompagner dans une démarche particulière ou lors d'événements spéciaux, ce qui ne représente pas des contextes d'action collective.

En ce qui concerne la Marista, on peut dire qu'elle fait davantage d'efforts de mobilisation avec la mise sur pied de la commission des parents qui amènera l'implication des parents un peu plus loin. Les parents vont y approfondir des discussions, dont les sujets sont généralement amenés par les intervenants, inspirés de la réalité qu'ils ont observée à travers les enfants ou de discussions de façon informelle avec les parents. Ils vont aussi proposer des idées de projets et d'activités ainsi qu'aider à leur planification. Malgré tout, leur présence reste restreinte :

Il y a une participation active, mais ce sont peu de personnes qui participent. Ne pense pas que cet univers de personnes est très grand, non. Dans la commission des parents, ils sont 10 personnes, la majorité des femmes. Il y a aussi de ça : la femme est toujours beaucoup au devant dans ces processus de discussion. Il y a seulement un homme dans la commission, le reste, ce sont toutes des femmes. (Julia)

10 à 12 personnes, ce semble être la moyenne. Dans le groupe qui discutait des questions de genre, la situation était similaire : « Un groupe de 12 personnes, 10 personnes. Ce n'était pas la totalité, on ne réussit pas à rassembler la totalité des familles. Alors, c'est comme ça, ce sont de petits groupes de travail » (Julia). En fait, la participation est fluctuante : « Comme dans n'importe quel endroit, on fait une réunion de parents, aujourd'hui, il y en a 20, la prochaine, si certains sujets n'ont pas trop plu, il y en a 10 et si ça a beaucoup plu, il vient plus de personnes, va savoir... ». Une chose ne varie pas par contre, ce sont surtout les mères qui participent. Maria

m'explique qu'elle a participé à la commission des parents, mais que maintenant, c'est son mari qui y va parce qu'elle ne peut plus à cause de son horaire de travail. L'homme présent dans ce genre de rencontres est donc souvent en « remplacement » de la femme, à qui revient encore la responsabilité des « affaires » concernant les enfants. En contre partie, il est fréquent que les grands-parents participent puisqu'ils se retrouvent souvent à la tête de leur famille et/ou en charge de leurs petits-enfants, les parents étant carrément absents ou trop pris par leur travail.

La perception de certains informateurs est encore plus négative quant à la proportion de parents qui passent à l'action, soit en participant aux rencontres ou en dénonçant les problèmes, lorsque l'on parle précisément de la lutte au narcotrafic. Pour Maria, qui est elle-même beaucoup moins impliquée que les autres, les actions entreprises pour contrer le narcotrafic ne sont même pas d'ordre collectif. À ce niveau, elle ne perçoit que l'implication du *Padre* :

Q : Et tu crois que cette question des drogues est devenue importante pour le groupe de parents ?

R : Elle est importante, mais on ne voit pas l'action.

Q : Tu ne vois pas l'action ?

R : Non.

Q : Il n'y a jamais eu de mobilisation, une action collective pour affronter ça ?

R : Non. La personne qui affronte ça, comme ça, dans l'action, dans la pratique, c'est le *Padre*, pendant la messe. Il conseille pas mal. Il encourage les gens à participer au projet, à participer à la messe, à enlever leurs enfants de la rue. Il fait un travail qui, je crois, aujourd'hui, a enlevé le plus d'enfants de ce chemin, mais tout ça à travers le *Padre*. C'est ce que je vois.

Dans le même sens, Marcos affirme que s'il y a des enfants qui aujourd'hui ne sont plus dans le trafic, ce n'est pas grâce aux actions de leurs parents. Selon certains informateurs, bien que leur préoccupation envers leurs enfants et le narcotrafic soit tangible, la majorité des parents « ne sort pas pour dénoncer le problème » et n'en parle pas ouvertement en public. Julia affirme : « Il n'y a pas de débat sur ça, mais la préoccupation existe dans la mesure où ils veulent que les enfants soient insérés dans

les projets (...) ». Bref, c'est loin d'être l'ensemble des parents qui est impliqué dans la lutte au narcotrafic, mais il faut dire aussi que cela n'est pas non plus le focus central des deux organismes créés pour contrer ce fléau; c'est plutôt l'ensemble des jeunes qu'on tente de rejoindre par les projets du CCEA et de la Marista.

Si on considère l'ensemble des propos des informateurs, on peut tout de même affirmer que, bien que celle-ci soit limitée, il existe une certaine participation de la part d'un certain nombre de parents, que ce soit dans la commission de parents ou occasionnellement dans les autres organismes. Bien qu'il n'y ait pas de différence entre le niveau d'implication des parents biologiques et celui des parents « adoptifs », selon les informateurs, les parents qui participent aux rencontres partagent certaines caractéristiques particulières. Tout d'abord, deux informatrices ont spécifié que ce sont des parents qui ne sont pas impliqués dans le narcotrafic :

Les gens qui participent le plus ou qui participent réellement, ce sont des mères qui n'ont rien à voir avec (le narcotrafic), qui n'y sont pas impliquées. (Maria)

La préoccupation a commencé chez les autres parents, parce que la grande majorité ne s'est pas impliquée dans le trafic parce qu'ils avaient déjà leurs emplois. (Lucia)

De façon très pragmatique, il apparaît évident pour ces leaders que ce ne sont pas les parents impliqués eux-mêmes dans le narcotrafic, bénéficiant de ses avantages financiers, qui vont se mobiliser pour empêcher que leurs enfants y soient eux aussi impliqués. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils ont des préjugés envers ces personnes, plusieurs ayant démontré une certaine compréhension des causes structurelles de ce phénomène, mais il reste qu'une distinction est clairement faite entre les parents impliqués et non impliqués dans le narcotrafic.

Pour sa part, Paulo qualifie les parents participants comme étant des parents plus responsables :

Parce que celles qui vont toujours dans les réunions de parents, on le sait, ce sont celles qui sont sévères envers elles-mêmes. Celles-là participent à la réunion. Les parents ce sont ceux qui sont responsables et c'est aussi quelque chose de minime. Alors c'est ça que je vois. Ça, il y a 20 ans, j'analysais déjà ça.

Paulo a en général une opinion beaucoup plus critique envers les parents et ses commentaires laissent entrevoir que les jugements de valeur ne sont pas complètement inexistantes chez certains informateurs. Son discours se situe beaucoup dans une analyse moralisatrice et normative qui tend à créer des catégories de bons et de mauvais parents. Je ne peux pas dire que cette tendance soit complètement absente chez les autres informateurs, mais, en général, ce type de jugement est exprimé beaucoup moins ouvertement. La plupart va simplement souligner que certains parents sont plus motivés à se présenter aux rencontres et/ou à discuter des problèmes de la communauté. Ces gens composent donc cette petite bande de militants fidèles et tenaces qui permettent la poursuite de la lutte collective :

On essaie, depuis 2006, dans cette communauté. On y va, ça ne marche pas, ça recule, avance et recule, mais sans abandonner. Nous avons des fidèles écuyers qui sont avec nous depuis le début et qui n'ont pas laissé tomber la communauté, la famille. Ces personnes nous accompagnent et elles n'ont pas abandonné non plus. (Julia)

Selon l'observation de Julia, cette clique de parents qui participent serait en fait constituée de gens plus conscientisés :

Ce sont des personnes qui ont une connaissance politique plus grande. On sait que plusieurs personnes participent dans un certain intérêt spécifique : "Je suis affectée par ça, alors je participe", mais celles-là, non. Ce sont des personnes qui sont déjà dans la communauté et elles ont une maturité politique. Elles sont là pour le bien commun, réellement pour la croissance de la communauté, des enfants comme un tout, pas juste pour leurs fils. Elles comprennent que si la communauté n'est pas tranquille, leur famille va être affectée aussi.

En effet, souvent les parents sont motivés à participer lorsqu'ils se voient confrontés à un problème concret, dans leur propre vie ou dans celle de leurs enfants et des fois, ces personnes qui ont été personnellement aidées, dans un esprit de redevance et/ou de solidarité, en viennent à participer de façon régulière aux réunions et deviennent

des agents mobilisateurs qui invitent les autres à participer afin qu'ils puissent aussi solutionner leurs problèmes. Leur objectif est donc de contribuer à quelque chose dont ils bénéficient directement ou tout simplement de se garder informés, comme l'explique Maria : « D'aider, n'est-ce pas, l'objectif est de contribuer, de savoir ce qui arrive. Moi, quand j'y vais, je veux savoir ce qui arrive, en quoi je peux aider ». Toutefois, ce qui est intéressant de constater dans l'extrait précédent, c'est que, possédant une compréhension plus grande des phénomènes sociaux, la recherche du bien commun représente pour certains l'objectif central de la participation et qu'ainsi, comme l'a souligné Lucia, même des résidants sans enfants peuvent en venir à se mobiliser pour le bien-être de l'ensemble des enfants de la communauté.

5.2.6 L'importance du partenariat

S'ils étaient plutôt seuls dans les débuts de leur mobilisation, les gens du Mont Serrat ont rapidement compris l'importance de s'entourer de partenaires. Aujourd'hui, on peut affirmer que le travail en partenariat fait carrément partie de la culture de mobilisation de cette communauté. Non seulement, les coordonnateurs/présidents du conseil communautaire, du CCEA et de la Marista organisent régulièrement des rencontres entre eux « pour penser les choses de la communauté », mais ils vont aussi chercher la collaboration du réseau local : l'école, l'école de samba, l'agence de santé, etc. De plus, ils comptent bon nombre de partenaires provenant de l'extérieur de la communauté : les pompiers, l'UFSC, l'Université de l'État de Santa Catarina, des universités privées, d'autres ONGs présidées par le *Padre* Vilson et divers regroupements tels que le Conseil national des droits de l'enfant et de l'adolescent et le Forum national des droits de l'enfant. À un certain moment, à travers le FMMC, ils ont même reçu l'aide d'un haut fonctionnaire en charge de la défense des droits des enfants et des adolescents qui a prêté main forte à la coordination.

Tel que souligné précédemment, les leaders et coordonnateurs sont toujours à l'affût de nouveaux partenariats. J'ai moi-même été témoin de l'émergence d'un nouveau partenariat entre le CCEA et des couturières de la communauté. Celles-ci ont d'abord exposé leurs créations lors de la « Journée de la Conscience Noire » (Dia da Consciência Negra) organisée par le CCEA qui les a remarquées et qui a immédiatement perçu toutes les possibilités de collaboration : création d'une coopérative, stages pour les jeunes, projets de financement, etc. Déjà, quelques mois plus tard, le CCEA avait fait appel à elles pour la création de leur t-shirt de carnaval « hommage au CCEA », qu'il vendait et que tout le monde a porté fièrement. Ce désir de toujours mettre les gens en lien et cette façon de percevoir avec enthousiasme chaque possibilité d'action commune sont impressionnants.

Il faut dire que ces partenariats représentent en quelque sorte une passerelle qui permet à la communauté de s'ouvrir et de se connecter au monde extérieur. Par exemple, tel que le fait remarquer Araujo, ce sont les activités sportives organisées dans d'autres espaces de la ville qui ont amené peu à peu les jeunes de la communauté à s'ouvrir, à sortir du *morro* (Araujo, 2004 : 116). En effet, on peut facilement s'imaginer qu'avec si peu de conditions (argent, vêtements, transport, etc.) pour aller dans le monde de l'asphalte, monde pas très accueillant et qui les stigmatise en partant, bon nombre de jeunes n'avaient jamais vraiment eu d'occasion de sortir du *morro* et de connaître une autre réalité. La richesse de son partenariat est, sans contredit, ce qui donne à la communauté du Mont Serrat autant de force, non seulement face au pouvoir public, mais aussi face à elle-même. Tous ces regards extérieurs lui renvoient une image d'elle-même positive (enfin!), lui permettant d'entrevoir effectivement de nouvelles alternatives de vie, et cela encourage évidemment ses résidents à poursuivre leur lutte.

5.3 Conclusion : Les premiers concernés au cœur de la mobilisation ?

Dans l'expérience du Mont Serrat, il est clair que la question des enfants est devenue un enjeu collectif au moment où le problème a atteint une intensité considérable et a représenté une préoccupation commune pour un nombre important de personnes. Partageant ainsi des objectifs de changement concrets, ces personnes se sont unies dans le but précis de passer à l'action afin de protéger les enfants qui, incarnant l'espoir d'un meilleur avenir, détenaient déjà une certaine importance au sein de la communauté. Il ne faut pas oublier non plus l'influence de la présence et du leadership du *Padre* Vilson. Mais en fin de compte, qu'en est-il des premiers concernés ? Peut-on réellement affirmer qu'ils sont au cœur de cette mobilisation ? En fait, il n'est pas simple ici de définir qui sont les premiers concernés. On pense tout d'abord aux parents, mais nous avons vu que les jeunes eux-mêmes se mobilisent pour protéger leurs pairs. De plus, avec leur définition élargie de la famille, il n'est pas simple de délimiter qui peut être considéré comme parent. Comme nous l'avons vu, les leaders et les intervenants prennent beaucoup de responsabilités envers les enfants de la communauté et peuvent même parfois assumer un rôle de parent : « Ils jouent ce rôle de parents dans leur vie, de les orienter, de leur montrer le meilleur chemin, de travailler leur culture pour les resocialiser, les réinsérer dans la société (...), de leur donner de l'affection » (Marcos). Coppete faisait également remarquer que, pour les enfants, la Marista devient comme une maison où les éducateurs, leur démontrant attention et affection, sont comme des parents pour eux (2003 : 98).

Alors, si on récapitule, nous avons des jeunes très impliqués, des mères qui sont à l'origine du CCEA et de la Marista, des leaders communautaires et des intervenants qui peuvent être, à la fois, parents biologiques et parents « adoptifs » ainsi que des parents qui, bien que leur implication soit limitée, jouent tout de même un rôle important en faisant appel aux leaders et en mettant sur la table les problèmes vécus par leurs enfants. Il est vrai que l'action repose surtout sur les épaules d'un noyau

restreint de personnes, mais dans un contexte comme celui du Mont Serrat où le statut des intervenants et des leaders n'est pas très différencié de celui des parents ou des jeunes en général, on est loin de la situation où une clique d'experts décide et parle au nom de bénéficiaires passifs, selon un mode d'éducation « bancaire » comme le dirait Freire. Ce sont principalement des gens de la communauté, en général, tous concernés par la problématique des jeunes, qui détiennent le rôle central. Il est donc possible d'affirmer que les premiers concernés sont au cœur de cette mobilisation. Analysons maintenant un peu plus en profondeur les conditions du parler et de l'agir ensemble, une fois les différentes instances créées, afin de faire ressortir les éléments qui favorisent et freinent la participation des premiers concernés, bref, l'action collective au sein de la communauté.

CHAPITRE VI

CE QUI FAVORISE ET FREINE LE PARLER ET L'AGIR ENSEMBLE

L'objectif de cette recherche étant d'essayer de comprendre comment une communauté se mobilise pour le bien-être de ses enfants, l'intérêt principal pour le travail social dans l'exploration de l'expérience du Mont Serrat est d'identifier les éléments qui ont favorisé et nui à la participation des premiers concernés afin d'essayer éventuellement d'en susciter, ou non, l'apparition dans d'autres circonstances. Le présent chapitre est donc, en quelque sorte, l'aboutissement de cette exploration. Puisque le contexte présente en lui-même des éléments incitatifs et des obstacles à la mobilisation, certains ont déjà été mentionnés dans les chapitres précédents. Nous avons vu, entre autres, comment la culture de solidarité présente dans la communauté, l'importance accordée aux enfants ainsi que la présence du *Padre* Vilson ont permis l'émergence d'une action collective pour le mieux-être des enfants. Je vais maintenant tenter de compléter le portrait des éléments qui favorisent et freinent le parler et l'agir ensemble en observant d'un peu plus près le contexte actuel, contexte dessiné suite à la mise sur pied des divers organismes pour lutter contre le narcotrafic. Pour ce faire, je partirai, encore une fois, de la perception des personnes interviewées, perception que je compléterai ou nuancerai à l'occasion par mes propres observations et interprétations. J'explorerai tout d'abord les éléments favorisant le parler et l'agir ensemble, partie sur laquelle j'ai souhaité mettre l'emphasis, pour finalement faire le point plus brièvement sur les différents freins à la mobilisation qui sont apparus au cours des entrevues et de mes observations.

Dans ce chapitre, le focus est mis en grande partie sur les relations entre les différents acteurs de la mobilisation, ce qui constitue un élément central influençant le parler et l'agir ensemble. Avant d'amorcer cette analyse, il est essentiel de distinguer deux catégories d'acteurs. D'un côté, il y a les leaders/intervenants, qui constituent le noyau de personnes impliquées très activement dans les diverses instances, qu'ils y soient en tant qu'employés ou bénévoles, et qui détiennent le mandat de mobilisation et souvent celui de représentation extérieure. D'un autre côté, il y a l'ensemble des parents/résidants²⁸ et des jeunes qui fréquentent, de près ou de loin, les divers organismes et que les leaders/intervenants souhaitent mobiliser. Maria, qui n'a participé qu'occasionnellement à la commission des parents de la Marista, se retrouve dans cette deuxième catégorie. Les autres personnes interviewées, bien qu'elles soient toutes aussi des résidants, des parents et/ou des jeunes, sauf Julia qui est une intervenante provenant de l'extérieur, font partie de la première catégorie.

6.1 Les éléments favorisant le parler et l'agir ensemble

Freire et Arendt identifient de nombreux éléments essentiels au parler et à l'agir ensemble. Plusieurs sont présents dans l'expérience de la communauté du Mont Serrat et contribuent à la réussite de sa mobilisation. L'établissement de rapports égalitaires et le respect des différences seront abordés en premier lieu. J'analyserai ensuite comment les caractéristiques des équipes de travail, la perception des leaders/intervenants quant à la place occupée par les parents/résidants et les jeunes ainsi que le rôle des leaders/intervenants permettent la mise en place de conditions favorables à la participation des gens de la communauté. J'aborderai finalement

²⁸ J'utilise parfois le terme de parent et, d'autres fois, le terme de résidant car les organismes ne visent pas le même groupe de personnes. Le CCEA et la Marista, travaillant principalement auprès des jeunes, visent plus précisément les parents, alors que le conseil communautaire et le FMMC visent l'ensemble des résidants.

l'impact de l'approche et des stratégies d'intervention choisies, ce qui m'amènera à parler des motivations personnelles qui incitent les informateurs à se mobiliser.

6.1.1 L'égalité dans la différence

Selon Arendt, la condition humaine de pluralité, qui a le double caractère d'égalité et de distinction, est fondamentale à l'exercice du politique. Freire, pour sa part, met fin à la hiérarchisation entre éducateurs et élèves et dénonce les pièges de la pensée unique. Geertz, poussant encore plus loin l'idée, bannit tout jugement quant à la valeur du savoir des gens, toute grande « vérité », en démontrant que ce savoir est relatif à chacun et à chaque contexte. Pour les informateurs du Mont Serrat également, les valeurs d'égalité et de respect de la différence sont non seulement perçues comme étant primordiales, mais aussi indissociables.

Tout d'abord, les informateurs qualifient les relations existantes au sein des lieux de participation en termes d'égalité. Plusieurs ne perçoivent aucune hiérarchisation entre les gens, ni même entre les leaders/intervenants, les parents/résidants et les jeunes; c'est également le point de vue de Julia, même si elle ne provient pas de la communauté et y est venue en tant qu'intervenante :

L'animatrice est un peu plus au-devant du groupe, mais les rôles de tous finissent par se fondre. Il y a un respect très grand pour le lieu que chacun occupe dans cet espace, il y a un respect pour l'adolescent qui vient représenter son collectif, il y a un respect pour les familles, pour le conseil communautaire, alors personne n'a un rôle spécifique, tous débattent de façon égalitaire. Tout le monde peut amener une question, une demande, les discussions sont ouvertes, coordonnées, bien sûr, mais ouvertes.

Un peu plus loin, elle ajoute :

On sait que c'est un processus, on est en développement, mais ils ont la parole et plusieurs parlent, pas besoin de les questionner pour savoir ce qu'ils pensent, plusieurs parlent déjà spontanément, ils sont tous respectés de façon égale, tous ont droit de parole, il n'y a pas de disparité très grande, non.

Le rapprochement qu'elle fait entre la prise de parole et les rapports égalitaires confirme l'idée que ceux-ci favorisent le parler ensemble. Allant dans le même sens, Paulo déclare : « Pour nous, c'est tout la même chose, il n'y a pas cette affaire-là de "je suis le leader", non, non, rien de ça ». Il raconte que « lorsqu'une personne arrive, on lui fait tout un accueil, elle est un citoyen comme nous, elle peut donner son opinion, ses idées ». Pour lui, l'égalité réside dans le fait que les résidants ont tous le même droit de parole, de vote et d'exiger des choses du pouvoir public.

Selon Lucia, même la hiérarchisation qu'il peut parfois y avoir entre les Blancs et les Noirs dans la communauté ne se fait pas ressentir au sein du conseil communautaire. À son avis, même les représentants du pouvoir public traitent les résidants du Mont Serrat comme des égaux :

Comme notre communauté a un groupe de leaders très fort, en général, elle a déjà gagné leur respect. Ils savent que la chose est sérieuse, ils savent qu'on ne va pas là pour jouer et que tout est fait avec effort. Même si au début, ils peuvent rester (avec leurs préjugés), ils ne nous le montrent pas parce qu'aujourd'hui, ils savent qu'on comprend ce qu'est le racisme, on comprend plusieurs choses et il leur a déjà été prouvé que ça ne leur sert à rien de venir avec leur démagogie parce que ça va être débattu d'égal à égal. Grâce à Dieu, aujourd'hui, dans notre communauté, il y a des personnes qui se développent par les études et qui reviennent pour l'orienter. Aujourd'hui, on a de quoi se défendre.

Cette égalité dont elle parle est donc le fruit de tout un processus de lutte des Noirs dans lequel la scolarisation joue un rôle central. Le niveau de scolarisation étant encore nommé comme un facteur de crédibilité, on peut croire que mettre de l'avant ou tout simplement donner le même statut à la parole des personnes moins scolarisées demeure un défi. Or, ce point de vue n'est développé par aucun des informateurs.

Seule Cristina, la jeune leader, amène quelques nuances dans ce portrait un peu trop parfait quant à l'égalité des relations entre les gens dans le parler et l'agir ensemble. Il semble que la différence d'âge cause parfois des disparités. Elle avoue être personnellement incommodée par l'immaturité de ses pairs plus jeunes de la Marista

qu'elle se permet de considérer avec un soupçon de supériorité. En contre partie, elle sait qu'elle-même est parfois perçue de façon négative à cause de son implication dans divers organismes, à cause de son envie de discuter de thèmes plus sérieux tels que les droits des enfants et des adolescents. De plus, elle laisse sous-entendre qu'être traité en égal n'est pas toujours chose acquise pour les jeunes lorsqu'ils se retrouvent dans un contexte réunissant adultes et jeunes. Certaines personnes plus âgées seraient plus difficiles à convaincre, un peu moins ouvertes, lorsque les demandes viennent des jeunes. Julia, pour sa part, ne parle pas d'inégalité de statut, mais elle dit quand même que la collaboration entre tous représente un défi lorsque plusieurs sous-groupes sont présents dans une réunion, les jeunes, les parents, les leaders, etc. Or, elle perçoit cette collaboration comme un avantage pour la mobilisation : « Ainsi, ce sont divers regards qui convergent vers un point unique; ce sont des regards différenciés, mais pour un même objectif ».

Cela nous amène à parler de l'autre composante du duo, le respect de la différence. La différence est vue d'un bon œil au sein des divers organismes du Mont Serrat. L'ensemble des informateurs s'entend pour dire que les débats sont fréquents et que les différences d'opinions sont acceptées comme la chose la plus naturelle du monde. Lucia est convaincue que la présence de débats ne nuit aucunement à la solidarité des gens de la communauté : « Il y a certains débats, certes : "Non, de cette façon, c'est mieux, de cette autre, c'est mieux" ou "Là, il y a un problème qu'on peut résoudre en premier", mais il n'y a qu'un seul objectif, la solution des problèmes DE LA communauté ». En fait, selon elle, les débats sont inévitables : « Rien n'est facile dans les discussions entre êtres humains. Rien n'est facile, mais on finit toujours par arriver à un consensus. [...] Certains sont en faveur, d'autres sont contre et cela va toujours exister dans n'importe quelle réunion où il y a des êtres humains ». Cette vision ne va pas sans rappeler celle de Freire pour qui l'humanisation des humains passe par le processus de conscientisation, donc par la discussion et la confrontation d'idées. Cela rejoint également la pensée de Arendt pour qui « nous ne devenons

humains, c'est-à-dire des êtres politiques, que lorsque nous nous insérons dans le monde commun par la parole et l'action » (Duval, 2008 : 87).

Comme Freire et Arendt, certains informateurs croient que le débat est une nécessité :

Nous ne pouvons pas avoir tous la même opinion, s'il n'y avait qu'une seule personne qui a une opinion et l'amène (sur la place publique), toutes les autres questions et opinions restent absentes. Alors, il doit y avoir ces débats, il doit y avoir cette confrontation entre les opinions dans toute organisation. (Marcos)

Le débat apparaît donc essentiel pour comprendre tous les aspects d'une question. Pour Cristina, la nécessité du débat réside dans le fait qu'il permet d'apprendre à penser par soi-même : « Je crois que j'ai fait un apprentissage parce que quand il y a pas mal d'opinions, c'est bon, parce que l'adolescent développe sa propre opinion, il ne reste pas avec la référence d'une seule personne uniquement ». Elle avoue toutefois que, entre les jeunes, le débat est souvent difficile, voire même agressif, parce qu'ils n'ont pas encore appris comment dialoguer. En définitive, le débat est bien présent dans la communauté et cela est d'autant plus important pour son processus de mobilisation que les questions abordées sont souvent, selon Julia, des questions très controversées au Brésil :

Je sais que dans une autre communauté, ça ne va pas discuter autant que nous le faisons ici. Nous discutons de la question de l'homophobie, de la propre relation homosexuelle, aussi avec les enfants. [...] Alors, nous faisons des débats approfondis sur des polémiques. Ce ne sont pas des lignes de pensée données par l'institution (religieuse des Maristas), mais nous voyons la nécessité de discuter de ces questions.

Malgré le discours unanime quant à l'ouverture de tous face aux différences d'opinion, certains commentaires laissent entrevoir que, dans les faits, ces différences ne sont peut-être pas toujours considérées comme un enrichissement pour la discussion du groupe. Des informateurs parlent de l'existence de discussions tenues en dehors du groupe lors de désaccord :

La divergence est commune, il y en a toujours, un est d'accord, l'autre non, mais ils réussissent toujours à contourner ça. S'il y a un problème

particulier, ils résolvent ça avec toi après. Ils ne restent pas là sur l'heure à discuter. Si quelque chose n'a pas marché dans le groupe, ils ne vont pas continuer à en débattre pour arranger ça, ils vont toujours garder ça pour après, parler seul à seul avec les parents. (Maria)

Mais tout bien considéré, l'égalité et le respect de la différence sont des conditions bien présentes dans l'expérience du Mont Serrat et qui incitent à la participation active de ses résidants. Allons voir maintenant du côté des leaders/intervenants, comment les caractéristiques des équipes de travail favorisent la mobilisation.

6.1.2 Une équipe d'intervenants au profil particulier

Les conditions présentes à l'intérieur des équipes d'intervenants ont également une grande influence sur la prise de pouvoir des gens de la communauté. En effet, la provenance des membres des équipes du CCEA et de la Marista ainsi que les modes de fonctionnement qu'elles ont adoptés semblent contribuer à la mise en place de conditions favorables à la mobilisation des parents/résidants et des jeunes.

En premier lieu, la provenance des membres des équipes de travail est déterminante. Comme nous l'avons vu, de nombreux intervenants proviennent directement de la communauté du Mont Serrat, ce qui signifie qu'ils sont non seulement originaires du même lieu, mais aussi de la même classe sociale, et cela est perçu comme un facteur favorisant la mobilisation. Ayant participé aux luttes ou aux projets avant d'être embauchés, cela fait d'eux des gens plus critiques selon Cristina et, selon Marcos, non seulement, ils deviennent des modèles de réussite, mais aussi des intervenants plus proches des jeunes parce qu'ils connaissent et ont partagé leur réalité. Toutefois, Marcos croit que la mixité sociale au sein de l'équipe du CCEA, c'est-à-dire la présence d'intervenants provenant d'autres milieux sociaux, est essentielle :

Si on travaille à faire tomber les barrières invisibles qui existent entre la communauté pauvre et la communauté des riches, si on veut intégrer les gens pour qu'ils puissent aller dans n'importe quel lieu tranquillement

sans être jugés pour la couleur de leur peau ou pour la question financière, c'est bon que des gens de l'extérieur viennent travailler dans la communauté. S'il n'y avait que des gens de notre communauté, peut-être qu'on serait plus fermés. S'il n'y a que des gens de la communauté pauvre qui travaillent auprès de cette communauté, où est la socialisation ? Comment allons-nous faire pour entrer dans leur monde et eux dans le nôtre ? Alors, on ne peut pas fermer les portes.

Cette composition mixte de l'équipe de travail est donc cohérente avec l'objectif de rapprochement entre les classes sociales car le CCEA a adopté une pensée qui dépasse la lutte des classes, une pensée plus nuancée, comme Geertz incite à le faire. Dans les faits, les différences de statut social sont très bien acceptées à l'intérieur de l'équipe du CCEA et Marcos voit l'échange d'expériences entre ces différents travailleurs comme une richesse pour l'équipe, ce qui ne peut qu'avoir des répercussions positives sur leur travail d'inclusion sociale. Pour lui, cette mixité deviendrait un problème si la majorité des intervenants provenait de l'extérieur, ce qui romprait avec le processus d'*empowerment* de la communauté et reproduirait un rapport d'experts-assistés. Dans le même ordre d'idée, Julia affirme que, faute de provenir de la communauté, il est primordial que les intervenants développent une bonne connaissance de la communauté et une certaine proximité : « Nous ne venons pas d'ici, mais nous connaissons les gens de la communauté. On interagit avec eux. On vient même dans les fêtes de la communauté. Alors, c'est ça qui fait la différence, c'est ça qui fait que les gens nous sentent plus proches d'eux ».

En second lieu, les modes de fonctionnement établis à l'intérieur des équipes favorisent également la mobilisation des gens dans la mesure où ils sont reproduits dans les divers lieux de participation de la communauté. Les débats sont en effet bien présents au sein des équipes de travail et cela contribue sans aucun doute à ce qu'ils soient bien perçus et encouragés entre les parents/résidants et les jeunes. Marcos affirme qu'au CCEA, les débats sont fréquents entre les membres de l'équipe de travail et qu'il y a une réelle appréciation de l'autre dans le débat :

Hier, on a beaucoup discuté, plus de deux heures de débat intense. Souvent, on discute et à la fin, on s'embrasse et on se dit : "Une chance que tu es là", parce que si on ne discute pas d'un sujet, on ne se sentira pas préparés pour en discuter dans un autre contexte. Si quelqu'un soulève une question sur laquelle j'ai encore des doutes et que je ne sais pas quoi répondre, je vais devoir vérifier pourquoi il est contre. C'est très bon de pouvoir avoir ces débats parce qu'on ne peut tous avoir la même opinion.

Les débats à l'interne sont donc vus par Marcos comme une préparation pour les discussions auxquelles il participe à l'extérieur, par exemple au conseil communautaire ou avec les jeunes des divers projets du CCEA. Le fait qu'il voie la pluralité des opinions de façon positive, comme un tremplin pour la réflexion, amène à croire que s'il garde cette perspective lorsqu'il anime ou participe à des réunions, les gens se sentiront à l'aise d'exprimer leurs opinions, même si elles divergent. Il favorise ainsi la construction d'une compréhension commune de la réalité et l'émergence du nouveau à travers l'action.

Selon Julia, il y a aussi beaucoup de discussions au sein de l'équipe de la Marista, discussions qu'elle qualifie même de polémiques. Elle donne en exemple les questions de l'avortement et de la pratique religieuse, très présentes et controversées au sein de cet organisme financé par une congrégation catholique, mais qui accueille des jeunes de diverses religions. L'équipe en est même venue à prendre des orientations contraires à celles de l'institution des Maristas, c'est-à-dire de ne pas se prononcer contre l'avortement, de ne pas faire de prières avec les enfants et de s'éloigner le plus possible des symboles du catholicisme. Elle affirme que c'est grâce à l'ouverture d'esprit du *Padre* Vilson ainsi qu'à la perspective laïque du travail social que cela a été possible :

On se bat pour un État laïc. On a aussi ces principes éthico-politiques par notre profession de travailleurs sociaux. On a une relation avec les lois de notre Constitution qui fait qu'on ne peut pas éviter ces questions, ces débats. Alors, on a fait ces débats à l'interne parce qu'on a plusieurs éducateurs qui sont plus anciens et qui ont cette question de religiosité très forte et on a réussi à dissiper ça à l'interne.

De plus, elle est convaincue que c'est la perspective critique des membres de l'équipe de travail qui donne un autre regard sur leur travail et permet l'émergence des débats et des actions collectives au sein de la Marista :

Je crois qu'on joue un rôle très important au niveau de la motivation. Je crois que la vision et la perception que nous avons de notre travail dans la communauté est très politisée. Je crois que ça fait que les gens viennent ici et qu'ils veulent discuter. Nous n'avons pas une vision basée sur une relation d'assistance, mais plutôt basée sur une relation d'échange avec la communauté. Alors, on a une participation très démocratique dans ces espaces. On a beaucoup écouté la communauté, on a pris les devants AVEC la communauté, alors je crois que c'est ça qui fait la différence.

Aussi, la circulation des informations et le partage des tâches entre les membres des équipes sont des façons de faire qui ont été nommées comme étant importantes pour les intervenants et qui apparaissent comme des éléments favorisant la participation si elles sont reproduites dans le cadre des rencontres avec les parents/résidants et les jeunes. En effet, une vision où personne n'est considéré comme étant irremplaçable favorise grandement le partage du leadership et donc une plus grande prise de pouvoir des gens de la communauté. Dans la même optique, comme l'équipe de la Marista travaille en collectif, de façon non fragmentée, sur l'ensemble des mandats qu'elle a à accomplir, il y a plus de chances qu'elle encourage ce type de fonctionnement au sein des groupes de jeunes et de la commission des parents. En définitive, la reconnaissance de l'égalité dans la différence est également très présente au sein des équipes de travail. Cela porte à croire que ce principe central, qui oriente leur fonctionnement, n'est pas étranger au fait que cette égalité dans la différence soit aussi reconnue, comme nous l'avons vu, dans les lieux de participation qui rassemblent les parents/résidants et/ou les jeunes.

6.1.3 Une place privilégiée pour les parents/résidants et les jeunes : entre l'idéal et la réalité

La perception que les leaders/intervenants ont de la place des parents/résidants et des jeunes dans les actions collectives est fondamentale quant à la participation et la prise de pouvoir de ces derniers. C'est cette perception qui guidera par la suite la définition de leur propre rôle en tant que leaders/intervenants et qui favorisera une plus grande mobilisation des gens de la communauté. Pour Freire, mettre de l'avant les personnes opprimées, c'est d'abord reconnaître leur savoir et la vision du monde qui leur est propre. Déjà, nous avons vu que les leaders/intervenants du Mont Serrat, en général, ne se considèrent pas comme des experts ou comme étant supérieurs aux autres parents/résidants; bref, il n'y a pas de hiérarchisation marquée au sein de la communauté. Par conséquent, les leaders/intervenants accordent une place très importante aux opinions des parents/résidants et des jeunes. Pour certains informateurs, ces opinions sont prises en considération, perçues d'égal à égal à celles des leaders/intervenants, mais pour d'autres, elles sont même privilégiées :

Q : Et tu crois que l'opinion des parents est considérée ?

R : Oui.

Q : Privilégiée ?

R : Oui, oui, énormément. On ne peut pas considérer un problème qu'à travers notre regard, superficiel. On peut voir que le jeune est dans le trafic, mais on ne sait pas pourquoi, peut-être parce que ses propres parents l'y ont mis pour amener de la nourriture et de l'argent à la maison. Alors si les parents nous parlent du réel besoin, du problème réel... c'est exactement ça que le Centre Culturel cherche à faire. Il ne cherche pas à prendre un psychologue d'Harvard pour parler de la problématique s'il ne la vit pas. Le Centre Culturel doit prendre la personne qui souffre de ça. Bien sûr qu'elle est considérée, c'est fondamental! (Marcos)

Quand c'est mon tour d'avoir le droit de parole (au FMMC), je laisse ma place pour le résidant qui veut une information : "Coordonnateur, le citoyen ici veut poser une question", alors j'ouvre l'espace pour que cette personne de la communauté pose sa question. Elle arrive là et elle est écoutée. (Paulo)

Parce que les parents/résidants sont considérés comme les experts de leur propre réalité, l'expression de leur point de vue est fortement valorisée. Pour Lucia, ce qui explique le fait que les résidants occupent une place centrale au sein du conseil, c'est : « Parce que sans communauté, le conseil n'existe pas. Le conseil, c'est la communauté. La communauté, c'est le conseil. Alors, il doit y avoir des solutions et la communauté doit avoir ses pouvoirs ». Ainsi, sa perception de la définition même de l'instance, qui ne peut exister sans les résidants de la communauté et qu'elle va même s'assimiler à celle-ci, détient également un grand potentiel mobilisateur.

Il semble cependant y avoir un certain écart entre la réalité et la conception idéale que les leaders/intervenants ont de la place que devraient occuper les parents/résidants et les jeunes. Au chapitre précédent, nous avons vu que la participation des parents/résidants aux actions collectives était très différente d'un organisme à l'autre et qu'elle restait, malgré les efforts particuliers de la Marista, passablement limitée. Pour ce qui est de la mobilisation des jeunes, bien qu'elle soit très sollicitée au sein de la Marista, elle serait tout de même en décroissance d'après Cristina. Or, ce faible niveau d'implication des parents/résidants et des jeunes est déploré par les leaders/intervenants. Paulo trouve même cela douloureux : « En quoi ça m'avance moi de frapper, frapper, frapper sur le même clou, si je n'ai pas l'aide des parents, si je n'ai pas ces personnes pour m'appuyer; c'est quelque chose qui nous fait mal ». La difficulté à recruter de nouveaux membres au conseil communautaire l'exaspère. Il ne comprend pas pourquoi des jeunes de 16-17 ans veulent créer leur propre conseil alors que personne ne s'est présenté à la rencontre organisée pour élire de nouveaux membres au conseil déjà existant. Pour sa part, Marcos souhaite ardemment une plus grande initiative des parents : « Ce serait très bon que les parents viennent et disent même : "Non, *Padre* Vilson, je veux que vous fassiez une réunion parce que nous voulons montrer les problèmes, nous voulons ça de telle façon", s'ils jouaient tous ce rôle dans la communauté, ce serait génial ». Comme solution, Julia parle à plusieurs reprises de l'intention de la Marista d'intensifier le travail auprès des parents, du

projet de reproduire avec les parents les mêmes ateliers de conscientisation faits avec les enfants, afin de permettre un meilleur échange entre les familles et les enfants.

Du côté des jeunes, leur prise de parole, voire leur prise de pouvoir, est également perçue de façon très positive de la part des intervenants, et ce, Cristina, en tant que jeune, l'affirme à plus d'une reprise :

Dans les débats où je participe, ils nous disent : "La rencontre est pour vous, ici, maintenant, c'est le moment de vous exprimer, ici, maintenant, c'est le moment d'exposer ce que vous pensez; vous parlez, nous écoutons, maintenant, vous pouvez parler parce que nous sommes ici pour écouter".

Questionnée sur la réaction des gens lorsque les jeunes ont osé aborder les problèmes relatifs au trafic de drogues, elle répond spontanément :

Les éducateurs étaient très heureux parce qu'ils ont vu que leur travail donnait des résultats, même si souvent ils ont pensé qu'ils n'allaient pas réussir (...). Ils ont vu qu'on réussissait à vivre un processus politique. Je crois qu'ils ont adoré la façon dont on a parlé de nos besoins.

Julia, en tant qu'intervenante de la Marista, confirme sa perception positive de la prise de pouvoir des jeunes. Après avoir raconté comment les jeunes ont revendiqué un changement dans les procédures parce qu'ils étaient scandalisés qu'elle ait renvoyé les plus jeunes à la maison alors que leur éducatrice était absente, elle s'exclame : « J'ai trouvé ça génial! [...] Notre petite gang ici a une capacité revendicatrice très grande (...) et on respecte ça; ils continuent à le faire aussi parce qu'on respecte ça, sinon, ils ne le feraient pas ». Il faut dire que l'écoute et le dialogue sont des pratiques et des objectifs pédagogiques centraux pour la Marista et, conséquemment, les éducateurs prêtent une attention toute spéciale à l'expression des besoins et des opinions des enfants (Coppete, 2003 : 102-103). C'est d'ailleurs l'objectif principal de mettre toujours plus les jeunes à l'avant-scène qui a amené le projet de créer un forum de discussion pour les jeunes à l'intérieur de la Marista. C'est également pour cela que, lorsque les intervenants de la Marista montent un nouveau projet, ils en font toujours une présentation aux jeunes afin qu'ils puissent

apporter des modifications. Il s'avère donc clair que la conception que les leaders/intervenants ont de la place que doivent occuper les parents/résidents et les jeunes favorise l'implication de ces derniers.

6.1.4 Des leaders/ intervenants accompagnateurs

Dans l'optique où les leaders/intervenants souhaitent que les parents/résidents et les jeunes occupent une place centrale dans les actions collectives de la communauté, la façon dont ils interviennent est déterminante. En assumant un rôle d'accompagnement, rôle axé davantage sur le processus plutôt que sur les résultats, ils contribuent à une plus grande participation des parents/résidents et des jeunes. Paulo résume bien ce rôle d'accompagnateur lorsqu'il affirme que leur lutte, en tant que leaders/intervenants, vise à ce que les parents luttent pour leurs enfants. À travers les entrevues, on distingue deux grandes responsabilités : celle d'inviter les gens à participer et celle de stimuler leur prise de parole.

La première responsabilité que les informateurs attribuent aux leaders/intervenants et perçoivent comme favorisant la mobilisation est donc l'invitation à la participation et l'accueil des gens. En fait, l'invitation est un thème qui revient souvent dans les entrevues. Plusieurs informateurs avouent eux-mêmes avoir commencé à s'impliquer grâce à l'invitation d'un leader de la communauté. Lucia organisa une rencontre avec les jeunes narcotrafiquants suite à une invitation du *Padre*. Cristina multiplie les représentations dans les divers forums sur les droits des enfants et des adolescents parce qu'on remarque son potentiel et qu'on l'invite toujours à participer aux rencontres suivantes. Paulo, alors qu'il était encore alcoolique, a été invité à participer à une réunion pour la construction de l'église et c'est ainsi que débuta sa longue carrière de leader communautaire. Il est aujourd'hui très reconnaissant envers

cette personne qui a cru en lui et lui a permis de réaliser les projets dont il avait rêvé pour sa communauté :

J'ai commencé une nouvelle vie et ça fait déjà 23 ans que je suis dans cette nouvelle vie. Aujourd'hui quand je veux parler, je parle, je me bats, avant je ne parlais que lorsque j'étais saoul. Pour moi, ce fut cette personne, ce fut une main amie qui m'a donné l'impulsion.

En fait, il n'y a pas que les leaders/intervenants qui peuvent transmettre ces invitations, comme le fait remarquer Paulo qui raconte l'histoire d'un homme qui critiquait le conseil communautaire sans le connaître, jusqu'au jour où il fut aidé par le conseil : « Aujourd'hui, c'est une personne qui participe aux réunions et transmet aux autres ce qu'est le conseil. [...] Il amène les résidants de sa rue. Ce sont des personnes qui ne connaissent pas les choses. Lui, il connaît alors il aide ». Or, ce sont principalement les leaders/intervenants qui invitent les parents/résidants à participer aux diverses réunions, surtout lorsque ces derniers viennent leur faire part des problèmes qu'ils ont observés dans leur entourage. D'ailleurs, à plusieurs reprises, Paulo soulève l'importance pour les leaders/intervenants de sortir dans la rue pour parler avec les gens, d'aller vers eux, d'observer ce qui s'y passe. Il donne l'exemple des moniteurs du CCEA : « Quand le projet fut initié, ils allaient dans les *morros* s'asseoir à côté du petit groupe de trafiquants, ils ont discuté avec eux et ils ont réussi à en amener plusieurs dans le projet ».

Pour s'acquitter de cette responsabilité d'invitation, les leaders/intervenants doivent donc faire preuve d'une grande ouverture. En général, les intervenants du CCEA parlent de façon assez ouverte avec les narcotrafiquants. Ils ne vont pas les confronter. Conséquemment, un dialogue a été mis en place entre ces deux groupes de pouvoir de la communauté. Les résidants impliqués d'une façon ou d'une autre dans le narcotrafic, ne se sentant pas trop jugés ou exclus pour leurs activités criminelles, peuvent garder un certain lien avec la communauté. Tout le monde, indépendamment de sa proximité au narcotrafic, peut donc se sentir bienvenu à

participer aux diverses actions. Encore une fois, c'est l'ouverture d'esprit du *Padre* qui semble avoir donné le ton de ces rapports entre les leaders communautaires et les trafiquants, lui-même ayant toujours entretenu le dialogue avec eux, ce qui l'a d'ailleurs sauvé :

Le *dono* avait demandé sa mort et un autre est intervenu; il a dit qu'il ne pouvait pas parce que le *Padre* avait donné l'extrême-onction à son père, il avait accompagné la mort de son père, il a eu cette attention et c'est pour ça qu'il est encore en vie aujourd'hui (Marcos).

Cette ouverture est également présente chez les intervenants de la Marista. Au sujet de la commission des parents, Maria dit :

La relation, en plus d'être affective, parce que les éducatrices sont accueillantes, il y a beaucoup de dialogue, d'échanges, c'est une relation ouverte. Elles réussissent à créer l'échange; les parents réussissent à parler, elles réussissent à parler avec les parents. La relation pour moi est très bonne, très agréable.

En se basant sur ces propos, on peut en déduire que c'est l'accueil et l'ouverture des intervenants qui permet aux parents de sentir qu'ils sont bienvenus au sein de la commission et libres d'exprimer leurs opinions et leurs préoccupations. Ils savent qu'ils y seront écoutés.

Cela nous amène à parler de la seconde responsabilité des leaders/intervenants dont il est question dans les entrevues et qui est de stimuler la prise de parole de l'ensemble des participants : « Ils amènent aux parents les situations qui ont besoin d'être résolues, les parents participent, ça c'est leur intérêt, pas de parler pour les parents, leur intérêt est que les parents participent et c'est ce qui arrive » (Maria). Allant dans le même sens, Julia explique le rôle des intervenants à la commission des parents comme suit :

On ne se pose pas comme ces personnes qui détiennent (le savoir), parce que ce n'est pas nous qui allons donner la direction, alors on est là pour donner notre soutien, c'est le maximum qu'on peut faire, ce sont eux qui vont devoir penser avec nous quoi faire, comment le faire, quels chemins prendre.

Pour ce faire, elle parle de l'importance de reconnaître et de souligner l'apport de chacun : « On montre que les gens ont une contribution, qu'ils aident à construire quelque chose, et ça fait une différence significative parce qu'ils se sentent participer au processus, ils sentent que le projet leur appartient ». Avec les jeunes, c'est la même chose; les leaders/intervenants sont là pour développer le potentiel de participation des jeunes. Selon Cristina, ils doivent leur montrer comment dialoguer, leur montrer qu'il y a une façon d'exprimer son point de vue sans violence, qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises opinions, seulement des façons de voir différentes, comme dirait Geertz.

Ainsi, la responsabilité des leaders/intervenants en tant qu'animateur des réunions est primordiale, surtout au niveau d'assurer le tour de parole afin que chacun réussisse à s'exprimer « parce qu'il y a des personnes qui sont plus volubiles, alors si tu n'animes pas bien, elles prennent tout l'espace de la réunion et cela peut gérer un certain inconfort chez les autres qui veulent aussi participer » (Julia). Paulo laisse également sous-entendre que s'il n'y a pas de problèmes dans les rencontres du FMMC où il y a des résidents et des représentants du pouvoir public, c'est parce que l'animateur s'assure de garder une équité dans la prise de parole. On voit ici, encore une fois, toute l'importance de la valeur d'égalité et du rôle joué par les leaders/intervenants à ce niveau. Or, pour Julia, le rôle des intervenants quant à la stimulation de la prise de parole ne s'arrête pas là. Elle parle aussi d'amener les gens à pousser leur réflexion et explique comment cela s'est concrétisé avec la commission des parents :

Au début, la discussion entre eux tournait autour de ça : le loisir et la culture, c'était faire un bingo, un souper. Dans les débats qu'on a approfondis avec eux, on a développé davantage ce que signifiait le loisir et la culture parce qu'ils n'ont pas accès au cinéma, parce que c'est cher (...), ils n'ont pas accès au théâtre. [...] Alors, faire progresser le débat est un processus. Maintenant, on voit qu'ils commencent à dire : "On va amener un film pour faire un débat sur le film dans la communauté".

Elle considère que le mandat des intervenants est d'ouvrir tranquillement le débat sur d'autres sujets ou d'autres aspects du sujet qui amènent les gens à développer une pensée plus critique.

6.1.5 Une approche et des stratégies d'intervention efficaces

Chacun des éléments qui vient d'être présenté comme favorisant la mobilisation, c'est-à-dire la reconnaissance de l'égalité dans la différence, les caractéristiques particulières des équipes de travail, la place privilégiée accordée aux parents/résidents et aux jeunes ainsi que le rôle d'accompagnement des leaders/intervenants, présente une cohérence avec l'approche conscientisante. D'ailleurs, il est intéressant de constater à quel point, selon les propos des informateurs, cette approche et les stratégies d'intervention qui en découlent détiennent un potentiel au niveau de la mise en place des conditions favorables au parler et à l'agir ensemble. D'autres stratégies, bien connues dans le milieu de l'intervention auprès des communautés, sont également identifiées comme éléments incitatifs à la mobilisation. Analysons d'abord les stratégies liées à la conscientisation, pour ensuite regarder les autres.

Dans un premier temps, les informateurs désignent clairement le fait d'être engagé dans une démarche de conscientisation comme un élément majeur qui favorise la mobilisation dans la communauté du Mont Serrat. Maria, qui a en général un regard assez négatif par rapport à la participation des parents, affirme : « Il y a eu ces améliorations grâce, je crois, à la conscientisation et je ne vois pas qu'autre chose puisse faire changer les gens ». Elle est convaincue qu'il faut miser sur une telle approche avec les enfants : « La conscientisation dès qu'ils sont tout petits, c'est ce qui va amener des changements dans le futur. [...] (Ils seront) plus citoyens, plus responsables, plus conscients, plus revendicateurs ». Évidemment, cette vision est partagée par Julia de la Marista : « Rattraper les choses, c'est très difficile, alors

aujourd'hui, on mise sur cette petite gang de jeunes qui est ici avec nous, pour voir si une conscience critique se crée, si on réussit à créer une conscience pour le futur ». En fait, elle est déjà très consciente des résultats de leur travail. Fièremment, elle affirme : « C'est grâce aux mouvements politiques qu'on fait ici qu'aujourd'hui, on voit les réflexes de nos adolescents qui commencent à participer dans des espaces de débat politique ». Se référant au travail de représentation assumé par Cristina dans divers forums, elle ajoute : « Et ça, on comprend que c'est le fruit des débats qu'on fait ici à l'intérieur (de la Marista) avec les enfants et avec les adolescents. »

Le discours de Cristina vient confirmer en tout point cette perception puisqu'à plus d'une reprise, elle soutient que c'est grâce au travail de conscientisation de la Marista qu'elle-même et quelques autres jeunes sont aujourd'hui très impliqués dans la communauté. Lorsque je la questionne sur la provenance de son discours et de sa façon de voir la participation citoyenne des jeunes, très impressionnants pour une jeune fille de 14 ans, elle répond du tac au tac :

En participant à la Marista, parce qu'avant d'y entrer, je ne savais pas ce que c'était le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent²⁹. J'ai eu une éducatrice qui a expliqué ce que c'est et une autre qui a essayé de nous montrer qu'on avait du potentiel, que ce qu'on veut, on peut l'avoir, qu'on n'a pas besoin de vivre dans les drogues, de tomber enceinte jeune. Non, on a d'autres opportunités. Elles nous ont montré quels sont nos droits et nos devoirs. On a fait beaucoup de liens avec les problèmes qu'il y a dans la communauté. De là, s'est réveillé mon intérêt pour la vie politique, comme le dit le Padre Vilson.

On peut s'imaginer d'où provient cette capacité qu'elle a aujourd'hui d'affirmer haut et fort, malgré le racisme toujours aussi virulent dans le pays : « Pour moi, être Noire, c'est le plus grand bonheur que j'ai dans la vie ». Elle compte énormément sur ce travail de conscientisation pour que les jeunes présents actuellement à la Marista, qu'elle juge moins matures, gagnent un peu de cette maturité qu'elle dit avoir acquise grâce à ce processus de conscientisation et qu'elle considère comme essentiel à une prise de pouvoir des jeunes.

²⁹ Voir note #25, page 101.

Bien qu'elle mise surtout sur les jeunes, la Marista travaille également auprès des parents dans une perspective de conscientisation. Dans les deux cas, certains principes fondamentaux de cette approche ressortent comme étant des éléments favorisant la mobilisation. Un de ces principes de base est de contrer le discours dominant ainsi que l'individualisation des problèmes et le fatalisme qui en résultent. Dans cette optique, les leaders/intervenants de la Marista considèrent les parents comme des alliés et évitent leur culpabilisation :

On voit qu'on a besoin d'intensifier le travail avec les familles, mais dans le sens de la famille comme partenaire, pas de les culpabiliser, parce que la famille aussi est victime de ce processus (pauvreté, narcotrafic). D'aucune façon, on ne responsabilise ou culpabilise la famille, dans n'importe quelle action, qu'elle soit individuelle ou collective (Julia).

Pour ce faire, il est essentiel de partir de la réalité et des intérêts des gens, un autre principe fondamental mis de l'avant par Freire qui soutient qu'il devient ainsi possible pour eux de transformer cette réalité. Dans l'expérience du Mont Serrat, on s'aperçoit que cette pratique est valable autant dans le travail avec les enfants qu'avec les parents. Selon Marcos, pour que le Centre Culturel fasse un bon travail, il doit bien connaître la réalité vécue par les jeunes, d'où l'importance que les jeunes et les parents informent les intervenants au sujet de cette réalité et que les employés proviennent en majorité de la communauté.

Du côté de la commission des parents, par contre, comme Julia l'affirme, « approfondir certains débats avec les parents est encore très prématuré »; ce sont généralement les intervenants qui initient les discussions à partir d'événements qui se sont produits avec les enfants, pour ensuite entraîner la discussion vers des débats un peu plus critiques :

On discute comme ça : ils présentent un problème : "Pourquoi cet enfant est si agressif ? Pourquoi il est comme ça en groupe ?". Alors, ils cherchent toujours les raisons : "Ah, dans la famille, la mère travaille toute la journée, le père consomme ceci, la mère consomme cela ou cet

enfant a grandi en sachant que sa mère est en prison. (Maria, participante de la commission)

Comme l'avoue Julia : « C'est juste qu'on est prudents, mais on a un ordre du jour qui va plus loin que ça ». Selon Maria, les intervenants savent que le narcotrafic et la violence familiale constituent des tabous et que ça ferait sans doute fuir certains parents s'ils les abordaient de front, alors ils font preuve de beaucoup de doigté pour, malgré tout, traiter de ces sujets fondamentaux pour la communauté :

Ce n'est pas un thème très ouvert. Ils partent toujours d'un commentaire, d'un besoin, d'un problème d'un enfant parce qu'en général, ils n'ouvrent pas directement sur les drogues qui est un problème qui génère beaucoup d'autres choses. [...] C'est pour ça que je t'ai dit qu'on en a discuté, mais d'une forme plus dynamique, parce qu'ils n'y vont pas direct : "Ah, ton fils fait ça parce que vous consommez". Non, ils y vont de façon bien contournée.

Les intervenants n'attaquent pas de front ces sujets difficiles, mais ils partent tout de même de faits concrets et de la réalité vécue par les enfants et cette même stratégie est utilisée avec les jeunes. Ils vont partir de thèmes qui les intéressent pour ensuite ouvrir sur des questionnements critiques. Julia raconte qu'ils ont travaillé ainsi le thème du jeu et de la famille, qu'ils en sont venus à fabriquer des jouets en matières recyclées et à utiliser une nouvelle définition de la famille. Ils passent par des discussions qui sont proches d'eux, tel que le code de vie de la Marista, pour éventuellement les amener à discuter de sujets plus politiques. Ils leur font vivre des expériences collectives pour leur faire sentir le pouvoir qui en résulte et éventuellement réutiliser ce pouvoir dans des actions à plus grande échelle. Cristina a bien compris l'utilité de ces discussions : « Si on n'améliore pas la vie ici (à la Marista), comment on va réussir à l'améliorer dans notre communauté, dans d'autres espaces ? ». Pour Julia, les résultats sont là, l'évolution de leur esprit critique est tangible et ils abordent des sujets beaucoup plus complexes :

Aujourd'hui, on discute de société de consommation avec les enfants, de comment elle nous place dans une perspective individualiste et nous éloigne de la perspective collective. On a un laboratoire d'informatique et un des projets a été de faire des recherches sur l'ordinateur sur la

société de consommation pour voir jusqu'où l'impérialisme américain influence notre réalité.

Enfin, on perçoit bien ici comment les intervenants de la Marista accompagnent les parents et les enfants à travers les trois phases du processus de conscientisation dont parlait Freire; en commençant par la désaliénation, c'est-à-dire la reconnaissance des problèmes et de leur capacité d'agir sur ceux-ci, passant par la politisation où une compréhension plus critique de l'organisation sociale émerge, jusqu'au développement du militantisme qui les pousse finalement à agir collectivement.

De plus, les intervenants ont bien compris qu'utiliser les intérêts des gens de la communauté est très mobilisateur. Les projets du CCEA et de la Marista visent toujours à offrir des activités stimulantes pour les jeunes afin de faire concurrence à l'attrait du trafic de drogues. Ils misent sur leurs centres d'intérêts tels que la capoeira³⁰, le soccer, la musique, la danse et même le surf, une activité de luxe à laquelle ils n'auraient jamais accès autrement. Marcos est convaincu que c'est la clé du succès :

J'ai suivi d'autres chemins, plusieurs de mes amis sont morts, mais le chemin de la musique m'a sauvé. Tout ce qui m'intéressait, c'était la musique. C'est la même chose pour le soccer. Tu prends un enfant qui aime le soccer, il va s'impliquer là-dedans. Il ne va pas penser à autre chose, alors il va être engagé dans cette action, il va vouloir apprendre. C'est ça qui retire plusieurs personnes de cette vague de crime.

Dans le même ordre d'idée, Cristina croit que si davantage d'activités intéressantes étaient développées pour les adolescentes, comme le soccer féminin, le volleyball et la samba, celles-ci seraient moins laissées à elles-mêmes une fois leurs années à la Marista terminées. Alors, c'est la même démarche lorsqu'on organise des rassemblements dans la communauté dans le but d'initier des discussions et des actions; les intervenants utilisent la samba, le hip hop et même le bingo comme véhicule ou déclencheur de la réflexion collective :

³⁰ Art martial afro-brésilien déguisé sous forme de danse qui date du temps de l'esclavage.

On profite de la danse et de la musique pour apporter une dimension politique au travail. L'année passée, on a monté une petite école de samba, toute pensée par les enfants. Avant d'écrire les paroles de la samba, on a fait une discussion collective : "Quel ton vous voulez lui donner ?". Le ton était politique et critique. [...] On a passé deux mois à travailler le projet avec les enfants de façon critique, à discuter sur la question environnementale, des déchets dans la communauté, ce qui devait être fait, alors les paroles sont toutes là-dessus. (Julia)

À l'occasion, de simples activités ludiques sont prévues, ce qui ne manque pas de resserrer les liens entre les gens de la communauté, les leaders/intervenants, les parents et les enfants, comme nous l'avons vu, une base essentielle pour envisager des actions collectives.

Enfin, partir de la réalité des gens ne signifie pas uniquement initier des discussions ou des activités en fonction de leur vécu et de leurs intérêts, mais également que les leaders/intervenants aient constamment le souci d'adapter leur intervention aux réalités de la communauté. Par exemple, pour tenir compte de la définition élargie de la famille, sur les billets de convocation aux rencontres, les termes « père » et « mère » ne sont jamais utilisés. Ils préfèrent écrire « aux responsables de l'enfant » et ils rappellent aux enfants que ça peut signifier leur père, leur mère, leurs grands-parents, un oncle, une tante, un cousin, un voisin. De plus, tel que mentionné précédemment, face à la diversité religieuse, il s'est opéré de nombreux changements dans les pratiques de la Marista afin de n'exclure personne :

On allait finir par éloigner plusieurs enfants, ce qui est complètement le contraire à ce qu'on veut. On veut être près de la communauté et la communauté est diversifiée, alors ça n'avait pas de sens de donner une direction si la communauté possède une variété d'expressions religieuses.

L'ouverture religieuse prônée par le *Padre* se concrétise donc jusque dans le quotidien des enfants.

Dans un deuxième temps, d'autres stratégies, qui ne découlent pas précisément des principes de l'approche conscientisante, mais en général de toute entreprise d'action collective, sont identifiées dans les entrevues comme source de motivation à la

mobilisation. Tout d'abord, plusieurs informateurs soulignent l'importance de mettre de l'avant les réussites. Tout comme l'utilisation des intérêts des gens, la motivation par la réussite est une stratégie que les leaders/intervenants utilisent aussi bien à un niveau individuel qu'au niveau collectif. Conscient que c'est le fait de voir leurs aînés réussir, se sortir du narcotrafic, terminer leurs études, se trouver un bon travail, voire se sortir de la pauvreté, qui incite les jeunes à participer aux divers projets du CCEA, Marcos utilise la même tactique pour motiver les parents à participer aux réunions : « Montrer ce qui arrive de bon, pas juste parler qu'il y a encore un tas de problèmes. Si on montre le positif, ce qui fonctionne, ça va attirer des personnes. Alors, c'est ça, montrer les actions qui sont faites et les résultats de ces actions ». Les faits que Julia expose viennent confirmer cette idée. Elle raconte comment après avoir passé la moitié de l'année à discuter de la question de la violence policière, à négocier avec le colonel de la police militaire, ils ont réussi à régler le problème et que cela a encouragé les gens à poursuivre leur implication : « Depuis ce temps, la violence policière ne s'est plus jamais produite ici, alors la communauté a vu que c'était possible, grâce à sa mobilisation, à son organisation, d'obtenir ce qu'elle veut ». Pour la Marista, Cristina, devenue porte-parole des adolescents sur plusieurs forums nationaux et internationaux, incarne un modèle de réussite, autant au niveau individuel que collectif, qu'elle tente de mettre de l'avant :

L'année prochaine, comme la coordonnatrice l'a dit, on va m'exploiter un peu. Ils vont utiliser ce processus que j'ai vécu comme point de référence pour réveiller l'intérêt des autres adolescents pour qu'il ne meure pas juste avec cette expérience que j'ai eu, mais que d'autres adolescents aussi aient cette grande opportunité, cette grande victoire que notre communauté a vécue.

Dans la même optique de stimuler la participation des jeunes et de recréer l'esprit de solidarité autrefois davantage présent dans la communauté, Marcos a initié un projet appelé « Retour aux origines ». Dans ce projet, il utilise des modèles de leadership Noirs, tels que Malcom X, Martin Luther King et Mandela dans le but, dit-il, de « montrer le pouvoir et la capacité des Noirs, pour travailler un peu plus encore l'*empowerment* de cette gang de jeunes qui cherchent le Bien ».

La volonté et le travail d'inclusion de la part des leaders/intervenants entraîne une réelle convergence; tout le monde au sein de la communauté est amené à travailler pour le même objectif. Par exemple, lorsque les enfants de la Marista s'engagent dans un projet de fabrication de savons à base d'huile de cuisine recyclée, les parents sont mis à contribution, tout comme la propre cuisine de la Marista. Selon Maria, le fait d'amener les parents et les enfants à travailler sur les mêmes projets est très rassembleur. Une autre pratique est soulignée par Marcos et Julia comme un élément favorisant la mobilisation de l'ensemble des gens de la communauté : la tenue de formations ouvertes à tous. Lors de ces formations à teneur politique, les leaders, les intervenants, les parents, les jeunes et l'ensemble des résidents du Mont Serrat, voire du Maciço do Morro da Cruz, ont été invités à discuter sur divers thèmes :

On a discuté de films, on a fait une formation sur ce qu'est le contrôle social, la démocratie, la participation. On a discuté de nos projets, quelle différence ils font ou ne font pas dans la communauté, avons-nous à avancer davantage politiquement avec la communauté, la famille, les enfants et les adolescents. Enfin, ce furent six mois de travail très intéressant. (Julia)

Dans ce contexte, le statut égalitaire entre les leaders/intervenants, les parents/résidents et les jeunes ne demeure pas qu'une simple et belle théorie, mais est actualisé dans la pratique et cela contribue définitivement à une plus grande volonté d'agir collectivement.

Enfin, portés par ce souci de mettre les gens en action et de les inclure tous dans cette démarche, les leaders/intervenants ont créé des lieux publics accessibles à tous dans la communauté et cette stratégie semble détenir une certaine importance pour eux. Bien qu'Arendt affirme que les structures ne précèdent pas le rassemblement et que les gens du Mont Serrat, dans les faits, parlent et agissent ensemble indépendamment des structures, certains informateurs ont mentionné que l'existence, dans la communauté, de lieux où les gens se sentent à l'aise de s'exprimer représente un grand incitatif à la participation citoyenne. Pensons seulement à l'église qui est un

important lieu de rassemblement pour une grande partie de la communauté et qui est utilisée de façon à engager ses visiteurs dans des réflexions qui dépassent largement les questions spirituelles. Selon Cristina, le fait que ces endroits soient ouverts aux jeunes est d'autant plus apprécié :

Souvent, dans certains endroits, les adolescents ne sont pas écoutés, ils sont souvent oubliés ici au Brésil, mais dans d'autres, par chance, on a l'opportunité de s'exprimer, comme au forum, comme dans les réunions communautaires que nous avons ici. Les adolescents participent, ils sont invités, ils ont toute la liberté de venir ici s'exprimer.

C'est d'ailleurs dans le but de stimuler toujours plus la participation des adolescents, exclus de la Marista à 15 ans, que les jeunes revendiquent un lieu de participation spécialement pour eux.

6.1.6 Les motivations personnelles à la participation

Plusieurs informateurs affirment ou laissent sous-entendre que la volonté de participation des gens dépend, en partie, de facteurs personnels. En effet, si on fait un survol des entrevues, on s'aperçoit qu'il en ressort certaines motivations face à la mobilisation qui sont liées à l'histoire de vie de chacun des informateurs : l'influence de leurs proches, leur connaissance de la communauté ainsi que ses bénéfices personnels. Ces motivations sont donc principalement celles du noyau de personnes très impliquées. Or, elles pourraient être présentes de façon plus latente chez d'autres participants et représentent donc des éléments qui peuvent être stimulés afin de susciter une plus grande participation.

Tout d'abord, l'influence des proches apparaît comme un facteur important quant à la motivation à se mobiliser de certains informateurs. C'est le cas de Cristina, référée par Julia, qui s'est avéré être la fille de Lucia que j'avais déjà interviewée. Selon ses propos, les valeurs de participation se transmettent de génération en génération :

Ma mère fait partie du conseil communautaire, alors elle m'explique tout, on discute beaucoup à la maison. [...] Ma mère est toujours avec moi à chaque moment, elle m'appuie toujours dans tout et le *Padre* Vilson est aussi une référence ici dans la communauté. Il est arrivé et je n'étais même pas encore née, mais depuis toute petite, j'ai vu la lutte qu'il faisait avec les gens de la communauté, avec Paulo, avec Dona Uda, avec Dona Darci, avec plusieurs autres qui vivent et d'autres qui sont morts déjà.

Comme l'a remarqué Julia de la Marista, ce phénomène n'est pas isolé : « Les deux filles qui sont le plus à l'avant (des actions de la Marista), leur famille aussi participe aux débats. Les deux mères sont des leaders communautaires, alors ces débats, ces discussions se passent à la maison aussi ». Paulo parle aussi de sa mère qui en tant que fervente catholique a toujours été très impliquée dans l'église, « elle préparait la messe, c'est elle qui faisait tout ». Cela ne peut être complètement étranger à sa propre participation à la construction de la nouvelle église du Mont Serrat, ce qui marque ses débuts d'implication au sein de la communauté. Fait intéressant, le mouvement peut aussi se produire dans le sens inverse. Maria, pour sa part, affirme que c'est l'enthousiasme de ses enfants, qui reviennent à la maison remplis de joie racontant tout ce qu'ils ont fait à la Marista, qui la motive à participer à la commission des parents.

De plus, la connaissance que les informateurs ont de la communauté influence considérablement leur motivation à se mobiliser pour en améliorer les conditions de vie. En général, ils connaissent plusieurs résidants, voire la totalité de ceux qui participent aux instances. Les plus âgés connaissent bien l'histoire, la composition et les problèmes de la communauté. Cette réalité ressort tout au long de leurs entrevues, ce qui laisse croire, bien qu'ils ne l'explicitent pas eux-mêmes, que cela est déterminant quant à leur envie personnelle de s'impliquer. Cette connaissance de la communauté nourrit leur sentiment d'appartenance qui, comme nous l'avons vu au chapitre IV, transparaît dans leur récit. Pour ces leaders/intervenants, ce sentiment, que l'on peut rapporter au concept d'appartenance au monde commun de Arendt et qui entraîne un sentiment d'utilité, va s'actualiser dans un engagement profond. Par

exemple, devant le désarroi d'une famille dont la maison s'est effondrée, Paulo se dévoue à la supervision de sa reconstruction : « Ma femme me dit : "Tu es toujours en train de lutter pour les autres." Moi, je dis : "Mais j'ai pris cette cause, alors qu'est-ce que je dois faire ? Il faut que je les aide." » Dans un désir de poursuivre le travail entamé, plusieurs vont participer d'un projet à un autre. Dans le cas de Paulo, ça fait 20 ans qu'il est impliqué dans le conseil communautaire. Marcos, ancien participant, bénévole et stagiaire, maintenant employé du CCEA, sent également un fort engagement envers la communauté et ses projets : « Ce fut ma première expérience, je suis atterri là, je ne savais même pas comment faire, mais je me suis passionné peu à peu pour le travail et aujourd'hui, j'y suis engagé à 100% ». Son engagement s'est donc transformé en une réelle passion pour son travail; aujourd'hui, malgré les conditions de travail précaires, il ne s' imagine plus travailler ailleurs.

Enfin, les bénéfices personnels que les gens peuvent retirer de leur implication ont également un impact sur leur engagement. Premièrement, la reconnaissance par les autres de son apport et de ses habiletés procure un sentiment de réalisation, ce qui représente une grande source de motivation. Marcos avoue : « J'espère jouer un jour un rôle important, je ne me sens pas encore important, mais je veux être important pour les gens ». Une des raisons qui l'a fait rester au CCEA est qu'on a reconnu la qualité de son travail comme bénévole et qu'on a continué à lui lancer des défis qu'il n'a pu refuser, malgré la précarité des conditions de travail au départ. Cristina raconte, elle aussi, qu'elle s'est mise à participer d'un forum à un autre parce que, s'étant démarquée, on l'avait invitée à participer au suivant. Pour elle, le rôle de représentante des adolescents dans des instances nationales et internationales est une responsabilité très grande qu'elle prend au sérieux; pour cette raison, elle accorde beaucoup d'importance au fait que ses pairs de la Marista l'aient élue pour jouer ce rôle. La fierté se ressent dans son discours :

Ce que je fais, ils vont vouloir faire pareil. "Si Cristina participe à ces rencontres, je vais le faire aussi parce que je vais réussir". À ce moment,

j'ai vu que j'étais une référence; j'ai vu l'importance que j'avais dans mon groupe et dans le projet en entier.

Elle raconte avec émotion le jour où il y eut une discussion à la Marista sur les personnes modèles dans leur vie :

On a parlé de chanteurs, de chanteuses, d'actrices, d'acteurs et une enfant a dit : "Moi, c'est Cristina". Quand les éducateurs m'ont raconté ça, je me suis presque mise à pleurer d'émotion, parce que j'étais heureuse, qu'ils me comparent à une personne célèbre, une personne importante dans leur vie, d'être un peu reconnue.

Sa fierté personnelle est d'autant plus grande qu'elle sent que cette fierté est partagée avec l'ensemble de la communauté : « Les gens de notre communauté sont très fiers de savoir que dans notre communauté il y a des gens capables, qu'il y a des adolescents capables et que leur lutte pour qu'on n'aille pas dans les drogues, dans des mauvais chemins, ait donné des résultats ».

Deuxièmement, le fait de vivre des expériences de prise de parole collective accroît la confiance en soi. Quelques informateurs parlent du fait qu'auparavant, ils n'avaient pas le courage de dire ce qu'ils pensaient et qu'aujourd'hui, c'est le contraire : « Maintenant, on va dans des rencontres et ils ne vont pas réussir à terminer la rencontre tellement qu'on va parler » (Cristina). Pour Cristina, les bénéfices de la participation sont grands et consistent en un apprentissage pour la vie : « Pour moi, c'est un bénéfice qui est personnel, qui va me suivre toute ma vie; la parole, l'argumentation, le processus de savoir que j'ai des droits, que j'ai des devoirs ». La confiance qu'elle a acquise à travers ces expériences nourrit, en fait, ses aspirations professionnelles qui sont de devenir travailleuse sociale ou juge pour enfants. Ces aspirations sont donc, à la fois, une conséquence du processus de participation citoyenne qu'elle vit et une motivation à poursuivre son engagement. Finalement, vient avec la participation un petit à-côté qui joue également sur la motivation : les voyages qu'amènent les représentations à l'extérieur. Cela représente en effet une opportunité peu banale pour des gens d'une communauté pauvre qui ne sont souvent jamais sortis à l'extérieur par manque de moyens financiers.

6.2 Les freins à la mobilisation

Nous venons de voir comment la reconnaissance de l'égalité et de la différence, les caractéristiques des équipes de travail, la perception de la place des parents/résidants et des jeunes, le rôle joué par les leaders/intervenants, les choix au niveau de l'approche et des stratégies d'intervention ainsi que les motivations personnelles peuvent avoir une influence positive sur la volonté des gens du Mont Serrat à parler et agir ensemble. Or, dans les entrevues, de nombreux éléments sont apparus comme ayant un effet contraire et faisant de la mobilisation un défi toujours aussi difficile à réaliser. Ces freins à la participation sont également liés à divers facteurs : les propres limites des gens du Mont Serrat, l'emprise qu'exerce le narcotrafic sur eux, la société capitaliste et son influence sur le type d'intervention choisie, la perception des rôles de chacun et enfin, les résultats de la mobilisation.

6.2.1 Manque d'intérêt ou manque de temps ?

Premièrement, plusieurs informateurs expliquent les difficultés à mobiliser les gens par le fait que ceux-ci présentent certaines limites en terme d'intérêt et de temps. Quatre informateurs sur six ont parlé d'un manque d'intérêt de la part des parents, des résidants ou des jeunes à participer dans l'un ou l'autre des divers organismes du quartier. Pour Marcos, la faible participation des parents au CCEA, « ce n'est pas parce que le Centre ne les invite pas à participer, ce sont eux qui se limitent eux-mêmes ». Selon Cristina, les jeunes, quant à eux, sont plus intéressés à sortir, se divertir et flirter qu'à « perdre leur fin de semaine » à parler de problèmes, de politique, de ce genre de sujets sérieux. Elle met la faute sur leur manque de maturité qu'elle associe au fait qu'ils n'aient pas encore vécu suffisamment le processus de

conscientisation qu'offre la Marista. En comparant les participants actuels de la Marista aux jeunes présents dans les années précédentes, elle affirme : « Ils ont le même potentiel, mais ils ne savent pas encore exploiter ce potentiel ». Paulo, d'un ton beaucoup plus sévère, parle d'un « manque de bonne volonté » de la part des parents et des résidants. Il ne se gêne pas pour pointer du doigt les parents qui cherchent différents moyens de fuir leurs obligations envers leurs enfants :

Une mère s'écroule sur le sofa devant la télé, son fils l'appelle, elle l'engueule, parce qu'elle ne veut pas manquer son téléroman. Une autre s'en va à la maison de la voisine pour potiner. Alors, la coordonnatrice fait l'invitation pour une réunion de parents et qui y va ? Aucun des deux parents, parce que la mère, elle dit qu'elle est rentrée fatiguée du travail et le père, lui, il passe en premier par le bar pour discuter de soccer et boire ses bières. Je ne dis pas que tous, ni toutes, sont comme ça, je fais un résumé des choses.

Paulo avoue tout de même que les parents ont beaucoup de responsabilités :

La mère aujourd'hui, pas seulement dans notre communauté, est la mère et le père. Elle part le matin pour travailler ou elle réveille leur enfant, l'envoie à l'école et part au travail, ou le père ou la mère célibataire. La pauvre, elle part travailler et quand elle revient le soir, elle vient avec son sac d'épicerie. Elle arrive à la maison et voit qu'il y a du linge à laver pour que son enfant aille à l'école. Une autre doit faire le souper parce qu'elle sait que ses enfants n'ont pas bien mangé le midi.

Par contre, pour lui, cela représente surtout une excuse de la part des parents pour justifier leur absence aux réunions et ne consiste pas en soi une raison valable, c'est pourquoi, il parle surtout d'un manque de bonne volonté.

En revanche, les autres informateurs expliquent vraiment le manque d'intérêt par le manque de temps. C'est le cas de Julia qui est consciente que la Marista ne peut pas organiser de réunions avec les parents à chaque semaine « parce que les gens ont beaucoup de travail et aussi parce que les familles sont très sollicitées, par l'école, la crèche, le travail, le projet, la communauté; ils ne réussissent pas à répondre à tout ». Elle croit donc que la plus grande limite des parents est leur manque de disponibilité :

La majorité des personnes ici sont des familles à faible revenu, alors elles doivent avoir deux ou trois emplois et la majorité sont des femmes

cheffes de famille, alors en plus du travail, elles ont la responsabilité des enfants; elles ont une double ou une triple journée de travail.

Marcos va dans le même sens : « La majorité travaille les fins de semaine parce que les pires emplois vont aux pauvres; alors ils doivent travailler la fin de semaine et du lundi au vendredi de 8h du matin à 6h du soir. Alors, pour organiser une réunion avec eux, c'est très difficile ». Maria avoue qu'elle-même ne réussit pas toujours à participer à la rencontre de la commission des parents à cause de son horaire de travail ou tout simplement parce qu'elle est fatiguée : « Des fois, leur programmation ne coïncide pas avec la mienne parce que je travaille jusqu'à 18h et à 19h, il y a la réunion. Des fois, je veux y aller. Des fois, je suis fatiguée et je ne veux pas y aller ». Du côté des jeunes, cette réalité semble les rattraper très rapidement : « Plusieurs adolescents, principalement des garçons, veulent déjà travailler, ils veulent avoir leur propre revenu pour aider la famille et ils ne veulent pas discuter de la lutte dans la communauté » (Cristina). Selon plusieurs informateurs, la difficulté de conciliation travail-famille-engagement représente donc le premier frein à la mobilisation, frein d'autant plus présent dans les couches pauvres de la société brésilienne qui doivent combiner les emplois pour survivre³¹ et se retrouvent à y consacrer la très grande majorité de leur temps.

6.2.2 Sous le joug du narcotrafic

Un autre très grand obstacle à la mobilisation dans la communauté, mentionné à plusieurs reprises par les informateurs, est l'emprise du narcotrafic sur la vie des gens

³¹ Au Brésil, les salaires sont très bas par rapport au coût de la vie. Un petit travailleur gagne en moyenne autour de 550R\$ (±315\$) par mois en travaillant souvent 6 jours par semaine, alors que le prix des produits de consommation de base est à peine plus bas qu'au Québec. Un billet d'autobus à Florianópolis coûte environ 3R\$ (±1,70\$), un 5 kilo de riz, 8R\$ (±4,60\$), un billet de cinéma, 16R\$ (±9,20\$). Il n'est donc pas surprenant que ces petits travailleurs se construisent des maisons dans les *morros* parce qu'ils ne peuvent pas se permettre de payer un loyer qui, à Florianópolis, peut facilement coûter la totalité de leur salaire et ne comprendre qu'une seule chambre. La situation est encore plus grave à Rio de Janeiro où les salaires sont les mêmes, mais les loyers coûtent facilement le double.

et la peur qu'il génère. Le narcotrafic apportant beaucoup d'argent à la famille, de l'argent facilement et rapidement gagné, il est difficile de convaincre les jeunes et les parents déjà engagés dans ce commerce de s'impliquer dans les projets de la Marista ou du CCEA qui ont pour but de le contrer. Selon Maria, les parents impliqués dans le narcotrafic sont même difficiles à aborder : « Il y a des parents, des mères super appréciées, que nous savons impliqués dans le trafic, mais on n'a pas l'ouverture pour en parler avec eux, ils ne nous laissent pas cette ouverture pour les aider ». Julia le confirme : « Nous avons certaines discussions sur le narcotrafic, mais nous avons plusieurs parents qui sont impliqués dans le narcotrafic, alors ce n'est pas une discussion facile à avoir dans la communauté ». Lucia explique que ces gens avaient auparavant une grande méfiance envers le *Padre* Vilson et ses projets parce qu'ils avaient l'impression que lui et la communauté ne se préoccupaient pas d'eux. Ils croyaient qu'ils voulaient seulement sortir les enfants du trafic et que ceux qui y étaient impliqués étaient perçus comme des ennemis. Bien qu'elle se soit atténuée avec les années, cette peur d'être jugé reste difficile à faire disparaître.

Il est également difficile de parler ouvertement du narcotrafic parce que les gens de la communauté ont très peur des représailles. Comme l'affirme Marcos : « Normalement, les autres personnes (que les leaders) ne se mêlent pas de ça à cause de la répression, de la peur d'être malmenées par les narcotrafiquants ». Cette peur ne vient pas de leur imagination, elle est fondée sur des faits. Dans le passé, plusieurs leaders communautaires ont fait l'objet de menaces et des familles ont été expulsées de la communauté par les narcotrafiquants :

Parce qu'elles ont tenté d'affronter directement le trafic des drogues et ses leaders, ces personnes ont été expulsées, d'autres sont mortes. C'est pour ça qu'il y a cette peur aujourd'hui chez les gens de la communauté de parler librement, ouvertement en public de ce sujet (Marcos).

Paulo raconte que, encore récemment, un leader communautaire impliqué dans le comité sur la sécurité du FMMC a dû quitter sa communauté, escorté par la police, parce que sa maison avait été brûlée par les narcotrafiquants, ce qui, selon lui,

explique la suspension des activités du comité. Maria affirme qu'elle a peur qu'on se venge sur ses enfants si elle venait à dénoncer la violence du narcotrafic ou la négligence envers les enfants dont elle est témoin. D'ailleurs, j'ai pu observer qu'elle devenait nerveuse et baissait la voix lorsqu'on abordait ce sujet en entrevue. Lorsque j'ai éteint mon magnétophone, elle s'est mise à parler plus librement : « Bon, maintenant, je peux parler : il y a de gros problèmes avec le trafic de drogues, beaucoup de personnes sont mortes ».

6.2.3 La société capitaliste et la logique de service

Autre grand frein à la mobilisation identifié par une informatrice, Julia : il s'agit des valeurs présentes dans la société capitaliste. Selon elle, dans la société « extrêmement matérialiste » d'aujourd'hui, « les gens veulent des résultats et dans le travail social, les résultats sont à long terme, parce que c'est un processus ». Il y a donc un contraste très grand entre le désir de résultats rapides, découlant des valeurs de productivité de la société capitaliste, et le rythme normal d'un processus de lutte. De là découle, à son avis, le plus grand défi de l'action collective, la continuité : « Je crois que la grande difficulté de travailler aujourd'hui avec les groupes, c'est que les gens aient cet objectif de façon continue, qu'ils sachent que c'est un processus ». Le manque de continuité a également été souligné par Maria, participante à la commission des parents de la Marista, comme un élément contribuant à la démotivation des gens : « Cette commission, depuis que le projet a commencé, ils essaient de la former. Après, elle arrête, elle revient, elle recommence et pour un quelconque motif, elle arrête encore, on ne sait pas pourquoi ». Elle ne sait pas si la faible participation des parents est une cause ou une conséquence de ce manque de continuité, mais elle croit que l'élaboration d'un calendrier prévoyant des rencontres à une fréquence régulière pourrait contribuer à une plus grande participation des parents. Cette idée est d'ailleurs partagée par Julia qui prévoyait, lors de la dernière

rencontre de l'année, monter, avec les parents, un calendrier des rencontres pour l'année suivante. Elle est donc à la recherche constante de nouvelles stratégies pour intéresser les gens à participer. En ce sens, la grande force des leaders/intervenants est leur persévérance, voire leur « insistance », comme le soulignent Maria et Lucia. Or, cette dernière rencontre de l'année n'a jamais eu lieu. Il semble qu'encore une fois, l'urgence des situations quotidiennes à gérer avec les enfants ait repoussé le travail collectif prévu avec les parents.

De plus, Julia laisse entendre que les inégalités sont indissociables de la société capitaliste et que cela peut avoir un certain effet démobilisateur, un fatalisme, si on ne garde pas des objectifs réalistes autant au niveau de l'intervention collective qu'individuelle :

Évidemment que c'est illusoire dans une société comme celle-là de penser que tout le monde a la liberté de choisir. On sait que dans une société capitaliste, le choix est très relatif, alors c'est très difficile de travailler dans ce contexte. On ne crée pas d'illusion chez les enfants. Pour qu'ils aient l'emploi de leur rêve, c'est très difficile, mais on essaie de faire le plus qu'on peut.

On sent bien ici qu'elle-même, en tant qu'intervenante, vit la frustration de ne pas pouvoir envisager un monde où chacun aurait réellement les mêmes chances. Enfin, elle croit également que le manque d'intérêt des gens pour l'action collective est généralisé et découle directement de l'individualisme ambiant : « On a beaucoup perdu cette vision de lutte politique, ça c'est général, ce n'est pas seulement ici. Avec cette proposition néolibérale, le focus est sur l'individu, il n'est plus sur le collectif ». Il est donc plus difficile de garder le cap sur l'action collective quand tout autour nous oriente vers des processus plus individualisés. C'est ce qui est arrivé au conseil communautaire, par exemple, qui se retrouve surtout maintenant à faire des suivis de cas individuels, ce que dénonce Julia :

Aujourd'hui, dans la communauté, c'est très difficile. Les gens individualisent toujours plus les processus. Si tu voyais le conseil communautaire, si tu t'arrêtes à penser, lui aussi a adopté un processus

individualisé. Il ne travaille plus dans la perspective collective, alors on essaie de sauver ça.

Ces valeurs néolibérales exercent donc une certaine influence sur le type d'intervention choisi au sein des divers organismes du quartier. En général, les leaders/intervenants présentent un discours « anti-assistancialiste³² » : « Quand je dis "répondre aux besoins", je ne veux pas dire de façon *assistancialiste*, qui est de boucher le trou » (Marcos). Cependant, cette tendance, que je nommerai logique de service, est aussi présente au sein des organismes du Mont Serrat. Allant dans le même sens que Julia, Marcos qualifie d'*assistancialiste* le travail du conseil communautaire où les résidants vont réclamer des améliorations pour leur propre rue, leur propre maison, bref, leur situation personnelle. Il se demande si cela n'est pas dû au fait que la lutte contre le narcotrafic, qui représentait un enjeu collectif, est maintenant concentrée au sein du CCEA, créé à cet effet. Or, selon mes observations, l'intervention du CCEA se retrouve également beaucoup dans cette logique de service. Mise à part la Marista, qui travaille beaucoup dans une perspective collective avec les enfants et tente de le faire avec les parents, les divers projets du CCEA visent principalement à accompagner individuellement chacun des jeunes dans le but de leur offrir des opportunités alternatives au narcotrafic. L'ensemble des réponses de Marcos aux questions sur le parler et l'agir ensemble est d'ailleurs teinté d'une logique de service. Par exemple, pour lui, les rencontres de parents servent essentiellement à faire le suivi de l'évolution des jeunes et des projets « pour se maintenir sur l'échelle d'excellence » et l'objectif d'une plus grande participation des parents est de cibler de nouveaux problèmes pour créer de nouveaux projets ou qu'ils fassent davantage de publicité autour d'eux pour attirer plus de jeunes dans les projets. Bien qu'on puisse observer chez lui, à d'autres moments, une certaine appropriation des principes de l'approche conscientisante, il faut mentionner qu'il a

³² Ce terme se réfère à l'*assistencialisme*, voir note #14 en page 71.

étudié en administration et que cette formation influence probablement sa perception de l'intervention sociale.

6.2.4 Une confusion au niveau des rôles

La logique de service, omniprésente dans la société capitaliste, entraîne par ailleurs une confusion quant à la perception que certains leaders/intervenants ont de leur rôle et de celui des parents/résidants, ce qui a un effet négatif sur la mobilisation. Parfois, tel que démontré antérieurement, les leaders/intervenants se définissent davantage comme des accompagnateurs, mais souvent ils se situent clairement comme les protagonistes des actions entreprises au nom de la communauté. Apparaît alors le danger de se positionner en tant qu'expert. Nous l'avons vu, le positionnement des leaders/intervenants en tant qu'accompagnateurs du processus de prise de pouvoir des gens de la communauté est sans doute l'un des éléments qui favorise le plus la mobilisation. Par conséquent, lorsqu'ils prennent un rôle où ils se retrouvent à l'avant-scène des actions, cela peut grandement nuire à une plus grande participation des parents/résidants. Cette situation varie, encore une fois, selon les organismes et selon les informateurs.

Au sein du conseil communautaire et du FMMC, ce sont principalement les leaders eux-mêmes qui vont à la recherche des problèmes de la communauté, qui les mettent sur la table lors des réunions et qui discutent des façons de les résoudre. Lorsque les résidants exposent directement au conseil communautaire leurs problèmes, ils redonnent rapidement aux leaders la responsabilité de les résoudre. Les leaders s'occupent donc, de façon plutôt autonome du reste de la communauté, des représentations auprès du pouvoir public afin d'obtenir ces choses qu'ils ont jugé être les meilleures solutions aux problèmes. Lucia explique comment ça se passe au conseil communautaire :

Les membres (officiers) du conseil identifient quels sont les problèmes de la communauté, ensuite ils se réunissent et voient à quel endroit on peut recourir, où on peut résoudre les problèmes. [...] Dans le conseil, il y a Rosa, Paulo, Jair, *dona* Uda, Beto, il y a plusieurs personnes, mais ce sont ces leaders qui réussissent à entrer dans les différents organes publics pour que les besoins de la communauté soient satisfaits.

Les leaders se retrouvent donc à porter les demandes de la base au lieu de l'inciter à se mobiliser pour transmettre ses propres revendications. De plus, leur travail va souvent se résumer à faire le suivi de cas individuels. Pris dans cette assistance qui demande beaucoup de temps, peu d'efforts sont alors fournis à la collectivisation des problèmes qui en vient à perdre de sa priorité.

Paulo, impliqué au conseil communautaire et au FMMC, est d'ailleurs un des informateurs qui démontre le plus de contradictions dans son discours par rapport au rôle de chacun. Paulo définit le pouvoir des résidants au conseil comme suit : « Ils ont le droit de parole et de vote, ils peuvent venir et ils peuvent exiger ». Il se place alors dans une position où il est, en tant que leader, au service des résidants, qui eux se retrouvent en quelque sorte dans une position de client; ils viennent déposer leurs plaintes au conseil et les officiers doivent y répondre. Ainsi, les résidants ne sont invités qu'occasionnellement à se joindre aux actions entreprises par le conseil et les leaders semblent au jour le jour s'accommoder de cette situation. Paulo affirme que les paroles des résidants sont importantes parce qu'elles représentent de bons arguments pour les leaders lorsque ceux-ci se retrouvent devant le pouvoir public. Il ne semble aucunement remettre en question ici le fait qu'ils parlent au nom des résidants. Or, il affirme un peu plus loin qu'il est important que les résidants accompagnent les leaders lors de ces représentations pour que les dirigeants voient les visages des premiers concernés : « C'est bon parce que les fonctionnaires de la Ville voient qui est là pour revendiquer, que ce ne sont pas seulement les coordonnateurs, les présidents, ils voient que les résidants aussi vont là pour revendiquer ». Il parle alors de sa profonde déception face à la faible participation des résidants, sans même penser qu'il en est peut-être en partie responsable. Nous avons là une belle

illustration de la confusion et des contradictions qui peuvent apparaître lorsque les leaders/intervenants se placent « au service » des gens. Malgré une bonne volonté de tous, il y a un cercle vicieux qui s'installe où les gens sont de plus en plus passifs et les leaders/intervenants de plus en plus actifs pour compenser.

Ainsi, dans cette logique de service où les leaders/intervenants occupent un rôle plus actif, le pouvoir des parents/résidants ne s'étend pas à l'ensemble des étapes du processus de mobilisation. Hormis à la commission des parents de la Marista, leur rôle, nous l'avons vu, consiste essentiellement à faire part des problèmes qu'ils vivent, voire à proposer des idées de solutions. Selon Marcos, les intervenants du CCEA vont toujours accueillir à bras ouverts les informations que les parents leur apportent dans le but d'améliorer leur travail ou de créer de nouveaux projets. Par contre, n'ayant pas contribué à l'élaboration des projets, les parents ne peuvent remettre en question les décisions prises par ces intervenants :

Ils ont un pouvoir dans la définition, ça veut dire qu'on va prendre en considération ce qu'ils ont dit pour créer un projet pour répondre à tel besoin, mais pour changer un projet, non, parce qu'un projet, s'il est déjà écrit, s'il fonctionne déjà, c'est parce qu'il reçoit du financement, alors on ne peut plus jouer dans sa structure.

Au sein du conseil communautaire, les décisions quant aux solutions et aux actions à entreprendre semblent également appartenir en bout de ligne aux leaders. Par exemple, Paulo parle de la souplesse dont font preuve les officiers du conseil au niveau de l'ordre du jour lorsqu'un des résidants arrive avec une préoccupation qu'il juge plus prioritaire. Il avoue, par contre, que cela ne reflétant pas les priorités des officiers, ceux-ci le suivent dans ses préoccupations « pour ne pas nuire aux bonnes relations ». Il semble donc y avoir là une apparence de pouvoir, puisqu'on peut douter de l'influence réelle que ce résidant exerce sur le choix des priorités du conseil s'il n'est pas présent aux rencontres suivantes.

Dans ces deux exemples, ce sont donc les leaders/intervenants qui limitent le pouvoir des parents/résidants parce qu'ils détiennent le pouvoir de décision. Parfois, ce sont les parents eux-mêmes qui limitent leur pouvoir, comme l'illustre un autre extrait. Maria affirme spontanément que le pouvoir des parents dans la commission des parents est « d'aider, mais non pas de changer le travail des intervenants ». Par contre, tout de suite après, elle ajoute que les réunions sont aussi faites pour ça, apporter à l'équipe de la Marista des propositions d'amélioration, et que l'équipe les questionne à ce sujet. Or, elle ne se souvient pas avoir vu un parent demander des changements au niveau du travail des intervenants. Cela porte donc à croire que cette logique de service est tellement bien ancrée dans les rapports entre les leaders/intervenants et les parents/résidants que, même lorsque des efforts sont faits pour donner plus de pouvoir aux gens, installer une dynamique autre que celle d'experts-assistés représenterait tout un défi.

Afin de justifier cette préséance des leaders/intervenants, il y a cette idée qui revient quelques fois chez les informateurs à savoir que les parents/résidants ne voient pas leurs propres problèmes ou qu'ils ne considèrent tout simplement pas que ce soit à eux de s'occuper du bien collectif. Ainsi, Julia croit que les intervenants de la Marista ont un rôle de sensibilisation à jouer en ce sens :

Nous avons d'autres questions sur lesquelles ils auraient besoin de se préoccuper, parce que nous sommes de l'extérieur, nous devons sensibiliser la communauté aux difficultés qu'elle a. C'est ça que nous avons pu observer. Ça devrait être le contraire, mais la communauté aujourd'hui n'arrive pas à s'observer. [...] Le conseil communautaire lui-même présente cette difficulté.

Il va donc de soi, pour certains leaders/intervenants, de contribuer de leur propre savoir afin de guider les gens dans un processus que Freire nomme la désaliénation. Julia, en parlant du rôle des intervenants de donner préséance aux gens de la

communauté, déclare : « Évidemment, nous n'allons pas rentrer dans un "basismo"³³, ce que nous savons, ce par quoi nous pouvons contribuer, nous allons apporter notre contribution ». Ainsi, elle considère que le savoir des gens peut parfois véhiculer des préjugés ou des idées erronées et que dans ces cas, les intervenants doivent rectifier le tir. Puisqu'il est question ici d'un certain jugement de valeur quant aux connaissances des gens, il faut souligner le risque que cela entraîne un positionnement de supériorité de la part des leaders/intervenants qui nuit à la mobilisation. Par exemple, Paulo ne cache pas ses jugements envers les parents « irresponsables » et il a tendance à devenir moralisateur :

Je voulais qu'ils m'amènent à une de ces réunions de parents pour parler de moi et qu'ils perçoivent l'erreur qu'ils sont en train de faire, qu'ils n'aident pas leurs enfants. J'ai l'air d'être lourd, mais je ne suis pas vraiment lourd, je les oriente par rapport à ce que j'ai fait et ce que je veux qu'ils fassent.

Cette attitude qu'il a d'exposer son opinion et son savoir comme étant toujours les plus justes ne laisse pas beaucoup de place à l'échange et cela n'est peut-être pas étranger au fait qu'il se retrouve souvent seul à gérer les problèmes de la communauté. Donnant l'impression qu'il sait toujours où il va, les gens s'en remettent beaucoup à lui et se dégagent ainsi de leurs propres responsabilités. À travers les années, il est devenu en quelque sorte le père de la communauté. Aujourd'hui, tout en jouissant d'une grande reconnaissance, il est découragé face au manque d'implication des résidents.

6.2.5 Après l'échec ou la victoire

Finalement, d'autres freins à la mobilisation soulevés par certains informateurs se rapportent au résultat même des actions. Paulo relate, un mélange de colère et de

³³ Le « basismo » est une expression utilisée au Brésil pour désigner l'attitude de certains mouvements sociaux qui, voulant donner le pouvoir au peuple, mettent de l'avant, sans conditions, sa parole bien qu'elle soit parfois composée d'idées préconçues et rétrogrades.

découragement dans la voix, comment le projet de police communautaire, élaboré par le FMMC, a été récupéré par le pouvoir public pour être mis sur pied dans d'autres villes, mais n'a jamais vu le jour dans les quartiers du Maciço do Morro da Cruz. Selon lui, ce n'est pas la seule fois qu'un de leurs projets, sur lequel ils ont travaillé ardemment, échoue. Au sujet d'un projet de construction d'une aire de loisir, il raconte : « On est allés jusqu'à Brasilia pour faire une structure de jeux ici en arrière. C'était tout prêt, une structure de jeux en acier pour que les enfants puissent jouer, mais à la fin, le projet a disparu ». Pour lui, le manque de volonté des élus et des fonctionnaires publics face aux demandes des résidents des communautés défavorisées est flagrant, phénomène qu'avec les années, il trouve très lourd. Il est évident que le fait de vivre des échecs peut jouer sur le moral et la motivation des gens, des leaders comme des autres participants.

Par ailleurs, Paulo et Maria parlent de leur propre démotivation face aux échecs de mobilisation des gens du quartier. Maria, après maintes tentatives ratées de mener des réflexions plus critiques avec les parents de la crèche où elle travaille, déclare s'en tenir maintenant à des rencontres d'information. Elle en conclut un manque d'intérêt des gens face à l'action collective et cela joue sur sa propre motivation à s'impliquer davantage au sein de la commission des parents de la Marista. Paulo, de son côté, a le sentiment d'avoir tout essayé pour stimuler la participation des résidents au conseil communautaire, mais sans succès. Tel qu'expliqué précédemment, le conseil est aujourd'hui délaissé par les gens de la communauté. Si on se fie aux observations de Julia qui a perçu un certain recul de la mobilisation, suite à une victoire de la commission des parents mettant fin à la violence policière, il est possible que les résidents du Mont Serrat, après avoir mis sur pied le CCEA, se soient retirés parce qu'ils jugent qu'ils ont fait ce qu'ils pouvaient pour régler le problème majeur de la communauté, le narcotrafic. Comme le dit Paulo, les gens se mobilisent lorsqu'ils ressentent un besoin concret et, pour reprendre son expression, en ce moment, « ils ne se salissent plus les souliers ». Il n'y a peut-être pas en ce moment

un problème ressenti de façon assez intense au sein de la communauté pour susciter l'engagement d'un grand nombre de personnes dans une action collective.

6.3 Conclusion : Quand les freins deviennent moteurs

Tout cela me porte à conclure que définitivement, un important travail peut être fait pour stimuler l'action collective, en mettant en place diverses conditions favorables au parler et à l'agir ensemble; mais de toute évidence, c'est aussi une question de conjoncture. En effet, il semble y avoir quelque chose dans la mobilisation qui reste un peu inexplicable, un moment charnière, un alignement des planètes, qui fait qu'un jour, tout ce que les leaders/intervenants ont mis en place, la valorisation des opinions des gens, les rapports égalitaires, les débats animés, la conscientisation, appelle à l'engagement d'un plus grand nombre de personnes. Nous l'avons vu, il est arrivé un moment où les représailles des narcotrafiquants ont représenté davantage une source d'indignation qu'une source de peur et ont donné une impulsion à la mobilisation. Il arrive un moment où on trouve le temps, dans son horaire chargé, pour aller à une rencontre parce que l'enjeu semble crucial et qu'on croit, ensemble, être capables de changer les choses. Il arrive un moment où l'individualisme laisse place au sentiment de puissance du collectif. Pour ce faire, nous l'avons vu, le profil et le rôle joué par les leaders/intervenants sont déterminants; la façon dont ils vont accueillir les gens et leurs opinions et stimuler leur prise de parole influence grandement leur niveau de participation. Même si les résultats ne se font pas toujours sentir immédiatement, leur plus grande force est, comme le disait Maria, d'être patients et persévérants. Geertz n'affirme-t-il pas que la plus grande qualité est la perspicacité dans la recherche continue et Freire que l'éducation est une tâche permanente pour l'être humain? Bref, les 30 ans de présence du *Padre* et d'approche conscientisante sont, sans aucun doute, les clés du succès de l'expérience du Mont Serrat.

CONCLUSION

Les nombreuses critiques envers les interventions existantes au niveau de la protection de la jeunesse et auprès des familles en général, auxquelles il est reproché d'être « individualisantes », normalisatrices et moralisatrices, marquaient l'importance de se tourner du côté de l'action collective et de l'approche conscientisante et d'ainsi se joindre aux efforts d'innovation dans ce domaine. La bifurcation vers le Brésil ayant pour objectif de revenir au Québec avec des idées inspirantes pour nos propres pratiques, je suis heureuse de constater que de nombreuses réflexions peuvent être dégagées de l'exploration de l'expérience de mobilisation de la communauté du Mont Serrat, réflexions qui peuvent très bien être transposées au contexte québécoise, notre réalité et nos questionnements se rejoignant à plusieurs égards. Bien que je n'aie pu, même au Brésil, suivre l'évolution d'un groupe spécifique engagé dans une démarche collective, tel que souhaité au départ, l'étude de la dynamique de participation de cette communauté m'a permis de cerner en quoi consiste un contexte favorable à la mobilisation des parents, ce qui peut être reproduit, avec ses singularités, au sein nos propres communautés. En fait, certains éléments identifiés sont déjà présents dans le contexte québécois ou pourraient, avec un peu de volonté, être facilement mis en place.

Au départ, on sent bien que le contexte social et politique est très différent de celui du Québec et que l'effervescence des mouvements sociaux brésiliens a laissé derrière elle un héritage qui représente un terreau fertile pour la mobilisation des communautés défavorisées. De plus, la culture de solidarité présente dans ces communautés fait naître un fort sentiment d'appartenance au monde commun, comme dirait Arendt, élément essentiel à l'agir collectif; une réalité devenue plus rare chez nous, ce qui nous rend quelque fois nostalgiques de la société « tissée serrée »

d'autrefois. Or, il est clair que des mobilisations similaires à celle du Mont Serrat peuvent également survenir dans le contexte québécois, si on continue à se préoccuper d'entretenir nos liens sociaux.

En fait, après avoir constaté la situation de cette communauté, la grande famille qu'elle forme, je me suis d'abord dit que la réussite de leur mobilisation provenait de ce contexte favorable où tout le monde se connaît et entretient des liens familiaux et de voisinage serrés. J'ai alors pensé qu'un tel contexte relevant de la réalité particulière du Brésil, une mobilisation de la sorte ne pourrait être reproduite au Québec. C'est en partageant cette réflexion avec un des leaders de la communauté et une chercheuse brésilienne qui étudie la réalité du Maciço do Morro da Cruz depuis quelques années, que ces derniers m'ont fait changer d'avis. Selon eux, deux facteurs ont permis ce processus d'action collective : oui, la proximité relationnelle entre les résidants, mais puisque cette situation est similaire dans plusieurs autres communautés où il n'y a jamais eu ce type de mobilisation, il n'y avait pas de doute pour eux que c'est d'abord la présence et l'approche du *Padre* qui ont suscité l'agir collectif. Cette observation vient donc confirmer deux éléments : l'importance de stimuler le sentiment d'appartenance des communautés, que ce soit par la mise sur pied de milieux de vie ou d'activités de rassemblement, mais surtout l'importance du travail de l'organisateur communautaire ou de toute autre personne qui souhaite favoriser une participation active des premiers concernés. De plus, rappelons qu'une des forces du leadership à l'œuvre au Mont Serrat tient au fait qu'il soit partagé entre plusieurs personnes, principe à la base du travail du *Padre*.

Ainsi, le rôle joué par les intervenants ou leaders est fondamental, qu'on se trouve au Québec ou au Brésil. Nous avons vu comment plus ce rôle se rapproche de l'accompagnement et plus il s'éloigne de la logique de service, plus les gens de la communauté prennent du pouvoir. Il est primordial que la prise de pouvoir des parents, des jeunes et des résidants en général soit perçue de façon positive par les

intervenants et les leaders, voire qu'elle soit l'objectif central des interventions. La reconnaissance de l'égalité et de la différence doit aussi être mise de l'avant dans tous les lieux de discussion. Seul un tel positionnement de la part des intervenants peut faire face à l'apathie et l'individualisme ambiants, si déplorés au Québec. Il est évident qu'en ce sens, une réelle volonté de la part de nos gouvernements d'inclure l'ensemble de la population dans les débats politiques pourrait avoir une influence considérable, à l'image de celle du Parti des Travailleurs qui a mis en place, depuis qu'il est au pouvoir au Brésil, des lois favorisant la démocratie participative. Bien que le réflexe de revendiquer ses droits, assez présent chez les Brésiliens, découle surtout d'une longue histoire de luttes sociales, le fait que le gouvernement perçoive positivement une telle attitude ouvre certainement la porte à ce que la défense de ses droits devienne une norme sociale, plutôt qu'un comportement jugé comme appartenant à des marginaux. En ce sens, il est légitime au Québec de continuer à investir des énergies au niveau du développement de la participation citoyenne et dans des projets de budgets participatifs tels que celui du Plateau Mont-Royal.

Il est intéressant également de souligner que ce n'est pas le nombre de lieux publics qui importe, les résidents du Mont Serrat ayant pris l'habitude des discussions à l'extérieur des lieux formels, mais plutôt de multiplier les occasions pour parler ensemble. Combien de fois, mettons-nous sur pied une structure dans le but de mobiliser les gens, avant de même savoir quel sera l'objet de cette mobilisation ? Combien de fois ce genre d'initiatives tombe-t-elle à l'eau avec comme conclusion que les « jeunes », les « familles », les « pauvres », etc., ne sont pas intéressés à se mobiliser ? N'essaierions-nous pas de mettre la charrue avant les bœufs ? Le fait que les gens partagent une situation-problème commune et un objectif commun de changement reste le point de départ fondamental du désir de s'unir pour agir. En ce sens, le rôle de l'intervenant est donc de faire ressortir ces situations communes et de stimuler le parler ensemble pour qu'un objectif commun se dégage. Or, il est bien possible que les gens ne perçoivent pas nécessairement de problèmes concrets sur

lesquels ils veulent agir au moment où nous, intervenants, jugeons opportun d'agir. Que faire dans ce cas ? Devons-nous vraiment attendre que la situation arrive à un degré de gravité tel que les gens ressentent l'urgence d'agir ? Au contraire, notre travail, dans une perspective fidèle à l'approche conscientisante, n'est-il pas de mettre en lumière les situations d'injustice et de susciter l'indignation ?

Il ne faut pas négliger non plus le rôle central joué par les femmes en ce qui a trait aux questions relatives aux enfants. Encore aujourd'hui, au Québec comme au Brésil, elles sont désignées comme étant les principales responsables des soins prodigués aux enfants, par conséquent les personnes qui se préoccupent davantage de leur bien-être. Toutefois, nous avons vu également, dans l'expérience du Mont Serrat, que de nombreux autres acteurs sont présents dans la lutte pour le bien-être des enfants : des parents « adoptifs », mais aussi les jeunes eux-mêmes. À la lumière de ces faits, il serait peut-être intéressant, pour nous aussi, au Québec, d'élargir notre définition de la famille. Pour le moment, il semble que nous ayons tendance à viser principalement les parents biologiques lorsque l'on élabore nos programmes d'intervention. Autre élément : pourquoi ne pas réintroduire la pratique, autrefois répandue dans les groupes populaires et les centres de femmes, d'embaucher des gens issus de la communauté. Dans l'expérience du Mont Serrat, cette pratique a grandement contribué à ce que les premiers concernés restent au cœur de la mobilisation et à ce que les intervenants n'adoptent pas une position d'expert.

Les questions que je m'étais posées initialement étant *Est-ce possible d'aborder le problème de la maltraitance des enfants dans une optique d'intervention collective ?* et *Si oui, comment ?*, l'analyse des résultats de cette intervention restait secondaire. Le fait de se poser ces questions revenait tout de même à espérer qu'une approche collective entraînerait des changements au niveau de l'environnement des familles, des structures sociales, ce qui ne pouvait être atteint par une approche visant le développement de compétences parentales. Je peux donc affirmer maintenant qu'il

est, en effet, possible d'aborder la question du bien-être des enfants dans une perspective collective et que celle-ci a bel et bien un impact sur les conditions de vie des familles. Mon idée de miser sur l'approche conscientisante s'est donc avérée gagnante, cette approche ayant été désignée par les informateurs eux-mêmes comme la clé du changement qui s'est opéré dans leur communauté et une approche particulièrement prometteuse auprès des jeunes.

Avec cette fierté émouvante de ceux qui voient enfin le résultat de leur dur labeur, les informateurs ont parlé du nombre grandissant de jeunes qui évitent la fatalité du narcotrafic et poursuivent leurs études. Au Mont Serrat, aujourd'hui, beaucoup de personnes ont un emploi, l'ensemble des résidents ont de meilleurs services publics, mais surtout, bon nombre d'entre eux, jeunes et moins jeunes, participent à la vie démocratique de la communauté. Le sentiment pour ces gens d'avoir du pouvoir est bien tangible et c'est définitivement à travers la prise de parole que ce sentiment est apparu. Comme le dit Marcos, comparant le pouvoir du CCEA à celui des armes des narcotrafiquants : « Nos armes à nous, c'est notre parole ! ». On peut dire qu'ils touchent de près ce qu'Arendt appelle le bonheur public. Même si tous les combats ne sont pas gagnés, cette communauté est bien vivante dans la poursuite de son idéal « pour que les jeunes aient une vie tranquille, pour qu'ils ne restent pas dans la survie - la survie c'est une affaire de jungle ou de guerre-, pour leur donner du pouvoir, comme un outil pour propulser leur vie » (Marcos).

RÉFÉRENCES

- ACJQ-Association des centres jeunesse du Québec. 2010. *Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse 2010 : la négligence, faites-lui face*. Montréal : ACJQ, 51 p.
- Afonso, Sonia et Silvio Soares Macedo. 1999. « Urbanização de encostas : crises e possibilidades. O Morro da Cruz como um referencial de projeto de arquitetura da paisagem ». Thèse de doctorat, São Paulo, Universidade de São Paulo, 645 p.
- Alvito, Marcos. 1998. « Um bicho-de-sete-cabeças ». In *Um século de favela*, sous la dir. de Alba Zaluar et Marcos Alvito, p. 181-208. Rio de Janeiro : Éd. Fundação Getulio Vargas.
- Ampleman, Gisèle. 1994. *La conscientisation : définition et principes d'action*. Coll. « Les cahiers de la conscientisation, no 1 ». Québec : Collectif québécois d'édition populaire, 21 p.
- Araujo, Camilo Buss. 2004. *A sociedade sem exclusão do Padre Vilson Groh : a construção dos movimentos sociais na comunidade do Mont Serrat*. Florianópolis : Insular, 144 p.
- Arcand, Paul (réal.). 2005. *Les voleurs d'enfance*. Film. Montréal : Alliance Atlantis Vivafilm. DVD, 89 min.
- Arendt, Hannah. 1972a. « Les masses ». In *Les origines du totalitarisme : le système totalitaire*, p. 27-50. Paris : Seuil.
- . 1972b. « Politique et révolution ». In *Du mensonge à la violence : essais de politique contemporaine*, p. 209-241. Coll. « Agora les classiques ». Paris : Calmann-Lévy.
- . 1980. « Seule demeure la langue maternelle : Entretien télévisé avec Günter Gaus le 28 octobre 1964 ». *Esprit*, no 6, p. 36-38.
- . 1983. « L'action ». In *Condition de l'homme moderne*, p. 231-314. Coll. Pocket Agora. Paris : Calmann-Lévy.

- ASSS-CA-Agence de la santé et des services sociaux de Chaudière-Appalaches. 2010. *Le PACE et le Y'APP : deux programmes importants pour les enfants... et leurs parents!*. En ligne. <http://www.agencesss12.gouv.qc.ca/documents/Bulletin_PACE_YAPP_22_oct_2010.pdf>. Consulté le 15 août 2012.
- Bilac, Elizabete D. 1995. « Sobre as transformações nas estruturas familiares no Brasil : notas muito preliminares ». In *Família e Processos Contemporâneos : inovações culturais na sociedade brasileira*, sous la dir. de Ivete Ribeiro et Ana Clara Ribeiro, p. 43-64. São Paulo: Edições Loyola.
- Blanchet, Luc. 2001. « La prévention des problèmes psycho-sociaux ». In *Problèmes sociaux - Tome 1 : théories et méthodologies*, sous la dir. de Henri Dorvil et Robert Mayer, p. 155-174. Montréal : PUQ.
- Bouchard, Camil. 1981. « Perspectives écologiques de la relation parent(s)-enfant ». *Apprentissage et Socialisation*, vol. 4, no 1, p. 4-23.
- . 2000. « L'initiative 1, 2, 3 GO! ». In *Enfance et milieux de vie : initiatives communautaires novatrices*, sous la dir. de Jean-Pierre Gagnier et Claire Chamberland, p. 47-64. Ste-Foy : PUQ.
- Bourgeault, Guy. 2003. « L'intervention sociale comme entreprise de normalisation et de moralisation : Peut-il en être autrement ? À quelles conditions ? ». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 16, no 2, p. 92-105.
- Burgos, Marcelo Baumann. 1998. « Dos parques proletários ao Favela-Bairro: as políticas públicas nas favelas do Rio de Janeiro ». In *Um século de favela*, sous la dir. de Alba Zaluar et Marcos Alvito, p. 25-60. Rio de Janeiro : Éd. Fundação Getulio Vargas.
- Bouthat, Chantal. 1993. *Guide de présentation des mémoires et thèses*. Montréal : UQAM, 110 p.
- Campos, Marta S. et Regina C. T. Mioto. 2003. « Política de Assistência Social e a posição da família na política social brasileira ». *Ser Social*, no 12 (janvier-juin), p. 165-190.
- Cassen, Bernard. 1998. « Une expérience exemplaire au Brésil : Démocratie participative à Porto Alegre ». *Le Monde Diplomatique*. En ligne. Août. <<http://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/CASSEN/10841>>. Consulté le 3 octobre 2009.

- CDPDJ-Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. S.d. « Enfants en difficulté et DPJ ». In *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*. En ligne. <<http://www.cdpdj.qc.ca/protection-droits-jeunesse/Enfants-Difficultes-DPJ/Pages/default.aspx#qui-directeur>>. Consulté le 25 avril 2008.
- CFESS-Conselho Federal de Serviço Social. S.d. « CFESS/CRESS: Histórico ». In *CFESS : Conselho Federal de Serviço Social*. En ligne. <http://www.cfess.org.br/cfess_historico.php>. Consulté le 17 juillet 2011.
- Chamberland, Claire. 1995. « Plaidoyer sans équivoque en faveur des interventions communautaires auprès des jeunes et de leurs familles ». *PRISME*, vol. 5, no 1 (hiver), p. 52-61.
- . 2003. *Violence parentale et violence conjugale : des réalités plurielles, multidimensionnelles et interreliées*. Sainte-Foy : PUQ, 396 p.
- Charbonneau, Johanne. 2002. « Du contrôle social à la complaisance envers les victimes : où se positionne le chercheur ? ». In *De l'intervention précoce à la prévention féroce? : Les actes du colloque*, sous la dir. du Groupe d'étude critique sur la prévention précoce, p. 7-10. Montréal : UQAM.
- Clément, Marie-Ève et Karine Côté. 2004. « Description et efficacité d'un programme d'éducation parentale offert à une communauté ethnique minoritaire de Montréal ». *Intervention*, no 120 (juillet), p. 54-63.
- Cloutier, Richard. S.d. *Ça prend tout un village....* En ligne. 7 p. <<http://www.acsm.qc.ca/Data/Document/Tout%20un%20village.pdf>>. Consulté le 3 mai 2009.
- Communauté Mont Serrat. 1992. *Comunidade Mont Serrat : memórias*. Florianópolis, 32 p.
- Coppete, Maria Conceição. 2003. *Janelas abertas : uma experiência de educação no Mont Serrat*. São Paulo : Éd. FTD, 206 p.
- Damant, Dominique, Camil Bouchard, Luce Bordeleau, Nathalie Bastien et Geneviève Lessard. 1999. « 1,2,3 GO! Modèle théorique et activités d'une initiative communautaire pour les enfants et les parents de six voisinages de la grande région de Montréal ». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 12, no 2, p. 133-150.

- Denis, Nadine et Jean-Pierre Deslauriers. 2001. « L'intervention de groupe auprès de mères adolescente : évaluation d'un programme de prévention ». *Intervention*, no 113 (printemps-été), p. 57-65.
- Deslauriers, Jean-Pierre. 1991. *Recherche qualitative : guide pratique*. Montréal : McGraw-Hill, 142 p.
- Doré, Gérald. 1985. « L'organisation communautaire : définition et paradigme ». *Service Social*, vol. 34, no 2 et 3, p. 210-230.
- Doucet, Laval et Louis Favreau. 1997. « Mise en perspective autour de trois modèles ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire*, p. 5-31. Sainte-Foy : PUQ.
- Duval, Michelle. 1990. *Les conditions de la mobilisation politique des mères-travailleuses en vue de transformer l'organisation du travail : analyse de trois expériences québécoises*. Thèse de doctorat, Montréal, UQAM, 609 p.
- . 2008. « L'action collective pensée par Hannah Arendt : comprendre l'agir ensemble pour le favoriser ». *Service social*, vol. 54, no 1, p. 83-96.
- Faleiros, Vicente de Paula. 2005. « Reconceituação do Serviço Social no Brasil: uma questão em movimento? ». *Serviço Social & Sociedade*, vol. 26, no 84 (novembre), p. 21-36.
- Fernandez, Julio. 1997. « L'éducation populaire et la transmission du savoir ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire*, sous la dir. de Laval Doucet et Louis Favreau, p. 161-186. Sainte-Foy : PUQ.
- Filion, Esther. 2005. *Les pratiques démocratiques dans les groupes d'alphabétisation populaire : libération ou insertion culturelle ?*. Mémoire de maîtrise, Montréal, UQAM, 140 p.
- . 2006. *Y'ont inventé un nouveau monde*, Film. Montréal : Centre d'éducation populaire de la Petite-Bourgogne et de St-Henri. DVD, 31 min
- Fonseca, Claudia. 2002. *Caminhos da adoção*. 2^e édition. São Paulo : Cortez, 152 p.
- Foucher, Marilza de Melo. 2003. « Démocratie locale : les expériences brésiliennes ». *Projet*. En ligne. no 274. <<http://www.autresbresils.net/spip.php?article133>>. Consulté le 3 octobre 2009.

- Freire, Paulo. 1983. *Pédagogie des opprimés*. Coll. « Petite collection Maspero ». Paris : La découverte/Maspero, 202 p.
- FRHFVDQ-Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec. 2005. *Le projet de loi 125 : une appréhension partielle de l'impact de la violence familiale : mémoire soumis à la Commission des affaires sociales*. En ligne. 45 p. <<http://www.fede.qc.ca/pdf/Loi125.pdf>>. Consulté le 16 octobre 2009.
- GECPP-Groupe d'étude critique sur la prévention précoce. 2002. *De l'intervention précoce à la prévention féroce ? : Les actes du colloque*. Montréal : UQAM, 36 p.
- Geertz, Clifford. 1986. *Savoir local, savoir global : les lieux du savoir*. Coll. « Sociologie d'aujourd'hui ». Paris : Presses universitaires de France, 293 p.
- Goldani, Ana Maria. 2002. « Família, gênero e políticas: famílias brasileiras nos anos 90 e seus desafios como fator de proteção ». *Revista Brasileira de Estudos de População*, vol.19, no 1 (janvier-juin), p. 29-48.
- Hanigan, Patricia. 1990. « L'enfance maltraitée ». In *La jeunesse en difficulté*, p. 147-171. Sillery : PUQ.
- Huot, François. 2002. « La critique de la vertu : pistes pour une analyse des fondements théoriques des programmes de prévention précoce ». In *De l'intervention précoce à la prévention féroce ? : Les actes du colloque*, sous la dir. du Groupe d'étude critique sur la prévention précoce, p. 11-16. Montréal : UQAM.
- Hurtubise, Yves. 1997. « L'action conscientisante ». In *Théorie et pratique en organisation communautaire*, sous la dir. de Laval Doucet et Louis Favreau, p. 147-159. Sainte-Foy : PUQ.
- Julien, Gilles. 1999. *Soigner différemment les enfants : l'approche de la pédiatrie sociale*. Coll. « Mieux vivre ». Montréal : Éditions Logiques, 293 p.
- Labbé, Jean. S.d. *La nouvelle loi sur la protection de la jeunesse : en quoi ça nous concerne ?*. En ligne. 7 p. <http://www.fmed.ulaval.ca/pediatrie/fileadmin/docs/serveur_pediatrie/Etudiants/Notes_de_cours/La_nouvelle_loi_.pdf>. Consulté le 6 mai 2008.
- Leeds, Elizabeth. 1998. « Cocaína e poderes paralelos na periferia urbana brasileira: ameaças à democratização em nível local ». In *Um século de favela*, sous la

- dir. de Alba Zaluar et Marcos Alvito, p. 233-276. Rio de Janeiro : Éd. Fundação Getulio Vargas.
- Leite, Ligia Costa. 2003. *Les enfants des rues au Brésil : mythes et idéologies, XVIe-XXe siècles*. Coll. « Recherches Amériques latines ». Paris : L'Harmattan, 208 p.
- Lemire, Nicole. 2005. *Les mauvais traitements physiques et psychologiques envers les enfants : bilan de connaissance*. Montréal : CLIPP, 60 p.
- Leseman, Frédéric. 1994. « La pauvreté : aspects sociaux ». In *Traité des problèmes sociaux*, sous la dir. de Fernand Dumont, Simon Langlois et Yves Martin, p. 581-604. Québec : IQRC.
- Les Francs Tireurs. 2005. *Entrevue avec Dr Gilles Julien*. Émission du 25 mars en ligne. Montréal : Télé-Québec. <http://www.telequebec.tv/lesfrancstireurs/Archives/frames/06_archives/entrevue25_03.html>. Consulté le 3 mai 2009.
- « Loi d'exception », S.d. In *Thésaurus de l'activité gouvernementale*. En ligne. <<http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=7494>>. Consulté le 16 octobre 2009.
- Lüchmann, Lígia Helena Hahn. 2007. « Democracia deliberativa, pobreza e participação política ». *Política & Sociedade*, no 11 (octobre), p. 183-197.
- _____ et Janice Tirelli Ponte de Sousa. 2005. « Geração, democracia e globalização : faces dos movimentos sociais no Brasil contemporâneo ». *Serviço Social & Sociedade*, vol. 26, no 84 (novembre), p. 91-117.
- Marier, Bernard et Anne-Marie Robert. 2004. *Les jeunes en centres jeunesse prennent la parole : avis*. Québec : Conseil Permanent de la Jeunesse, 98 p.
- Mayer, Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, Daniel Turcotte et collaborateurs. 2000. *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal : Gaëtan Morin éditeur, 409 p.
- Messier, Camille. 2001. « Soutenir les parents pour le mieux-être des enfants ». In *Problèmes sociaux - tome II : Études de cas et interventions sociales*, sous la dir. de Henri Dorvil et Robert Mayer, p. 533-560. Montréal : PUQ.
- Miles, Matthew B. et Michael Huberman. 2003. *Analyse des données qualitatives*. Bruxelles : De Boeck Université, 626 p.

- Miranda, Ana Paula R. et Patrícia B. Cavalcanti. 2005. « O Serviço Social e sua ética profissional ». *Revista Ágora : Políticas Públicas e Serviço Social*, année 1, no 2 (juillet), p. 1-23.
- Montes, Marcos Chinchilla. 2006. « Acción colectiva e intervención profesional de Trabajo Social: límites y posibilidades para la construcción de ciudadanía ». *Katálisis*, vol. 9, no 2 (juillet-décembre), p. 158-165.
- MSSS-Ministère de la santé et des services sociaux. 2007. *On a signalé la situation de votre enfant au DPJ : que devez-vous savoir maintenant ?*. Québec : MSSS, Direction des communications, 24 p.
- . 2008. *Faire un signalement au DPJ c'est déjà protéger un enfant : quand et comment signaler ?*. Québec : MSSS, Direction des communications, 28 p.
- Ninacs, William A. 1996. *Le service social et la pauvreté : De la redistribution des ressources à leur contrôle ?*. Coll. « Série Essais et synthèses ». Sainte-Foy : Université Laval, École de service social, Laboratoire de recherche, 71 p.
- Oliveira, Micheline Ramos de. 2002. *Se correr o bicho pega, se ficar o bicho come: estudo antropológico de trajetórias sociais e itinerários urbanos sob o prisma da cultura do medo entre mulheres/mães moradoras do bairro "Matadouro", Itajaí/SC*. Mémoire de maîtrise, Florianópolis, UFSC, 235 p.
- Paillé, Pierre et Alex Mucchielli. 2008. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Colin, 315 p.
- Parazelli, Michel. 1990. « Pour ajouter de la misère à la vie : L'impact d'une épidémiologie sociale-étatique sur l'action communautaire et les problèmes sociaux ». *Service Social*, vol. 39, no 2, p. 175-187.
- Perini, Eliana. 2005. « Démocratie participative : le statut de la ville ». In *Consulat général du Brésil à Paris*. En ligne. <http://www.brasil.org/index.php?option=com_content&task=view&id=665&Itemid=51>. Consulté le 5 octobre 2009.
- Pimenta, Margareth de Castro Afeche et Luís Fugazzola Pimenta. 2005. « Habitação e qualidade de vida urbana no Maciço Central de Florianópolis – SC ». In *Florianópolis do outro lado do espelho*, sous la dir. de Margareth de Castro A. Pimenta, p. 123-148. Florianópolis : Ed. da UFSC.
- Points chauds. 2006. *Tourisme sexuel : les prédateurs*, Émission du 9 janvier en ligne. Montréal : Télé-Québec. <<http://points.telequebec.tv/sujet.aspx?EmissionID=97>>. Consulté le 20 octobre 2009.

- Poirier, Pierre-Paul. 2002. « La négligence, une souffrance qui crée la souffrance ». *Intervention*, no 115 (printemps), p. 116-123.
- Quiviger, Claude. 1990. *La prévention primaire des abus et négligences envers les enfants au Québec*. Toronto : Institut pour la prévention de l'enfance maltraitée, 114 p.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campenhoudt. 2006. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, 256 p.
- René, Jean-François, Maryse Soulières et Fanny Jolicoeur. 2004. « La place et la participation des parents dans les Organismes communautaires Famille : Pratiques et défis pour une prise en charge citoyenne ». *Nouvelles pratiques Sociales*, vol. 17, no 1, p. 66-82.
- Ribeiro, Edalea Maria. 2005. *Movimentos sociais em tempos de democracia e globalização em Santa Catarina : os anos 90*. Florianópolis : Fundação Boiteux, 316 p.
- Saraceno, Chiara. 1995. « A dependência construída e a interdependência negada. Estruturas de gênero da cidadania ». In *O Dilema da cidadania: direitos e deveres das mulheres*, sous la dir. de G. Bonacchi et A. Groppi, p. 205-234. São Paulo: UNESP.
- Sarti, Cinthia Andersen. 2009. *A família como espelho : um estudo sobre a moral dos pobres*. 5^e édition. São Paulo : Cortez, 152 p.
- Silva, Lídia Maria M. Rodrigues da et Odária Battini. 2008. « Notas para a reconstrução da história do Serviço Social na Região Sul I ». *Serviço Social & Sociedade*, vol. 29, no 95 (septembre), p. 109-138.
- Stewart, Caroline. 2002. « L'application des programmes : la vision des jeunes, la vision d'un organisme ». In *De l'intervention précoce à la prévention féroce? : Les actes du colloque*, sous la dir. du Groupe d'étude critique sur la prévention précoce, p. 5-7. Montréal : UQAM.
- St-Germain, Lise. 2000. « Outiller les familles et lutter contre la pauvreté ». In *Enfance et milieux de vie : initiatives communautaires novatrices*, sous la dir. de Jean-Pierre Gagnier et Claire Chamberland, p. 65-89. Sainte-Foy : PUQ.

- Tessaro, Gilson Sérgio. 2005. *Ecopedagogia biocrática : A sobrevivência Humana Colocando a vida em xeque – A experiência popular no Maciço da Cruz (e no planeta)*. Mémoire de maîtrise, Florianópolis, UFSC, 133 p.
- Tessier, Réjean, George M. Tarabulsky et Louise S. Éthier. 1996. « Perspectives familiales et communautaires de la maltraitance des enfants ». In *Dimensions de la maltraitance*, p. 1-6. Sainte-Foy : PUQ.
- UNESCO. 2003a. *Séminaire Éducation pour les Transformations Sociales : questionnons nos pratiques. Florianópolis : un projet de qualité de vie*. En ligne. <http://portal.unesco.org/education/en/file_download.php/8982c219520cf24d38dff11ab43b5a1dflorianopolis_un_projet_de_qualite_de_vie.pdf>. Consulté le 27 septembre 2009.
- _____. 2003b. *Séminaire Éducation pour les Transformations Sociales : questionnons nos pratiques. Notes Atelier 3 : Se former pour et par le développement solidaire*. En ligne. <http://portal.unesco.org/education/es/file_download.php/38aa8d9ba80e79ae89984f6dd2024c74Exposition+des+Experiences+-+Atelier+3.pdf>. Consulté le 27 septembre 2009.
- Vanier, Louise. 2002. « Les personnes comme point de départ ». In *De l'intervention précoce à la prévention féroce ? : Les actes du colloque*, sous la dir. du Groupe d'étude critique sur la prévention précoce, p. 19-20. Montréal : UQAM.
- Yazbek, Maria Carmelita. 2006. « A Assistência Social na prática profissional : histórias e perspectivas ». *Serviço Social & Sociedade*, vol. 27, no 85 (mars), p. 123-132.
- Zaluar, Alba. 1985. « Trabalhadores e bandidos : identidade e discriminação ». In *A máquina e a revolta : as organizações populares e o significado da pobreza*. São Paulo : Brasiliense, 265 p.
- _____. 1997. « Gangues, galeras e quadrilhas: globalização, juventude e violência ». In *Galeras cariocas: territórios de conflitos e encontros culturais*, sous la dir. de Hermano Vianna, p. 17-57. Rio de Janeiro: UFRJ.
- _____. 1998. « Crime, medo e política », In *Um século de favela*, sous la dir. de Alba Zaluar et Marcos Alvito, p. 209-232. Rio de Janeiro : Éd. Fundação Getulio Vargas.
- _____. et Marcos Alvito. 1998. « Introdução ». In *Um século de favela*, p. 7-24. Rio de Janeiro : Éd. Fundação Getulio Vargas.

APPENDICE A

Grille d'entrevue

1. Pouvez-vous me parler de l'organisme dans laquelle vous travaillez/groupe auquel vous participez ? (*seulement pour l'informateur-clé de chaque organisme*)

- a. Quel est sa mission, ses objectifs ?
- b. L'idée de cet organisme/groupe vient d'où, de qui ?
- c. Qui y travaille ?
- d. Qui y participe ?
- e. Quelles sont ses actions ?
- f. Qui sont les partenaires, alliés ?
- g. Quel est votre rôle dans cet organisme/groupe ?
- h. Y a-t-il des rencontres avec les parents/résidents de la communauté ?

Si oui :

- i. Quels sont les objectifs de ces rencontres ?
- ii. L'idée de ces rencontres vient d'où, de qui ?
- iii. Qui organise et anime les rencontres ?
- iv. Qui y participe ?

Si non :

- i. Y en a-t-il déjà eu ou des tentatives ?
- ii. Pourquoi n'y en a-t-il pas/plus ?
- i. Quand on parle de famille ou de parents dans la communauté, de qui on parle ?
On parle seulement des parents biologiques ou ça peut être d'autres personnes ?
 - i. Qui prend soin des enfants ? Qui fait quoi ?
 - ii. Y a-t-il des gens qui aident ces personnes ? De quelle façon ?

2. Selon vous, y a-t-il un problème particulièrement grave qui touche les enfants/jeunes et qui a été le sujet de discussions dans les rencontres avec les parents/résidents (*sinon dans l'organisme, mais discussions impliquant les parents ou d'autres gens de la communauté ou ce que l'équipe de travail amène sur la place publique*)

- a. Pouvez-vous décrire ce problème et expliquer pourquoi il est grave ?
- b. Qui amène cette question dans la sphère publique ? Qui parle de ça publiquement (dans les rencontres de parents, conseils, forums, etc.) ? Pourquoi, quels sont leurs intérêts ?
- c. Comment c'est amené (simple discussion, demande d'action, dans quels lieux) ?
- d. Comment c'est reçu par les différents acteurs de la communauté (refus, alliances) ?
- e. Est-ce que c'est devenu un enjeu important pour le groupe de parents *et/ou* l'organisme *et/ou* la communauté ?
 - i. **Si oui :** Qu'est-ce qui a permis que ça devienne un enjeu important ?
 - ii. **Si non :** Qu'est-ce qui a empêché que ça devienne un enjeu important ?
Qu'est-ce qui permettrait que ça devienne un enjeu important ?
- f. Y a-t-il déjà eu des mobilisations, des actions collectives qui ont été menées dans le but précis de régler ce problème ?
 - i. **Si oui :** Quelles étaient ces actions (origines, participants, évolution, résultats) ?

- ii. *Si non* : Pourquoi, selon vous, il n'y en a pas ?
- g. Selon vous, quelle est l'importance des questions qui touchent les enfants par rapport aux autres questions abordées dans le groupe de parents/organisme/communauté ?
- 3. Parlez-moi un peu plus du rôle que joue chacun des acteurs dans les rencontres (lors des discussions, lors des prises de décisions, lors des actions) (*sinon, dans l'organisme*) ?
 - a. Quel est le rôle des parents ? Y a-t-il une différence entre le rôle des parents biologiques et le rôle des « autres parents » ?
 - b. Quel est le rôle des travailleurs des organismes (intervenants sociaux) ?
 - c. des autres résidants ?
 - d. des leaders communautaires ?
 - e. des autres acteurs (s'il y en a, par exemple les universitaires, les élus) ?
 - f. Y a-t-il eu des changements dans ces rôles depuis le début ?
- 4. Que pensez-vous plus particulièrement du rôle des parents dans les rencontres (*sinon, dans l'organisme*) ?
 - a. Le point de vue des parents est-il considéré, privilégié ? Et celui des « autres parents » ?
 - b. Ont-ils un certain pouvoir ?
 - i. *Si oui* : Qu'est-ce qui favorise à ce qu'ils prennent ce pouvoir ?
 - ii. *Si non* : Qu'est-ce qui nuit à ce qu'ils prennent plus de pouvoir ? Qu'est-ce qui pourrait favoriser ça ?
 - c. Selon vous, les parents ont-ils beaucoup de motivation à participer ? Pourquoi ? Quelle est leur motivation ? Pourquoi n'ont-ils pas beaucoup d'intérêt ?
- 5. Quelle est votre opinion sur la façon dont ça se passe lors des rencontres (*sinon, dans l'organisme*) ?
 - a. Comment qualifieriez-vous les relations entre les gens, les échanges ?
 - b. Comment sont perçues les différences d'opinion ? Et de statut ?
 - c. Comment se passe la collaboration entre les gens qui viennent de milieux différents ? Y a-t-il des défis et des avantages particuliers à cette collaboration ?
 - d. Est-ce que les gens trouvent ça important de s'unir et de travailler tous ensemble pour régler les problèmes dans la communauté ? Pourquoi ?
 - e. Quels sont les bénéfices de cette participation pour ceux qui participent ?
 - f. Que pensez-vous qui pourrait être fait pour améliorer votre travail auprès des parents/résidants ?
- 6. Parlez-moi de votre propre travail/implication dans cet organisme/groupe :
 - a. Depuis combien de temps y travaillez/participez-vous ?
 - b. Est-ce que c'est votre première expérience de travail dans un tel organisme/de participation à un groupe ?
 - c. Qu'est-ce qui vous a motivé à y travailler/participer ? Connaissez-vous les gens ?
- 7. Est-ce qu'il y a d'autres questions qui vous semblent importantes que nous n'avons pas abordées ? Des commentaires que vous aimeriez ajouter ?

APPENDICE B

Formulaire de consentement éclairé

La mobilisation des communautés pour le bien-être des enfants

Identification

Étudiante : Amélie Bouchard

Programme d'études : Maîtrise en travail social

Adresse courriel : amelia_bouchard@yahoo.com

Téléphone : (48) 9929-6555

Le projet de recherche a pour but d'explorer ce qui facilite la participation des parents dans une action collective pour l'amélioration des conditions de vie des enfants. Ce projet est réalisé dans le cadre d'un mémoire de maîtrise. Il est sous la direction de Michelle Duval, professeure en travail social. C'est possible de communiquer avec elle par courriel à duval.michelle@uqam.ca ou avec la professeure Regina Célia Tamaso Miotto à miotto@cse.ufsc.br. Elle est la personne responsable de l'étudiante à l'école de travail social de l'UFSC.

Votre participation consiste à accorder gratuitement une entrevue. Vous donnerez votre opinion sur les questions relatives aux enfants et sur la participation des gens de la communauté dans la sphère publique. L'entrevue durera environ 1 heure. Elle se tiendra dans un lieu tranquille de votre choix. Avec votre permission, l'entrevue sera enregistrée. Vous aurez toujours le droit de ne pas répondre à une question, sans donner de raisons ou d'explications. Vous pourrez aussi mettre fin à l'entrevue à tout moment. Votre nom ne sera pas écrit dans la transcription de l'entrevue.

Les renseignements que vous allez me donner sont confidentiels. Seules l'étudiante et la directrice de recherche pourront connaître le contenu de l'entrevue. Les enregistrements et les transcriptions seront gardés sous clé. À la fin de la recherche, un rapport sera produit, mais votre nom ne sera jamais nommé. Quand le rapport sera terminé, tout le matériel de recherche sera

détruit : les enregistrements, les transcriptions et les notes. L'université a donné son accord pour ce projet de recherche. L'étudiante doit suivre ses conseils pour faire la recherche.

Vous pouvez refuser ou décider d'arrêter de participer à la recherche n'importe quand, sans donner de raisons ou d'explications. Si vous le faites, les renseignements que vous avez donnés seront détruits. En participant à la recherche, vous pourrez contribuer à faire avancer les connaissances sur l'action collective. Il n'y a pas vraiment de risques pour vous. À la fin, un résumé des résultats de la recherche vous sera envoyé.

Si vous avez des questions sur la recherche après l'entrevue, vous pouvez communiquer avec l'étudiante. Si vous avez des questions sur vos droits, vous pouvez aussi communiquer avec la directrice de recherche.

Je, _____ reconnais avoir lu le formulaire de consentement éclairé. J'accepte de participer à la recherche intitulé *La mobilisation des communautés pour le bien-être des enfants* de l'étudiante Amélie Bouchard.

L'étudiante a bien répondu à mes questions. J'ai compris quels sont mes droits. J'ai eu assez de temps pour réfléchir à ma décision de participer. Ma participation à cette recherche est totalement volontaire. Je peux arrêter ma participation en tout temps, sans raison ni explication. Je dois seulement informer l'étudiante.

Signature du participant

Date

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

Signature de l'étudiante

Date